# Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 16664 – 7,50 F - 1,13 EURO — MARDI 25 AOÛT 1998 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI




## ■ Rencontre avec les Inuits

Le 1er avril 1999, les Esquimaux du Grand Nord canadien deviendront maîtres de leur territoire, le Nunavut. Annick Cojean est allée à la rencontre d'un peuple un temps au bord de l'anéantissement et qui se reprend à rêver. Début de notre série p. 10 et notre grand jeu-concours p. 22

## ■ Les Etats-Unis et le terrorisme

Bill Clinton prépare l'opinion publique américaine à une longue bataille où seront utilisés « *tous les outils* » contre le terrorisme islamiste. p. 3 et notre éditorial p. 11

## ■ RDC : un revers pour la rébellion

Les troupes angolaises ont pris Kitona, la principale base de la rébellion anti-Kabila dans l'ouest de la République démocratique du Congo. p. 4

## ■ Contre l'embargo qui vise l'Irak

Léon Schwartzenberg, de retour d'Irak, s'alarme dans un point de vue des conséquences sanitaires du maintien de l'embargo. p. 11

## ■ Helmut Kohl ne s'avoue pas battu

Lors d'un meeting géant, le chancelier allemand a lancé sa campagne pour les législatives du 27 septembre, où il ne part pas favori. p. 5

## ■ La Garonne, fleuve épuisé

L'extension de l'irrigation du maïs met à mal les réserves d'eau du grand fleuve du Sud-Ouest. p. 9

## ■ Le vieillissement des cités balnéaires

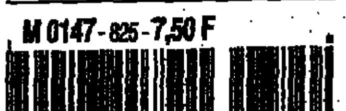
Les stations touristiques champignons nées dans les années 60 peinent à lutter contre la dégradation de leur habitat. p. 8

## ■ Rouler français, c'est moins cher

Les constructeurs français profitent plus que leurs concurrents étrangers de la guerre des prix dans l'automobile. p. 12


Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $ ; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 825 - 7,50 F

# La gauche face à l'enjeu européen

● Les élections européennes de juin 1999 dominent la rentrée de la majorité ● Probable tête de liste des Verts, Daniel Cohn-Bendit plaide, dans « Le Monde », pour « la souveraineté politique de l'Europe » ● Il critique « un PS hégémonique » et une gauche qui « gouverne sans pacte »

**DANS UN ENTRETIEN** au *Monde*, Daniel Cohn-Bendit se prononce pour une Europe fédérale. L'ancien dirigeant étudiant pendant les événements de Mai 1968, qui a la double nationalité française et allemande, député des Grünen au Parlement européen depuis 1994, a présenté sa candidature pour conduire la liste des Verts français aux élections européennes de juin 1999. Partisan du « oui » lors de la ratification du traité de Maastricht, il plaide pour *« une Union européenne qui dépasse la nation traditionnelle »* et pour *« la souveraineté politique de l'Europe »*.

M. Cohn-Bendit considère que Lionel Jospin se contente d'une *« rhétorique de gauche plurielle »*. *« Il conserve la pratique d'un PS hégémonique,* déclare-t-il, *il prend toutes les composantes de la gauche plurielle en otages permanents. » « Le problème, c'est que la gauche française gouverne sans pacte »*, ajoute-t-il en critiquant *« les nationalistes de gauche ou de droite »* et le traitement par le ministre de l'intérieur du dossier des sans-papiers.




A l'occasion de l'université d'été du Mouvement des citoyens, dimanche 23 août, Jean-Pierre Chevènement a déclaré que *« le traité d'Amsterdam est tellement nul qu'on peut se demander s'il vaut la peine d'être combattu »*. Son mouvement n'exclut pas de constituer sa propre liste aux européennes, même si le ministre de l'intérieur espère des convergences avec les socialistes. Le même jour, à la Seyne-sur-Mer (Var), le secrétaire national du PCF, Robert Hue, a demandé que *« le changement »* avance *« à un rythme plus soutenu »*. Participant à une fête de la rose, à Frangy-en-Bresse (Saône-et-Loire), François Hollande, premier secrétaire du PS, lui a répondu qu'il ne faut pas *« briser le rythme »* des réformes en l'accélérant.

*Lire pages 6 et 7*

# La crise en Russie

■ **Boris Eltsine a limogé le gouvernement libéral de M. Kirienko**

■ **Cinq mois après sa destitution, M. Tchernomyrdine redevient premier ministre**

■ **Les milieux financiers restent pessimistes et le rouble continue de baisser**

*Lire page 2*

## *Le vieux ménestrel de la ville chinoise qui a déclaré la guerre au fleuve*

**HARBIN (Chine du Nord-Est)**
*de notre envoyé spécial*

C'est un accordéoniste qui joue en Chine des airs russes sur fond de fleuve en crue. De sa voix de basse, il chante *La Banlieue de Moscou* dans une rue de Harbin, la grande cité du nord-est du pays, non loin de la frontière russe. La foule s'agglutine et s'efforce de déchiffrer l'écriteau qu'il a calé sur le guidon de son vélo. *« Dix ans de troubles ont enlevé ma jeunesse, quinze ans de prison ont brisé ma famille. Aujourd'hui, je vagabonde et j'espère que mes chansons susciteront votre pitié. »*

Les voix se mêlent dans une drôle de cacophonie. A une centaine de mètres, au bout de la rue piétonne Zhongyang qui donne sur les clapotis du fleuve Songhua, des soldats de l'Armée populaire de libération (APL) défilent en entonnant des hymnes à la gloire de la patrie en danger. Ils ont sanglé des flotteurs orange sur leur veste léopard. Dans les rues adjacentes, des camions emplis de miliciens roulent à vive allure, hérissés de drapeaux rouges claquant au vent. Harbin s'enivre d'émotions martiales. Harbin mime la guerre contre le fleuve.

Et le vagabond joue, ne cesse de jouer *La Banlieue de Moscou*. Ses longs doigts effilés trottinent sur les touches d'un pauvre accordéon à l'émail jauni. Zhang Qiusheng (c'est-à-dire Zhang « La voix du prisonnier ») est heureux. Il sourit de toutes les plissures d'un visage émacié par les errances. Escogriffe noueux, il flotte dans sa veste bleue de magasinier et son pantalon de toile taché de graisse. Il clôt parfois les yeux et, alors, on dirait qu'il s'imagine sur des planches, quêtant les vivats.

Zhang « La voix du prisonnier » voulait être chanteur. La basse, c'était son talent. Quand il débute dans le métier, au début des années 60, on lui trouve un timbre de negro spiritual. Il croyait à son étoile, en ces temps de promesses. Mais la révolution culturelle éclate qui brise le rêve. Refusant l'embrigadement dans les fermes, il prend la fuite. Des années durant, il erre de ville en ville, dormant dans les gares, dérivant jusqu'à la province musulmane du Xinjiang où il s'enrôle dans la troupe de chant du Bureau du charbon. Quand il est rattrapé par la milice, il se fait passer pour un orphelin. Il a l'air si louche qu'on commence à le prendre pour un espion à la solde des Russes.

La chute de la « bande des quatre », en 1976, le sauve d'un funeste sort. Tous les espoirs sont à nouveau permis. En attendant de pouvoir remonter sur scène, il vit d'expédients. Le voilà bûcheron. Mais les épreuves l'ont métamorphosé. L'artiste est devenu un peu canaille. Sur les routes de campagne, il a pris goût au coutelas. Un jour, il fiche une lame dans la fesse d'un voleur qui l'avait détroussé. Il est condamné à quinze ans de prison. On l'a libéré l'an dernier.

Zhang « La voix du prisonnier » vient d'achever sa ballade russe. Il glisse son écriteau dans son sac de jute. Puis il ajuste son accordéon en bandoulière et empoigne le guidon de son vélo. La foule regarde s'éloigner l'étrange ménestrel, déchu mais hilare, comblé par les applaudissements qu'il vient de cueillir sur le pavé. La cacophonie s'est éteinte. La rue est rendue aux clameurs guerrières des soldats qui montent à l'assaut du fleuve.

***Frédéric Bobin***

# Athlétisme : la tradition en or

**ENCADREMENT** technique défaillant ? Champions peu motivés ? L'équipe de France d'athlétisme revient des championnats d'Europe disputés à Budapest avec un piètre butin (quatre médailles dont deux d'or) malgré les performances de la sprinteuse Christine Arron. L'embellie nationale dans ce sport est-elle terminée ? En tout cas, les pays européens qui ont les plus solides traditions dans ce domaine, comme la Grande-Bretagne (neuf médailles d'or), l'Allemagne (huit) et la Russie (six), ont repris la position dominante qui était la leur avant les recompositions géopolitiques et le renforcement de la lutte antidopage au début des années 90.

*Lire pages 15 et 16*

# Contre Kenneth Starr, défendre Bill Clinton

**TRÊVE D'ESQUIVES**, il y a complot, et de l'espèce la plus grave, non seulement contre Bill Clinton et tout ce qu'il peut représenter, mais contre l'organisation même du système présidentiel américain et – parlons encore plus nettement – contre l'esprit de la démocratie américaine elle-même, et ce complot se déroule sous nos yeux effarés de ce mélange de mise à mort cruelle et de gaudriole sentencieuse.

Il y a d'abord complot contre un homme, Bill Clinton, que l'on soumet dans l'apathie générale à une forme d'ordalie barbare à laquelle peu de ses prédécesseurs auraient résisté, même si leur innocence eût été avérée sans discussion. Imagine-t-on l'équivalent d'un procureur spécial de l'époque examinant à la loupe, pendant le blocus de Berlin de 1947, les faillites de Harry Truman dans la chemiserie au lointain Missouri des années 30 ? Imagine-t-on Dwight Eisenhower conduit à s'expliquer sur ses rapports avec sa secrétaire-chauffeur et mannequin Kay ? En tout cas, on n'imagine tout simplement pas Kennedy survivre politiquement plus de quelques heures à un examen objectif et circonstancié des engagements politiques pro-nazis de son père, de son frère décédé Joseph et de lui-même – auteur d'un mauvais livre-reportage en 1939 à la gloire des accords de Munich –, sans même concevoir un seul instant un début de révélation de sa vie privée, autrement plus scandaleuse.

Hillary Clinton a eu, comme souvent, tort d'imputer les difficultés actuelles du président à une sorte de mépris de classe anti-Arkansas, dans l'espoir mal fondé de mettre de son côté la brave droite populiste.

Le *Wall Street Journal*, le *Washington Times* et les autres anti-clintoniens n'ont jamais rien reproché aux frères ignorantins et aux joueurs professionnels du Nevada de Paul Laxalt, qui furent à Las Vegas les premiers soutiens officiels de Ronald Reagan. Ils semblent flattés par la vaste culture de Jessie Helms, président ubuesque de la commission des affaires étrangères qui, récemment encore, saluait en Benazir Bhutto une digne représentante... de l'Inde (*sic*).

***Alexandre Adler pour Le Monde***

*Lire la suite page 11*



# Caméra au Front



JEAN-LOUIS COMOLLI

**COMMENT** filmer le Front national ? C'était la question posée aux participants des XIes Etats généraux du documentaire de Lussas (Ardèche), qui se sont achevés samedi 22 août. Parmi tous les cinéastes ayant relevé le défi, Jean-Louis Comolli fait figure de pionnier. Depuis déjà dix ans, il tient, avec Michel Samson, la chronique filmée de la vie politique en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

*Lire page 19*

هكذا من الاصل



**RUSSIE** Champion de la « valse des cadres », le président russe a renvoyé, *dimanche 23 août*, le gouvernement conduit depuis à peine cinq mois par le jeune libéral Sergueï Kirienko. Il a demandé à l'ancien premier ministre Viktor Tchernomyrdine de revenir à la tête de l'exécutif. ● LA NOMINATION de l'ancien apparatchik soviétique, qui dirigea le ministère de l'industrie du gaz de l'URSS pendant sept ans, doit être confirmée par la Chambre basse du Parlement, la Douma. Pour la première fois depuis le début de la crise, le 17 août, le président russe devait s'adresser à la nation, lundi. ● LES MILIEUX FINANCIERS, frappés par la suspension des remboursements de la dette intérieure russe la semaine *dernière*, étaient pessimistes lundi après le limogeage de l'ensemble du gouvernement russe. Le rouble s'est échangé lundi à 7,14 roubles pour 1 dollar.

# Boris Eltsine cède une partie de son pouvoir à Viktor Tchernomyrdine

## Le président russe a limogé brutalement, dimanche 23 août, son premier ministre libéral, Sergueï Kirienko, et son équipe. De retour au Kremlin, l'ex-patron de Gazprom exige un « contrôle total » sur les nominations au gouvernement

MOSCOU
*de notre correspondante*

D'abord, ce fut l'incrédulité. Des *rumeurs parlaient* bien, ces derniers jours, d'un renvoi du premier ministre libéral, Sergueï Kirienko, une sanction inéluctable après la dévaluation du rouble *qu'il s'était* engagé à défendre. Mais personne ne prévoyait, dimanche 23 août, que le couperet tomberait si vite. Quant au remplacement de M. Kirienko par son prédécesseur, Viktor Tchernomyrdine, des badauds, ignorants de ce bouleversement et interrogés par la chaîne NTV, demandaient si c'était *« une plaisanterie »* ? Ils soupiraient, avec fatalisme. Plus rien *apparemment* n'étonne, venant du Kremlin.

C'EST DRÔLE, VIKTOR, VOUS N'AVEZ PAS CHANGÉ !...

PANCHO

M. Tchernomyrdine, renvoyé il y a cinq mois à peine, parce que la Russie et ses réformes avaient un besoin urgent de *« sang neuf »*, est aujourd'hui rappelé aux commandes d'un pays plongé dans la débâcle financière en raison, principalement, de la politique menée pendant cinq ans par ce doyen du lobby du pétrole et du gaz. *« Choix hallucinant, excluant toute chance d'assainissement financier »*, se désolait, dimanche, un expert occidental. Sous le sceau de l'anonymat, il rappelait l'opinion courante selon laquelle la Maison blanche (le Parlement de Moscou), du temps où M. Tchernomyrdine y régnait en maître, était devenue le centre de la corruption irradiant le pays. Mais les chaînes télévisées ont tenté, au contraire, de justifier le choix présidentiel.

La décision fut, en effet, communiquée dans la soirée aux médias sans un mot d'explication. Le décret renvoyant tout le gouvernement Kirienko et désignant son nouveau responsable par intérim tient en trois lignes. Mais les Russes, dans la rue, comme les commentateurs, ont vite avancé des hypothèses. Boris Eltsine, absent de la scène publique alors que son pays sombre et fait chuter les places boursières de la planète, ne serait rentré que samedi à Moscou. La veille, la Douma, convoquée en session extraordinaire, avait voté, avec une fougue inhabituelle, des appels à la démission du président et à celle du gouvernement. Boris Eltsine aurait pu ignorer ces votes, comme il l'a toujours fait. Mais l'ampleur du désastre économique qui se profile est sans précédent pour le pays depuis 1992.

### LE CHOIX DES OLIGARQUES

Après avoir prié ses compatriotes de *« ne pas oublier qu'il existe encore un président dans le pays »*, Boris Eltsine a pris l'initiative dans un domaine où son pouvoir s'exerce toujours, celui de la valse des cadres. Il a aussi coupé l'herbe sous les pieds de l'opposition communiste, qui préparait une motion de censure contre M. Kirienko. *« On était sûrs que le gouvernement serait renvoyé, mais on ne pensait pas qu'il le serait si tôt »*, a ainsi avoué Nikolaï Ryjkov, chef d'une fraction parlementaire alliée des communistes et des nationalistes, jugeant que le choix présidentiel était *« convulsif »* et *« dénué de toute logique »*.

La logique aurait voulu en effet que Boris Eltsine, ayant attendu que les députés désavouent M. Kirienko *pour le renvoyer, joue jusqu*'au bout le jeu de la coopération avec l'opposition de gauche, majoritaire au Parlement. A défaut de sauver une situation économique à l'évidence désespérée, le président aurait pu tenter d'atteindre une forme de *« stabilité politique »*. Quitte à proclamer enfin le *« changement du cours des réformes »* que réclament depuis des années les communistes et la majorité spoliée du pays. Car la décision prise le 17 août par le gouvernement sortant – faire défaut « provisoirement » sur les dettes aux *investisseurs russes* et *étrangers* – a déjà isolé le pays. Ces investisseurs ne reviendront pas sur le marché russe *« avant au moins un an et demi »*, reconnaissait M. Kirienko, vendredi.

Pour ce qui est de la nomination de Viktor Tchernomyrdine, il semblerait que ce ne soit pas Boris Eltsine qui ait fait preuve d'initiative, mais M. Tchernomyrdine lui-même et les *oligarques qui le soutiennent*, à défaut de meilleur candidat pour la future présidentielle. Or, leur programme n'est pas celui du communiste Guennadi Ziouganov et consorts, même s'ils ont déjà amplement démontré, depuis 1996, qu'ils pouvaient, à l'occasion, faire cause commune. Le premier souci des oligarques, avivé par l'orage financier dont l'imminence était patente, était de garder le contrôle du pouvoir qui leur échappait avec la mise en œuvre du programme anti-crise du FMI et du gouvernement Kirienko. Quand l'échec de ce plan a éclaté au grand jour, le 17 août, Viktor Tchernomyrdine est rentré précipitamment à Moscou, déployant une activité fébrile. Il a rencontré les dirigeants de toutes tendances de l'opposition communiste, le ministre de *l'intérieur, ainsi* que le candidat potentiel à la présidence, Alexandre Lebed, actuel gouverneur de Krasnoïarsk. Ce dernier, il est vrai, ne fut guère *« impressionné »* par cette rencontre, qu'il décrivit sur un ton de sarcasme : *« Viktor Stepanovitch m'a raconté comme il avait bien travaillé pendant cinq ans, comme tout était calme de son temps, sans barrages de mineurs sur les rails... »*

Dès lundi, la candidature du nouveau premier ministre a été proposée par le président à la Douma. L'ex-patron de Gazprom a déjà commencé des *consultations* avec les chefs des différentes fractions parlementaires.

Le chef communiste, Guennadi Ziouganov, a déjà fait monter les enchères en exigeant une déclaration publique sur un *« changement du cours politique »*, ainsi que des négociations sur la composition du gouvernement.

Mais l'approbation finale des députés ne semble pas faire de doutes. Dans ce cas-là, Boris Eltsine aura bel et bien déclenché le compte à rebours de son propre abandon du pouvoir.

*Sophie Shihab*

### « Travailler sans ingérences »

**Viktor Tchernomyrdine joue aujourd'hui de l'image qu'il s'était forgée, de « garant de la stabilité » en Russie, de présidentiable prêt à pallier toute défaillance de Boris Eltsine. *L'ex-patron de* Gazprom avait su se concilier Washington et le FMI autant que ses ex-collègues du Parlement. C'était, en mars, ce qui avait poussé le président à se débarrasser d'un premier ministre qui le marginalisait. Mais, devant l'urgence, Boris Eltsine s'est résigné à passer le flambeau. Car le Tchernomyrdine qui revient n'est plus celui qui fut remercié le 23 mars. Entre-temps, il a fait officielle*ment acte de candidature* à la présidentielle et a acquis le soutien d'une partie des oligarques russes. Des *« sources proches »* de M. Tchernomyrdine, citées par la radio Ekho Moskvy, ont affirmé, dimanche, que ce dernier, reçu dans la journée par M. Eltsine, lui a posé deux conditions : il veut avoir le *« contrôle total des nominations »* au gouvernement et *« travailler sans ingérences »*. Jamais encore Boris Eltsine ne s'était départi de tels pouvoirs. – *(Corresp.)***

### Chronologie

● **23 mars 1998** : Boris Eltsine limoge le gouvernement Tchernomyrdine et confie à Sergueï Kirienko le poste de premier ministre par intérim. Ce dernier ne sera investi par la Douma, réticente, que le 24 avril.
● **15 mai** : des mineurs, en grève depuis une semaine, bloquent le Transsibérien pour obtenir le paiement de leurs salaires.
● **18 mai** : chute des marchés russes. Le lendemain, la Russie relève ses taux d'intérêt pour défendre le rouble.
● **17 juin** : Anatoli Tchoubaïs, responsable des relations avec les institutions financières, affirme que la Russie a besoin de 10 à 15 milliards de dollars pour stabiliser les marchés.
● **23 juin** : présentation du programme anticrise du gouvernement, dont l'*« objectif prioritaire »* est la stabilité du rouble.
● **13 juillet** : la Russie obtient une aide internationale de 22,6 milliards de dollars.
● **22 juillet** : le FMI accorde à la Russie un prêt de 11,2 milliards de dollars, dont 4,8 milliards disponibles tout de suite.
● **14 août** : le président russe exclut toute dévaluation.
● **17 août** : le gouvernement lâche le rouble et suspend ses remboursements de la dette extérieure.
● **21 août** : la Douma accuse le gouvernement d'incompétence totale et demande à Boris Eltsine de *« démissionner volontairement »*.
● **23 août** : le président limoge *M. Kirienko et rappelle Viktor* Tchernomyrdine.– *(AFP.)*




# En 122 jours, l'apparatchik Viktor Tchernomyrdine a eu raison du jeune libéral Sergueï Kirienko

MOSCOU
*de notre correspondante*

Sortant vers minuit, dimanche, du bâtiment de la Maison Blanche, quatre heures après l'annonce du limogeage de son gouvernement, Sergueï Kirienko ne s'est pas engouffré dans son véhicule de service. Il s'est dirigé vers *le campement des mineurs*, installés depuis plus de deux mois sous ses fenêtres pour réclamer sa démission et celle de Boris Eltsine, en plus du versement de leurs arriérés de salaires. Mais les journalistes ne furent pas admis à écouter l'entretien.

A trente-cinq ans, ce « très jeune » réformateur a ainsi démontré une fois de plus une force de caractère et de convictions que ses apparences de « fort en thème », rédhibitoires pour toute ambition présidentielle, ne laissent pas présager. *« Il n'a pas eu de chance, trop de facteurs se sont ligués contre lui »*, commentait, dimanche soir, une chaîne de télévision. Mais le « fusible » de Boris Eltsine ne part pas couvert d'opprobre. Même ses adversaires politiques, c'est-à-dire la quasi totalité des députés de la Douma, lui reconnaissent intelligence, capacité d'écoute et d'expression. Mais dans le monde irrationnel et largement corrompu du Parlement russe, elles lui ont été de peu de secours...

A *la veille de son renvoi*, il tenta une dernière fois de convaincre, d'expliquer que la Russie n'avait plus d'autre choix que de tenter de *« vivre selon ses moyens »*. Il fut le premier à affirmer, peu après sa nomination le 23 mars, que le problème de la Russie est celui de sa dette, une *« vieille maladie »* dont on ne sort pas impunément en un jour ou en un mois, et que ses décisions du 17 août étaient inévitables. Paradoxalement, ces mesures – gel des remboursements des prêts consentis par les investisseurs russes et étrangers – auraient dû plaire aux opposants de gauche qui réclamaient sa tête. Elles reviennent, a-t-il souligné, à choisir de payer enfin les dettes aux salariés et retraités russes qui en ont besoin pour acheter du pain, aux dépens – provisoire – de *« spéculateurs »*, qui savaient qu'ils couraient un risque *« dans la mesure où ils prenaient des intérêts de plus de 100 % »* (sur les Bons du Trésor russe, ou GKO).

### LA VICTOIRE DES LOBBIES

Mais il se trouve que le parti « Notre maison la Russie » (NDR) de M. Tchernomyrdine, qualifié de centriste, qui va succéder au gouvernement Kirienko, dit libéral alors qu'il tentait de restaurer l'autorité de l'Etat face aux oligarques, a d'autres priorités. Son chef, Alexandre Chokhine a ainsi pris position, vendredi, contre le moratoire de quatre-vingt-dix jours imposé aux banques et entreprises russes endettées envers des banques occidentales. Ce parti est avant tout un instrument du lobby des producteurs de gaz et de pétrole. Or ce sont eux, ainsi que les banques qui leurs sont rattachées, qui ont le plus emprunté à l'étranger. Disposant tous de filiales *off-shore* souvent occultes, beaucoup d'entre eux ne veulent pas rompre les liens avec leurs créditeurs. Le gouvernement sortant a d'ailleurs précisé que le moratoire n'interdit pas aux entreprises russes saines d'assumer leurs obligations extérieures par *le biais de filiales étrangères enregistrées* légalement. Mais l'espoir caché de beaucoup d'opérateurs russes dans ce secteur, où se sont bâties *les plus grosses fortunes* du pays, est de pouvoir continuer leurs transferts de capitaux échappant au contrôle de l'Etat.

M. Chokhine s'en est aussi pris à la promesse faite par le président de la Banque centrale, Iouri Doubinine, qui devrait lui aussi être limogé, de *« garantir à 100 % »* les dépôts des particuliers auprès de banques soutenues par l'Etat. Une telle annonce visait sans doute à favoriser la concentration des dépôts dans quelques grandes banques, pour permettre une liquidation moins douloureuse pour le public de toutes celles qui doivent disparaître. Mais ces dernières ont suscité une levée de bouclier contre ce projet, qualifié *« d'irresponsable »* par M. Chokhine.

Viktor Tchernomyrdine, soixante ans, avait prudemment *évité*, durant les premiers mois de sa « traversée du désert », de s'attaquer ouvertement à son successeur. Il le fit cependant à deux occasions. D'abord fin juin, quand le gouvernement avait menacé de reprendre le contrôle des paquets d'actions de Gazprom appartenant à l'Etat et confiées à son président, Rem Viakhirev. *« Il a des théories, il fait des comparaisons, mais j'aimerais le voir si c'était dans sa maison qu'on venait agir comme ça »*, s'était emporté le père spirituel et matériel de Gazprom. Sa seconde attaque publique contre M. Kirienko est toute récente : *« Il n'y a pas de gouvernement, les mesures qui doivent être prises ne le sont pas »*, déclarait-il dès le 18 août après la dévaluation, d'un air d'apparatchik sûr de son fait.

M. Chokhine, lui, avait alors déclaré que Sergueï Kirienko, ainsi que Iouri Doubinine et Anatoli Tchoubaïs, jusqu'à ce jour en charge des relations avec le FMI, *« n'ont pas suffisamment informé le président de la réalité de la situation »*. Suggérant ainsi que ce sont ces trois hommes qui ont poussé Boris Eltsine à affirmer publiquement qu'il *« n'y aura pas de dévaluation »*, la veille du jour où ils décidaient de la mener. C'était l'accusation suprême. Il devenait anodin ensuite pour M. Chokhine de se déclarer *« d'accord »* avec la comparaison assassine faite par le leader d'opposition démocratique, Grigori Iavlinski : *« M. Kirienko*, a-t-il dit, *est comme un gamin qui se promène avec aisance sur un rebord de fenêtre au 10ᵉ étage parce qu'il n'a pas encore le sens des réalités... »*

*S. Sh.*

# Nouvelle baisse du rouble et des marchés asiatiques

**LA VIOLENTE** secousse enregistrée vendredi *(Le Monde* daté 23 et *24 août) sur les places boursières* européennes et américaines s'est répercutée, lundi, sur les marchés asiatiques, même si leurs pertes ont été contenues. La Bourse de Singapour (– 2 %) a touché en cours de séance son niveau le plus bas depuis huit ans. La Bourse de Taïpeh a enregistré son plus important plongeon depuis trois mois (– 3,5 %). L'indice de la Bourse de Djakarta a perdu plus de 5 %, celui de la Bourse malaisienne plus de 4 %. A Tokyo, le recul a été limité (– 2,03 %), mais l'indice Nikkei est tombé pour la deuxième fois en moins d'une semaine sous la barre psychologique des 15 000 *points. La décision* du président russe, Boris Eltsine, de renvoyer le gouvernement libéral de Sergueï Kirienko n'a pas calmé des investisseurs déjà préoccupés par la situation économique de l'archipel.

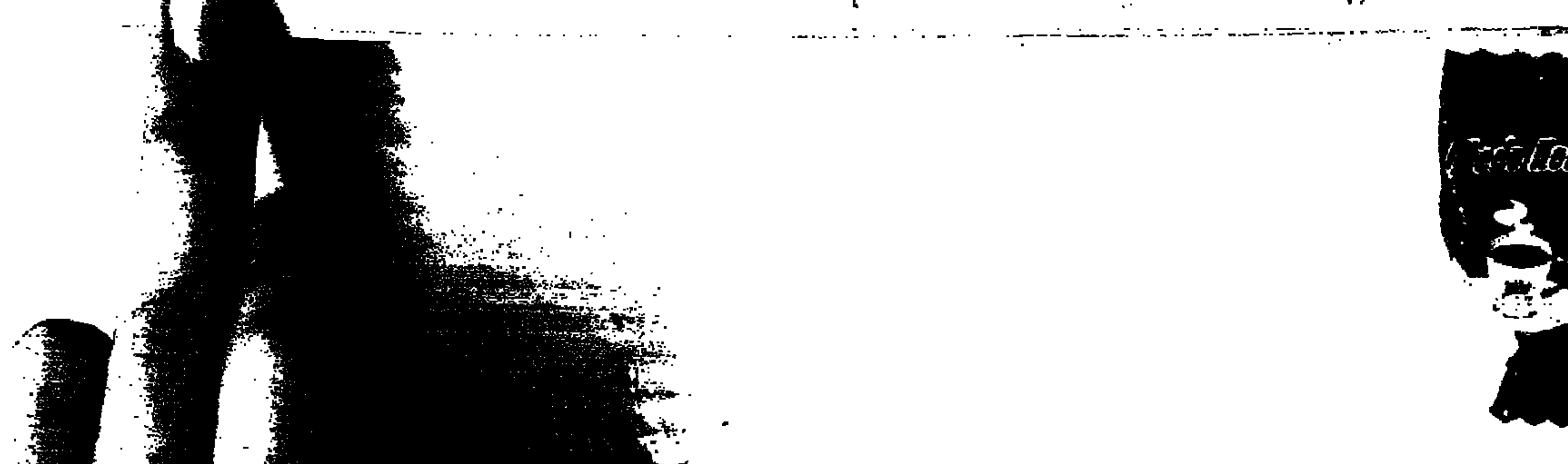
A contre-courant, la Bourse de Hongkong est parvenue à afficher une hausse : les autorités monétaires de l'ancienne colonnie britannique ont continué d'acheter des actions pour éviter une chute de l'indice Hang Seng. En plus d'une semaine, le montant de ces achats s'est élevé à 1 milliard de dollars (6 milliards de francs). Mais les autres marchés de la région n'ont pas bénéficié de tels soutiens.

En Europe, les marchés se montraient toujours aussi nerveux. Lundi matin, l'indice Dax de la Bourse de Francfort, après avoir progressé de 1,5 % quelques minutes après l'ouverture de la séance, affichait une légère baisse pour remonter par la suite. Vendredi la place allemande a plongé de 5,4 %. Ce jour-là, la tardive *prise de conscience par les boursiers* de la gravité de la crise financière en Russie et la crainte de la voir s'étendre à d'autres marchés émergents, comme ceux d'Amérique latine, a affecté les places boursières européennes. Les investisseurs *ont notamment* vendu les titres des banques allemandes qui sont les premiers créanciers de *la Russie. Le marché espagnol a af*fiché la plus forte baisse avec une perte de 5,81 %. Les grandes sociétés cotées comme Telefonica, Banco Santander ou le Banco Bilbao Vizcaya ont racheté ces dernières années des entreprises latino-américaines dont les bénéfices risquent de fondre si une crise financière se développe sur le continent sud-américain.

Les investisseurs redoutent maintenant la répétition du scénario de la crise asiatique. En 1997, la dévaluation du bath thaïlandais avait été le détonateur de la crise en Asie. Cette fois, c'est le Venezuela qui devra peut-être dévaluer sa monnaie. Son *économie*, très dépendante des exportations de pétrole, a été affectée par la chute du prix du baril. D'une manière générale, les pays d'Amérique latine souffrent de la baisse du prix des matières premières qui est la conséquence de la crise asiatique. Sans compter que la région connaît ses propres faiblesses, à savoir : la persistance d'une dette extérieure phénoménale et des déficits courants importants. Le Brésil quant à lui vit avec un déficit public qui est supérieur à celui de *l'Etat russe ! Jeudi 20 août, les* places boursières américaines ont connu une véritable journée noire qui s'est prolongée le lendemain. Les investisseurs préfèrent sortir en masse de ces marchés pour se porter vers des titres moins risqués.

Très recherchées, les obligations émises par les Etats français, allemand ou américain servent de valeurs refuges et les rendements des emprunts d'Etat baissent à des niveaux jusque-là inconnus. Le dollar joue également son rôle de devise refuge. *Lundi, il cotait aux* premières heures de la matinée 144,76 yens, 1,80 mark et 6,04 francs. Le rouble quant à lui poursuivait sa dégringolade et s'échangeait à 7,14 pour 1 dollar.

*Joël Morio*





# Washington se prépare à une longue bataille contre le terrorisme islamiste

## Bill Clinton déclare que les Etats-Unis auront recours à « tous les outils »

**Les Etats-Unis préparent l'opinion à une longue bataille contre le terrorisme des extrémistes islamistes, contre lequel ils sont disposés à utiliser « *tous les outils* », a déclaré le président Clinton. Dans la mesure où cette nouvelle forme de terrorisme n'est pas le fait d'Etats identifiables, Washington doit avoir recours à de nouvelles tactiques, où la part des activités de renseignement sera cruciale.** *(Lire aussi notre éditorial page 11.)*

NEW YORK
*de notre correspondante*

Après les frappes américaines du 20 août contre des objectifs présumés terroristes au Soudan et en Afghanistan, l'administration américaine et les médias se sont attachés à préparer l'opinion à *« une longue bataille »* face à ce qui est présenté comme un nouveau type de conflit auquel vont être confrontés les Etats-Unis pendant plusieurs années.

Dans le discours qu'il fait tous les samedis à la radio, le président Bill Clinton a averti que *« tous les outils »* seraient utilisés dans cette lutte. Le chef de l'exécutif américain a précisé qu'il avait signé, dès jeudi, une ordonnance interdisant aux sociétés et ressortissants américains toute relation financière ou commerciale avec le millionnaire Oussama Ben Laden, deux de ses lieutenants et leurs organisations. Cette ordonnance impose également aux banques américaines de geler leurs éventuels avoirs aux Etats-Unis. La portée concrète de cette mesure est vraisemblablement très limitée, car le leader extrémiste islamiste ne semble pas avoir beaucoup d'intérêts financiers aux Etats-Unis, mais Washington espère ainsi inciter d'autres pays à suivre son exemple.

**RÉTENTION D'INFORMATIONS**

Les responsables américains, apparemment en possession de renseignements plus précis, notamment grâce aux satellites-espions, ont revendiqué, samedi 22 et dimanche 23 août, une plus grande mesure de succès quant à l'efficacité des frappes de jeudi. Selon le porte-parole de la Maison Blanche, Mike McCurry, les six sites visés au sein du camp, très étendu, qui servait de base d'entraînement aux terroristes dans la région de Khost, en Afghanistan, ont été atteints par les tirs des missiles de croisière. *« Nous avons sérieusement porté atteinte à la capacité du réseau d'Oussama Ben Laden à fonctionner à partir de ces camps »*, a affirmé le porte-parole.

Les autorités américaines sont également restées très fermes sur la qualité des preuves et des informations qui les ont conduites, d'une part, à désigner le réseau de Ben Laden comme l'auteur des deux attentats du 7 août contre les ambassades au Kenya et en Tanzanie et comme une menace future pour les intérêts américains, et, d'autre part, à affirmer que l'usine pharmaceutique El Chifa, dans la banlieue de la capitale soudanaise Khartoum, produisait un composant présenté comme un précurseur du gaz innervant VX.

Les membres du Congrès, qui ont eu droit, vendredi, à un *briefing* top-secret du secrétaire à la défense, William Cohen, et de la secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, se sont déclarés satisfaits des éléments qui leur avaient été fournis. L'hebdomadaire *Newsweek* affirme, dans son édition en vente lundi, que les services de renseignement américains disposaient d'échantillons accablants, de substances produites par l'usine de Khartoum.

Pour les Etats-Unis, les règles du jeu ont changé par rapport aux conflits classiques. M$^{me}$ Albright a parlé de *« la guerre du futur »* : il ne s'agit plus du terrorisme parrainé par des Etats, comme la Libye ou l'Iran, qui permettait d'identifier des dirigeants, des quartiers généraux ou des interlocuteurs ; le terrorisme auquel sont aujourd'hui confrontés les Etats-Unis implique, affirment-ils, un recours à des tactiques différentes, dans lesquelles les activités de renseignement jouent un rôle crucial.

Cela implique aussi, semble-t-il, une politique de communication différente avec les médias, dont la curiosité est loin d'avoir été comblée ces derniers jours. A un journaliste qui trouvait cette rétention d'informations suspecte, en particulier sur les preuves dont l'administration affirmait disposer, le sénateur républicain John McCain, un homme d'ordinaire très ouvert à la presse, héros du Vietnam et membre de la commission des forces armées, a répondu à la télévision MSNBC qu'il trouvait au contraire cette rétention très opportune : *« Notre problème*, a-t-il expliqué, *a précisément souvent été de vous livrer trop d'informations, parce que nous étions obsédés par le fossé de crédibilité qui séparait l'armée et le public depuis le Vietnam. Et trop souvent, nous avons par la même occasion informé l'ennemi. »*

De même, jeudi, lors du premier point de presse au Pentagone sur les frappes américaines, le chef d'état-major, le général Hugh Shelton, a refusé de fournir l'essentiel des détails opérationnels : *« Je sais que pendant l'opération "Tempête du désert"* (contre l'Irak) *on vous a habitués à vous donner tous les détails après chaque opération*, a-t-il répondu aux journalistes. *Mais cette fois-ci, on joue une partie tout à fait différente : c'est à des organisations terroristes que nous avons affaire. »*

**NOUVELLES RÈGLES AVEC L'ONU**

Ainsi, les détails sur la fermeture de l'ambassade des Etats-Unis à Tirana, la capitale albanaise, ces dernières semaines, commencent seulement à émerger : une opération conjointe américano-albanaise a, selon Washington, permis de mettre en échec un projet d'attentat d'extrémistes islamistes contre l'ambassade et, il y a une semaine, deux cents marines ont été acheminés dans la capitale albanaise pour évacuer le personnel diplomatique américain. La tension reste grande, puisque dimanche, un homme qui tentait d'escalader les grilles de l'ambassade et qui aurait ouvert le feu, a été tué à Tirana.

Les Etats-Unis ont aussi, semble-t-il, décidé d'appliquer d'autres règles du jeu sur le plan diplomatique : s'estimant directement et très précisément menacés, ils ont décidé cette fois de ne pas s'embarrasser de laborieuses démarches auprès du Conseil de sécurité de l'ONU (le secrétaire général Kofi Annan n'a d'ailleurs même pas été prévenu) et *ont agi unilatéralement, en état « de légitime défense »* comme, fait valoir M$^{me}$ Albright, les y autorise l'article 51 de la Charte des Nations unies.

Cité, dimanche, par le *New York Times*, Kenneth Katzman, expert du Proche-Orient auprès du Congrès, pense cependant que Washington aurait tort de surestimer le soutien des régimes arabes modérés à son combat contre l'extrémisme islamiste : *« Les gouvernements arabes modérés ne veulent surtout pas risquer d'enflammer les partisans de Ben Laden dans leurs pays, et ils veulent éviter qu'on en fasse un martyr »*, observe-t-il. D'où le risque d'une personnalisation excessive de la menace par les Etats-Unis.

***Sylvie Kauffmann***

### *Selon l'« Observer », l'usine El Chifa est purement civile*

**Selon un ingénieur britannique, Tom Carnaffin, directeur technique de 1992 à 1996 de l'usine El Chifa, située dans la banlieue de Khartoum et bombardée, jeudi 20 août, par la marine américaine, le site ne sert nullement à la production d'armes chimiques. *« Je connais parfaitement cette usine et elle ne se prête tout simplement pas à la production d'armes chimiques (...) à moins de changements techniques radicaux ces derniers mois »*, a-t-il déclaré à l'hebdomadaire *The Observer*. Pour Washington, l'usine fabriquait des agents précurseurs du gaz neurotoxique VX.**

**Le *Times* de Londres cite, pour sa part, lundi 24 août, le rédacteur en chef du journal arabe *Al Qods Al Arabi*, basé dans la capitale britannique. Il affirme tenir du millionnaire Oussama Ben Laden qu'une rencontre au sommet entre mouvements islamistes devait bien se tenir sur la base de Khost, en Afghanistan, vendredi 21 août. La tenue de cette rencontre avait été invoquée par Washington pour justifier le bombardement, la veille, de la base de Khost. – *(AFP.)***

# Tension antioccidentale au Pakistan et en Afghanistan

***ISLAMABAD***
*de notre envoyée spéciale*

La tension demeure extrêmement forte en Afghanistan, où des manifestations d'hostilité à l'égard des Occidentaux ont eu lieu dans différentes provinces sous contrôle des talibans. A Kaboul, des miliciens talibans sont venus dans des maisons d'étrangers déjà évacués pour demander où ils étaient. A Hérat, non loin de la frontière iranienne, des manifestants ont lancé des pierres contre la maison des Nations unies, le consulat iranien et les bureaux de l'organisation non gouvernementale Médecins du monde. Les talibans ont, d'autre part, durci leurs attaques contre les Etats-Unis, accusés d'*« avoir choisi le prétexte d'Oussama Ben Laden pour exprimer leur hostilité contre l'islam et le monde musulman »*.

Le chef suprême des talibans, le mollah Mohamad Omar, aurait toutefois été agacé par les menaces de représailles réitérées ce week-end par Oussama Ben Laden contre les Etats-Unis. Selon le journal pakistanais *The News*, le chef des talibans a affirmé *« qu'il ne peut y avoir deux gouvernements différents et parallèles en Afghanistan. Nous avons un gouvernement central pour gouverner le pays et il doit être obéi. »* Le mollah Omar aurait ajouté qu'il avait envoyé un émissaire à Oussama Ben Laden pour lui demander de la retenue et lui indiquer, aussi, que l'Afghanistan prendrait les mesures nécessaires à sa défense et pour répondre à l'attaque américaine.

Cette mise en garde du mollah Omar doit être prise avec prudence. Selon un haut responsable de l'ONU, les talibans avaient été avertis de la reprise à grande échelle de l'activité des terroristes étrangers sur leur sol et des menaces qu'elles pourraient faire peser sur leur cause. Selon ce haut responsable, les talibans niaient ces accusations, comme ils continuent de nier leur implication dans les attentats au Kenya et en Tanzanie, réaffirmant quotidiennement qu'ils n'abandonneront jamais le millionnaire saoudien.

Ce double langage s'est encore exprimé après la mort, samedi, de ses blessures, du lieutenant-colonel italien, Carmine Calo, membre de la mission spéciale des Nations unies en Afghanistan (Unsma). Le colonel avait été blessé au lendemain des bombardements américains sur l'Afghanistan. Sa jeep, clairement identifiée comme des Nations unies, avait été arrêtée par un véhicule portant le macaron taliban puis mitraillée. Qualifiant ce drame d'*« incident isolé »*, le vice-ministre des affaires étrangères taliban a exprimé le *« profond regret de son gouvernement pour cette tragédie »*. Il a déclaré que la sécurité des étrangers serait assurée.

**PREMIÈRE VICTIME POLITIQUE**

Les talibans ont pris des mesures pour protéger les bâtiments de l'ONU à Kaboul. Mais, dans le même temps, ils ont laissé se dérouler, sinon organisé, des manifestations contre les intérêts étrangers dans différentes villes du pays.

Selon le mollah Omar, deux Pakistanais ont été arrêtés dans l'affaire de l'attentat contre l'ONU et seront jugés par une cour islamique. *« Si celle-ci les condamne à mort, ils seront exécutés »*, a affirmé le mollah Omar. Ces deux Pakistanais appartiendraient, selon une source indépendante, à des mouvements de guérilla luttant pour la libération du Cachemire. Deux des trois camps atteints par les frappes américaines et plus ou moins détruits étaient dirigés par des Pakistanais et occupés par de jeunes Pakistanais, membres de deux mouvements de lutte au Cachemire. Cette affaire inquiète nombre de responsables pakistanais. Ils s'interrogent sur la raison du bombardement de ces camps situés à une vingtaine de kilomètres du camp d'Oussama Ben Laden. Et ils s'inquiètent de la révélation au grand jour de l'entraînement militaire de Pakistanais dans des camps dirigés par des Pakistanais sur le territoire afghan. Les bombardements américains ont montré l'implication de ces guérillas avec les talibans puisque le nombre relativement peu élevé de morts (une cinquantaine) est expliqué par le fait que la plupart des occupants des camps étaient occupés à venir en aide aux *« étudiants en religion »* dans leur offensive dans le nord de l'Afghanistan.

En attendant, la première victime politique de l'opération américaine pourrait bien être le gouvernement pakistanais de Nawaz Sharif. Il est soumis à des pressions de l'opposition pour révéler la vérité sur l'aide qu'il aurait apportée aux Etats-Unis. Les démentis du gouvernement n'ont pas convaincu. Et l'annonce, dimanche, de la découverte d'un missile non explosé dans un coin du Balouchistan pourrait relancer la polémique : la preuve est faite que les missiles ont bien survolé le Pakistan.

Le limogeage, samedi, du chef des renseignements généraux serait lié, selon la *BBC*, au fait qu'il aurait donné des informations aux Etats-Unis. Et non, comme le veut la version officielle, parce qu'il avait mis le gouvernement dans l'embarras en indiquant qu'un missile était tombé au Pakistan et avait tué six personnes (ce qui avait entraîné une protestation des autorités auprès des Etats-Unis, protestation retirée plus tard, le missile ayant bien tué des Pakistanais mais en Afghanistan).

Pris entre son besoin d'aide américaine pour survivre économiquement et la nécessité de se montrer ferme face à Washington pour garder le minimum de soutien d'une opinion publique surchauffée par l'opposition, notamment religieuse, le gouvernement semble pris dans un jeu perdant. Son seul souci, pour l'instant, est de protéger les intérêts occidentaux au Pakistan, où l'ambiance demeure extrêmement hostile à tout ce qui est étranger.

***Françoise Chipaux***

# Le président iranien est invité à venir en France

## Paris veut avoir avec Téhéran un dialogue « franc, complet et tourné vers l'avenir », a affirmé Hubert Védrine au terme de sa visite

TÉHÉRAN
*de notre envoyée spéciale*

*« Le voyage a correspondu à ce que j'en attendais »* : le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, n'a pas hésité, dimanche 23 août au terme d'une *« visite de travail »* de quarante-huit heures à Téhéran, à se dire *« extrêmement »* satisfait de ses entretiens avec les dirigeants iraniens – entretiens qu'il a qualifiés *« d'extrêmement intéressants »*. Il a transmis au président iranien, Mohamad Khatami, un message du président Jacques Chirac et une invitation à se rendre en France, à une date dont ils conviendront d'un commun accord.

Cette invitation donne la mesure de l'intérêt que Paris porte à un dialogue substantiel avec l'Iran, pays qui, de par sa position *« géographique, sa taille et ses potentialités »*, souhaite jouer le rôle *« qui peut être le sien »*. Une première illustration de cet intérêt a précisément été la visite de M. Védrine.

Le ministre s'était rendu à Téhéran pour se faire sa propre idée des récents changements intervenus en République islamique et dont l'élection à la présidence de la République du moderniste Khatami fut la résultante (*Le Monde* du 23 août). Le pari était ambitieux pour une visite si courte, d'autant qu'en présence d'hôtes étrangers les dirigeants iraniens affichent une unanimité sans rides. Ali Akbar Nategh Nouri, le président du Parlement et chef de file des conservateurs, a été aussi avenant et a tenu le même langage que le président de la République ou le ministre des affaires étrangères.

**L'INVENTAIRE DES DIFFICULTÉS**

Aussi M. Védrine va-t-il procéder à une *« analyse méthodique »* des impressions et conclusions de ses collaborateurs et des cinq parlementaires qui étaient du voyage. Mais, d'ores et déjà, il a noué avec les dirigeants iraniens le dialogue qu'il *« souhaitait »*, c'est-à-dire *« franc, complet et tourné vers l'avenir »*. Il veut *« travailler sur les perspectives d'avenir »*, ne pas *« se concentrer sur les éléments de désaccord »*, sans pour autant en *« éluder »* aucun. La logique de sa démarche est qu'une coopération avec l'Iran dans les domaines où elle est d'ores et déjà possible peut aider à résoudre les questions litigieuses ou tout au moins celles qui sont d'ordre pratique.

Avec son homologue Kamal Kharazi, il a fait *« méthodiquement »* l'inventaire des difficultés. Elles vont des entraves juridiques et bureaucratiques qui empêchent l'exécution de contrats déjà conclus par des entreprises françaises en Iran, à des questions humanitaires, en passant par la garantie des investissements étrangers, l'octroi de visas – en particulier, à des chercheurs et iranologues français –, le statut de l'Institut français de recherches sur l'Iran, et le cimetière franco-polonais de Téhéran menacé par un projet d'urbanisme. L'Iran est un pays compliqué, commente-t-on dans son entourage.

**COOPÉRATION**

Les discussions vont se poursuivre sur tous ces sujets. M. Védrine et M. Kharazi sont convenus de se voir *« régulièrement »*, les rencontres entre hauts fonctionnaires se multiplieront ; entre parlementaires aussi. L'Iran est demandeur de coopération dans de multiples domaines : agroalimentaire, énergétique, aéronautique, culturel, scientifique, nucléaire, etc. Paris est disposé à les examiner tous.

Les questions les plus difficiles et à propos desquelles M. Védrine n'a pas voulu *« être très très précis, pour des raisons d'efficacité »*, touchent aux droits de l'homme *« en règle générale »*, mais aussi à *« une série de cas concrets »*. Quant aux divergences, elles portent sur des questions plus globales, culturelles ou relatives à des valeurs – l'affaire de l'écrivain britannique Salman Rushdie, condamné à mort par une *fatwa* de l'imam Khomeiny en est un exemple.

Les autorités iraniennes ont apporté des réponses indicatives de leur volonté de *« discuter et d'expliquer leur point de vue »*, a dit le ministre. La veille, son homologue iranien avait jugé *« tout à fait naturel que des pays divergent sur certains sujets »* fondés sur *« des valeurs qui ne peuvent pas coïncider »*. *« Il est tout à fait possible que, dans une négociation, on ne parvienne pas à un accord sur tous les points, mais le dialogue doit continuer dans un climat sincère »*, avait-il ajouté.

On touche là à certaines des questions qui étaient au cœur du dialogue *« critique »*, instauré en 1992 entre l'Union européenne (UE) et l'Iran et devenu, depuis février, dialogue politique. Ce qui ne signifie pas, a précisé M. Védrine, que les Européens aient renoncé à la critique. Après tout, a-t-il souligné, il n'existe pratiquement pas de cas où le dialogue soit dénué de toute critique. Celui que la France engage avec l'Iran est à l'image de celui qu'elle a avec *« les pays importants dans le monde »*.

Le chef de la diplomatie française et ses hôtes ont pu aussi *« confronter leurs analyses »* sur de nombreux problèmes régionaux, notamment la situation en Afghanistan et le processus de paix israélo-arabe. Téhéran demeure toujours sceptique sur ledit processus, qu'il juge avoir été lancé sur *« de mauvaises bases »*. Les autorités iraniennes estiment que les faits leur ont donné raison, puisque le processus est totalement bloqué. Cette position est aux antipodes de celle de Paris, qui approuve le processus de paix sur ses bases actuelles et souhaite qu'il reprenne sur les mêmes bases.

Quant à la progression des talibans en Afghanistan, elle inquiète Téhéran, pour qui la solution ne saurait être que politique et doit associer toutes les forces en présence. Pour la France, a répondu M. Védrine, la paix suppose *« un minimum d'accord entre les pays qui sont voisins de l'Afghanistan et qui ont attisé »* le conflit. L'Iran en est un, puisqu'il soutient militairement l'opposition aux talibans.

M. Védrine informera ses homologues de l'UE des résultats de sa visite. Avant de se rendre à Téhéran, il avait parlé de son projet avec la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright, qui l'a jugé *« très intéressant »*.

***Mouna Naïm***

هكذا من الاهل



# L'Angola inflige ses premiers revers à la rébellion congolaise

## Alors que l'offensive vers Kinshasa semble compromise, les pays d'Afrique australe, réunis à Pretoria, appellent à un cessez-le-feu et à la recherche d'une solution politique au conflit en République démocratique du Congo

**L'entrée en scène de l'Angola aux côtés du président Laurent-Désiré Kabila a porté un coup très dur à la rébellion congolaise. Les insurgés qui menaçaient Kinshasa à partir du littoral atlantique ont été pris à revers par les troupes venues de l'enclave angolaise de Cabinda qui ont pris l'aéroport de Kitona, point de passage obligé de l'approvisionnement des forces anti-Kabila. *Celles-ci ont en revanche annoncé avoir* pris Kisangani, la grande ville du centre du pays. A Pretoria, en Afrique du Sud, deux sommets régionaux, convoqués par le président Nelson Mandela, ont abouti, *dimanche 23 août à un appel au cessez-le-feu* et à l'ouverture de négociations. La rébellion s'est déclarée prête à l'arrêt des combats, mais les partisans de M. Kabila subordonnent tout cessez-le-feu au retrait des forces rwandaises et ougandaises qu'ils accusent de soutenir la rébellion. A Kinshasa, l'opposant – au maréchal Mobutu puis à M. Kabila – Etienne Tshisekedi a appelé les Congolais *« à régler leurs affaires entre eux »*.**

L'ARMÉE angolaise a infligé ses premiers revers à la rébellion qui tente de renverser le président congolais Laurent-Désiré Kabila. Dimanche 23 août, les éléments angolais auraient progressé depuis le littoral atlantique de la République du Congo, en direction du grand port fluvial de Matadi. Dès samedi, des blindés et des fantassins avaient pénétré en République démocratique du Congo (RDC) en provenance de l'enclave angolaise de Cabinda. Ces forces, qui *comprendraient également* 1 500 *« gendarmes katangais »* (des soldats congolais originaires de la région natale de Laurent-Désiré Kabila, qui ont combattu aux côtés des forces gouvernementales pendant la guerre civile angolaise), ont immédiatement pris la base aérienne de Kitona, à quelques kilomètres de la côte.

C'est à Kitona que les rebelles avaient débarqué le 4 août des éléments venus de Goma, à l'extrême est de la RDC, éléments qui ont ensuite entamé leur progression vers Kinshasa, tout en continuant de recevoir renforts et armements par voie aérienne. La perte de cet aéroport prive les rebelles de toute source d'approvisionnement. Leur situation est d'autant plus précaire que les forces angolaises et les *« gendarmes katangais »* se sont lancés à la poursuite des insurgés et auraient d'ores et déjà atteint Boma, au sud-ouest de Matadi.

**Une guerre sur deux fronts**

Infanterie et blindés angolais et gendarmes katangais

BRAZZAVILLE · KINSHASA · CABINDA (ANG.) · Barrage d'Inga · Mbanza Ngungu · Kitona · Songololo · Moanda · OCÉAN ATLANTIQUE · RÉP. DÉM. DU CONGO · HAUT-CONGO · Congo · Bunia · Kisangani · RÉP. DÉMOCRATIQUE DU CONGO · KINSHASA · Kalémie · Lac Tanganyika · KATANGA · Lubumbashi

Renforts zimbabwéens et angolais, dont plusieurs chasseurs bombardiers stationnés à Kinshasa

PROGRESSION DES REBELLES APPUYÉS PAR DES ÉLÉMENTS RWANDAIS

La rébellion, qui serait à une trentaine de kilomètres de Kinshasa, pourrait être tentée de lancer un coup de main sur la capitale, mais la présence de 600 parachutistes zimbabwéens reste un élément dissuasif. Le commandant Dieudonné Kabengele, qui commande les insurgés dans l'ouest du pays, a admis avoir perdu Kitona après *« des combats acharnés »*, mais a affirmé avoir abattu deux MIG zimbabwéens. A Goma, la rébellion a annoncé avoir pris Kisangani, la grande ville au sommet de la boucle du fleuve Congo, à 1 200 kilomètres au nord-est de Kinshasa. En revanche, sa progression en direction du Katanga reste lente. A Lubumbashi, la capitale du Katanga, la situation est néanmoins tendue et deux journalistes occidentaux ont été refoulés samedi après avoir été détenus pendant une nuit. Le gouvernement congolais a officiellement admis que M. Kabila, dont on était sans nouvelle depuis une semaine, se trouvait à Lubumbashi.

C'est de cette ville qu'il a téléguidé la délégation représentant la RDC aux deux sommets qui ont eu lieu pendant le week-end à Pretoria, la capitale de l'Afrique du Sud.

**M. MANDELA OPTIMISTE**

La première de ces deux réunions, un sommet qui aurait dû réunir l'Ouganda, le Rwanda (alliés présumés de la rébellion), la RDC et le Zimbabwe a été un relatif échec : en effet, M. Kabila, invoquant son état de santé, avait dépêché deux ministres et le président zimbabwéen avait publiquement jugé cette rencontre *« inutile »* pour expliquer l'absence totale de représentants de Harare. L'Ouganda a alors menacé d'intervenir directement dans le conflit, si les forces étrangères ne se retiraient pas de RDC.

Dimanche, un sommet de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC) a réuni les quatorze pays de cette organisation régionale. Cette fois, le Zimbabwe était représenté par son ambassadeur à Pretoria, mais l'Angola était absent. Les participants ont appelé à un cessez-le-feu immédiat, mais Mwenze Kongolo, le ministre congolais de la justice, qui représentait M. Kabila, a subordonné tout arrêt des combats au *« retrait immédiat des forces rwandaises et ougandaises »*. À Goma, la rébellion se déclarait *« satisfaite »* des résultats de la rencontre de Pretoria. *« Pour nous, un cessez-le-feu n'est pas un problème »*, a déclaré Bizima Karaha, l'un des dirigeants des insurgés.

A la fin du sommet, le président sud-africain Nelson Mandela a exprimé son optimisme quant à l'issue pacifique du conflit : *« Les rebelles parlent le même langage que nous et le gouvernement de la RDC veut aussi la paix. C'est pour cela que je pense que nous aboutirons à la paix »*, a-t-il déclaré. Le sommet a également rappelé M. Kabila à ses engagements démocratiques, demandant la tenue d'élections *« dans un délai raisonnable, prenant en compte les réalités de la RDC »* et soutenant les efforts de M. Kabila *« pour faire en sorte que tous les Congolais soient représentés dans les mécanismes de préparation des élections »*. – *(AFP, AP, Reuters.)*

## *Kinshasa expulse deux diplomates français*

**Le gouvernement de Laurent-Désiré Kabila a annoncé, samedi 22 août, l'expulsion de deux diplomates français travaillant à l'ambassade de France à Kinshasa. Il s'agit du premier secrétaire, Philippe Parisi-Faure, et d'un secrétaire d'ambassade, Daniel Philibert. Le ministre congolais de l'information, Didier Mumengi, a déclaré que les deux diplomates avaient été *« repérés comme des personnalités suspectes, avec un comportement peu diplomatique »*, ajoutant qu'*« il était important que tout étranger qui se balade dans le pays avec de telles suspicions soit expulsé »*.**

**Selon des sources gouvernementales congolaises, cette expulsion fait suite à la violation de l'espace aérien congolais par un hélicoptère militaire français qui avait survolé le fleuve Congo mercredi soir. Samedi, quelques dizaines de manifestants s'étaient à nouveau rassemblés devant l'ambassade de France à Kinshasa pour dénoncer *« l'impérialisme chiraquien »*. La méfiance des autorités congolaises, qui continuent de reprocher à la France son soutien au maréchal Mobutu en 1996-1997, n'est pas nouvelle. En décembre 1997, le premier conseiller de l'ambassade de France avait été expulsé. – *(AFP.)***

**TROIS QUESTIONS À...**

## *ÉTIENNE TSHISEKEDI*

**1 En tant que chef de l'opposition congolaise, vous venez de lancer un appel à la négociation entre les rebelles et M. Kabila. N'est-il pas trop tard ?**

Si je demande à Laurent-Désiré Kabila et aux rebelles de cesser immédiatement les combats, c'est parce que je suis convaincu qu'il n'y a pas de solution militaire à la crise que connaît la République démocratique du Congo. Il s'agit avant tout d'un problème d'ordre politique et interne qui ne peut être résolu par les armes. Je ne condamne personne car je veux avoir accès aux uns et aux autres pour faciliter l'entente entre les enfants de ce pays et les mettre autour de la même table. Mais je constate que le départ de Mobutu Sese Seko n'a rien résolu car il ne s'est pas accompagné de l'instauration d'un État de droit, seule garantie de stabilité pour notre pays et nos voisins. Au lieu de discuter avec l'opposition et d'instaurer la démocratie, M. Kabila a fait venir les Rwandais. Aujourd'hui, nous voyons le résultat. Il faut laisser les Congolais régler leurs affaires entre eux.

**2 N'y a-t-il pas justement une volonté d'ingérence du Rwanda, soucieux de mettre de l'ordre en République démocratique du Congo pour avoir la paix à ses frontières ?**

Il y a un problème de relations extérieures avec nos voisins. On ne peut pas le nier. Mais je suis persuadé que la résolution des questions politiques d'ordre interne permettra d'y mettre fin. Si le pays était gouverné, les Rwandais ne chercheraient pas à mettre de l'ordre chez nous. S'ils avaient quelqu'un à qui parler, ils n'auraient aucune raison de se plaindre. C'est l'absence d'une véritable autorité à la tête de notre pays qui explique l'intervention étrangère. Et cette autorité ne peut être que démocratique.

**3 Quel rôle êtes-vous prêt à jouer ?**

Dans l'immédiat, je vais prendre mes dispositions pour me rendre auprès de M. Kabila, puis auprès des rebelles. Il faut arrêter d'envoyer les enfants congolais à la mort et les réconcilier. Puis, dans un second temps, il faudrait établir un consensus pour une transition démocratique, trouver un cadre juridique afin d'établir une nouvelle Constitution et organiser des élections. L'opposition interne que je représente a déjà joué ce rôle sous Mobutu lors de la conférence nationale. Puis, nous avons continué à lutter dans ce sens contre M. Kabila. Nous avons la légitimité du peuple. Personnellement, je suis prêt à jouer un rôle consensuel dans ce cadre-là.

*Propos recueillis par Frédéric Chambon*

# Les insurgés contraints d'abandonner le scénario de la guerre-éclair

**GOMA**
*de notre envoyé spécial*

**ANALYSE**
La régionalisation du conflit fait resurgir la menace de la partition du Congo

Le Kivu, poudrière de l'Afrique des Grands Lacs, à la lisière de l'Afrique centrale et de l'Afrique orientale, menaçait la stabilité régionale. C'est au cœur de cette ré*gion qu'a commencé le combat qui* devait entraîner la chute de Mobutu Sese Seko, et c'est là qu'est née la rébellion qui tente de chasser Laurent-Désiré Kabila du pouvoir. C'est aussi au cœur du Kivu que s'étaient réfugiés les auteurs du génocide rwandais de 1994 et que survivaient les rébellions hutues rwandaise et burundaise, l'opposition armée ougandaise et divers groupuscules guerriers congolais.

Amorcé le 2 août, dans cette province en constante effervescence, par les combattants banyamulenges et des mutins de l'armée du président Kabila, le conflit est devenu national avant de faire planer un danger que l'Afrique n'avait guère connu dans son histoire. Cinq pays sont d'ores et déjà impliqués dans la guerre : l'Ouganda et le Rwanda, qui soutiennent la rébellion ; l'Angola et le Zimbabwe, qui défendent Kabila ; et bien sûr la République démocratique du Congo, ex-Zaïre, transformé en champ de bataille. *« La vraie guerre commence »*, ont annoncé, dimanche 23 août, des chefs politiques et militaires de la rébellion.

Le tournant de la guerre est l'intervention de l'Angola. A Goma, l'annonce de l'offensive de Luanda ce qui signifie que les combattants sont coupés de leur état-major et seront plus difficilement ravitaillés en armes et en munitions.

Autant que militaire, l'échec des rebelles est politique. Ils doivent dorénavant affronter un pays puissant, doté d'une armée parmi les mieux entraînées et équipées du continent. Or rien ne prédestinait l'Angola à soutenir M. Kabila, accusé par Luanda de tolérer, voire d'alimenter, les bases militaires dont l'Unita – la rébellion angolaise – disposait au Congo à l'époque du maréchal Mobutu.

*La rébellion avait pourtant* écrit un scénario presque parfait pour une victoire. Elle bénéficiait du soutien actif de l'Ouganda et du Rwanda – présentés comme les symboles d'une « nouvelle génération » d'Etats africains – et de la neutralité de Nelson Mandela, le patriarche du continent ; elle prétendait avoir obtenu un feu vert des Etats-Unis et de la France. Dans l'ex-Zaïre, elle pouvait compter sur une fraction de l'armée congolaise épuisée par les méthodes du pouvoir de Kinshasa, sur une vitrine politique avec Arthur Z'Ahidi Ngoma, un opposant à Mobutu et à M. Kabila ancré dans ses convictions humanistes, et sur la perspective plutôt populaire de la chute d'un dictateur honni.

**CONFUSION**

Laurent-Désiré Kabila avait peu d'atouts. Il incarne une génération de chefs africains dictatoriaux et corrompus. Et il était parvenu, en un an et demi, à se discréditer aux yeux de tous les pays africains et occidentaux.

La première raison de l'échec de la guerre-éclair qu'envisageaient les rebelles, dans un pays de 2 350 000 kilomètres carrés et de 40 millions d'habitants, est l'impo- rwandaise, à dominante tutsie, a été perçue comme une force d'occupation. Les Banyamulenges, Tutsis congolais, sont haïs par leurs concitoyens. En jouant sur la fibre nationaliste et en dénonçant une *« invasion étrangère »*, Laurent-Désiré Kabila a réussi, sans s'être acquis un réel soutien populaire, à dresser les Congolais contre les forces rebelles et leurs alliés tutsis.

La seconde raison tient à la confusion qui règne dans les rangs rebelles. Se sont retrouvés à Goma des hommes politiques d'horizons si divers que le sens de leur action ne peut être clair ni pour la population ni pour les capitales africaines. Parmi les principaux chefs politiques rebelles cohabitent deux compagnons de guérilla de Laurent-Désiré Kabila, d'origine tutsie et proches de Kigali, Bizima Karaha et Déogratias Bugera, l'idéaliste francophile Arthur Z'Ahidi Ngoma, un universitaire inconnu et vieillissant intronisé président du mouvement, Wamba dia Wamba, et un ancien premier ministre de Mobutu, Lunda Bululu...

*« La présence de Bululu est très néfaste. Nos signaux de rupture avec le mobutisme n'ont pas été suffisamment clairs,* note un conseiller de la rébellion. *Or, pour un pays comme l'Angola, le mobutisme, c'est le Diable ! »*

**UN CONSTAT ALARMANT**

Bien qu'Arthur Z'Ahidi Ngoma et le commandant militaire, Jean-Pierre Ondekane, certifient que *« la vraie guerre commence »*, nul ne voit la rébellion prête à un affrontement de longue haleine contre l'Angola. *« Nous ne voulons pas l'escalade de la guerre et l'embrasement de la région,* dit M. Ngoma, *mais nous devons aller jusqu'au bout de notre combat. » « L'Angola veut-il aider Kabila à continuer à déstabiliser l'Afrique centrale, dont l'Angola ? »* s'interroge M. Karaha. Le malaise est pourtant perceptible : *« Nous n'avons pas les moyens de combattre l'Angola,* confie le conseiller. *L'objectif est clair : une solution politique. L'Angola veut conforter sa stature régionale et doit comprendre que Kabila n'est pas un allié sérieux. »*

L'atout que conservent les rebelles est l'ampleur de leurs succès militaires. Kisangani, la troisième ville du pays, est tombée. Les combattants avancent vers le sud et le Katanga tandis que, dans l'ouest, ils seraient aux portes de Kinshasa. Si la prise par l'Angola de la base de Kitona est un revers stratégique la régionalisation du conflit surgit toutefois le spectre de l'enlisement d'une guerre qui pourrait diviser le Congo-Kinshasa. Le scénario de la partition verrait une rébellion se replier à l'est dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu, qui bordent l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi, les trois pays frères d'armes.

*« Nous n'avons aucune intention de diviser le Congo,* confiait récemment une source proche du pouvoir à Kigali. *L'intérêt du Rwanda est d'avoir à Kinshasa un pouvoir ami qui s'intègre dans une région stabilisée. Or, la division, telle que d'ailleurs Kabila avait commencé à la provoquer, est synonyme d'instabilité. »*

Moins d'un mois après le déclenchement de la rébellion, le constat est alarmant. *« L'Afrique est en train de démontrer qu'elle n'assume pas son destin collectif, si un pays africain peut encore voler au secours d'un dictateur »*, dénonce Arthur Z'Ahidi Ngoma. Les rebelles, qui ont déclenché la tempête, font eux-mêmes chaque jour la démonstration de leur légèreté. La République démocratique du Congo est devenue un champ de bataille bordé par neuf pays qui sont, mise à part la Zambie, *tous en situation de guerre* ouverte ou larvée.

*Rémy Ourdan*

## L'Algérie serait bientôt capable de fabriquer du plutonium militaire

**MADRID.** L'Algérie sera en mesure de fabriquer d'ici deux ans du plutonium pouvant être utilisé à des *fins militaires*, a *révélé*, dimanche 23 août, le quotidien madrilène *El Pais* citant un rapport confidentiel des services de renseignements militaires espagnols (Cesid). Le Cesid pense que les Algériens, bien qu'ils aient signé le traité international de non-prolifération nucléaire, poursuivent un programme atomique, avec l'aide technique de la Chine et de l'Argentine, allant bien au-delà de leurs besoins civils. Ces allégations ont été démenties par les autorités algériennes.

Par ailleurs, une nouvelle vague de violences a frappé l'Algérie. Depuis mercredi 19 août, des attentats, attribués aux islamistes, ont fait 26 morts, selon un décompte officiel. Ces attentats ont *commencé* au lendemain d'un discours du président Liamine Zeroual dans lequel il a réaffirmé que *« l'éradication du terrorisme, mobilisant l'ensemble des moyens de l'Etat, est un objectif qui sera concrétisé »*. – *(AFP, Reuters.)*

## Les combats se rapprochent de la capitale du Kosovo

**PRISTINA.** L'artillerie serbe a pilonné, dimanche 23 août, des positions tenues par les séparatistes albanophones au sud de Pristina, la capitale du Kosovo, incendiant des villages et contraignant leurs habitants à fuir, selon des sources albanaises du Kosovo.

Selon les déclarations, dimanche, d'un porte-parole militaire cité par l'agence *Tanjug*, en six mois de conflit au Kosovo, plus de de 450 « terroristes » albanais ont été tués par l'armée yougoslave. Ce bilan de 450 morts se réfère aux seuls affrontements qui ont eu lieu dans les secteurs du ressort de l'armée, limitrophes de l'Albanie et de la Macédoine mais ne prend pas en compte les Albanais tués à l'intérieur du Kosovo par les forces de sécurité serbes et dont le nombre reste inconnu. – *(AFP, Reuters.)*

## Irlandais du Nord et du Sud manifestent ensemble contre l'attentat d'Omagh

***BELFAST.*** *Les Irlandais du Nord et du Sud ont offert,* samedi 22 août, une rare démonstration de cohésion en commémorant ensemble *l'attentat d'Omagh, alors que le camp de la paix se renforçait* grâce à l'annonce du cessez-le-feu d'une nouvelle dissidence républicaine, *l'Armée de libération nationale irlandaise (INLA). Une* semaine, jour pour jour après le pire carnage (28 morts) qu'a connu *l'Ulster en trente ans de conflit,* l'île s'est figée : A 15 heures 10 très précises, des centaines de milliers d'Irlandais, de part et d'autre de la frontière, ont observé une minute de silence à la mémoire des victimes et pour dénoncer le terrorisme.

Le même jour, l'INLA, l'une des milices antibritanniques les plus violentes d'Irlande du Nord, a annoncé la fin de vingt-trois ans de meurtres et d'attentats à la bombe. L'organisation a annoncé qu'elle avait donné des instructions à ses militants en vue d'un *« cessez-le-feu complet (...) pour prendre en compte les désirs du peuple »*. – *(AFP.)*

### DÉPÊCHES

■ **ISRAËL : le gouvernement va investir** trois millions de dollars pour développer une enclave juive dans la ville palestinienne d'Hébron, a annoncé, dans la nuit de dimanche 23 à lundi 24 août, aux colons, le ministre des infrastructures nationales, Ariel Sharon. Tous les gouvernements israéliens s'étaient opposés à développer ce quartier, qui jouxte les maisons arabes et est situé sur un site archéologique. – *(AFP.)*

■ **IRAN : un ancien procureur des tribunaux révolutionnaires**, ex-directeur de la plus grande prison d'Iran et figure controversée du régime, Assadollah Ladjevardi a été assassiné, dimanche 23 août, en plein cœur de Téhéran. Il était surnommé le *« boucher de Téhéran »* par l'opposition et qualifié de *« héros de la résistance »* par ses amis. L'agence officielle Irna a affirmé que l'un des assassins a été arrêté. L'attentat a été revendiqué à Nicosie par l'organisation des Moudjahidine du peuple, principal groupe de l'opposition armée au régime iranien. – *(AFP.)*

■ **TURQUIE : le ministre chargé des relations extérieures et des droits de l'homme**, Hikmet Sami Turk, en visite dans la région de Kars, à la frontière arménienne, a exclu la réouverture des postes-frontières avec l'Arménie tant *que ce pays continuera de* mener une politique d'*« animosité »* envers la Turquie, a rapporté, dimanche 23 août, le journal *populaire Hurriyet. Deux postes-frontières, ceux* d'Alican (province d'Igdir) et de Dogü (province de Kars) sont fer*més depuis 1991.* – *(AFP.)*

■ **BIRMANIE : le gouvernement militaire birman a**, dimanche 23 août, averti l'opposition qu'elle se mettrait hors-la-loi si elle persistait dans sa volonté de réunir son *« Parlement du peuple »*. La Ligue nationale pour la Démocratie (LND), dirigée par la prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi, avait annoncé vendredi qu'elle convoquerait prochainement un Parlement conforme aux résultats des élections législatives de mai 1990, largement remportées par la LND mais annulées par les militaires. – *(AFP, Reuters.)*

■ **INDONÉSIE : le général Prabowo Subianto, gendre de l'ex-président Suharto** et ancien commandant des Forces spéciales, a été renvoyé de l'armée en raison de son rôle dans l'enlèvement et la torture d'opposants politiques, a annoncé, lundi 23 août, le ministre de la Défense et commandant en chef des forces armées, le général Wiranto.

## Les Etats-Unis, l'Inde et le Pakistan négocient un accord nucléaire

**WASHINGTON.** Les Etats-Unis tentent cette semaine avec l'Inde et le *Pakistan d'améliorer des* relations mises à mal par les essais atomiques des deux pays et de trouver une formule pour que New Delhi et Islamabad signent le traité interdisant les tests nucléaires (CTBT). Un envoyé spécial du premier ministre indien Atal Behari Vajpayee, Jaswant Singh, devait rencontrer, lundi 24 août, à Washington le secrétaire d'Etat adjoint Strobe Talbott pour la quatrième fois depuis juin. Les deux parties se sont dites confiantes dans la possibilité de nouveaux progrès.

M. Talbott doit ensuite tenir mardi à Londres un quatrième round de discussions américano-pakistanaises, avec le secrétaire général du ministère pakistanais des affaires étrangères, Shamshad Ahmed. Les discussions devraient aussi porter sur les frappes militaires américaines contre des cibles terroristes présumées en Afghanistan. Une visite du président Bill Clinton en Inde et au Pakistan était envisagée pour novembre mais elle *« à l'étude »* depuis les tests indiens. – *(AFP.)*

# Helmut Kohl contre-attaque à cinq semaines des élections législatives allemandes

### Le chancelier, toujours donné perdant, a réduit l'écart avec son adversaire du SPD, Gerhard Schröder

**L'Union chrétienne-démocrate (CDU) et le Parti social-démocrate (SPD) ont lancé officiellement leur campagne pour les élections du 27 septembre. Les sondages donnent toujours Gerhard Schröder, candidat du SPD, vainqueur même si l'écart se réduit. Le chancelier vante le recul du chômage et rappelle deux anciens rivaux, Lothar Stäth et Kurt Biedenkopf, pour séduire les entrepreneurs et les électeurs de l'Est.**

**DORTMUND et BONN**
*de notre envoyé spécial*

*« Nous pouvons gagner. Nous voulons gagner. Nous allons gagner. »* A cinq semaines des élections, Helmut Kohl contre-attaque. Le chancelier allemand a lancé, dimanche 23 août, la phase finale de la campagne électorale devant quelque 18 000 sympathisants de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) dans une grande salle de spectacle de Dortmund, dans la Ruhr. Après le Parti social-démocrate (SPD), la CDU s'est convertie à la politique-spectacle : rocks d'Elvis Presley, trapézistes volants, ballons gonflables étaient au menu de la fête, qui fleurait bon la bière. Helmut Kohl est toujours donné perdant par les sondages, même si l'écart avec le SDP s'est réduit, atteignant selon les instituts de sondages entre 4 et 10 points. Mais pour la première fois depuis des mois la CDU a donné l'impression de vouloir gagner.

Avec la reprise économique, la légère baisse du chômage, l'équipe Kohl défend son bilan, sans complexes, et se plaint beaucoup moins du blocage des réformes dont seraient responsables leurs adversaires sociaux-démocrates.

**UN DISCOURS OPTIMISTE**

Elle tient un discours optimiste, susceptible d'être accepté par la population allemande, dont le moral a remonté considérablement au cours des dernières semaines. La direction du parti, réunie au grand complet, pour montrer que M. Kohl est entouré d'une équipe solide et jeune, a rappelé les grandes œuvres du chancelier : le réarmement de l'OTAN, l'unité allemande et l'euro. Reste le plus délicat, montrer que les réformes pour combattre le chômage et sauver le modèle social allemand sont commencées et que la reconstruction de l'ancienne RDA est en bonne voie.

Pour y parvenir, le chancelier, à la rancune pourtant tenace, s'est réconcilié avec ses vieux ennemis, qui avaient tenté un putsch contre lui à la tête de la CDU en 1989, entre autres Lothar Späth et Kurt Biedenkopf. M. Späth, ancien ministre-président de Bade-Wurtemberg devenu chef d'entreprise, qui a transformé un conglomérat de RDA en société high-tech cotée en Bourse, Jenoptik, a rejoint mi-août l'équipe de M. Kohl. Porte-parole des entrepreneurs et de l'ex-RDA, il doit montrer que les réformes du chancelier vont dans la bonne direction. M. Biedenkopf, très populaire ministre-président de Saxe (région de Dresde), a cessé depuis quelques mois d'attaquer M. Kohl et a vanté la reconstruction de la RDA. Il peut l'aider à regagner du terrain dans les nouveaux Länder, où la cote du chancelier est au plus bas, en raison du chômage qui frappe 18 % de la population.

M. Kohl a dénoncé le danger d'une république de gauche alliant le SPD et les Verts, avec le soutien éventuel des anciens communistes parlant d'un *« retour en arrière »* si ceux-ci arrivaient au pouvoir.

Le SPD, de son côté, assure au contraire qu'il fera aller le pays de l'avant. La veille, les sociaux-démocrates avaient innové pour le lancement de sa campagne, en organisant trois grandes réunions le même jour à Berlin, Munich et Bonn, alors que la CDU tient invariablement ses meetings inauguraux de campagne à Dortmund depuis 1953. A Bonn, le SPD avait organisé une grande kermesse réunissant 15 000 personnes, selon ses chiffres, dans un parc le long du Rhin. La fête a été un peu gâchée par la pluie battante.

Gerhard Schröder, qui semble désormais convaincu de sa victoire, a tenu des propos plutôt plus à gauche que d'habitude, voulant allier innovation dans les entreprises et justice sociale. La voix cassée, le candidat SPD a raccourci son discours, certes à cause de la pluie, mais surtout, parce qu'il fallait avoir bouclé la journée pour les journaux télévisés du soir. Helmut Kohl, lui, n'a pas eu cette chance : la crise politique en Russie a éclipsé en partie le meeting de la CDU des écrans. Mais plus la situation internationale est tendue, plus les Allemands risquent de se rappeler les vertus du *« grand européen »*.

***Arnaud Leparmentier***





**EUROPÉENNES** L'Université d'été des Verts commence mardi 25 août à Lamoura, dans le Jura. Daniel Cohn-Bendit tentera de les convaincre de lui confier leur tête de liste aux élections européennes de juin 1999. ● DANS UN ENTRETIEN au *Monde*, il explique qu'*« il faut aujourd'hui accepter la souveraineté politique de l'Europe »*. Il accuse aussi Lionel Jospin de conserver *« la pratique d'un PS hégémonique »*. ● LE MDC n'exclut aucune éventualité pour ces élections. Il est prêt à présenter sa propre liste, mais Jean-Pierre Chevènement espère que des convergences seront possibles avec les socialistes. ● ROBERT HUE a rappelé aux militants communistes qu'il n'y a que 10 % des électeurs pour soutenir leurs propositions. Il a défendu l'idée d'une *« radicalité constructive »* et a déclaré que les communistes *« n'entendaient pas en rabattre »*.

# Daniel Cohn-Bendit défend une conception fédéraliste de l'Europe

## Dans un entretien au « Monde », le dirigeant écologiste déclare qu'il faut « aujourd'hui accepter la souveraineté politique de l'Europe ». Il accuse le PS d'« opportunisme » et qualifie le PCF de « nationaliste ». Jean-Pierre Chevènement ne combattra pas le traité d'Amsterdam

**« Pourquoi cette envie tenace de refaire de la politique en France, trente ans après les événements de mai 68 ? Seulement pour la beauté du symbole ?**

– S'il y a un symbole, c'est celui de l'Europe, ce n'est pas mai 68 ; c'est le traité de Maastricht, qui autorise les Européens à se porter candidats aux élections municipales et européennes d'un autre pays. L'idée de faire une campagne en France est un nouveau défi. J'ai toujours eu une image de bâtard. En Allemagne, je ne suis pas allemand, en France, je ne suis pas français. Je suis bien le bâtard européen.

**– Vous avez défendu le « oui » à Maastricht, bataillé pour la monnaie unique. Les Verts français témoignent de beaucoup moins d'enthousiasme que vous sur la construction européenne...**

– En 1992, la moitié d'entre eux ont quand même voté pour le traité. Aujourd'hui, je crois que cette hache de guerre est enterrée. Le grand débat de demain, c'est de savoir ce qu'on veut : continuer la construction d'une Europe des nations, ou bien une union européenne qui dépasse la nation traditionnelle. Le génie de Maastricht, c'est de définir une union européenne poussant à créer une Europe qui se fédéralise.

**– Les Verts doivent aussi voter pour le traité d'Amsterdam...**

– C'est un mauvais traité, qui ne permet pas d'impulser un élan européen, qui perpétue son déficit démocratique, qui aura des effets négatifs sur le fonctionnement des institutions. Tout le problème est de savoir quelle sera la déclaration préliminaire qui déterminera la politique européenne de la France face aux défis de l'élargissement. On ne peut pas continuer à fonctionner en élargissant l'Europe à l'unanimité.


DANIEL COHN-BENDIT

**– Pensez-vous que la prochaine campagne électorale sera plus « européenne » que les précédentes ?**

– J'en suis persuadé. Aucun parti ne pourra se contenter de refaire un troisième ou un quatrième tour national en juin 1999. Ils devront présenter leur vision de l'Europe au troisième millénaire. En France, deux camps s'organisent ainsi de manière tout à fait fascinante. D'un côté, les nationalistes de gauche ou de droite : gaullistes, ou encore communistes, mais aussi les contestataires d'extrême gauche, qui, dans une logomachie internationaliste, défendent en réalité des positions nationales. De l'autre, ceux qui défendent la nécessaire accélération de la construction européenne : les centristes, la majorité des socialistes, et les Verts, favorables à une Europe écologique et sociale.

**– Comme vous, les socialistes sont favorables à une Europe sociale, plus démocratique. Ils vont mener une campagne européenne avec les travaillistes anglais et le SPD allemand. Comment convaincre les électeurs de voter écologiste ?**

– En Allemagne, si une coalition sociale-démocrate verte est portée au pouvoir, le prochain ministre des affaires étrangères allemand sera un « grünen ». La nouvelle charte nécessaire pour définir la politique européenne sera ainsi rédigée avec un gouvernement allemand où le poids des écologistes sera plus important. Aux électeurs français, je rappellerai, comme exemple de laboratoire, l'épisode du débat parlementaire sur la chasse, en juin. Les socialistes ont voté une loi contrevenant à une directive européenne sur les dates d'ouverture de la chasse pour un demi-million de chasseurs français. De l'opportunisme typique, puisqu'on sait que la loi française ne passera pas. Il ne suffit donc pas de dire, comme les socialistes, qu'on veut l'Europe. Ne plus dire *« ce qui est bon pour la France est bon pour l'Europe »*, mais *« ce qui est bon pour l'Europe est bon pour la France »*.

» La construction européenne oblige les nations à repenser leur fonctionnement politique. Il faut aujourd'hui accepter la souveraineté politique de l'Europe. Elle a besoin d'une *magna carta*, d'une charte fondamentale qui définisse les droits des citoyens, qui établisse ce qui restera national, ce qui sera régional, ce qui sera municipal. Les socialistes, pris dans leurs contradictions, n'ont pas le courage d'affronter ce nouveau défi. Les gouvernements européens ont souvent tendance à faire passer des mesures difficiles sur le dos de Bruxelles en oubliant de dire que c'est le Conseil, donc les gouvernements, qui en a décidé. Ils manquent de franchise, de courage et de lucidité.

**– Quelle appréciation portez-vous sur le gouvernement de Lionel Jospin ?**

– Il se défend bien. Il a pour lui la rhétorique de la gauche « plurielle », c'est son invention. Mais il conserve la pratique d'un PS hégémonique : il prend toutes les composantes de la gauche « plurielle » en otages permanents. Cet homme qui prône le dialogue oublie dans les moments difficiles sa propre méthode. Avec les partenaires de sa majorité, il n'a pas de rencontre régulière ni de négociation sur la définition d'une politique commune. La tentative avortée de la réforme du mode de scrutin européen démontre bien l'embryon d'une pensée unique : ce qui est bon pour le PS est bon pour la gauche « plurielle ». Celui de la chasse aussi : c'est incompréhensible d'avoir laissé une ministre défendre toute seule un projet gouvernemental face à des députés en folie. C'est vrai aussi de sa politique d'immigration.

**– Vous pensez aux sans-papiers ?**

– Ce dossier a été très mal géré. Le gouvernement n'a pas su faire la différence entre la régularisation des sans-papiers, qui sont les victimes de la politique de la droite, et la nécessité d'une nouvelle législation. Charles Pasqua a raison quand il dit : de toute façon, tous les sans-papiers resteront. Le gouvernement a manqué de cœur, de solidarité. Je crois en outre que c'est une erreur symbolique de laisser le dossier de l'immigration à un ministre de l'intérieur, quel qu'il soit, car ce n'est pas simplement une affaire de police.

## « Le gouvernement conserve la pratique d'un PS hégémonique : il prend toutes les composantes de la gauche "plurielle" en otages permanents »

**– Comment jugez-vous l'action de Dominique Voynet ?**

– Positivement, même si elle n'aurait pas dû signer l'autorisation de la culture du maïs transgénique. Qu'il s'agisse de dépollution, de l'idée de développement durable dans l'aménagement du territoire, de son combat pour remettre en cause le tout-automobile, elle défend bien ses idées. Sans parler du nucléaire, l'un des dossiers les plus difficiles, où elle devrait être suivie par l'Allemagne : si un gouvernement de coalition voit le jour, à long terme, il décidera d'arrêter le nucléaire.

**– Les Verts ont donc bien fait de participer au gouvernement ?**

– Le problème, c'est que la gauche française gouverne sans pacte. Ce n'est pas une vraie coalition. Les Verts doivent participer au gouvernement en montrant leur différence. Il faudrait, par exemple, qu'ils disent au secrétaire d'Etat à la santé qu'il a en eux des alliés pour mener une politique vis-à-vis de la drogue qui ne soit pas celle de Matignon et de l'Elysée. Ce n'est pas avec de la morale, fût-elle de Jules Ferry, qu'on réglera ce problème.

**– Les Verts français vous disent « incontrôlable »...**

– De 1989 à 1996, j'ai participé, comme adjoint au maire de Francfort chargé de l'immigration, à une coalition et à une politique commune où je me « contrôlais » très bien. C'est vrai que, lorsque j'ai une opinion ou une intime conviction, je la dis. Pourquoi des Verts allemands ne m'aiment-ils pas ? Parce que j'ai attaqué leur pacifisme : j'étais persuadé que seule une intervention militaire pourrait arrêter les crimes contre l'humanité en Bosnie. Qu'aujourd'hui ils aient fait marche arrière me réjouit. Je ne crois pas qu'il y ait de telles différences entre moi et les Verts français. Je suis radicalement pro-européen, radicalement réformiste, mais je ne dirai jamais, comme disent les Anglais : *"Right or wrong, my party"* (qu'il ait tort ou raison, c'est mon parti). »

*Propos recueillis par*
*Ariane Chemin*

## « Il sera sans doute notre candidat »

**Daniel Cohn-Bendit est attendu aux trois journées d'été des Verts, qui se dérouleront du mardi 25 au vendredi 28 août, à Lamoura (Jura), avant le conseil national interrégional du mouvement écologiste, les 29 et 30 août. Député européen depuis 1994, l'ancien dirigeant de mai 68 est bien placé pour prendre la tête de la liste verte aux élections européennes de juin 1999 (*Le Monde* daté 19-20 juillet). *« Il sera sans doute notre candidat »*, nous a confié Jean-Luc Bennahmias, secrétaire national des Verts, tandis que Dominique Voynet, qui ne souhaitait pas être elle-même tête de liste, indiquait, au début de l'été, que M. Cohn-Bendit serait *« un bon symbole européen »* et qu'il *« mettrait du punch dans la campagne »*.**

**Le nom du chef de file des Verts aux européennes sera annoncé fin octobre, après un vote des assemblées fédérales décentralisées et une confirmation apportée par l'assemblée générale fédérale (un congrès) du mouvement, les 13 et 14 novembre.**

# Robert Hue demande que le « changement » avance « à un rythme plus soutenu »

**LA SEYNE-SUR-MER**
*de notre envoyée spéciale*

Il est venu faire un petit tour, samedi 22 août, à l'heure de l'apéritif. Les cadres venus assister à l'université d'été du Parti communiste français, les 21, 22 et 23 août à La Seyne-sur-Mer (Var), l'ont applaudi. Aux journalistes, le secrétaire national a expliqué, en faisant allusion à la table ronde de la veille, où les participants avaient fait part de leurs états d'âme (*Le Monde* daté 23-24 août), que les *« débats riches »* ne lui faisaient pas peur, et qu'il les jugeait *« très positifs »*, même si, le lendemain, lors d'un grand discours qu'il considère comme *« d'étape »*, il se livrerait à *« un brin d'autocritique »* : *« Peut-être n'avons-nous pas suffisamment stimulé le débat au sein du parti »*, a lancé le secrétaire national.

Aux secrétaires de cellule, de section, Robert Hue a fait de la pédagogie. Pas question des élections européennes, sauf pour confirmer que ni lui-même ni Marie-George Buffet ne « tireraient » la liste communiste en juin 1999, mais pas davantage la sénatrice Nicole Borvo : *« Vous serez surpris »*, a lancé le secrétaire national aux journalistes. En revanche, il a établi le constat d'*« un certain déficit dans l'information des communistes sur les réflexions ayant conduit aux décisions, aux orientations retenues dans la dernière période »*. *« Après tout, on apprend en marchant »*, note M. Hue.

## « Il a fallu parler beaucoup, et quelquefois un peu fort, pour se faire entendre un peu »

*« Souvenons-nous de la longue chronique de la disparition du PCF, annoncée comme inéluctable. Mais, en même temps, 10 % des électeurs – ce n'est pas plus de 10 %, même si nous ne comptons pas en rester là ! – soutiennent nos propositions »*, a expliqué le secrétaire national. *Comment pourrait-on, dès lors, se prévaloir du suffrage universel pour demander au gouvernement de les mettre en œuvre ? »* Le maire de Montigny-lès-Cormeilles, dans le Val-d'Oise, *« apprécie ce qui a pu être obtenu depuis quinze mois »*, même s'il défend une *« radicalité constructive »*, *« moderne »*. *« La radicalité, ce n'est pas crier plus fort, c'est revenir à la racine des choses »*, avait expliqué avant lui le numéro deux du PCF, Pierre Blotin.

Pour la rentrée, M. Hue a ainsi réclamé que *« le changement avance à un rythme plus soutenu »*. Avant le débat budgétaire, il a précisé que les communistes *« n'entendaient pas en rabattre »*. *« J'observe qu'il a fallu parler beaucoup, et quelquefois assez fort, pour se faire entendre un peu, et très insuffisamment, à propos de la fiscalité »*, a-t-il noté, en référence à sa proposition de réforme de l'impôt sur la fortune : sa campagne avait provoqué l'ire de M. Jospin, en réunion de ministres. *« Les principes de gouvernement avancés – avec notre accord – par Lionel Jospin en juin 1997 impliquent qu'on ne puisse considérer, comme au temps de la droite au pouvoir, que les arbitrages gouvernementaux de juillet mettent un terme au débat démocratique »*, a assuré M. Hue.

Le secrétaire national du PCF a enfin tenu à lancer un avertissemnt à ceux qui, y compris au sein de la gauche, décrivent un parti communiste affaibli. *« On a vu, dans les semaines qui ont précédé les vacances, se développer une véritable campagne visant à accréditer l'idée que l'expérience en cours depuis juin 1997 est fatalement vouée à l'échec (...). Eh bien, je le dis nettement, les communistes ne prêteront pas le flanc à ces calculs politiciens. »* Les militants l'ont longuement applaudi, debout.

*Ar. Ch.*



# Le Mouvement des citoyens n'exclut aucune éventualité pour les européennes

**PERPIGNAN**
*de notre envoyé spécial*

C'est comme si l'actualité était venue en renfort de Jean-Pierre Chevènement. Alors que le Mouvement des citoyens tenait son université d'été, samedi 22 et dimanche 23 août, à Perpignan, les frappes américaines en Afghanistan et au Soudan ont permis de ressouder les trois cent cinquante participants. Elles ont rappelé un des ciments fondateurs du mouvement : l'opposition à la guerre du Golfe. Affichant un triomphe modeste sur le sujet, l'actuel ministre de l'intérieur a réitéré sa conviction qu'*« il vaut mieux discuter avec des nationalistes arabes qu'avec des intégristes musulmans »*. Il a fermement condamné *« le terrorisme aveugle qui frappe d'abord les innocents »*, avant de demander aux Américains de fournir *« des preuves convaincantes sur la nature terroriste des cibles visées »*.

Le débat sur les questions européennes, avec les deux échéances que sont la ratification du traité d'Amsterdam et les élections au Parlement de Strasbourg, n'a cependant pas été éludé, et le décalage paraît aujourd'hui patent entre le président du MDC et sa base. Le ministre de l'intérieur est passé maître dans l'art du contrepied. Alors que Georges Sarre, président délégué du mouvement, estimait que, *« si le président de la République n'avait pas recours au référendum sur la ratification du traité d'Amsterdam, ce serait plus qu'un simple tour de passe-passe politicien, une véritable forfaiture »*, M. Chevènement a lâché : *« Le traité d'Amsterdam est tellement nul qu'on peut se demander s'il vaut la peine d'être combattu. »*

*« Nous ne sommes pas des eurosceptiques, mais des euroréalistes »*, a ajouté M. Chevènement. Il a aussi invité à *« un renversement conceptuel »* pour que l'Europe parte de la base, des nations qui la composent et qu'elle ne soit pas imposée par le sommet. Rappelant que le MDC *« ne pèse que son poids, quatre mille militants et cinq cents élus »*, il a pris soin d'observer que son mouvement avait *« œuvré depuis quinze mois pour donner toutes ses chances au gouvernement »*, en refusant *« la politique de harcèlement »*. Il a aussi réitéré son soutien à Lionel Jospin, qui a *« des qualités humaines personnelles »*, mais aussi *« de réelles qualités d'homme d'Etat »*.

Sur l'épineuse question des élections européennes, *« rien n'est à exclure, et notamment qu'à défaut d'alliance nous puissions y aller seuls »*, a indiqué M. Chevènement. Le congrès du MDC, qui se tiendra les 28 et 29 novembre à Créteil, devrait permettre d'y voir plus clair. Lancée par Jean-Luc Laurent, secrétaire général adjoint du Mouvement, l'idée d'une souscription en vue d'avoir les moyens de constituer une liste autonome a été retenue. Avant, la recherche de partenaires, sur le principe de *« qui se ressemble s'assemble »*, va continuer, sans exclure que, du côté des socialistes, des *« convergences »* soient possibles.

Le ministre de l'intérieur n'a pas, en effet, ménagé ses piques à l'encontre des autres partis de gauche : les Verts, *« défenseurs du grand tétras »* – un oiseau franc-comtois sauvage, très rare –, mais aussi la LCR et Pierre Bourdieu. Restent les communistes, mais les difficultés de Robert Hue au sein de son parti ne sont pas de bon augure pour le MDC. Dans ces conditions, M. Chevènement attend, avant de se prononcer, les résultats des élections allemandes, qui pourraient rendre possible *« une Europe de gauche »*. Une campagne commune du PS français, des travaillistes britanniques et du SPD allemand, qui travaillent actuellement sur un manifeste commun, pourrait permettre un ralliement du MDC.

*Alain Beuve-Méry*







# François Hollande ne souhaite pas « briser le rythme » des réformes en l'accélérant

## Le premier secrétaire du PS rejette également l'idée d'un « recentrage »

**François Hollande a profité de sa présence à la Fête de la rose de Frangy-en-Bresse pour répondre au secrétaire national du PCF, Robert Hue, qui souhaite une accélération et un approfondissement des réformes engagées par le gouvernement. Le premier secrétaire du PS a exprimé sa volonté d'obtenir que les quatre présidents de région élus avec les voix du Front national donnent leur démission de leur poste.**

FRANGY-EN-BRESSE
(Saône-et-Loire)
*de notre envoyée spéciale*

Invité d'honneur de la Fête de la rose de Frangy-en-Bresse (Saône-et-Loire), dimanche 23 août, François Hollande, premier secrétaire du Parti socialiste, a rappelé que ce rendez-vous avait été créé par Pierre Joxe (*Le Monde* daté 23-24 août). Après avoir écouté le concert de la Clique de Saint-Usuge, fanfare voisine, il a pris la parole dans un pré jouxtant la mairie, devant plusieurs centaines de militants, en présence de personnalités de gauche des environs. Il a rendu un hommage particulier à Arnaud Montebourg, député de la circonscription, en indiquant que son *« entêtement »* sur le dossier des tribunaux de commerce va *« obliger »* le gouvernement à réformer ces derniers, ainsi que le lui a annoncé, la veille, la garde des sceaux, Elisabeth Guigou.

M. Hollande a d'abord dressé un bilan de l'action gouvernementale et il a tracé ces perspectives, ce qui l'a incité à l'*« optimisme »*. *« Certains nous demandent d'aller plus vite »*, a-t-il noté, dans une allusion aux demandes répétées du secrétaire national du PCF, Robert Hue. *« D'autres, toujours plus timides, nous demandent de nous recentrer »*, a-t-il ajouté. *« Ne brisons pas le rythme, avançons au même pas, il nous reste quatre ans à exercer »*, a répondu le premier secrétaire.

Dans la seconde partie de son discours, M. Hollande a profité de sa présence en Bourgogne, région dont le président, Jean-Pierre Soisson, a été élu avec les voix du Front national, pour dénoncer ce type d'accord et lancer un appel à la *« vigilance »*. Il a expliqué que cette situation, qui prévaut dans trois autres régions, est *« grave »*, car *« c'est la première fois depuis la Libération qu'il y a un accord entre une partie de la droite et l'extrême droite »*. Il a d'ailleurs estimé que ceux qui scellent de telles alliances *« savent très bien ce qu'ils veulent faire : c'est ce qu'ont fait d'autres avant-guerre, c'est n'importe qui plutôt que la gauche »*.

Le premier secrétaire du PS a estimé que *« le pire serait de banaliser cette situation »*, bien que *« tout soit fait pour qu'on* [en] *sous-estime l'importance »*. Il a en effet expliqué que les accords passés sont *« le fruit d'une alliance sciemment conçue, d'une compromission délibérément acceptée »*, et qu'il y a là *« une stratégie, qui vaut aujourd'hui pour les régions, qui vaudra demain pour des cantonales, des législatives, voire une présidentielle »*.

### AUCUNE « INDULGENCE »

M. Hollande a refusé de croire que les présidents élus avec les voix du Front national *« ont la volonté de s'en tenir à leur seul programme »* : *« Là aussi, mensonge !*, s'est-il indigné. *Ils ne sont pas majoritaires ! C'est le Front national qui a la clé, c'est l'extrême droite qui fait la loi. »*

Le premier secrétaire du PS a affirmé qu'il n'y a pas d'*« indulgence »* à avoir à l'égard de tel ou tel membre ou responsable du Front national : *« Il n'y a pas un gros sympathique ou antipathique et un petit rusé »*, mais *« une coalition d'hommes (...) qui ont sur les événements de la seconde guerre mondiale la même interprétation »*. Il a assuré qu'*« ils savent ce qu'ils veulent : un programme d'exclusion, de haine et d'inégalité »*, et qu'*« ils sont tous au même niveau d'intolérance, de haine et de xénophobie »*. Il a prévenu que, *« de glissement en glissement, en acceptant qu'on débatte de tout, c'est-à-dire aussi de la préférence nationale ou de l'inégalité des races, il y a une atteinte aux valeurs de la République »*.

M. Hollande a conclu que le combat que s'est fixé le PS dans ces quatre régions, et qui vise la démission des présidents, n'est pas *« un combat de la gauche pour la gauche, mais un combat de la gauche pour la République »*. Il a demandé qu'*« honneur soit rendu à ceux qui, dans l'opposition, rejettent de telles compromissions »*, car *« rien ne serait pire, en cas d'alternance, qu'une opposition où l'extrême droite aurait pris place : ce ne serait plus une alternance banale, comme dans toute démocratie, mais un changement de régime »*.

*Rafaële Rivais*

# La campagne pour succéder à M. Léotard à la tête de l'UDF est ouverte

## Hervé Mariton, proche de M. Millon, candidat

L'UDF n'en a pas fini avec la crise ouverte en son sein par le résultat des élections régionales du mois de mars. Elle devrait en faire une nouvelle fois l'expérience, le 16 septembre, jour de l'élection de son prochain président. Celui-ci succédera à François Léotard, qui ne se représente pas.

Le premier à se porter officiellement candidat est Hervé Mariton. Maire de Crest (Drôme), député de la Drôme de 1993 à 1997, délégué général adjoint des Adhérents directs de l'UDF, M. Mariton est surtout vice-président du conseil régional Rhône-Alpes et proche de Charles Millon, réélu à la présidence de cette assemblée grâce aux voix des conseillers du Front national. A nouveau, donc, c'est la brèche ouverte par l'ancien ministre de la défense, par Charles Baur (Picardie), par Jacques Blanc (Languedoc-Roussillon) et par Jean-Pierre Soisson (Bourgogne) qui sera au centre des débats, en dépit du départ de l'UDF de Démocratie libérale.

Pour la première fois à l'UDF, les adhérents de la confédération éliront directement leur président. C'est donc à eux que M. Mariton explique, dans une lettre datée du 22 août, le sens de sa candidature. *« Il faut une formation unique de la droite, qui rassemble tous ces Français qui ne sont ni des excités ni des extrémistes, mais qui croient que lorsque l'on a des convictions cela vaut la peine de se donner les moyens de les faire gagner »*, écrit le maire de Crest, rejoignant ainsi la revendication de M. Millon.

*« Quelles convictions ?* (...) *Nous sommes de droite, tout simplement. Dans les années 70, l'affirmation des convictions libérales, sociales, européennes pouvait être un discriminant utile, efficace. Sur ce terrain, nous avons gagné. Et ces valeurs n'expriment plus aujourd'hui la ligne de front du débat politique. Le débat est plus simple et plus fondamental à la fois »*, ajoute M. Mariton. Il aura très certainement l'occasion d'en débattre avec François Bayrou, président de Force démocrate, qui devrait également être candidat.

*Cécile Chambraud*

# Les hostilités sont engagées entre M. Mégret et M. Le Pen

**BRUNO MÉGRET** le martèle : c'est à lui que doit revenir la responsabilité de conduire la liste du Front national aux élections européennes de juin 1999 si Jean-Marie Le Pen en est empêché. Toute décision contraire de la part du président du parti d'extrême droite serait considérée par le délégué général comme un *casus belli*. Au *Parisien*, qui lui demande, dans son édition du 24 août, ce qu'il pense du projet de M. Le Pen de confier la direction de la liste du FN à sa femme, Jany, si d'aventure sa condamnation à deux ans d'inégibilité est confirmée, M. Mégret répond : *« Lorsque le chef est empêché, c'est son second qui lui supplée. »*

*« J'aurais préféré que la question du choix de notre tête de liste pour les européennes ne soit pas posée publiquement avant que la décision de justice définitive intervienne »*, explique le délégué général. *« Puisque la question a été mise sur la place publique »*, M. Mégret s'autorise à considérer que *« la candidature de Mme Le Pen (...) n'est pas une bonne idée »*. Le président du FN avait ouvert, le 14 juin, les hostilités contre celui qui se considère comme son numéro deux. Présidant la fête de la fédération de Loire-Atlantique, il avait déclaré que, si une décision de justice devait l'empêcher de se présenter, son *« nom figurerait encore plus gros sur les affiches des candidats du FN. Par famille interposée »*. M. Le Pen devait nous préciser, lors de la Fête des tricolores, dans le Gard, le 11 juillet, qu'il songeait à sa femme (*Le Monde* du 14 juillet).

Dans l'entretien publié par *Le Parisien*, le jour de l'ouverture de l'université d'été du FN, à Toulon, M. Mégret confirme les informations publiées dans *Le Monde* du 14 juillet. Aussitôt connus les projets de M. Le Pen, il avait rencontré ce dernier pour poser *« très clairement »*, en tant que *« second »*, sa candidature. De même qu'il réaffirme son intention, s'il n'obtenait pas satisfaction, de demander *« un vote des instances »* du FN, en l'occurrence le comité central.

Jany Le Pen, épouse de Jean-Marie, feignait, dans *France-Soir* du 21 juillet, d'avoir appris les projets de son mari la concernant *« dans les journaux »* du 20 juillet. On ne cache pas, au Front national, que la nouvelle était déjà connue début juin. Mme Le Pen y déclarait qu'elle n'avait pas *« du tout envie d'être dans la situation de Catherine Mégret »*, devenue maire de Vitrolles pour remplacer son mari rendu inéligible par jugement de justice. *« Je suis femme au foyer (...). Je ne tiens absolument pas à prendre des responsabilités »*, ajoutait-elle.

*Christiane Chombeau*

# Nouvelles hausses de la popularité de Jacques Chirac et de Lionel Jospin

**LES COTES** de popularité de Jacques Chirac (62 %) et de Lionel Jospin (63 %) ont atteint, en août, leur plus haut niveau depuis l'entrée en fonctions du président de la République et du premier ministre, selon le baromètre IFOP pour *Le Journal du dimanche*, publié le 23 août. Selon ce sondage, réalisé par téléphone les 20 et 21 août, auprès d'un échantillon national de 927 personnes, M. Chirac gagne 3 points en un mois ; 26 % (+1) se disent *« mécontents »*. Le gain de M. Jospin est de 4 points par rapport à juillet, mois où sa cote avait déjà atteint un niveau record (59 %) depuis son arrivée à Matignon. Il recueille 25 % d'opinions négatives (+3).

## DÉPÊCHES

■ **ABSENTÉISME** : le taux d'absentéisme dans les entreprises du secteur privé, pour cause de maladie ou d'accident, s'est élevé à 2,9 % entre mars 1997 et mars 1998, contre 2,6 % l'année précédente, selon une étude de *Liaisons sociales* parue vendredi 21 août et qui s'appuie sur la dernière enquête annuelle sur l'emploi de l'Insee. L'absentéisme dans le privé est légèrement plus élevé que dans les entreprises publiques ou nationales (2,7 %) et dans les administrations publiques (2,5 %). En revanche, il est moins élevé que dans les collectivités locales, les hôpitaux publics, les organismes de HLM et à la Sécurité sociale (3,5 %).

■ **TEMPS D'ANTENNE** : le *Journal officiel* du 22 août a publié une décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui, à la demande d'Alain Madelin, président de Démocratie libérale, modifie la programmation du temps d'émission accordé aux formations représentées par un groupe au Parlement, pour l'année 1998 : l'UDF, qui, précédemment, disposait de 100 minutes, n'en a plus que 86, et Démocratie libérale en obtient 23.

**LOGEMENT** Construites dans les années 60, les grandes stations balnéaires du Languedoc-Roussillon et de Vendée ont mal vieilli. Au fil des ans, ces bâtiments bon marché destinés à répondre aux besoins du tourisme de masse se sont dégradés. ● CAP-D'AGDE s'est doté, en 1996, d'un plan d'action touristique afin de réhabiliter les logements mais le dossier n'avance guère. Les propriétaires n'ont pas suffisamment de ressources pour investir. ● À SAINT-JEAN-DE-MONTS, en Vendée, la crise couve : les propriétaires ont vieilli et le confort des appartements n'est plus adapté à la demande des vacanciers. La mairie propose une aide financière mais les candidats sont rares. ● LES STATIONS DE SKI construites dans les années 60 – notamment La Plagne et Tignes – ont lancé des plans de rénovation.

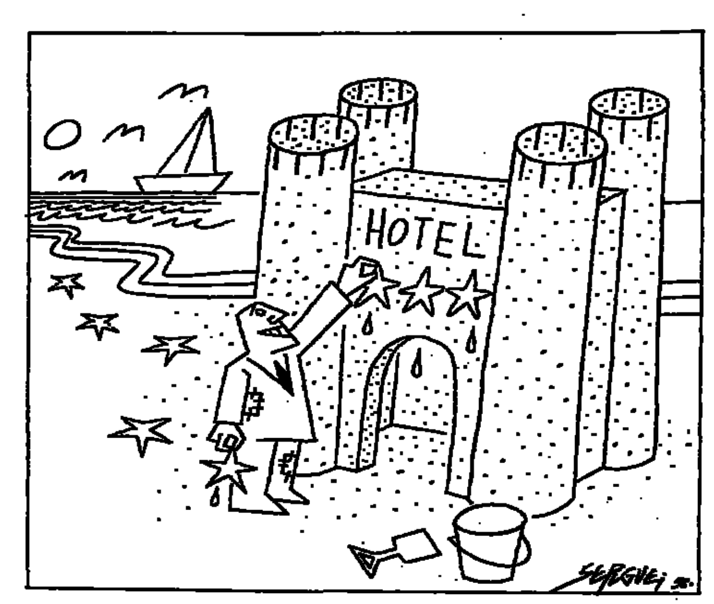
# Les stations balnéaires tentent de réhabiliter leur front de mer

## Construites dans les années 60 pour répondre aux besoins du tourisme de masse, les stations du Languedoc-Roussillon et de Vendée se sont beaucoup dégradées. Des plans de rénovation ont été lancés notamment à Cap-d'Agde, mais sans grand succès

**CRÉÉES** pour répondre aux besoins du tourisme de masse né dans les années 60, les stations de tourisme obéissaient alors à une seule logique : il fallait construire vite, en très grande quantité, des logements bon marché autour d'un capital naturel encore peu exploité, ici, la mer, là, la montagne. Vingt-cinq ou trente ans plus tard, ces ensembles souffrent de nombreux maux : les équipements ont vieilli, le bâti s'est dégradé et les propriétaires des logements se sont paupérisés. Les stations de montagne ainsi que celles de Vendée ou du Languedoc – les trois régions les plus directement concernées – présentent un handicap supplémentaire : la dispersion des propriétaires.

A la grande époque de l'explosion urbaine, les promoteurs ont vendu des résidences secondaires à des jeunes ménages souvent issus des classes moyennes ou modestes. *« C'est la particularité de l'immobilier de loisir français,* souligne Philippe Moisset, directeur de l'Agence française d'ingénierie touristique (AFIT), organisatrice, en 1996, à Chambéry, du premier colloque sur la réhabilitation de l'immobilier touristique. *L'épargne des ménages a très largement contribué au financement de l'industrie touristique. Les résidences secondaires représentaient 3 % du parc de logement en 1954, 11 % en 1990. Plus les années passaient, plus on construisait petit, moins cher, pour toucher des ménages de plus en plus modestes. Les stations payent aujourd'hui une politique guidée par le seul impératif du prix au mètre carré. Si l'on ajoute à cela que 40 % du parc de résidences secondaires a plus de vingt ans, on mesure les difficultés qui attendent les grandes stations. »*

Dans la foulée d'une dynamique impulsée par quelques stations de montagne – Tignes et Aime - La Plagne notamment (Savoie) –, les stations du littoral s'interrogent donc sur leur avenir. Avec 13 millions de nuitées annuelles, 175 000 lits et 33 000 logements en résidence secondaire, Cap-d'Agde, dans l'Hérault, est un modèle du genre. Construite de toutes pièces à partir de 1970, c'est la plus grande commune touristique de France. Elle a été le fleuron de la « mission Racine », constituée par l'Etat, en 1963, pour aménager le littoral languedocien. *« Il s'agissait surtout de retenir les devises et de faire la nique à l'Espagne, qui attirait déjà des millions de touristes sur la Costa Brava »*, résume Christian Bezes, directeur adjoint de l'office du tourisme de Cap-d'Agde. L'Etat a démoustiqué, assaini, aménagé et cinq grandes stations – notamment La Grande-Motte, Port-Bacarès et Cap-d'Agde – ont émergé de ce chantier colossal. Chacune a eu droit à une *« unité architecturale »* : à Cap-d'Agde, trois étages maximum et des couleurs pastels censées évoquer la Provence.




Le directeur de l'office du tourisme de Cap-d'Agde, Jean-Pierre Chenu, assure que la station a battu, en 1997, son record historique de fréquentation. Les propriétaires ne demandent rien et les vacanciers continuent à se baigner en rangs serrés sur les 14 kilomètres de plage. Ils sont même de plus en plus nombreux – 44 % en 1993, 61 % en 1996 – à plébisciter le triptyque qui a fait le succès de Cap-d'Agde : mer-baignade-bronzage. L'inquiétude est pourtant de mise car il faut *« anticiper sur la crise à venir ».* Il suffit de pousser la porte d'une agence immobilière du Môle, l'un des quartiers les plus anciens, les plus denses et les plus populaires de u Cap-d'Agde pour comprendre que la situation pourrait se gâter.

La directrice de Cap-Vacances, une agence immobilière du Môle, ne cache pas son pessimisme. Les locations font le plein pendant l'été, mais à moins de 2 000 francs la semaine, le propriétaire reçoit *« juste de quoi payer ses charges ».* Le standard est le studio-cabine : 25 à 28 mètres carrés, un canapé convertible dans le séjour et deux lits superposés dans un dégagement dépourvu de fenêtre. Ces logements représentent, selon Pierre Constans, directeur d'une des plus grosses agences immobilières de la station, 30 % à 40 % du parc immobilier et 80 % des logements mis en vente. Les premières mises à prix se font à moins de 130 000 francs. Pour les propriétaires qui ont acheté leur biens 80 000 ou 100 000 francs en 1975, la plus-value est maigre. Certains biens, selon Pierre Constans, restent en souffrance pendant deux ans avant de trouver preneur, d'autres, trop mal situés ou trop inconfortables, ne se vendront jamais. Ils se louent, en revanche, assez facilement. La clientèle de la station est jeune et peu argentée : 40 % des vacanciers ont moins de trente ans et les deux tiers dépensent sur place moins de 200 francs par jour.

### SITE PILOTE

Agde s'est dotée, en 1996, d'un *« plan d'action touristique »* centré sur la réhabilitation des logements. Et le maire (PS) Régis Passerieux, élu en 1989, rêve d'une « mission Racine 2 » qui parviendrait à remettre à flot le Cap, attirer *« la bonne clientèle »* et retenir les étrangers, qui représentent 35 % de la clientèle mais qui ne s'aventurent guère hors du quartier des naturistes. Lancé dès 1991, le dossier n'avance guère. Le calcul est simple : d'après une enquête réalisée en 1997 auprès des propriétaires, la moitié serait prête à dépenser environ 20 000 francs pour une rénovation de leur bien. Quatre fois moins que le montant estimé pour obtenir un parc de qualité... *« Sans dispositif d'aides financières, nous n'y arriverons pas »*, conclut le maire.

Il n'est même pas sûr, d'ailleurs, qu'une simple aide financière suffise. La région Languedoc-Roussillon a dégagé, en 1997, une enveloppe de 10 millions de francs pour aider les propriétaires des cinq grandes stations du littoral à rénover leur logement. Le principe : une subvention de 40 % du montant de l'investissement dans un plafond de 60 000 francs avec, en contrepartie, l'obligation de respecter un cahier des charges et de louer pendant dix ans, y compris en haute saison, par l'intermédiaire d'un professionnel. Ces conditions étaient-elles trop contraignantes ? Deux cents propriétaires seulement ont répondu à l'appel et les crédits n'ont pas été consommés.

Le maire d'Agde défend, pour sa part, un schéma plus ambitieux : la *« résidence de tourisme éclatée »* qui regrouperait les logements, rénovés et labellisés, autour d'un équipement public de quartier, d'une maison d'accueil ou d'un équipement sportif. Pour tester ce nouveau concept, le quartier du Môle a été désigné comme site pilote. La formule permettrait surtout de faire bénéficier les 33 000 petits propriétaires de Cap-d'Agde des avantages fiscaux liés aux résidences de tourisme classiques de type Pierre et Vacances ou Maeva. L'idée a germé au sein d'un groupe de travail constitué par l'AFIT en 1996. Un projet de décret est, depuis, en préparation au ministère des finances.

*Christine Garin*

## *Les stations de ski pionnières*

**Les stations de montagne construites dans les années 60 ont été les premières à s'interroger sur l'avenir de leur parc immobilier. En 1997, le conseil général de Savoie a dégagé une enveloppe de 12 millions de francs sur trois ans pour soutenir les opérations de rénovation engagées à La Plagne – une centaine d'appartements depuis 1993 – et à Tignes où, avec le soutien de la Caisse des dépôts et consignations, la commune a avancé les fonds nécessaires aux propriétaires et pris à sa charge le coût des emprunts. Sur le littoral, l'Etat a lancé, en 1994, un programme d'étude copiloté par la Datar et le ministère du tourisme. Treize sites pilotes ont été retenus parmi lesquels figurent Le Tréport (Seine-Maritime), Cap-d'Agde (Hérault), Bénodet (Finistère) et Canet-en-Roussillon (Pyrénées-Orientales).**

# Le ruban de béton vieillissant de Saint-Jean-de-Monts

SAINT-JEAN-DE-MONTS
*de notre envoyée spéciale*

Elle appartient à la génération des pionniers, celle qui garde en mémoire la beauté sauvage des dunes de Saint-Jean-de-Monts. Mais Emilienne Dabreteau n'est pas une nostalgique. Originaire *« du bocage »*, elle aime autant le *« front de mer »* d'aujourd'hui que les dunes d'autrefois. A soixante-treize ans, elle est sans doute l'une des plus anciennes propriétaires de la station vendéenne. Son immeuble – « les Dunes » – est l'un des premiers construits sur le front de mer.

**REPORTAGE**

**La moitié des logements bordant les plages de la station ont besoin d'être rénovés**

Emilienne a acheté son appartement sur plan, au milieu des années 50. Pas de chauffage : les promoteurs vendaient des mètres carrés qui n'étaient pas censés servir l'hiver. Pas d'isolation phonique, pas d'isolation thermique et du béton brut dans les halls et les couloirs. Les balcons ont été ajoutés plus tard. Les prix étaient serrés, les acheteurs étant, pour la plupart, des ménages modestes d'ouvriers ou d'artisans. Pour l'équivalent de 30 000 francs environ, ils devenaient propriétaires de cinquante mètres carrés. *« A ce prix, on ne demandait pas la lune »*, se souvient Emilienne.

La route – deux fois trois voies en ligne droite sur près de trois kilomètres que la commune tente aujourd'hui de remodeler – ne figurait pas sur les plans. Elle a été construite quelques années plus tard, aplatissant définitivement la dune. Emilienne ne se souvient pas avoir mal vécu l'apparition de cette saignée bordée d'immenses parkings. *« A l'époque, on n'avait pas autant qu'aujourd'hui la phobie des voitures. »* Non, décidément, Emilienne n'a pas grand-chose à reprocher à ce front de mer qu'elle a vu naître et que la municipalité, pourtant, voudrait *« humaniser ».*

Comme d'autres stations du littoral, Saint-Jean-de-Monts a livré au début des années 60 ses trois kilomètres de plages à l'appétit des promoteurs. Sans plan d'ensemble, à la différence de ce que l'Etat fera, dix ans plus tard, sur les côtes du Languedoc. La station est née d'un troc : les dunes, qui appartenaient à l'Etat, ont été cédées à la commune en échange de 700 hectares de forêt, achetées, parcellisées puis revendues aux promoteurs. Le résultat ? Un ruban de béton de quatre à cinq étages qui témoigne des différents « styles » des « trente glorieuses ». Façades lisses et angles droits pour la première période, balcons et verre fumé pour les années 70, tentatives d'arrondis ou toits écrêtés pour les immeubles les plus récents.

### CONFORT INADAPTÉ

Le front de mer, c'est 1 800 logements pour 1 800 propriétaires, 6 000 habitants l'hiver et 120 000 résidents l'été. La crise n'a pas encore éclaté, mais elle couve. Les propriétaires ont vieilli – les trois quarts ont plus de soixante ans –, le bâti s'est dégradé et le confort des appartements n'est plus adapté à la demande des vacanciers. Selon Jean-Michel Geneteau, directeur du tourisme, la moitié, au moins, des 1 800 logements auraient besoin d'être rénovés.

Les 600 à 800 logements qui sont proposés à la location quelques semaines par an ne trouvent pas tous preneurs. A la revente, ils se négocient moins de 5 000 francs au mètre carré. En revanche, les quarante campings marchent très bien, surtout les *« campings-résidence »* équipés de *mobile home. « La clientèle la plus haut de gamme, notamment les étrangers, qui réclament du confort et des services, délaissent le front de mer pour des camping qui sont pourtant beaucoup plus chers »*, reconnaît le maire (PS) de Saint-Jean-de Monts, André Ricolleau. Destin cruel pour des logements vendus, il y a trente ans, aux ménages modestes usagers des premiers campings de cette portion du littoral...

Compte tenu du vieillissement massif des propriétaires du front de mer, la redynamisation du parc doit se faire impérativement dans les trois à cinq ans à venir. La partie s'annonce difficile. Depuis 1994, avec l'aide de l'Etat et de la région, la municipalité propose une aide financière aux propriétaires qui acceptent de rénover leur meublé en respectant certains critères et de le mettre en location. 7,5 millions de francs ont été dégagés pour un premier plan de soixante logements. Mais trois propriétaires seulement ont, pour l'instant, répondu à l'appel...

*Ch. G.*

# *La fête en demi-teinte des sans-papiers de Saint-Bernard*

**EN MARGE** du cortège, Doukouré, trente-cinq ans, aborde les manifestants une pile de cartes postales à la main. Pour dix francs, il vend la photo devenue célèbre des policiers enfonçant à coups de hache la porte de l'église Saint-Bernard. *« J'y étais »*, précise-t-il en vain. *« J'en veux pas,* lui répond une jeune femme. *C'est un mauvais souvenir. »*

Le cliché date du 23 août 1996. Deux ans plus tard, jour pour jour, les sans-papiers de Saint-Bernard se sont retrouvés, dimanche 23 août, pour célébrer à leur manière l'anniversaire de l'évacuation. Ils n'étaient pas seuls sur le parvis de l'église parisienne, devenue le symbole de leur lutte : près de deux mille personnes s'y étaient donné rendez-vous afin de défiler dans le quartier voisin de La Goutte-d'or en réclamant *« des papiers pour tous ».*

A la tête des manifestants, tous les « soutiens » traditionnels de la lutte pour la régularisation. Pour Alain Krivine, le porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire, le débat sur la régularisation des sans-papiers oppose désormais *« Jean-Pierre Chevènement et une grande partie des socialistes au reste de la gauche ».* Un représentant des Verts, au coude à coude avec un élu communiste, explique qu'après avoir donné *« tellement d'espoir aux gens, il faut maintenant régulariser tous les sans-papiers, sinon le gouvernement va se retrouver avec d'autres manifestations et d'autres grèves de la faim ».* La CGT, la FSU, SUD et la Ligue des droits de l'homme complètent le premier rang. Arlette Laguiller, porte-parole de Lutte ouvrière, jusqu'à présent très discrète dans ce combat, est venue exprimer *« sa solidarité »*, en défilant à côté de Léon Schwartzenberg.

### « FIERS D'AVOIR TENU BON »

Derrière, la plupart des collectifs de sans-papiers qui se sont créés depuis deux ans défilent dans un semblant d'unité. Depuis le mois de mars, la « coordination nationale » tente de faire oublier les divisions en essayant d'éviter le « vedettariat » qui avait marqué les premières actions. Peine perdue : Madjiguène Cissé, la porte-parole historique des « Saint-Bernard » récemment écartée de la coordination nationale, lance les slogans et parcourt le cortège en tous sens avant de prendre la parole sous les applaudissements. *« Deux ans après les coups de hache de M. Debré, la lutte des sans-papiers continue. Nous arrivons à la régularisation de la quasi-totalité des membres de notre collectif et aujourd'hui, nous sommes fiers d'avoir tenu bon, d'y avoir cru et d'avoir gagné. »*

Malgré la musique, les tam-tams, les danses improvisées et les merguez à quinze francs de la CGT, la fête est grave. Le gouvernement a régularisé plus de 75 000 sans-papiers, mais les autres ? *« Ils n'ont pas encore l'habitude de la lutte,* explique un ancien Saint-Bernard. *Ils s'adressent à nous pour qu'on leur montre. Certains ont même peur de donner leur nom. »* Dans chaque département, on fait les comptes. *« Nous sommes en dessous de la moyenne nationale de régularisation »*, note un membre du collectif du Val-de-Marne. *« Je ne sais pas comment les préfectures vont se débrouiller avec des circulaires qui tombent toutes les semaines,* se demande un membre du Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (Gisti). *L'arbitraire risque de se développer. »*

Jacques, cinquante-sept ans, soutient le collectif des Hauts-de-Seine. Mardi 18 août, il a assisté à l'expulsion par les CRS d'une quinzaine de sans-papiers qui s'étaient retranchés dans le siège de la fédération parisienne du PS. *« La gauche "plurielle" maintient 70 000 travailleurs dans la clandestinité »*, accuse-t-il. *« La gauche fait comme la droite, mais elle ne veut pas qu'on le dise,* renchérit Madjiguène Cissé. *Mais ce n'est pas avec la répression que le problème des sans-papiers sera résolu. Cet anniversaire n'est pas un enterrement, c'est un nouveau départ pour la régularisation de tous les sans-papiers. »*

*Alexandre Garcia*

# Le coût de la rentrée scolaire s'est accru de 4,1 % selon Familles de France

**SELON** la fédération nationale Familles de France, le coût de la rentrée scolaire augmentera de 4,1 % cette année. Ce chiffre, qui prend en compte le prix des cinquante et un articles les plus couramment demandés – papeterie, fournitures non papetières et vêtements –, s'élève cette année à 1 092 francs. Ce renchérissement est notamment lié au prix des vêtements, surtout de sport, qui ont progressé de 12 %. En revanche, les fournitures papetières et non papetières enregistrent cette année une baisse moyenne de 1,5 %.

A cette enveloppe s'ajoutent les dépenses d'assurance scolaire, de livres, de transport, de cantine ainsi que les cours de langue, les activités sportives, la coupe de cheveux, etc. Ces frais annexes peuvent s'élever, selon Familles de France, jusqu'à 3 022 francs. L'allocation de rentrée scolaire ne couvre que partiellement ces dépenses. Son montant – 1 600 francs – reste inchangé par rapport à 1997. Cette année, trois millions de familles représentant 5,3 millions d'enfants scolarisés âgés de six à dix-huit ans en bénéficieront. Les 350 000 familles qui n'ont qu'un seul enfant ne peuvent y prétendre mais elles y auront droit en 1999, comme l'a annoncé Lionel Jospin lors de la conférence anuelle de la famille réunie à Matignon le 12 juin.

Par ailleurs, les bourses de collèges seront, à partir de la rentrée, versées aux familles par les établissements scolaires et non plus par les caisses d'allocations familiales, comme c'était le cas depuis 1994. Elles seront versées chaque trimestre par les collèges, qui prélèveront eux-mêmes la facture de la cantine. Ce système devrait éviter que les élèves soient « exclus » du réfectoire, en cours d'année, parce que leurs familles ont dépensé la totalité de l'aide dès le premier trimestre.

*Victoria Loginova*



# Le maïs et les pompages agricoles épuisent la Garonne

**L'eau se fait de plus en plus rare dans le grand fleuve du Sud-Ouest. On à frôlé la catastrophe fin juillet. Faut-il construire un nouveau barrage à Charlas pour éviter qu'il ne devienne un égout à ciel ouvert ? La question divise les élus du bassin et les scientifiques montent au créneau**

**TOULOUSE**
*de notre correspondant*

Les vannes du barrage EDF de Laparan, dans l'Ariège, ne se sont ouvertes que le 30 juillet. Le niveau de la Garonne avait alors spectaculairement baissé et la température de l'eau du fleuve était montée en certains endroits jusqu'à 28 degrés. *« On a frôlé la catastrophe »*, estime la presse locale, qui accuse EDF d'avoir voulu « asphyxier » la Garonne. En fait, on était encore loin des débits de crise officiels, mais les poissons ont eu chaud !

Depuis la dernière sécheresse des années 1989-1990, EDF est pourtant tenue de déstocker une partie des 200 millions de mètres cubes d'eau entreposés dans ses grands barrages pyrénéens d'Ariège pour soutenir l'étiage de la Garonne. Mais la convention, signée en 1993, mettant à disposition du fleuve une quarantaine de millions de mètres cubes pendant dix ans pour un coût forfaitaire de 143 millions de francs a bien failli être rompue cette année par des élus regroupés au sein du Syndicat mixte d'étude et d'aménagement de la Garonne (Smeag)... pour une querelle portant sur un taux de TVA.

Les élus du Smeag, présidé par Evelyne-Jean Baylet, refusent depuis l'origine de s'acquitter de la TVA que facture EDF. Ils rappellent que, selon le droit français, personne n'est propriétaire de l'eau et que la somme versée à EDF ne peut donc pas s'assimiler à un achat d'eau, mais à une indemnisation. Pour débloquer la situation, il a fallu l'intervention du cabinet du premier ministre, Lionel Jospin, élu de la Haute-Garonne, qui a finalement donné raison aux élus.

L'incident révèle l'importance stratégique des réserves d'eau dans tout le Sud-Ouest et les relations parfois difficiles entre ses différents gestionnaires. Pour les élus du Smeag, la convention avec EDF n'est que transitoire. Ils estiment que la solution définitive passe par la construction d'un immense barrage de 110 millions de mètres cubes à Charlas (Haute-Garonne), qui stockerait l'eau de la Garonne pendant l'hiver pour la restituer en été – et dont le syndicat serait propriétaire. En présidant la dernière réunion du comité de bassin Adour-Garonne, le 6 juillet à Toulouse, Jean François-Poncet a profité de la présence de Pierre Roussel, directeur de l'eau au ministère de l'environnement pour réclamer ce barrage qu'il appelle de ses voeux depuis dix ans. *« La Garonne ressemble à un oued africain. Le moment est venu de décider de faire de nouveaux barrages, dont celui de Charlas. Mais on observe un blocage. Pour des raisons idéologiques ? Si c'est le cas, ce serait extrêmement grave. Cela condamnerait la Garonne à n'être qu'un égout pendant tout l'été. C'est un scandale écologique »*, s'indignait l'ancien ministre (UDF) lot-et-garonnais.

### STATU QUO

M. Roussel a prudemment répondu que le ministère de l'environnement n'avait pas de dogme en la matière et que, à raison de 10 francs le mètre cube stocké, la question des barrages-réservoirs n'était pas tant d'ordre idéologique que financier. Marie-Françoise Mendez, conseillère régionale (Verts) nommée par Dominique Voynet à la présidence du conseil d'administration de l'agence de l'eau Adour-Garonne, ajoute que l'assèchement répété du lit de la Garonne en période estivale devrait plutôt remettre en question les usages d'une eau devenue aussi rare que les financements publics.

La cohabitation au sein de l'agence Adour-Garonne entre les partisans d'une augmentation de l'offre et ceux d'une maîtrise de la demande a abouti à un *statu quo*. Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) adopté en 1996, « bible » du bassin Adour-Garonne, prévoit en effet les deux types de mesures : barrages et économies d'eau. *« Le problème, c'est qu'on ne fait ni l'un ni l'autre »*, regrette Mme Mendez.

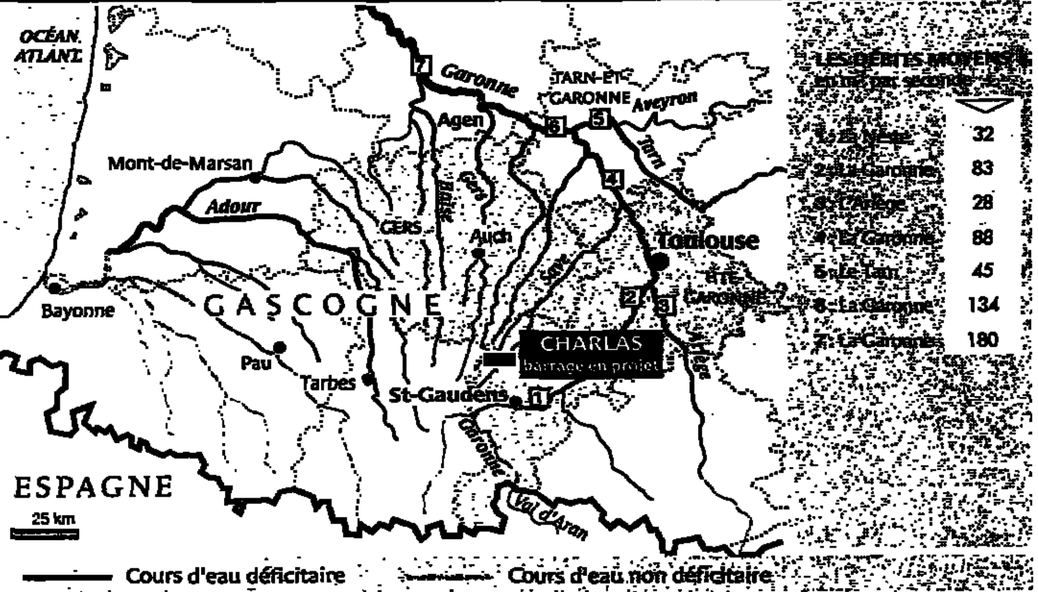
Sur l'ensemble du bassin Adour-Garonne, le Sdage estime que l'agriculture pompe chaque année près de 500 millions de mètres cubes, alors que les réserves de soutien d'étiage ne représentent que 350 millions. Curieusement, le nombre exact d'agriculteurs pratiquant l'irrigation reste inconnu. Les pompages clandestins sont nombreux et la pose de compteurs est loin d'être généralisée. *« Quelle que soit l'évolution future de l'irrigation, le déficit structurel actuel implique de retrouver puis de préserver, entre consommation d'eau et débits d'étiage des rivières, un équilibre qui respecte les exigences du milieu aquatique »*, indique le schéma directeur. *« Il est clair que le Sud-Ouest est sous une large influence de l'agriculture. Le maïs a bouleversé ses paysages et son hydrologie depuis vingt ans »*, constate François Teyssier, délégué régional du Conseil supérieur de la pêche (CSP). Ce spécialiste observe que le saumon connaît plus de difficultés à remonter la Garonne que la Dordogne ou l'Adour : moins d'une centaine de spécimens ont été comptabilisés cette année, contre cinq fois plus en Dordogne. Explication avancée : la culture de la fraise, pratiquée en Dordogne, est moins gourmande en eau que le maïs de Garonne et de Gascogne. Sur l'efficacité des barrages, M. Teyssier est dubitatif : *« Ça apporte des avantages, mais on se bouche les yeux sur les inconvénients. Est-ce qu'on peut irriguer partout ou y a-t-il une limite naturelle ? »*

En attendant Charlas et pour ne pas dépendre seulement d'EDF, les élus du Smeag ont passé une deuxième convention avec les gestionnaires départementaux du barrage de Montbel, mis en service en 1984 dans l'Ariège pour irriguer les terres à blé du Lauragais. Des négociations sont également en cours avec l'institution interdépartementale de la Montagne Noire qui gère les barrages alimentant le canal du Midi. L'eau du blé viendrait ainsi au secours du maïs de Gascogne. On s'apprête donc à aller chercher de plus en plus loin une eau qui n'a historiquement pas toujours fait défaut. Avant d'être classée parmi les rivières « très déficitaires », la Garonne a longtemps été détournée et ponctionnée pour alimenter des zones plus sèches : canal de la Neste et de Saint-Martory, canal latéral, etc. Les transferts opérés depuis plus de cent ans par le « système Neste » que gère la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG) servent ainsi à irriguer les champs de maïs du Gers. L'eau qui fait défaut l'été entre Toulouse et Agen s'est en fait évaporée dans les champs de Gascogne.

Faudra-t-il choisir entre le développement de l'agriculture dans cette zone éminemment rurale et la poursuite de l'urbanisation de la vallée de la Garonne ? Le projet de barrage de Charlas représente l'ultime tentative de concilier « l'eau des villes » et « l'eau des champs », puisque près de la moitié de sa capacité (50 millions de mètres cubes) ne devrait pas retourner dans la Garonne, mais serait acheminée vers la Gascogne.

*« En définitive, le choix de réaliser une grande réserve d'eau à Charlas paraît largement guidé par des considérations d'aménagement du territoire reposant sur l'hypothèse qu'une redistribution des ressources en eau de la Garonne vers la Gascogne est nécessaire »*, concluait un rapport remis en 1996 au comité de bassin par un groupe de scientifiques indépendants, chargés d'examiner l'étude du barrage de Charlas réalisée par la CACG. Le professeur Henri Descamps, qui présidait ce comité scientifique, avait abouti à la conclusion que, pour soutenir l'étiage de la Garonne, les barrages existants d'EDF étaient plus intéressants qu'un nouveau barrage. Son rapport ne fut jamais publié. *« Charlas ou EDF, c'est un faux débat »*, estime pour sa part Noël Mamère, député (Verts) de la Gironde qui présida l'agence de bassin Adour-Garonne avant Mme Mendez, et dénonce aujourd'hui *« la double dictature d'EDF et des irriguants »*.

*Stéphane Thépot*




## Des eaux capricieuses

A son entrée en France, le débit de la Garonne varie entre 5 et 48 m³/seconde en fonction des saisons, mais aussi des éclusées des barrages installés dans le val d'Aran espagnol. A Toulouse, le débit moyen de la Garonne est de 200 m³/s, avec des variations de 600 m³/s en hiver à moins de 50 m³/s en étiage estival.

● **Des prélèvements en augmentation croissante**
Le développement de l'irrigation constitue une ponction estimée à 60 m³/seconde dans la Garonne. En 1970, on en pompait trois fois moins. Du XIXe siècle à 1960, les prélèvements pour l'irrigation ne représentaient qu'un débit de 5 m³/seconde.

● **Le soutien d'EDF**
En 1997, EDF a lâché 30 millions de m³ du 1er juillet au 31 octobre pour réalimenter la Garonne et assurer des débits minimums dits « de salubrité ».

● **Un axe vital**
De Toulouse à Agen, toutes les villes dépendent de la Garonne pour leur alimentation en eau potable. L'Insee table sur un accroissement de 1 million d'habitants d'ici quinze ans sur l'axe Garonne. Les stations de pompage urbaines prélèvent actuellement un débit de 6 m³/seconde.

## Le projet de Charlas

**Le barrage de Charlas, à 15 km de Saint-Gaudens (Haute-Garonne), serait constitué de deux digues de terre de 50 m de haut et de 1,1 km de long pour la principale, et de 20 m de haut sur 440 m de long pour la digue latérale. La retenue de 110 millions de m³ couvrirait plus de 5,5 km² de surface sur le territoire de cinq communes. Seule la municipalité de Charlas s'est déclarée favorable au projet, qui suscite une forte opposition locale (*Le Monde* du 16 juillet 1997). Le coût de l'ouvrage et des adducteurs pour pomper l'eau depuis la Garonne et la redistribuer dans le fleuve et vers les rivières de Gascogne est estimé à 1,1 milliard de francs. Le dossier devrait être examiné par la nouvelle commission nationale du débat public d'ici à la fin de l'année 98.**

# *Un fleuve maltraité*

**TOULOUSE**
*de notre correspondant*

Alternant des périodes de basses eaux en été et des crues parfois spectaculaires en hiver et au printemps, la Garonne a été partiellement domestiquée. Les digues et les barrages ont modifié son débit naturel. Les scientifiques de l'université Paul-Sabatier de Toulouse constatent également un abaissement du lit du fleuve qui s'explique par les extractions de graviers, laissant apparaître en été une roche dure sur laquelle les alluvions retenues par les barrages ne se déposent plus. Le lit du fleuve ne peut donc plus jouer son rôle habituel d'auto-épuration.

Les pollutions industrielles émanent surtout de l'usine de pâte à papier de Saint-Gaudens et du complexe chimique de Toulouse, qui ont toutefois réduit leurs rejets. L'agglomération toulousaine est désormais considérée comme la plus importante source de rejets polluants dans la Garonne. La priorité est aujourd'hui donnée au traitement des rejets d'azote ammoniacal, produit normal de la dégradation des matières organiques. En se dégradant dans l'eau, l'azote ammoniacal se transforme en ammoniaque, toxique pour les poissons.

La ville de Toulouse a engagé d'importants travaux de rénovation de sa station d'épuration de Ginestous, principale source d'émission d'azote ammoniacal. Elle n'a toutefois pas entrepris d'efforts particuliers pour limiter ses rejets de phosphates et de nitrates, principaux responsables de l'eutrophisation des rivières. En 1993, l'agence de l'eau avait pourtant envisagé de classer la Garonne « zone sensible » à ce phénomène de prolifération d'algues vertes et fait baisser la teneur en oxygène de l'eau au détriment de la faune piscicole. La mairie de Toulouse a demandé des compléments d'étude sur ces risques d'eutrophisation afin de différer de coûteux investissements rendus obligatoires par une directive européenne. Curieusement, tous les petits affluents de la Garonne ont été classés en « zone sensible à l'eutrophisation », alors que le fleuve lui-même y échappe.

A l'aval de l'agglomération toulousaine, le fleuve est enfin confronté aux prélèvements (12 m³/seconde) de la centrale électronucléaire de Golfech (Tarn-et-Garonne) et à ses effluents, réchauffés et – faiblement – radiocatifs. La centrale rejette également d'importantes quantités de chlore depuis le mois de mai à cause de la prolifération d'amibes pathogènes dans son circuit de refroidissement. Pour enrayer cette invasion de *Négléria fowleri*, une amibe susceptible de provoquer des méningites en cas d'inhalation, les responsables de la centrale utilisent entre 10 et 14 tonnes d'eau de Javel par jour, qui se retrouvent ensuite dans la Garonne.

Toutes ces pollutions sont évidemment plus concentrées quand le débit du fleuve est au plus bas. C'est pourquoi le débat sur le soutien d'étiage de la Garonne comporte aussi une dimension de « dilution » de la pollution. Les barrages peuvent constituer une providentielle « châsse d'eau » pour la Garonne.

*S. Th.*

# Les réserves des scientifiques vis-à-vis d'un nouveau barrage

**EN 1992**, le comité de bassin Adour-Garonne avait demandé à un conseil scientifique de formuler un avis sur les 19 tomes de l'étude globale d'environnement préparée par la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG). Ces vingt chercheurs, ingénieurs et universitaires ont remis leur copie en 1996. Mais le professeur toulousain Henri Descamps, qui présidait cet aréopage, a pu constater que le travail de critique indépendant qu'il s'était fixé n'était sans doute pas du goût de son commanditaire. Le comité de bassin a en effet demandé un nouveau rapport à l'ingénieur général des Ponts et Chaussées Jacques Estienne avant de voter une résolution favorable à la construction du barrage, le 9 décembre 1996. L'avis du comité scientifique n'a jamais été publié. En voici les principales conclusions :


VERBATIM

*Faut-il construire un réservoir à Charlas ?*

*[...] Soulignons que « procéder à l'analyse critique d'une étude » ne signifie nullement en méconnaître les mérites. Incontestablement, l'imposant travail réalisé par le maître d'œuvre de l'étude – la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne – et par son comité de pilotage inspire du respect. On admettra néanmoins que le conseil scientifique puisse présenter un avis clairement différent de celui du maître d'œuvre de l'étude.*

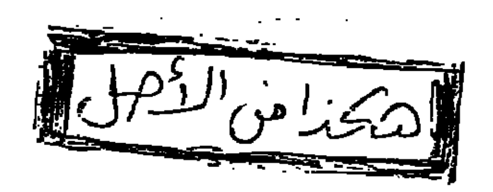
*[...] L'étude retient assez arbitrairement 50-55 m³/s comme débit de salubrité de la Garonne à Toulouse. La valeur de ce choix n'est démontrée ni au plan écologique, ni au plan économique. Au plan écologique, la considération de la teneur en ammonium, comme contrainte piscicole, pour définir un débit de salubrité apparaît tout à fait insuffisante. Au plan économique, les méthodes utilisées, par ailleurs très incertaines, partent de pertes agicoles surévaluées et de coûts d'épuration non justifiés. [...] Les problèmes de pollutions azotées et autres peuvent trouver une solution par les compléments d'équipement envisagés pour réduire les rejets de la ville de Toulouse. [...]*

*Il apparaît qu'on ne doit pas s'attendre à une augmentation spectaculaire de la demande agricole en eau au cours des prochaines années. Dans ces conditions, il aurait été judicieux d'étudier quelle était la marge de progression des rendements en fonction d'une meilleure gestion tactique des quantités d'eau existantes. [...] Il apparaît également que l'irrigation profite essentiellement aux agriculteurs irrigants anciens et exploitant de plus grandes surfaces. [...]*

*La supériorité de la solution Charlas par rapport à d'autres solutions n'est pas démontrée. [...] D'une manière plus générale, le projet de construire un réservoir à Charlas repose sur la volonté d'assurer dans une même opération un soutien d'étiage en Garonne et un développement des irrigations en Gascogne. Or il apparaît que le seul soutien des étiages pourrait vraisemblablement être obtenu par des solutions alternatives qui consisteraient à renforcer les accords de déstockage des barrages hydroélectriques pyrénéens. Le projet de construire un réservoir à Charlas se trouve donc essentiellement motivé par le choix du modèle de développement agricole de la Gascogne [...].*

*En définitive, le choix de réaliser une grande réserve d'eau à Charlas paraît largement guidé par des considérations d'aménagement du territoire reposant sur l'hypothèse qu'une redistribution des ressources en eau de la Garonne vers la Gascogne est nécessaire. Le conseil scientifique n'a pas à se prononcer sur ces considérations. Il aurait cependant souhaité que l'étude permette aux décideurs institutionnels de mieux mesurer le bien-fondé d'une telle hypothèse.*














# Le rêve fabuleux du Nunavut

C'EST l'histoire d'un peuple de légende qui, installé au faîte du globe, sur la calotte polaire, adresse au reste de la planète un surprenant message d'espoir. L'histoire de combattants, l'histoire de survivants, pacifiques gardiens d'une terre improbable dont nos livres d'enfant ont décrit la magie, sans dire la démesure, la rudesse, la violence, et à laquelle est amarrée leur âme. L'histoire d'un groupe humain qui, pendant des millénaires et dans des conditions extrêmes, s'est efforcé de vivre en totale harmonie avec la terre, la mer et le monde animal et qui, sur le point de sombrer corps et âme d'une collusion par trop brutale avec la société des Blancs, relève soudain la tête pour reprendre en main son destin.

C'est l'histoire des Esquimaux du Grand Nord canadien qui, à l'heure où se referme le siècle le plus destructeur de civilisations et de cultures anciennes, se voient enfin reconnaître une patrie – le Nunavut – ainsi que le pouvoir de l'administrer. L'histoire fabuleuse des Inuits, ces seigneurs de l'Arctique qui refusent – et avec quel aplomb ! – de devenir vassaux.

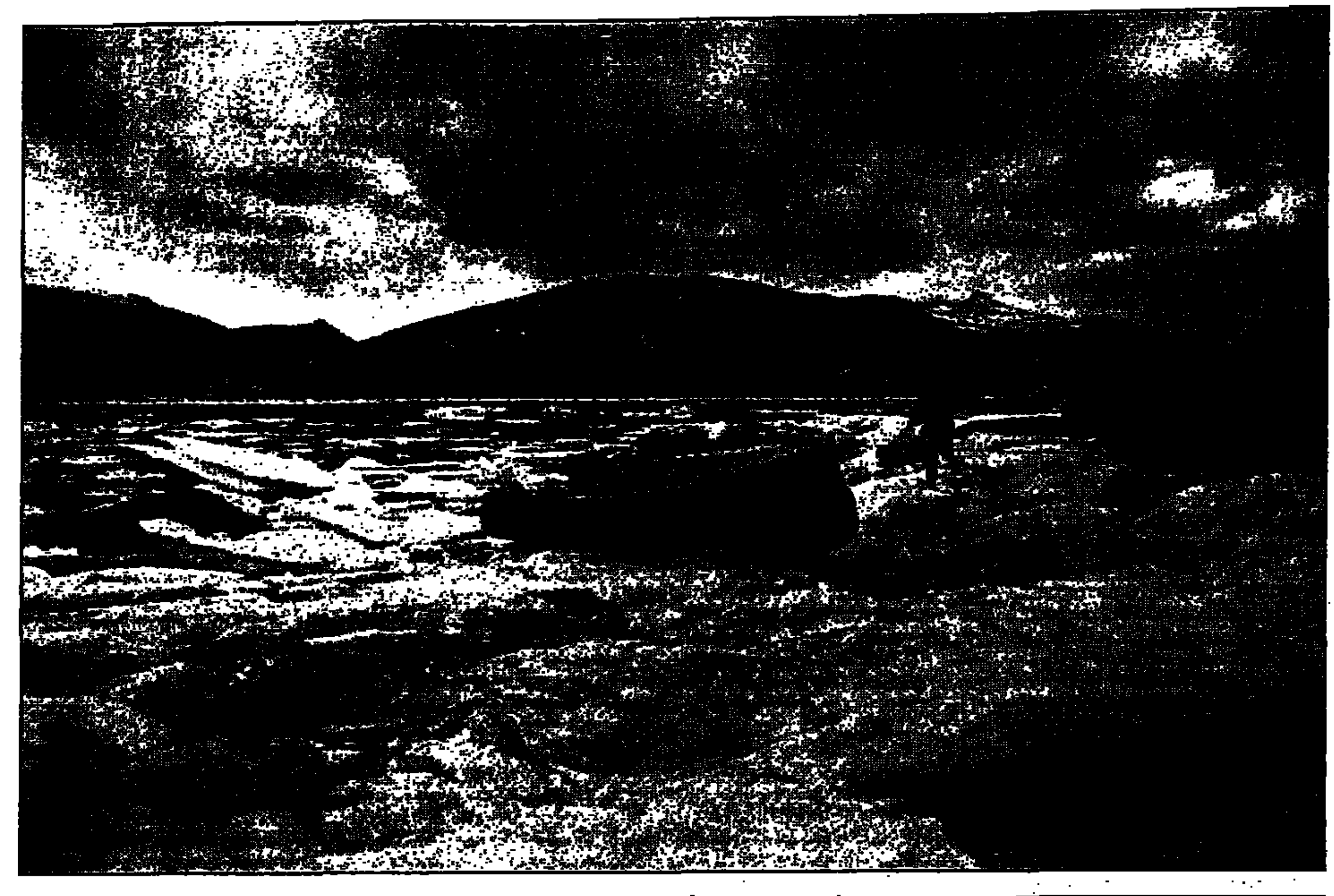
L'affaire est exemplaire qui, malgré la distance, nous concerne, nous implique. Nous ? Nous, société « moderne », « industrielle », « civilisée ». Nous qui avec arrogance, certitude, bonne conscience, avons le sentiment, bien sûr, d'être en avance, de pouvoir jouer les guides et même d'ouvrir la voie. Comme s'il n'y en avait qu'une. Nous qui, sans jamais demander leur avis, n'avons cessé d'inciter tous les peuples, où qu'ils soient, d'où qu'ils viennent, à nous suivre. Presto. Prestissimo. Tous au même pas, jeunes gens, en route vers le progrès, et avec allégresse !...

N'y aurait-il donc de place au monde que pour un modèle unique de civilisation ? Faudrait-il tous intégrer la galaxie McLuhan, McDonald's, Microsoft, Levi Strauss, sans même droit d'inventaire ? N'y aurait-il aucune alternative ? Serait-ce trop tard, déjà ? Les Inuits – comme souhaitent désormais être appelés les Esquimaux de notre enfance – trouvent l'idée affolante. Les Inuits veulent choisir. Les Inuits ne veulent pas perdre leur âme.

Le voyage dans l'Arctique s'avérera troublant. Le grand peuple du Nord, c'est un fait, ne se porte pas très bien. Et les quarante années d'efforts du gouvernement d'Ottawa visant à le sédentariser et à l'éduquer, à le protéger, à l'acculturer, bref, à l'« assimiler », au nom de l'égalité de tous les Canadiens, l'ont conduit au désastre. Pourtant, au nord de la baie d'Hudson, bien au-delà du 60e parallèle, souffle un vent d'optimisme. Un léger parfum d'euphorie teinté de liberté. Un compte à rebours a démarré que suivent avec envie, avec passion, plusieurs autres peuples aborigènes de la planète : le 1er avril 1999, la carte du Canada sera redessinée. Le Nunavut, « notre terre » en langue inuit, sera créé.

Attention ! Pas question de « réserve » à la mode indienne. La patrie des Inuits aura le statut de « territoire » et fonctionnera selon le système démocratique en vigueur chez les autres membres de la fédération canadienne : une assemblée élue au suffrage universel, un gouvernement public (et non « ethnique ») issu de ses rangs ainsi qu'un premier ministre ; enfin un commissaire représentant la reine ( !). Superficie ? Devinez. Plus de 2 millions de kilomètres carrés, quatre fois la France, un cinquième du Canada ! Population ? 25 000 habitants (85 % d'Inuits) répartis sur vingt-sept communes uniquement accessibles par avion (il n'y a pas de route dans le Grand Nord), ou alors par bateau, à la débâcle des glaces.

Il fallait aller voir. Prendre, un beau matin de juin, l'avion-cargo



**Le 1er avril 1999, un parfum de liberté soufflera au nord de la baie d'Hudson. Dans le blanc de la carte du Canada, émergera un nouveau territoire, le Nunavut, un Etat dans l'Etat dévolu aux Inuits, les seigneurs de l'Arctique**

qui part de Montréal et mettre cap au nord. Traverser le Québec, survoler ses villages, ses rivières, ses forêts, passer la ligne des arbres, et là, là, en prendre plein les yeux. Comment ne pas ressentir de frisson en pénétrant dans le royaume du froid ?

Des espaces bosselés, pelés, inertes s'étendent à perte de vue, nervurés, saupoudrés de neige. Des étangs et des cours d'eau innombrables paraissent encore figés dans la glace. Des lacs parfois immenses ont les teintes turquoises des lagons d'Océanie. Des chaînes de collines, de montagnes se succèdent. Rien n'arrête le regard, tout enflamme l'esprit. Jamais, toujours, éternel, absolu, infini... Les pensées s'embrouillent dans une espèce de fièvre qu'on souhaiterait productive. Et l'imagination s'emballe. Mais quel vocabulaire, autre que celui de l'extrême, pour cerner une émotion, une excitation inédites ? Voyons, on a déjà survolé des déserts. Mais la neige, le froid... Moins 40, moins 50, moins 80, l'hiver dernier, quand soufflait le blizzard. Ce pays est-il fait pour des hommes, pour des bêtes, pour des dieux ? Pourquoi, mais pourquoi donc les Inuits ont-ils choisi ces latitudes inhumaines ? Pourquoi diable se sont-ils posés, après de longues migrations, dans ce qui pourrait être l'enfer s'il n'y avait cette beauté étrange, ce mystère du blanc ?

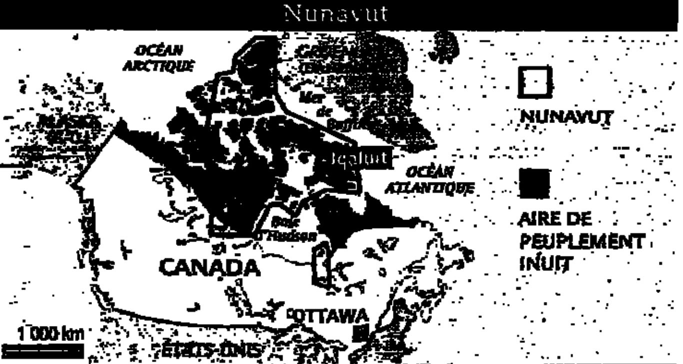
On traque vainement sur des centaines de kilomètres le moindre signe de vie. Et voilà qu'elle jaillit dans le soleil, juste derrière un mur de montagnes lactées, à gauche de l'appareil qui amorce rapidement sa descente. Des maisonnettes en bois peintes de couleur pastel et couvertes de tôle, quelques barres d'immeubles, deux ou trois édifices, rouge, blanc, vert, en curieuse forme d'igloos, des rues presque désertes, des rangées de motoneiges en attente de l'hiver, des bateaux sur leur cale en attente de l'été. Car la neige a fondu, mais la banquise est là, qui obstrue la baie cernée par les maisons qui, toutes, veulent voir la mer. Au début de juillet peut-être. Nous sommes à Iqaluit (4 000 habitants), future capitale du Nunavut.

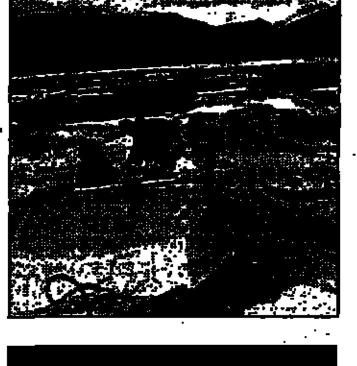
Alors marcher. Courir. Humer. Revêtir une parka – la température frôle 0 degré – et foncer sur les chemins poussiéreux que sillonnent quelques 4 × 4 et de grosses américaines transformées en taxis. Prendre le pouls du pays, écouter les attentes, observer le Nunavut en devenir. *« Vous pourriez dire "en chantier" ! Car tout, ici, est à créer : un gouvernement, des bureaux, des logements, des emplois. Et c'est génial. A nous de prendre les rênes, à nous d'être innovants, à nous de retrouver la force, la spiritualité des Inuits. L'aventure est si belle ! Je ne sais pas si vous pouvez comprendre. Si. Tenez : la création du Nunavut, c'est comme la chute du mur de Berlin, voilà. C'est aussi exaltant, motivant, décisif. Enfin, à nous de jouer ! »*

Elle rit de toutes ses dents. Elle bouge la tête, les mains, ardente, impatiente, spontanée. Elle s'appelle Deborah Tagornak, elle a vingt-six ans et fait partie de la petite poignée d'Inuits qui ont pu étudier dans le Sud et qui – bonheur du reporter – parlent couramment l'anglais. Son enthousiasme pour le Nunavut n'a d'égal que sa colère contre l'impérialisme des *qallunaat* (les Blancs) et la conviction solide d'appartenir à un peuple d'exception. *« Intéressant, le cynisme avec lequel l'extinction de la culture inuit était froidement programmée ! Le monde avançait, ils n'étaient pas standards, alors il fallait les mettre au pas. Au nom de quoi, je vous le demande ? Et ces jugements méprisants sur nos coutumes, notre langue ou notre goût pour la viande, auxquels nous ont soumis tous ces professeurs blancs qui se fichaient bien de saper l'enseignement de nos anciens... »* Le Nunavut promet d'être une riposte. Elle y mettra ses compétences, sa pétulance, son romantisme. Et les Inuits, un jour, éclaireront le monde. *« Quand je pense qu'on devra tout cela à un petit trio d'idéalistes qui, il y a plus de vingt ans, ont formulé le rêve d'une patrie des Inuits ! »*

LE rêve... Les Inuits n'ont pas peur du mot. Les rêves jouent toujours un rôle fondamental dans le Grand Nord. Le rêve peut être vision. Le rêve donne de la force. Et le rêve se partage. Sous la tente ou en igloo, les familles ont toujours eu coutume d'échanger au petit matin leurs songes de la nuit précédente. En 1977, John Amagoalik, l'un des trois fondateurs dont parle Deborah publiait justement dans *Inuit Today* un article au titre prémonitoire, *« Nous devons avoir des rêves »*, et dont le préambule posait la plus consternante des questions : le peuple esquimau est-il appelé à disparaître de la surface de la Terre ? Sa culture, sa langue, son attachement à la nature ne seront-ils plus bientôt que souvenirs dans des livres d'histoire ? Faut-il le classer parmi les espèces en danger au même titre que la baleine bleue, l'aigle royal et l'ours polaire ?

Cette idée, écrivait-il, est à la fois perturbante et angoissante. *« Mais la volonté de survivre est bien là. Nous n'avons pas besoin de la pitié, de l'aide publique, du paternalisme et du colonialisme dont on nous a inondés ces dernières années. Ce que nous devons faire, c'est apprendre à nos enfants leur langue maternelle. Leur enseigner ce qu'ils sont et d'où ils viennent. Leur communiquer les valeurs qui ont guidé notre société depuis des milliers d'années. Les initier à nos philosophies qui remontent au-delà de la mémoire de l'homme. Les anciens doivent se souvenir et nous servir de guides... »* Vous rêvez ! lui disaient certains. *« Et alors ? Qu'est-ce qu'il y a de mal à rêver ? Parfois les rêves se réalisent si l'on y croit suffisamment fort. Il faut des rêves. Il faut des idéaux. »* Il faudrait surtout pouvoir punir les Blancs, grondaient des habitants. Ne sont-ils pas seuls responsables de la détresse des Inuits ? *« La colère et la haine ne sont pas des réponses,* disait le jeune homme sage. *Nous avons besoin de leur patience et de leur compréhension. Et nous devons leur offrir la même chose en retour. Les Inuits ne sont pas des gens violents. »*





*Les préparatifs de départ en vacances de la famille Kilabuk qui, dès la débâcle, part camper et chasser le phoque et le caribou. Le bâtiment blanc en forme de grand igloo est la cathédrale anglicane d'Iqaluit (4 000 habitants), la future capitale du Nunavut.*

Des articles, des discours, comme celui-là, John Amagoalik en a fait des milliers. Sans jamais hausser le ton, sans dévier de sa ligne. Sans relâche, il a sillonné le Grand Nord, visité les communautés les plus reculées du territoire, consulté les anciens, tenu par les temps les plus rudes des réunions publiques au café, chez lui, au patronage, pris des milliers d'avions, allant même partager ses projets avec les aborigènes d'Australie et expliquer aux Russes, à leur demande, la procédure des revendications territoriales. Surtout, il a convaincu Ottawa de faire confiance aux Inuits, de leur donner une chance. Ce n'était pas une mince affaire.

UN rêve donc. Mais pas une utopie. Il est là, dans le bureau austère d'une maison préfabriquée d'Iqaluit, la cinquantaine ascétique, le veston en tweed, le cheveu noir de jais. Lui, qui est maintenant président de la Commission d'établissement du Nunavut mais que tout le monde appelle respectueusement « le père du Nunavut » et qui, près de son ordinateur, a collé les photos de ses deux petits-fils près d'un arbre de Noël. Il s'en est fallu de peu, dit-il, que le monde inuit ne soit balayé par la culture occidentale. Tout est allé si vite...

Des milliers d'années d'isolement total – le mot *Inuit* signifie simplement « êtres humains » – rompu dès le XVIe siècle par quelques visites épisodiques d'explorateurs ; et puis, d'un coup, l'installation de la Compagnie de la baie d'Hudson, championne du commerce des fourrures et avec laquelle les Inuits font du troc ; le débarquement des baleiniers d'Ecosse qui, entre 1850 et 1920, écument la région et repartent après épuisement du stock ; l'arrivée des missionnaires chrétiens qui bousculent les chamans, convertissent à tour de bras et dotent les Inuits d'un système d'écriture syllabique. Et puis, en rafale après la seconde guerre mondiale, militaires américains, policiers canadiens, prospecteurs de pétrole.

*« C'est là,* affirme John Amagoalik, *qu'on a compris qu'il ne suffisait pas d'avoir occupé notre terre pendant des millénaires pour en avoir le contrôle. Nous ne comptions pour rien aux yeux du sud. L'Arctique était qualifié de désert. Nous étions* nobody [personne]. » Des « nobody » qui faisaient désordre dans un pays prospère et démocratique. Alors, dans les années 60, le gouvernement fédéral entreprit de construire écoles, logements, administrations à l'intention des Inuits. Vite, en faire des Canadiens !... Ce fut une catastrophe.

*« On a voulu balayer le passé, asphyxier une culture, refouler sa langue. On a asservi les hommes en leur versant pensions et allocations, et en leur faisant perdre leur statut de chasseurs qui était leur honneur. On a déboussolé leurs enfants en leur apprenant l'anglais qui les coupait de leurs parents et en leur cachant leur histoire. La société tout entière a chancelé. Il y a eu beaucoup de douleur. Maintenant, il faut panser et construire. Le Nunavut se bâtira sur ce que notre passé portait en lui de meilleur. »*

Sur les étagères de John Amagoalik et sur le bureau du ministre canadien des affaires indiennes et du Nord, le document qui, dès 1995, prévoyait dans le détail l'organisation du Nunavut ainsi que ses nouvelles relations avec le Canada. Le style en est rigide, le découpage technique. Mais le titre – qui stupéfia les politiciens canadiens – reflète avec poésie ce que recherchent les Inuits : *« La trace de nos pas sur la neige fraîche »*...

***Annick Cojean***
*Photographies de l'auteur*

**Prochain article : Racontez-nous, grand-mère...**



# Irak : les otages de l'embargo *par Léon Schwartzenberg*

L'HÔPITAL central de Bagdad, que je viens de visiter à l'occasion d'une mission médicale en Irak avec l'association Solidarité, Fraternité, Tolérance, a été construit en 1980. Il comprend 223 lits destinés à la chirurgie, à la médecine et à différentes spécialités. Depuis cinq années, il est éloigné de l'évolution médicale dans tous les domaines. Le seul qui se soit un peu développé est celui de la chirurgie de guerre, qui a permis de mettre au point un appareil spécial pour le traitement des fractures ouvertes.

Cet hôpital manque de tout. Le scanner ne fonctionne pas. Le manque d'anesthésiques oblige à des acrobaties telles que l'ablation de la vésicule biliaire après ouverture de l'abdomen sous simple anesthésie locale. Des césariennes ont été effectuées sans anesthésie. Des médicaments sont interdits d'utilisation, comme la trinitrine parce qu'elle comporte de la nitroglycérine, qui peut être utilisée pour des bombes. Les interventions chirurgicales sont réservées aux cas les plus graves. 10 % seulement des besoins médicaux sont assurés.

Le centre du cancer de Bagdad (88 lits d'hospitalisation) accueille chaque jour 300 à 400 consultants. C'est un vieil hôpital construit en 1940. Les ascenseurs ne fonctionnent pas. Il y a des fuites d'eau. La climatisation est défectueuse. La construction d'un nouveau centre a été interrompue. Pour appliquer localement le césium radioactif destiné au traitement des cancers de l'utérus, en l'absence d'appareils de commande à distance, les médecins l'appliquent à travers leurs gants avec leurs propres mains. Lorsqu'on leur fait remarquer : « Savez-vous que vous prenez le risque d'avoir plus tard une leucémie ou un cancer ? », ils répondent : « On ne peut pas laisser les malades sans traitement. »

Alors que le nombre de patients atteints de cancers a été multiplié par six depuis la guerre, les produits destinés à leur traitement médical manquent pour la plupart. Les patients porteurs de cancers du poumon ne peuvent qu'être soumis à une radiothérapie de faible efficacité. Les femmes atteintes de cancer du sein sont toutes amputées. Les cancers du tube digestif, des os et des muscles ne sont pas traités. Le nombre des leucémies a augmenté dans les mêmes proportions. Et à tous ces malades qu'on laisse mourir, on refuse de calmer les douleurs. Il n'existe pas de morphine, ni aucun analgésique.

La visite de l'hôpital pédiatrique (370 lits) est encore plus attristante. Il arrive aujourd'hui chaque semaine cinq ou six enfants atteints de leucémie – contre trois ou quatre par mois en 1990. Les médecins font tout ce qu'ils peuvent avec compétence et dévouement pour soigner les patients. Mais les moyens dont ils disposent sont insuffisants. Une seule lumière dans cette visite : la présence, dans une salle, de petits prématurés dans des incubateurs modernes donnés par le Japon, il y a quelques mois.

Une fois sorti de cet hôpital pour enfants, on éprouve un sentiment bizarre causé par le silence pesant qui a accompagné toute la visite : l'absence de gémissements des enfants, qui se contentent de vous fixer de leurs yeux noirs. Un appel et un reproche, et la douleur muette des mères, assises auprès d'eux. Je sais qu'il existe d'autres enfants malheureux dans de nombreux pays du monde, mais c'est la plupart du temps le fait de cataclysmes naturels. Le malheur est causé, ici, par les puissances occidentales, dont la France. Du fait de l'embargo, il y a eu en Irak deux millions de morts (sans compter les morts liés au conflit militaire), dont 45 % d'enfants. Le nombre de décès, d'après les statistiques de l'OMS, était de 24 personnes pour mille en 1990 ; il est aujourd'hui officiellement de 92 pour mille (sans doute plus de 100, car nombre de familles n'enregistrent pas les décès).

La plupart des gens imaginent que l'Irak pourrait disposer à volonté, en fonction de l'accord « pétrole contre nourriture », de l'argent que lui rapporte la vente de son pétrole pour acheter la nourriture et les médicaments. Ce n'est pas le cas. Une commission des Nations unies, la commission des sanctions, numéro 661, est chargée de sélectionner et de répartir les denrées et les médicaments destinés à l'Irak. L'accord permet à Bagdad de recevoir, par l'intermédiaire de l'ONU, 8 milliards de dollars par an, mais 30 % sont prélevés pour les dommages de guerre et plus de 10 % pour les frais occasionnés par les commissions de l'ONU. Il ne revient finalement au pays que 3,6 milliards, alors qu'avant la guerre celui-ci importait pour 16 milliards de produits.

Avec cette somme, l'Irak peut acheter des médicaments, des aliments, des pièces essentiellement destinées à l'oléoduc qui va en Turquie. Les importations passent par l'intermédiaire de la commission 661, qui pose des questions : « Ces médicaments ont-ils une utilité pour les opérations chirurgicales ? Quel genre d'opération pratiquez-vous pour avoir besoin de telles quantités de fils chirurgicaux et de catgut ? Pourquoi ce nombre élevé de tentes à oxygène ? » Cette commission est composée de quinze membres – dont un Français – qui ont tous un droit de veto sur les commandes. La plupart du temps, le veto est américain.

## Nous pouvons tous être accusés de non-assistance à enfants en danger

En 1997, deux cents ambulances Peugeot avaient été commandées. Le membre américain a opposé son veto sous prétexte qu'elles pourraient être utilisées à des fins militaires. Le représentant français n'a pas protesté. Huit mois plus tard, la commission a fini par accepter l'achat de cent ambulances. Des quinze délégués de l'ONU, aucun n'est médecin, aucun n'est pharmacien. Aucun n'a jamais visité un seul hôpital irakien.

Le dernier soir de notre visite, le président du conseil de l'ordre des médecins est venu nous voir : « Alertez le corps médical français, dites notre détresse. Nous ne recevons aucun ouvrage ou périodique médical pour nous permettre d'être à jour. Quand un malade vient, comme dans toutes les consultations du monde, nous rédigeons une ordonnance, mais nous savons qu'elle ne sera pas honorée. » Que faire pour aider ces malheureuses populations qui ne sont reliées au reste du monde que par une simple autoroute entre Bagdad et Amman ?

Pendant la guerre, lorsque l'URSS affrontait avec difficulté l'Allemagne nazie, F. D. Roosevelt a eu une idée de génie : la loi prêt-bail. On savait bien que la guerre finirait un jour. Il a donc été décidé de prêter à l'URSS tous les armements dont elle avait besoin, à charge pour elle de les rembourser après la victoire. Pourquoi pas une telle loi pour l'Irak : l'embargo finira bien un jour. Cela lui permettrait de disposer des équipements, des aliments et des médicaments qui lui font défaut aujourd'hui, à charge pour lui de les rembourser une fois l'embargo levé. Cela n'est évidemment qu'une suggestion destinée à faire réfléchir ceux qui disposent encore d'un sentiment humain derrière leur cerveau de bureaucrate.

Quant aux frappes chirurgicales, dont le président et le Congrès américains menacent régulièrement l'Irak, qu'ils se rassurent : ces frappes sont effectuées quotidiennement avec précision sur les enfants non soignés, sur les adultes non traités. Nous pouvons tous être accusés de non-assistance à enfants en danger, à personnes en danger. Toutes les contorsions diplomatiques et politiques du monde n'y feront rien. Les enfants qui meurent chaque jour sont des enfants qu'on assassine. On peut à ce sujet regretter l'abstention de la France et son manque de courage, pour ne pas utiliser un mot plus « chirurgical ».

La France et l'Europe se contenteront-elles toujours de se faire dicter leur attitude par la grande puissance amie d'outre-Atlantique ? On n'a plus le droit d'attendre. Monsieur le Président de la République, Monsieur le Premier Ministre, ayez un peu de courage ; faites entendre une fois au moins la voix de la France, qui, je peux vous le garantir, est attendue là-bas. Vous déciderez-vous à continuer à parler au nom d'une solidarité diplomatique factice ou à élever la voix au nom de la solidarité humaine ?

*Léon Schwartzenberg est cancérologue.*

# Défendre Clinton

*Suite de la première page*

Ils aimeraient tendrement l'Arkansas si l'Etat avait basculé, comme tant d'autres au Sud, dans l'escarcelle du nouveau Parti républicain, qui ressemble, comme un frère, au vieux Parti démocrate ségrégationniste d'antan détruit par la courageuse politique d'intégration de Lyndon Johnson.

La vérité est donc cette fois-ci simplissime : l'acharnement contre la personne de Clinton est motivé par l'itinéraire de celui-ci, par ses options culturelles et par une tentative politique malheureuse autant que juste, qu'il paie encore à ce jour : la réforme avortée de mise en place d'une couverture sociale pour tous les Américains. Le couple Clinton s'est, dès 1993, attiré l'aversion tenace des industries pharmaceutiques et des compagnies d'assurances qui, depuis lors, n'ont plus cessé de nourrir contre lui, par leurs subventions très larges, les campagnes de diffamation les plus éhontées qui soient.

### L'ITINÉRAIRE DE CLINTON

Mais cette explication quasi marxiste par les intérêts financiers ne peut suffire. Il nous faut tout de suite y ajouter l'itinéraire et la culture, c'est-à-dire 68, le peuple, les Noirs, les juifs et la Chine. Il est vrai que la mondialisation à visage humain qu'a pratiquée le président à l'extérieur, la récupération du centre modéré de l'opposition républicaine à l'intérieur, ne devraient pas en faire la bête noire de la droite, pas plus que la diplomatie nationaliste et le patriotisme allemand vétilleux de Walter Rathenau n'auraient dû lui valoir la balle meurtrière des corps francs. Mais voilà, Rathenau était juif, riche et démocrate, et Clinton est… Clinton, c'est-à-dire, pour commencer, un opposant avéré à la guerre du Vietnam, un antiraciste absolu dans un pays qui demeure divisé par la couleur de la peau, un homme suffisamment peu machiste pour accepter de faire couple avec une épouse qui, sans lui, serait de l'aveu général l'une des plus grandes avocates du pays et, sans doute, une femme politique de tout premier plan.

Il y a plus grave encore : Clinton, par son itinéraire personnel, a subverti de nombreuses règles de comportement politique : gouverneur d'un petit Etat, il a toujours contourné Washington ; enfant d'une génération éduquée par la télévision, il en maîtrise si bien la rhétorique qu'il s'est tranquillement passé des grands quotidiens libéraux qui, par sottise et mesquinerie, lui renvoient à présent le coup de pied de l'âne ; méritocrate absolu, il se sent particulièrement à l'aise avec ceux qui, comme lui, sont des « regular guys » surdoués, tels le grand avocat noir Vernon Jordan, son confident le plus proche, les fils d'immigrés italiens ou grecs Leon Panetta et George Stephanopoulos, ainsi que les très nombreux juifs self-made men qui ont accompagné fidèlement son ascension. Aucune de ces attitudes n'est en elle-même suffisante, mais leur addition a certainement consolidé bien des haines dans un establishment WASP, hypocrite et cruel, dans lequel une pseudo-anglophilie aristocratique, indignée des avanies réservées naguère à John Major par la nouvelle Maison Blanche, a porté à incandescence ce qui aurait pu n'être qu'une irritation supportable.

Et puis, il y a la Chine, cet objet de débat constant aux Etats-Unis, depuis que des pasteurs enthousiastes eurent décidé d'abord d'en faire une nation chrétienne, voilà un siècle, puis de faire en sorte que l'Amérique la protège du Japon prédateur, avant que les deux géants ne se retrouvent pour contrecarrer ensemble la puissance militaire soviétique grâce à la magie diplomatique de Henry Kissinger après 1972. Clinton, qui avait mal commencé sa présidence en ce domaine, a su redresser la barre, trouver le juste équilibre et rétablir les conditions d'un partenariat stratégique avec Pékin, qui sera chaque jour plus important à mesure que le Japon s'enfonce dans la crise et que la Russie titube vers le nationalisme de ressentiment. Cette excellente politique se heurte toutefois, là aussi, à de très puissants intérêts taïwanais et américains, parfois japonais, ceux-là mêmes qui ont animé sans doute quelques informateurs militaires du *Washington Post* en général et de l'ancien lieutenant de vaisseau Bob Woodward en particulier, au moment du Watergate, parce que certains voulaient punir par là Nixon et Kissinger de leur alliance avec Mao et Chou Enlaï. Le scandale des contributions de Pékin à la campagne présidentielle démocrate devrait permettre de poursuivre, dès cet automne, la campagne d'impeachment sur des bases apparemment plus solides, sinon plus responsables.

### ATTENTAT

Car, ne nous y trompons pas, sans l'intervention massive de l'opinion publique, nous nous acheminons bel et bien vers une destitution qui serait le plus grave attentat commis contre les principes constitutionnels américains depuis la montée de la vague maccarthyste du début des années 50. Au nom de la morale la plus exigeante, cela va sans dire, un Newt Gingrich, chef de la majorité républicaine à la Chambre, qui, de son propre aveu, pratiquait l'adultère au moment même où son épouse mourait d'un cancer généralisé, un George Will, éditorialiste, prétendument indépendant, qui attaquait la politique japonaise de l'administration quand sa propre (seconde) épouse était salariée par un lobby japonais, un Orrin Hatch, sénateur mormon de l'Utah et président de la commission sénatoriale du renseignement, qui s'efforce avec constance d'empêcher les poursuites pour polygamie que mériteraient nombre de ses électeurs et coreligionnaires, en infraction avec la loi du pays, pour ne pas parler du néofasciste ploutocratique qu'est le banquier Mellon Scaiffe, bailleur de fonds de la calomnie, et quelques autres encore dont l'existence souffrirait d'être examinée selon la même absence de foi et de loi, eh bien !, tous ces messieurs-dames vont apprendre à vivre aux électeurs récalcitrants en éliminant leur président.

Ce qu'il faut dire à tous les lâches, à toutes les poules mouillées de la presse dite libérale de la côte Est, qui consentent déjà à ce meurtre légal du président de la plus grande démocratie de la Terre, c'est que cet attentat n'est pas finalement dirigé contre un homme, mais bien contre une institution, la présidence. Celle-ci était devenue entre les mains de grands hommes d'Etat prométhéens, les deux Roosevelt – Franklin et Theodore –, Lyndon Johnson, et, à son poste, Henry Kissinger, secondé tant qu'il le put par Richard Nixon, un instrument sans précédent de transformation du monde, et notamment de redistribution des revenus et des pouvoirs.

Dans l'acharnement actuel et la satisfaction replète des dévôts du laissez-faire, il y a donc davantage que la complaisance salace envers cet Erostrate pour écoles du dimanche qu'est Starr, il y a la volonté de priver peu à peu la plus grande société développée du monde de tous ses leviers de transformation afin que triomphe le darwinisme social des nouveaux féodaux sur les ruines de ce qui fut l'Etat démocratique qui émancipa les esclaves avec Lincoln et délivra l'Europe avec Roosevelt. A l'abri d'une Cour suprême de plus en plus réactionnaire qui pratiquerait le droit, non seulement sans l'Etat, mais contre lui, on en reviendrait à la présidence blette et nulle de Chester Allan Arthur ou de Calvin Coolidge, et le pays, avant que d'exploser, serait soumis au décret – et aux lawyers – de ceux que Veblen avait déjà baptisés les super-riches au début de ce siècle.

Voilà pourquoi ce président qui n'a pas démérité, surtout pas en Europe, où sa politique et celle du Trésor de Robert Rubin ont laissé s'accomplir la marche à l'euro, mérite qu'on le défende : il en va de l'avenir de la démocratie en Occident.

*Alexandre Adler pour Le Monde*

**Le Monde**

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
*Tél. relations clientèle abonnés* : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

# L'Amérique impériale

LES frappes américaines en riposte aux attentats de Nairobi et Dar es-Salaam sont logiques. « Sexgate » ou non, elles auraient eu lieu, et le plus surprenant aurait été que Bill Clinton ne réagisse pas. Profondément choquée par les attentats, l'opinion américaine n'aurait sans doute pas compris que son président reste inerte. Aussi approuve-t-elle massivement son choix, au point que les mêmes éditorialistes qui n'avaient pas de mots assez durs pour le critiquer sur le front intérieur louent aujourd'hui sa détermination. Les arguments avancés semblent imparables : face à un terrorisme « privé », abrité par certains Etats mais s'autonomisant d'eux et ébauchant une « Internationale » de l'islamisme radical, il faut agir au plus vite, frapper très en amont, bref, terroriser l'adversaire qui sème la terreur.

Les Etats-Unis ont donc riposté, à leur manière qui est impériale. C'est-à-dire celle d'une superpuissance sans rivale, seule à pouvoir se permettre, quand ses intérêts particuliers sont menacés, de réagir unilatéralement, sans consulter ses alliés, encore moins les Nations unies ; d'atteindre le territoire de deux pays lointains, même si elle y compte d'anciens alliés ; de prouver sa force à longue distance, sans exposer ses armées au feu de l'adversaire ; d'agir rapidement sur la foi d'informations fournies par ce que les services de renseignement nomment les sources techniques, dont, à l'échelle planétaire, le réseau satellitaire américain a pratiquement le monopole ; enfin, de proclamer agir au nom du droit universel tout en s'estimant seule juge de son application.

Or c'est justement cette manière qui fait problème, du strict point de vue où elle se place : son efficacité, invoquée comme un argument d'autorité. On ne saurait déjà admettre sans discussion que les services de renseignement américains ne se trompent jamais, que l'usine pharmaceutique soudanaise était aussi une usine de mort et que le seul réseau d'Oussama Ben Laden était à l'origine du double attentat africain. Mais, surtout, cette efficacité immédiate proclamée n'est-elle pas grosse d'inefficacités durables ? Les frappes unilatérales ont d'abord pour résultat de dresser l'opinion des pays musulmans contre les Etats-Unis, et plus largement contre l'Occident ; de mettre en difficulté des gouvernements alliés de l'Amérique – le Pakistan au premier chef – ; de donner subitement à Ben Laden une popularité fédératrice des extrémismes à l'œuvre dans ces pays ; de raviver à Moscou des nostalgies de puissance, alors même que l'extension de la crise financière à la Russie y accroît dangereusement l'instabilité politique.

Hier, l'efficacité immédiate à l'américaine passait par un soutien sans faille aux islamistes afghans. On sait ce qu'il en est advenu : les talibans sont au pouvoir à Kaboul et accueillent comme un frère ce Ben Laden avec lequel frayait la CIA, avant d'en faire l'ennemi numéro un de l'Amérique. Le terrorisme doit être combattu avec détermination, mais aussi avec patience. A cette aune, il n'est pas certain que la méthode expéditive de Washington soit la plus efficace.

**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
*Directoire* : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
*Directeur artistique* : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

*Le Monde* est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, *Société anonyme des lecteurs du Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs.
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

# L'ONU paralysée

À LA TÊTE d'une organisation qui a été créée pour maintenir la paix, M. Trygve Lie n'est pas sans se rendre compte que l'ONU n'a pu remplir sa mission, et que la faute en incombe aux grandes puissances. Le secrétaire général pourrait en conclure que la charte des Nations unies repose sur une erreur fondamentale, qu'on ne saurait reprocher à l'ancienne Société des nations : elle accorde précisément des pouvoirs extraordinaires à ces grandes puissances, faisant des autres de simples figurants. Le maintien de la paix est ainsi confié à ceux-là mêmes qui se révèlent les moins propres à assumer un tel rôle.

M. Trygve Lie, qui est citoyen d'une petite nation, la Norvège, le pense peut-être, mais il n'ose pas le dire. Il se contente de remarquer que, pour se rapprocher d'un état de paix véritable, il faudrait conclure la paix avec l'Allemagne, se mettre d'accord sur la création d'une force internationale et sur l'emploi de l'arme atomique, sur l'admission aux Nations unies de onze Etats, dont neuf européens, mettre fin à l'opposition entre l'URSS et ses satellites d'une part, de l'autre l'Europe occidentale et les Etats-Unis.

Enoncer ces tâches n'est-ce pas rappeler que l'ONU est incapable de les remplir ? Cependant, M. Trygve Lie, après avoir engagé les Quatre à s'entendre sur l'Allemagne, croit devoir suggérer qu'en cas d'échec, ils pourraient s'adresser soit au conseil de sécurité, soit à l'assemblée générale. N'insistons pas sur le premier, que paralyse le veto. Quant à l'assemblée générale, comment croire que l'Union soviétique accepterait la décision d'une majorité, qui, d'après elle, lui serait hostile a priori ?

*(25 août 1948.)*

هكذا من الأصل



**CONCURRENCE** Aux mois de juin et de juillet, la part de marché des constructeurs français s'est élevée à 60 % dans l'Hexagone, une reconquête entamée voilà déjà deux ans. ● LA BAISSE DES PRIX réels des voitures semble désormais durablement installée. Renault, Peugeot et Citroën sont les premiers à en profiter, dans un contexte enfin redevenu porteur. ● LES RABAIS consentis par les concessionnaires des marques nationales seraient deux fois plus élevés que ceux des marques étrangères. ● LE SALON de l'automobile, qui se tient en octobre à Paris, verra se confirmer le retour d'une plus grande créativité, qui explique aussi ces gains de parts de marché. ● LES CONCURRENTS, en particulier japonais, veulent profiter à leur tour de l'embellie des ventes en France. Malgré la croissance retrouvée, la guerre commerciale ne devrait pas baisser d'intensité.

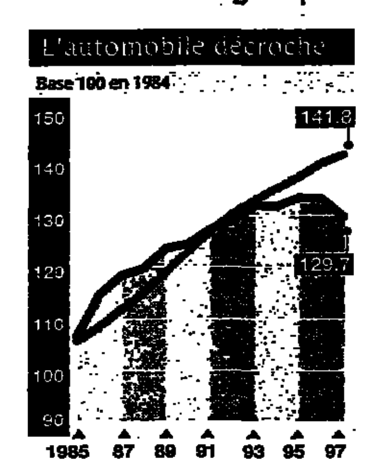
# L'agressivité commerciale réussit aux marques automobiles françaises

## Renault, Peugeot et Citroën tirent de la guerre des prix un meilleur parti que leurs concurrents. Mais la croissance du marché national attise les convoitises des groupes étrangers, notamment des Japonais

**AVENUE** des Champs-Elysées, dans le magasin d'exposition de Citroën, les chalands jaugent les derniers modèles. En bonne place, une Saxo Bic d'un jaune éclatant. Prix de vente : à partir de 57 600 francs. Comme tous les véhicules de cette gamme, entièrement rénovée cette année, ce modèle affiche un prix révisé à la baisse et une panoplie élargie d'accessoires. Avec la direction assistée et l'Airbag, une Saxo revient jusqu'à 7 000 francs moins cher depuis le 17 août. Cette valse des étiquettes touche aussi les dernières générations de Peugeot (106, 406, 806) et de Renault (Clio, Twingo).

*Bien sûr, quelques tarifs étaient* encore en hausse au dernier changement de millésime, le 1er juillet. Ainsi, la nouvelle Xantia de Citroën, dont le premier prix passe de 101 000 à 105 000 francs. Mais elle se voit dotée d'une direction assistée, d'un tableau de bord redessiné, d'un moteur plus puissant. Des accessoires qui, selon la grille traditionnelle, auraient dû se payer non pas 4 000, mais environ 20 000 francs plus cher. *« Au final, les prix des marques françaises n'ont augmenté que de 0,5 % cette année, au lieu de 4 à 5 % l'an au début de la décennie »*, constate Pierre Bourgeois, directeur de l'Observatoire de l'automobile Cofica.

Après des décennies d'augmentation continue des prix, la tendance à une baisse régulière semble s'être imposée durablement dans l'automobile comme dans d'autres secteurs. Selon l'Insee, les prix réels des voitures ont baissé franchement pour la première fois, en 1997, de quelque 2,6 %. Le décrochage par rapport à l'indice général des prix à la consommation avait commencé au début de la décennie. Il s'est accéléré, ces trois dernières années, avec la guerre des prix qui a suivi l'arrêt des primes gouvernementales et atteint un pic à l'automne dernier, alors que le marché ne parvenait toujours pas à redécoller. *« D'octobre 1996 à octobre 1997, les prix avaient baissé de 4,6 % »*, note-t-on au Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA). Les firmes nationales se sont montrées particulièrement agressives. Selon des chiffres officieux circulant dans les milieux automobiles, le taux moyen de rabais sur une voiture française oscillerait autour de 14 %, quand il ne serait que de 6 % pour une voiture de marque étrangère.




**PART DE MARCHÉ EN HAUSSE**

Les clients de Renault, Peugeot et Citroën *« s'étaient peu à peu laissés séduire par les petits prix de leurs concurrents étrangers »*, explique M. Bourgeois. Apparemment, ils reviennent. Sur les sept premiers mois de l'année, la part de marché des constructeurs nationaux est remontée à 57,5 %, soit deux points de pénétration de plus qu'un an auparavant. Sur les mois de juin et juillet, cette part culminait à 60 %. Un progrès notable pour les marques françaises, qui avaient vu leur part de marché dégringoler de 63,2 % en 1988 à 55,9 % en 1997.

Premier à réagir, Renault est logiquement le premier à engranger les résultats. Dès octobre 1996, le constructeur adoptait une nouvelle politique commerciale, en s'assignant une baisse moyenne de 3 850 francs du coût de production de chaque modèle pour la fin de 1997, puis un plan d'économies de 20 milliards d'ici à l'an 2000. Les effets ne se font pas attendre : la part de marché de Renault est remontée à 28,9 % sur les sept premiers mois de 1998, contre 27,3 % en 1997 et 26,6 % en 1996. La baisse des prix n'explique cependant pas tout. La politique d'innovation a joué également un rôle clef dans le rebond du constructeur français, qui a pris de court ses concurrents avec le lancement de la Mégane Scénic fin 1996, puis celui de la Clio 2 au printemps dernier.

Bien que leurs objectifs aient été moins clairement formalisés, Peugeot et Citroën ont suivi le mouvement. *« Depuis fin 1996, nos gains de productivité, qui atteignent 10 % par an, sont essentiellement affectés à la baisse des prix »*, expliquent les deux marques du groupe PSA. En un an, Citroën a grignoté un demi-point de part de marché, à 12,5 % en juillet 1998 au lieu de 12 % en juillet 1997. Peugeot, en revanche, a régressé légèrement : 16,2 % contre 16,5 % un an auparavant. La marque au lion compte beaucoup sur le lancement de sa nouvelle 206 en septembre, celle aux chevrons sur son monospace Xanae. La première doit permettre de retrouver les volumes générés par la 205 dans les années 80, la seconde chassera directement sur les terres du best-seller de Renault, la Scénic.

Moins chers, plus créatifs qu'auparavant, les constructeurs français ne sont pas pour autant au bout de leurs peines. Dans un marché national redevenu porteur, ils vont devoir affronter des marques étrangères alléchées par cette nouvelle croissance. Et qui ont, elles aussi, réalisé des progrès spectaculaires. La nouvelle Ford Focus, qui remplacera cet automne la gamme moyenne Escort, aurait un coût de production « sortie usine » de 1 000 dollars (6 000 francs) inférieur à celui de sa devancière, un gain énorme à ce niveau de prix. De plus, *« cette voiture va faire référence en matière de sécurité, de qualités routières et d'espace intérieur »*, assure Claude Brunet, le PDG de Ford France.

Les observateurs s'accordent pour affirmer que la guerre commerciale va se déplacer sur le terrain des services autant que des prix. Un domaine où Ford, Fiat ou Opel disposent d'un indéniable savoir-faire. Fiat, déjà très agressif en France ces deux dernières années, pourrait y redoubler d'activité après la fin des primes gouvernementales en Italie, qui va inévitablement provoquer un ralentissement de ce marché dans les prochains mois.

Depuis quelques mois, on assiste aussi, sur le marché français, au réveil des marques japonaises, comme dopées par l'annonce, en décembre 1997, de l'implantation d'une usine Toyota à Valenciennes. Le premier constructeur nippon, justement, dont la part de marché était tombée à 0,8 % voici deux ans, affichait une part de marché de 1,45 % à la fin de juillet, avec un taux de progression de ses ventes de 46 % depuis le début de l'année. Mitsubishi est à + 41 %, Suzuki à + 34 %, Honda à + 15 %. La part de marché globale des marques japonaises n'est certes encore que de 4,6 %. En termes de prix, elles sont *« dans la moyenne du marché, ni plus ni moins »*, reconnaît Jean-Paul Verret, président du directoire de Toyota France. Mais, après quinze ans de face-à-face entre les marques françaises et leurs seules rivales européennes – les Japonais ayant été longtemps cantonnés en France dans un quota administratif –, la nouvelle croissance du marché français *« va devoir se partager à trois, avec les marques non européennes »*, prévient M. Verret. A bon entendeur...

*Pascal Galinier et Hélène Risser*

### *Fin de la grève chez le sud-coréen Hyundai*

**La grève qui paralysait les usines de Hyundai depuis plus d'un mois touche à sa fin. A l'issue de négociations marathon, les syndicats et la direction du plus grand constructeur d'automobiles sud-coréen ont trouvé un accord, lundi 24 août, sur un plan de licenciement. La direction a accepté de réduire le nombre des suppressions d'emplois à 277, au lieu des 1 538 prévus. Quant aux syndicats, ils ont fait le premier pas, vendredi, en acceptant le principe de ces licenciements. Le ministre du travail, Lee Ki-Ho, est intervenu dans ce conflit pour éviter qu'il ne se transforme en un mouvement social généralisé.**

**Les pertes occasionnées par cette grève n'ont pas empêché Hyundai de se porter acquéreur de son concurrent Kia Motors, mis en règlement judiciaire en juillet. Les trois autres candidats sont l'américain Ford, déjà actionnaire de Kia, ainsi que les coréens Samsung et Daewoo. General Motors, qui s'était dit intéressé, n'a pas déposé d'offre à la date limite fixée vendredi 21.**

# AlliedSignal part à l'assaut d'AMP

**AMP, LE NUMÉRO UN** mondial de la connectique électrique et électronique, a rejeté, vendredi 21 août, l'offre de rachat d'AlliedSignal pour 9,8 milliards de dollars (58 milliards de francs). Lawrence Bossidy, le patron d'AlliedSignal, avait décidé la semaine dernière de se lancer dans une bataille boursière à la suite du refus des dirigeants d'AMP de négocier un rapprochement amical. AlliedSignal, l'un des plus importants équipementiers mondial pour l'automobile et l'aéronautique, cherche depuis plusieurs mois à se développer. Mais le conseil d'AMP estime que les métiers des deux groupes ne sont pas *« compatibles »* et semble prêt à utiliser tous les moyens à sa disposition pour conserver son indépendance. Afin de se préparer à un conflit de longue durée, AMP s'est choisi un nouveau président en la personne de Robert Ripp, présenté comme un *« dur »*.

Face à lui, M. Bossidy n'est pas un débutant. Il vient d'être élu *« PDG de l'année »* par ses pairs pour le magazine *Business Wire*, prenant la succession de Bill Gates (Microsoft), Jack Welch (General Electric) et Andy Grove (Intel). Il tient manifestement beaucoup à AMP (5,7 milliards de dollars de chiffre d'affaires), qui a tout pour lui plaire : un secteur d'activité complètement étranger aux dix branches industrielles d'AlliedSignal, une rentabilité insuffisante, et une bataille juridique et boursière d'envergure pour la prise de contrôle. *« Du spectaculaire dans un secteur peu sexy »*, résumait, il y a peu, Andy Grove pour décrire le travail de *« Larry »*.

**LOGIQUE DES PROFITS**

Après l'aéronautique et la chimie de spécialités, pourquoi pas les composants électroniques, *« une troisième jambe pour le groupe »*, selon le PDG. AlliedSignal, souvent décrit comme un *« petit »* General Electric, n'a pas de logique industrielle. *« On ne fera jamais de l'hôtellerie ou du commerce de détail »*, se contente-t-on d'indiquer au siège du groupe, à Morristown (New Jersey), pour définir le périmètre d'activité du groupe *« industriel et technologique »*, fort de 90 milliards de francs de chiffre d'affaires.

Loin de la dialectique du *« recentrage »* et des *« restructurations »* qui expliquent en général les opérations financières des grands groupes mondiaux, M. Bossidy n'est guidé que par la logique des profits. Après vingt-six trimestres consécutifs de hausse des résultats *« à chaque fois, de plus de 14 % »*, il fallait s'assurer que la source ne tarirait pas.

AMP semble offrir toutes les garanties. *« Leur rentabilité n'est pas conforme pour le moment aux ratios du secteur »*, indique-t-on au siège d'AlliedSignal. AMP venait d'annoncer la fermeture d'usines et la suppression de 3 500 emplois, soit 7,5 % de ses effectifs, d'ici deux ans. *« Ce n'est que le début »*, commente AlliedSignal, qui ne semble pas rechigner à la sale besogne. Ni à se débarrasser des activités dont il juge la taille ou la rentabilité insuffisante. Sa branche d'équipement automobile s'est ainsi réduite comme une peau de chagrin d'année en année.

En contrepartie, le conglomérat a la réputation d'être généreux pour les salariés en place. Désigné par le premier quotidien américain *USA Today* comme *« l'un des groupes les plus généreux en termes d'intéressement »*, il a permis à 40 000 de ses employés de dégager une plus-value de 500 % sur leurs actions depuis 1991. La mise en oeuvre, depuis cette date, d'un programme de formation professionnelle annuel obligatoire a permis de satisfaire 75 % des offres d'emploi par des candidatures internes, contre 20 % il y a sept ans.

Un argument qu'AlliedSignal s'apprête à mettre en avant pour remporter l'adhésion des salariés. Car AMP renferme dans ses statuts une pillule empoisonnée propre à déjouer les OPA hostiles. La loi de Pennsylvanie, dont relève AMP, autorise le conseil d'administration en place à bloquer toute opération hostile.

Contrairement à la loi fédérale américaine, les onze membres du conseil d'administration d'AMP ne sont pas tenus de prendre seulement en compte *« l'intérêt des actionnaires »*. Ils peuvent aussi considérer *« l'intérêt des salariés, des créanciers et des fournisseurs »*. Pis, même une fois renversés par la désignation de nouveaux administrateurs, ils peuvent continuer à refuser l'opération. *« Inconstitutionnel »*, n'hésite pas à plaider AlliedSignal, qui s'apprête à débarquer avec une armada d'avocats.

*Christophe Jakubyszyn*

### DÉPÊCHES

■ **YEARLINGS : les ventes de pur-sang organisées à Deauville** ont généré un chiffre d'affaires de 54 millions de francs, en hausse de 43 % par rapport à l'an dernier, avec un prix moyen par cheval d'un million de francs (+32 %). Le cheik Maktoub de Dubaï a battu le record du prix d'achat le plus élevé, en payant 10 millions de francs pour une pouliche alezane.

■ **MANNESMANN ARCOR : l'opérateur allemand va lancer un numéro de téléphone** valable dans le monde entier et pour la vie, aussi bien pour le réseau fixe que mobile, indique le quotidien *Die Welt* du 23 août.

■ **SONY : le constructeur japonais veut mettre fin à sa coopération avec l'allemand Siemens** dans le domaine des téléphones portables et développer seul son propre modèle, qui serait conçu près de Munich, et fabriqué en Alsace, selon le magazine *Der Spiegel* du 24 août.

■ **SOCIÉTÉ GÉNÉRALE : la banque a signé un accord en vue de l'acquisition de Coutts Bahamas Limited, filiale de la National** Westminster Bank aux Bahamas.

■ **NOMURA : la banque d'affaires japonaise va reprendre** le département de la société britannique de BTP Turner & Townsend Group spécialisé dans la gestion de parc immobilier, pour 4,5 millions de livres (44 millions de francs), selon le *Financial Times* du 24 août.

# Le iMac remet Apple sur le devant de la scène

**APPLE** est-il de retour ? Le succès du lancement, le 15 août aux Etats-Unis, de sa nouvelle machine grand public, le « iMac » a d'ores et déjà permis à l'entreprise mythique de l'informatique des années 80 de faire un come back sur la scène médiatique. Célébré comme *« le meilleur lancement de l'histoire de l'informatique »* par les chaînes de distribution spécialisées, l'iMac a déjà disparu des rayons de centaines de magasins aux Etats-Unis, victimes de ruptures de stock réelles ou entretenues. Apple affirme avoir un carnet de commandes de 150 000 unités et table sur un million de machines vendues avant fin 1999. L'action Apple a gagné 20 % à New York au cours des deux dernières semaines.

Truffé des composants électroniques les plus rapides du marché, bénéficiant d'un design monobloc, hérité du premier Macintosh, d'une forme ovoïde et de couleurs transparentes et acidulées, l'iMac se veut avant tout dédié à Internet. Il suffit de brancher l'ordinateur à une prise de courant et à une prise téléphonique pour pouvoir se promener sur le réseau informatique mondial. L'iMac est composé seulement d'un écran/unité centrale, d'un clavier et d'une souris, à l'image du premier « Mac », qui avait assuré le succès du groupe dans les années 80.

L'iMac est vendu 1 300 dollars (7 800 francs) mais devrait être proposé à environ 9 500 francs, en septembre, sur le marché français. Deux fois plus cher mais deux fois plus rapide que les ordinateurs multimédias d'entrée de gamme de standard PC, l'iMac est équipé du processeur G3 à 233 mégahertz, qui en fait l'un des ordinateurs les plus rapides du marché. Un atout de taille pour déjouer les embouteillages fréquents sur Internet. Son modem de 56Kbps contribue aussi à en faire la Ferrari du Web. En revanche, l'absence de lecteur de disquettes, remplacé par un lecteur de CD-ROM, constitue peut-être un pari futuriste (la disparition du stockage individuel) un peu prématuré.

**ESSAI À TRANSFORMER**

L'essai réussi de l'iMac devra être rapidement transformé pour convaincre les fabricants de logiciels de développer de nouveaux programmes et jeux pour Apple, quelque peu délaissé depuis plusieurs années. Avec de 3 % à 4 % de part de marché, surtout sur le marché professionnel et sur le segment des portables, la marque à la pomme ne disposait plus d'une assise suffisante face à l'univers PC, en voie de s'imposer comme standard unique.

Le rapprochement avec Microsoft, le principal fabricant de logiciels, a déjà permis à Apple de briser l'encerclement, au risque, de l'avis de certains de ses fans, d'y perdre son âme. Avec le lancement de l'iMac, Steve Jobs, le fondateur d'Apple rappelé il y a un an comme président par intérim, veut prouver que les « Mac » sont de retour.

*C. J.*

# La grande distribution se met à l'horticulture

**LES PRINCIPAUX** acteurs de la grande distribution, tels que Carrefour, Leclerc ou encore Continent, se laissent séduire par le marché de l'horticulture. Ce marché atomisé connaît depuis deux ans une progression des ventes supérieure à 11 % par an, même si cette croissance doit être nuancée (un changement de TVA intervenu en 1995 a permis une baisse des prix de plus de 13 %).

Autre attrait, les achats de fleurs annuels par habitant en France s'élèvent à 174 francs contre 543 francs en Suisse, ou 348 francs en Norvège. Dans ces conditions, on comprend mieux l'énorme potentiel qui attise la convoitise des enseignes françaises. En cinq ans, les grands magasins sont passés de 17,2 % en 1992 à 22,9 % en 1997 du volume des ventes, dépassant la part détenue par les marchands ambulants. Fort de ce constat, Carrefour a annoncé au mois de mai son intention de renforcer sa position dans le domaine de la distribution de fleurs en reprenant neuf boutiques Florardo sous l'enseigne Pleine Saison. Dans un premier temps, ce lancement permettra, dès la mi-septembre, de tester en Ile-de-France le succès des magasins, avant d'étendre la formule sur la France entière.

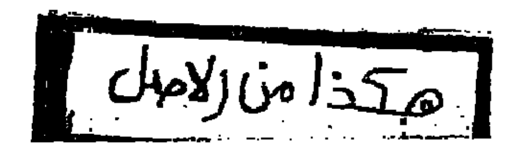
Face à cette offensive des géants de la distribution, les autres intervenants ne semblent pas trop s'émouvoir. C'est le cas notamment de Flora Partners, dont l'enseigne « le Jardin des fleurs », est présente dans plus de quarante-sept points de vente. *« Le fait est que nous ne faisons pas le même métier »*, déclare Gérard Michaud, responsable de la communication pour la société. *« Tandis que l'achat dans une grande surface est un acte impulsif, chez nous, cet acte est réfléchi et bénéficie de conseils, ainsi que d'un assortiment plus large de produits. »*

Les responsables de Monceau Fleurs ne s'inquiètent pas non plus de cet état de fait et ont décidé, en juillet, de s'ouvrir à la franchise en s'attaquant aux agglomérations de plus de 100 000 habitants. *« Il y a de la place pour tout le monde car, loin d'être concurrents, nous sommes plutôt complémentaires dans nos prestations »*, estime Laurent Amar, directeur commercial de la société.

*Mais l'incursion des grands opé*rateurs de la distribution sur le marché des fleurs ne peut être sans répercussion sur les autres acteurs du marché. Les fleuristes, qui hier encore, se considéraient comme des artistes, doivent aujourd'hui montrer de véritables qualités de gestionnaires s'ils veulent survivre.

*Emmanuel Paquette*







TÉLÉVISIONS D'EUROPE

# Marco Blaser, homme-orchestre de la télévision suisse italienne

## Fervent défenseur du service public, ce journaliste prône à la fois la qualité des programmes et le droit d'expression des minorités

*Après la Suède, les Pays-Bas, la République tchèque et la Grèce* (Le Monde *des 19, 20, 21 et 22 août), nous publions le cinquième volet de notre série sur la diversité de l'offre télévisée européenne.*

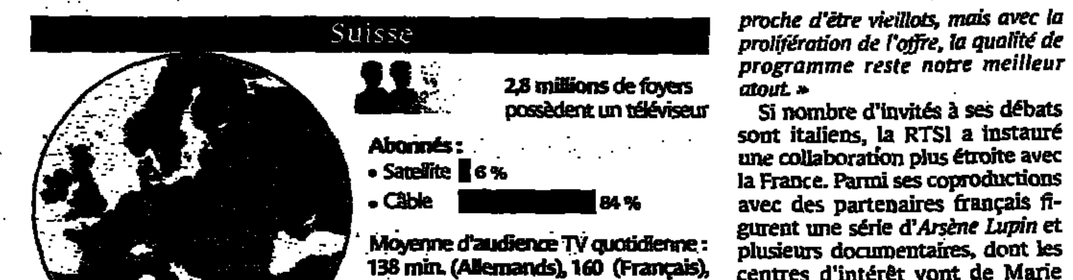
**BERNE**
*de notre correspondant*

Directeur depuis 1986 de la Radio-télévision de Suisse italienne (RTSI), Marco Blaser est un patron tel qu'on n'en fait plus : formé sur le tas, son itinéraire se confond avec le développement des étranges lucarnes de son Tessin natal. Avant d'accéder à la plus haute fonction de la chaîne helvétique de langue italienne, il en a gravi tous les échelons et exercé *tous les métiers, ce qui lui permet* de se référer sans complexe au passé pour mieux appréhender l'avenir. Du passé, Marco Blaser peut en parler : c'est l'un des pionniers de la télévision suisse, qu'il a portée sur les fonts baptismaux, dans la deuxième moitié des années 50.

Né en 1935 dans une famille d'hôteliers de Lugano, il n'a pas hésité entre la tradition familiale et l'attrait des médias. Il fit ses premières armes comme assistant des chroniqueurs sportifs de la radio néerlandaise, aux championnats du monde cyclistes de 1953, en Suisse. Il entre, l'année suivante, à la radio italophone de Monte Ceneri et participe au lancement de la télévision de Suisse italienne, où il touche à tout, à la fois présentateur, chroniqueur, preneur de son, producteur et, plus tard, régisseur.

*Parfaitement trilingue, voire* quadrilingue, comme nombre de *Tessinois, Marco Blaser trouve le* temps de collaborer en même temps à Europe 1, à la RAI italienne, à BBC International et à la radio alémanique Beromünster.

Passionné de sports, il suit pendant quatre ans le Tour de Suisse cycliste en compagnie du champion national Hugo Koblet. Comme journaliste parlementaire, il a couvert la journée historique qui a consacré, en 1959, la *« formule magique »*, c'est-à-dire l'application de la proportionnelle à la formation du gouvernement fédéral. A l'étranger, ses souvenirs les plus marquants sont les reportages – en direct – des funérailles de Churchill, de l'assassinat de John Kennedy, de la mort de Jean XXIII ou encore du massacre de Tlatelolco, *à la veille des Jeux* olympiques de Mexico de 1968.




**EXIGUÏTÉ DU MARCHÉ**

Après avoir cédé sa place de responsable de l'information pour devenir le bras droit du patron de la RTSI, il ne renonce pas pour autant à l'antenne et se consacre aussi bien à l'animation de spectacles de variétés qu'à une série d'émissions sur la conquête de l'espace. Promu entre-temps directeur des programmes, *c'est* presque naturellement que cet *homme du sérail devait accéder*, en 1986, à la tête de la maison qui l'a formé.

Alors que dans les régions germanophones et francophones, radio et télévision sont séparées, les deux médias ont été maintenus sous le même toit en Suisse italienne. Un choix dû à l'exiguïté du marché et d'autant plus valable en cette période de fusion qu'il favo*rise des synergies, estime Marco* Blaser.

*La RTSI est la plus petite des* trois télévisions nationales helvétiques ; elle n'en dispose pas moins de moyens pour assumer son rôle de service public. Fédéralisme et respect des minorités obligent, le Tessin a beau ne représenter que 4 % de la population et les italophones 8 % des 7 millions de Suisses, les studios de Lugano reçoivent, bon an mal an, 23 % du budget de la Société suisse de radio-diffusion.

Sur un total de 200 millions de *francs suisses (800 millions de* francs français) de recettes annuelles, la RTSI en consacre 150 millions à la télévision et 50 millions à la radio. Des 1 100 salariés qu'elle emploie, 750 travaillent pour la télévision et 350 pour la radio. Les deux branches confondues diffusent 20 heures de programmes par jour.

La RTSI n'a aucunement la pré*tention de chasser sur les terres de* la RAI ou de Berlusconi, dans l'Ita*lie voisine*. Faute de réémetteurs, son aire de diffusion ne va guère au-delà de la Lombardie et de certaines régions du Piémont. Cela représente tout de même une audience potentielle de 500 000 téléspectateurs italiens, soit autant que sur le territoire national.

Soumise à la concurrence directe des grandes chaînes italiennes, elle détient 39 % des parts de marché en Tessin et dans les vallées italophones des Grisons ; un chiffre passant à 60 %, à l'heure des informations. Lors du Mondial de football, elle s'est assuré 75 % de l'audience régionale des matches en moyenne.

Ayant réussi à se créer une place, la RTSI tient à garder sa spécificité et à cultiver son image de marque. Délibérément *« très service public »*, elle se distingue des chaînes italiennes par sa préférence pour l'information et la culture, *plutôt que pour des émissions à grand spectacle et de variétés. « Nous n'avons pas cédé à la "télévision hurlante"*, explique Marco Blaser. *Parfois, on nous reproche d'être vieillots, mais avec la prolifération de l'offre, la qualité de programme reste notre meilleur atout. »*

Si nombre d'invités à ses débats sont italiens, la RTSI a instauré une collaboration plus étroite avec la France. Parmi ses coproductions avec des partenaires français figurent une série d'*Arsène Lupin* et plusieurs documentaires, dont les centres d'intérêt vont de Marie Curie à Fausto Coppi. En général, elle diffuse 50 % d'émissions « maison » et prend soin de favoriser la production cinématographique suisse *et des autres pays* par rapport aux films américains.

*La RTSI doit aussi prendre en* compte ce *« laboratoire linguistique et culturel »* qu'est le Tessin, avec la présence dans les cantons de 50 000 germanophones et les changements entraînés par l'arrivée d'immigrants d'ex-Yougoslavie et d'autres régions du monde.

*« Pour exister, nous devons être un pont entre le Nord et le Sud*, résume Marco Blaser. *Notre télévision est peut-être un luxe, mais l'une des spécificités de la Suisse est de reconnaître les droits des minorités, qui doivent aussi pouvoir s'exprimer par les nouveaux médias. Ce luxe doit être maintenu si la Suisse veut rester elle-même et ne peut être garanti que par le service public. »*

Chargé de conduire la RTSI vers l'an 2000, il se montre confiant avant de passer le témoin. Mais il sait aussi que la télévision est entrée dans une autre époque et que son successeur sera probablement un manager très éloigné du journalisme qu'il a lui-même pratiqué.

*Jean-Claude Buhrer*

FIN

**DÉPÊCHES**

■ **TÉLÉVISION : la CFDT devrait** lever le préavis de grève qu'elle a *déposé à France 3 pour le jeudi* 27 août, date prévue pour la diffu*sion du premier journal télévisé* dans les studios du nouveau siège de France Télévision. *La direction* et le syndicat se sont rencontrés dimanche 23 août. *La CFDT* estime que les négociations vont dans le bon sens : en plus d'un renforcement des effectifs et d'information sur la gestion des studios, elle a obtenu que le rapport d'expertise qu'elle avait demandé sur le déménagement (*Le Monde* du 20 août) soit diffusé dans l'entreprise.

■ **AUDIOVISUEL : la dix-neuvième Université d'été de la** communication d'Hourtin (Gironde), prévue du 24 au 28 août, a pour thème cette année « Un nouveau monde : l'Europe ». Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, devait inaugurer la manifestation, lundi 24. Plusieurs *autres ministres dont* Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie et des finances, Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication ou Pierre Moscovici, ministre délégué aux affaires européennes, sont attendus à Hourtin.

■ **Robin Leproux prend la présidence** de Home Shopping Service, la filiale de Téléachat du groupe M 6. Il succède à Pierre Bellemare et Roland Kluger, les fondateurs de cette société, dont le chiffre d'affaires atteint 204 millions de francs, *soit une hausse de 23 % par* rapport à la même période 1997.

■ **ÉDITION : la collection « Que sais-je ? »** (Presses universitaires de France) vient de publier *Le Multimédia*, de François Lesle et Nicolas Macarez. L'ouvrage inventorie les différents produits et services offerts et rappelle le fonctionnement de ces nouvelles technologies, notamment Internet, ainsi que les principaux acteurs présents dans le secteur, d'Alcatel Alsthom à WorldCom, en passant par des groupes comme Bertelsmann, Microsoft, etc.

TABLEAU DE BORD

# ÉCONOMIE

## Spéculation en Chine sur les denrées alimentaires de base

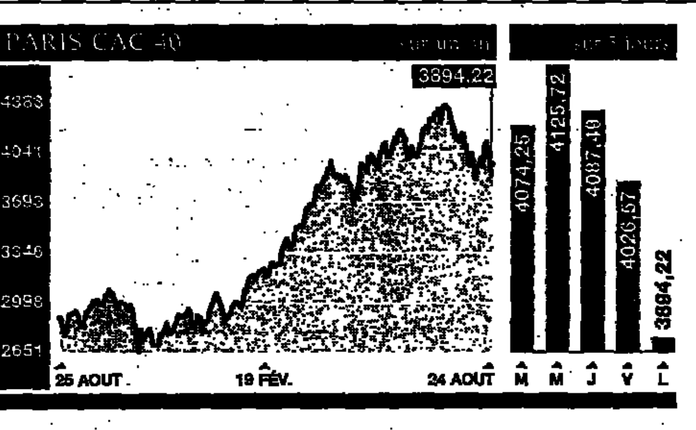
**LA CHINE** a reconnu, lundi 24 août, que les inondations qui frappent un cinquième de sa population s'étaient traduites par des hausses spectaculaires des prix de certaines denrées alimentaires de base. Dans un article faisant état de la lutte contre les spéculateurs qui profitent des inondations, l'agence Chine nouvelle a indiqué que le prix du riz était subitement passé de 2,8 yuans (0,33 dollar) le kilo à 3,6 yuans (0,43 dollar) le 12 août, dans le nord-est de la Chine, à la suite de rumeurs sur une pénurie de céréales.

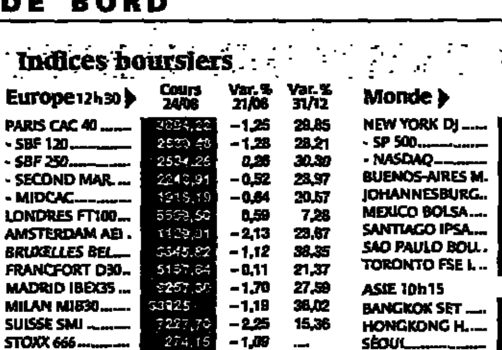
■ **BRÉSIL : au lendemain d'un jour de panique à la Bourse de Sao Paulo**, le président brésilien Fernando Henrique Cardoso a déclaré, samedi 22 août, que le Brésil était à l'abri de fortes répercussions de la crise financière internationale. *« Nous avons plus de 70 milliards de dollars de réserves, suffisantes pour 14 mois »*, a affirmé le président Cardoso.

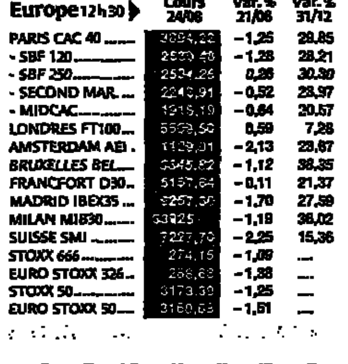
■ **JAPON : le Premier ministre Keizo Obuchi a défendu, lundi 24 août**, l'utilisation de fonds publics pour sauver de la faillite la banque Long-Term Credit Bank of Japan (LTCB). L'argent du contribuable *« ne servira pas seulement à sauver la LTCB »*, a affirmé M. Obuchi. *« Nous ne pouvons permettre de déclencher depuis le Japon une crise financière mondiale. »*

■ **ALLEMAGNE : les prix à la production industrielle ont diminué** de 0,2 % en juillet comparé à juin, et ils étaient en baisse de 0,4 % par rapport à juillet 1997, a indiqué lundi l'Office des statistiques de Wiesbaden.

■ **ÉTATS-UNIS : le déficit budgétaire américain s'est réduit à** 24,1 milliards de dollars en juillet contre 25,6 milliards un an avant, a indiqué l'administration américaine.



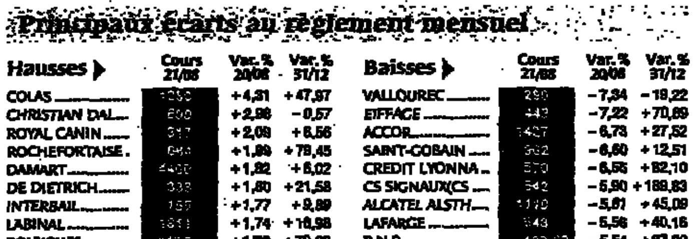





Indices boursiers

| Europe 12h30 ▶ | Cours 24/08 | Var. % 21/08 | Var. % 31/12 |
|---|---|---|---|
| PARIS CAC 40 | 3894,22 | -1,25 | 28,85 |
| - SBF 120 | [illegible] | -1,28 | 28,21 |
| - SBF 250 | 2534,26 | 0,26 | 30,30 |
| - SECOND MAR. | 2243,91 | -0,52 | 28,97 |
| - MIDCAC | [illegible] | -0,64 | 20,57 |
| LONDRES FT100 | 5509,50 | 0,59 | 7,28 |
| AMSTERDAM AEI | [illegible] | -2,13 | 23,67 |
| BRUXELLES BEL | [illegible] | -1,12 | 38,35 |
| FRANCFORT D30 | 5157,84 | -0,11 | 21,37 |
| MADRID IBEX35 | [illegible] | -1,70 | 27,59 |
| MILAN MIB30 | [illegible] | -1,19 | 36,02 |
| SUISSE SMI | 7227,70 | -2,25 | 15,36 |
| STOXX 666 | 274,15 | -1,09 | — |
| EURO STOXX 326 | [illegible] | -1,38 | — |
| STOXX 50 | [illegible] | -1,25 | — |
| EURO STOXX 50 | [illegible] | -1,51 | — |

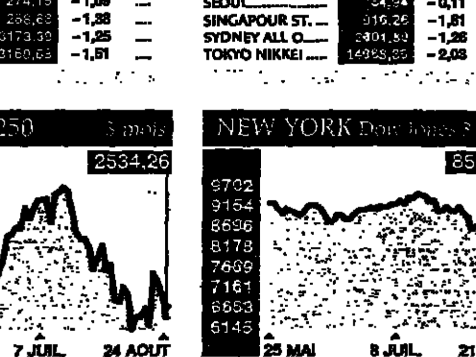
| Monde ▶ | Cours 21/08 | Var. % veille | Var. % 31/12 |
|---|---|---|---|
| NEW YORK DJ | 8533,65 | -0,90 | 7,91 |
| - SP 500 | [illegible] | -0,95 | 11,42 |
| - NASDAQ | [illegible] | -1,90 | 14,47 |
| BUENOS-AIRES M. | [illegible] | -7,83 | -40,77 |
| JOHANNESBURG | [illegible] | -0,58 | -6,24 |
| MEXICO BOLSA | [illegible] | -2,98 | -39,99 |
| SANTIAGO IPSA | [illegible] | -2,70 | -35,55 |
| SAO PAULO BOU. | [illegible] | -2,85 | -23,86 |
| TORONTO FSE I. | [illegible] | -1,97 | -6,05 |
| ASIE 10h15 | 24/08 | 21/08 | 31/12 |
| BANGKOK SET | [illegible] | -2,94 | -39,07 |
| HONGKONG H. | [illegible] | 4,22 | -26,83 |
| SÉOUL | [illegible] | -0,11 | -17,48 |
| SINGAPOUR ST. | [illegible] | -1,81 | -40,11 |
| SYDNEY ALL O. | [illegible] | -1,28 | -0,58 |
| TOKYO NIKKEI | 14988,36 | -2,03 | -1,77 |

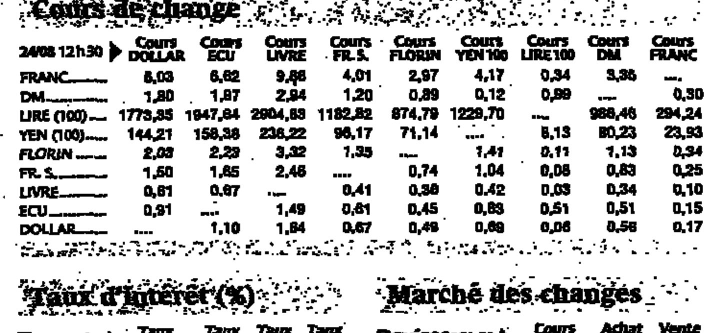


Principaux écarts au règlement mensuel

| Hausses ▶ | Cours 21/08 | Var. % 20/08 | Var. % 31/12 |
|---|---|---|---|
| COLAS | [illegible] | +4,31 | +47,97 |
| CHRISTIAN DAL | [illegible] | +2,98 | -0,57 |
| ROYAL CANIN | [illegible] | +2,09 | +6,56 |
| ROCHEFORTAISE | [illegible] | +1,89 | +79,45 |
| DAMART | [illegible] | +1,82 | +6,02 |
| DE DIETRICH | [illegible] | +1,80 | +21,58 |
| INTERBAIL | [illegible] | +1,77 | +9,89 |
| LABINAL | [illegible] | +1,74 | +10,98 |
| BOUYGUES | [illegible] | +1,39 | +70,82 |

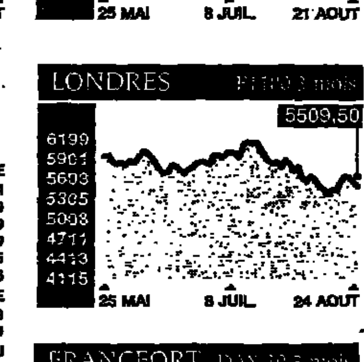
| Baisses ▶ | Cours 21/08 | Var. % 20/08 | Var. % 31/12 |
|---|---|---|---|
| VALLOUREC | 290 | -7,34 | -19,22 |
| EIFFAGE | [illegible] | -7,22 | +70,69 |
| ACCOR | [illegible] | -6,73 | +27,52 |
| SAINT-GOBAIN | [illegible] | -6,60 | +12,51 |
| CREDIT LYONNA | [illegible] | -6,56 | +82,10 |
| CS SIGNAUX(CS | 542 | -5,90 | +189,83 |
| ALCATEL ALSTH | [illegible] | -5,61 | +45,09 |
| LAFARGE | [illegible] | -5,56 | +40,16 |
| B.N.P. | [illegible] | -5,54 | +37,29 |



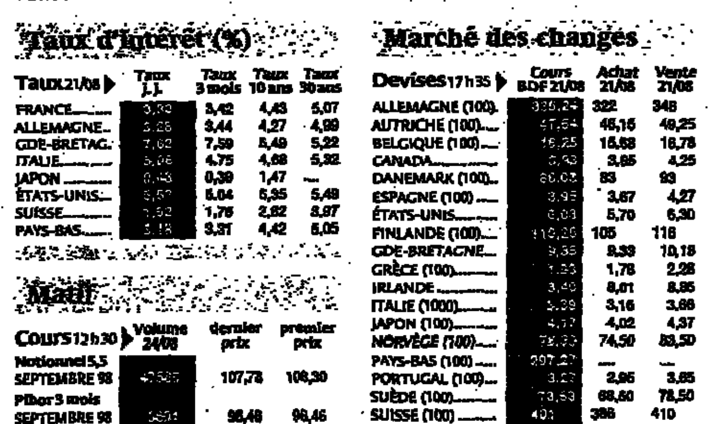
Cours de change

| 24/08 12h30 ▶ | Cours DOLLAR | Cours ECU | Cours LIVRE | Cours FR. S. | Cours FLORIN | Cours YEN 100 | Cours LIRE 100 | Cours DM | Cours FRANC |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| FRANC | 6,03 | 6,62 | 9,88 | 4,01 | 2,97 | 4,17 | 0,34 | 3,36 | ... |
| DM | 1,80 | 1,97 | 2,94 | 1,20 | 0,89 | 0,12 | 0,99 | ... | 0,30 |
| LIRE (100) | 1773,35 | 1947,64 | 2904,63 | 1182,82 | 874,79 | 1229,70 | ... | 988,46 | 294,24 |
| YEN (100) | 144,21 | 158,38 | 236,22 | 96,17 | 71,14 | ... | 8,13 | 80,23 | 23,93 |
| FLORIN | 2,03 | 2,23 | 3,32 | 1,35 | ... | 1,41 | 0,11 | 1,13 | 0,34 |
| FR. S. | 1,50 | 1,65 | 2,46 | ... | 0,74 | 1,04 | 0,08 | 0,83 | 0,25 |
| LIVRE | 0,61 | 0,67 | ... | 0,41 | 0,30 | 0,42 | 0,03 | 0,34 | 0,10 |
| ECU | 0,91 | ... | 1,49 | 0,61 | 0,45 | 0,63 | 0,51 | 0,51 | 0,15 |
| DOLLAR | ... | 1,10 | 1,64 | 0,67 | 0,49 | 0,69 | 0,06 | 0,56 | 0,17 |




Matières premières

| En dollars ▶ | Cours 21/08 | Var. % veille |
|---|---|---|
| MÉTAUX (LONDRES) | | $/TONNE |
| CUIVRE 3 MOIS | 1525,5 | -0,34 |
| ALUMINIUM 3 MOIS | 1337,5 | -0,19 |
| PLOMB 3 MOIS | 536,5 | 0,09 |
| ETAIN 3 MOIS | 5495 | -0,09 |
| ZINC 3 MOIS | 1037,5 | -0,05 |
| NICKEL 3 MOIS | 4115 | -0,36 |
| MÉTAUX (NEW YORK) | | $/ONCE |
| ARGENT A TERME | 5,21 | 0,19 |
| PLATINE A TERME | [illegible] | 0,73 |
| GRAINES DENRÉES | | $/BOISSEAU |
| BLÉ (CHICAGO) | [illegible] | — |
| MAÏS (CHICAGO) | 205,5 | — |
| SOJA GRAINE (CHG.) | .... | — |
| SOJA TOURTEAU (CHG.) | 135 | 0,45 |
| SOFTS | | $/TONNE |
| CACAO (NEW YORK) | [illegible] | -0,58 |
| CAFÉ (LONDRES) | [illegible] | — |
| SUCRE BLANC (PARIS) | 240,7 | — |



Taux d'intérêt (%)

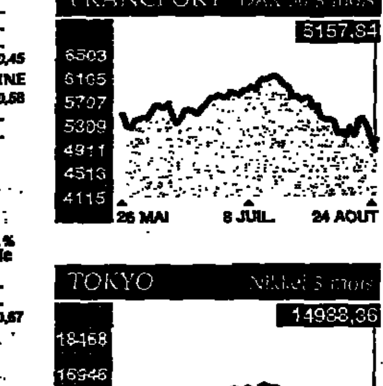
| Taux 21/08 ▶ | Taux J.J. | Taux 3 mois | Taux 10 ans | Taux 30 ans |
|---|---|---|---|---|
| FRANCE | [illegible] | 3,42 | 4,43 | 5,07 |
| ALLEMAGNE | [illegible] | 3,44 | 4,27 | 4,99 |
| GDE-BRETAG. | [illegible] | 7,59 | 5,49 | 5,22 |
| ITALIE | [illegible] | 4,75 | 4,68 | 5,32 |
| JAPON | [illegible] | 0,39 | 1,47 | — |
| ÉTATS-UNIS | [illegible] | 5,04 | 5,35 | 5,49 |
| SUISSE | [illegible] | 1,76 | 2,62 | 3,97 |
| PAYS-BAS | [illegible] | 3,31 | 4,42 | 5,05 |

Matif

| Cours 12h30 ▶ | Volume 24/08 | dernier prix | premier prix |
|---|---|---|---|
| Notionnel 5,5 SEPTEMBRE 98 | [illegible] | 107,78 | 108,30 |
| Pibor 3 mois SEPTEMBRE 98 | [illegible] | 96,46 | 96,46 |

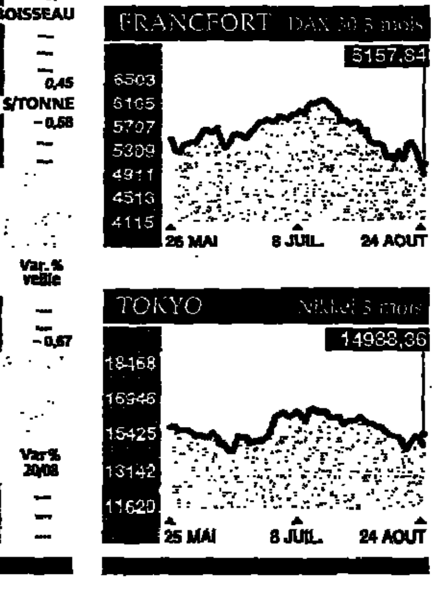
Marché des changes

| Devises 17h35 ▶ | Cours BDF 21/08 | Achat 21/08 | Vente 21/08 |
|---|---|---|---|
| ALLEMAGNE (100) | [illegible] | 322 | 348 |
| AUTRICHE (100) | [illegible] | 46,15 | 49,25 |
| BELGIQUE (100) | [illegible] | 15,68 | 16,78 |
| CANADA | [illegible] | 3,65 | 4,25 |
| DANEMARK (100) | [illegible] | 83 | 93 |
| ESPAGNE (100) | [illegible] | 3,67 | 4,27 |
| ÉTATS-UNIS | [illegible] | 5,70 | 6,30 |
| FINLANDE (100) | [illegible] | 105 | 116 |
| GDE-BRETAGNE | [illegible] | 9,39 | 10,18 |
| GRÈCE (100) | [illegible] | 1,78 | 2,28 |
| IRLANDE | [illegible] | 8,01 | 8,85 |
| ITALIE (1000) | [illegible] | 3,16 | 3,66 |
| JAPON (100) | [illegible] | 4,02 | 4,37 |
| NORVÈGE (100) | [illegible] | 74,50 | 83,50 |
| PAYS-BAS (100) | [illegible] | — | — |
| PORTUGAL (100) | [illegible] | 2,95 | 3,65 |
| SUÈDE (100) | [illegible] | 68,60 | 78,50 |
| SUISSE (100) | [illegible] | 388 | 410 |




Pétrole

| En dollars ▶ | Cours 21/08 | Var. % veille |
|---|---|---|
| BRENT (LONDRES) | [illegible] | — |
| WTI (NEW YORK) | .... | — |
| LIGHT SWEET CRUDE | 13,44 | -0,67 |




Or

| En francs ▶ | Cours 21/08 | Var % 20/08 |
|---|---|---|
| OR FIN KILO BARRE | [illegible] | — |
| OR FIN LINGOT | [illegible] | — |
| ONCE D'OR LONDRES | [illegible] | — |

Toutes les valeurs du CAC40 sur le site Web « Le Monde ».
www.lemonde.fr

# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

La Bourse française faisait preuve d'une grande nervosité lundi 24 août. *Après avoir débuté la* séance sur une progression supérieure à 1 %, l'indice CAC 40 cédait 1,19 % à 3 896,62 points vers 12 heures. Le volume des transactions était toutefois modeste.

## FRANCFORT

**APRÈS AVOIR** lourdement chuté de 5,4 % vendredi, la place allemande, directement affectée par les difficultés financières et politiques *de la Russie, se reprenait* sensiblement lundi matin dans un marché nerveux. *L'indice DAX 30 regagnait* 1,27 %, à 5 256,75 points.

## TOKYO

**LA BOURSE JAPONAISE** a terminé, lundi 24 août, en baisse de 2,03 %, à la suite de l'affaissement du yen et des événements en Russie, mais des achats de fin de séance lui ont permis de contenir ses pertes. L'indice Nikkei a perdu 309,84 points, pour terminer à 14 988,36 points. Il ne sera ainsi resté que quatre séances au-dessus de la barre des 15 000 points. Les valeurs bancaires japonaises ont particulièrement souffert lundi ; le *plan de restructuration de la Long* Term Credit Bank (LTCB) n'ayant *guère convaincu les investisseurs.*

## CHANGES

**LES MONNAIES** asiatiques reculaient face au dollar, lundi, dans la matinée alors que le yen s'affaiblissait, de crainte que la crise financière russe ne s'aggrave. *« Les monnaies ont reculé à l'ouverture et sont largement en baisse, mais l'impact de la crise en Russie n'est pas aussi important que prévu »*, a expliqué le représentant d'une banque européenne à Singapour. Le yen s'échangeait lundi matin à 144,77 pour un dollar, contre 143,75 en clôture vendredi. Le billet vert remontait aussi face au franc et au mark, à 6,0370 francs et 1,8011 mark, contre respectivement 6,0225 francs et 1,7968 mark vendredi. Enfin, le rouble était en baisse de 2 % lundi face au dollar, à 7,14 roubles pour un billet vert, contre 7,005 roubles vendredi.

هكذا من الاصل



# RÈGLEMENT MENSUEL

**LUNDI 24 AOUT**

Liquidation : 24 août
Taux de report : 3,63
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↘ PARIS
-1,37 %
CAC 40 : 3889,79

| VALEURS FRANÇAISES | Cours précéd. | Derniers cours | % +- | % variation 31/12 (1) |
|---|---|---|---|---|
| B.N.P. (T.P) | 1015 | 1015 | — | [illegible] |
| Cr.Lyonnais(T.P.) | 970 | [illegible] | — | [illegible] |
| Renault (T.P.) | 2978 | [illegible] | - 2,11 | [illegible] |
| Saint Gobain(T.P.) | 1275 | [illegible] | + 0,39 | [illegible] |
| Thomson S.A (T.P) | 1004 | 1004 | — | [illegible] |
| Accor | 1427 | [illegible] | - 3,36 | [illegible] |
| AGF | 346 | [illegible] | + 0,57 | [illegible] |
| Air Liquide | 881 | [illegible] | - 2,83 | [illegible] |
| Alcatel Alsthom | 1110 | [illegible] | - 3,15 | [illegible] |
| Alstom | 166,50 | [illegible] | - 1,74 | [illegible] |
| Altran Techno. # | 1275 | [illegible] | - 1,56 | [illegible] |
| Atos CA | 1440 | [illegible] | - 2,56 | [illegible] |
| Axa | 761 | [illegible] | - 1,44 | [illegible] |
| Bail Investis | 799 | [illegible] | - 0,50 | [illegible] |
| Bazar Hot. Ville | 665 | [illegible] | + 3,75 | [illegible] |
| Bertrand Faure | 401 | [illegible] | - 1,74 | [illegible] |
| BIC | 355,20 | [illegible] | + 1,06 | [illegible] |
| BIS | 618 | [illegible] | — | [illegible] |
| B.N.P. | 439,20 | [illegible] | - 0,70 | [illegible] |
| Bollore Techno. | 1110 | [illegible] | - 0,90 | [illegible] |
| Bongrain | 2990 | [illegible] | - 0,33 | [illegible] |
| Bouygues | 1165 | [illegible] | - 3,69 | [illegible] |
| Bouygues Offs. | 220 | 216 | - 1,81 | [illegible] |
| Bull# | 67 | [illegible] | - 1,64 | [illegible] |
| Canal + | 1184 | [illegible] | - 0,25 | [illegible] |
| Cap Gemini | 910 | 910 | — | [illegible] |
| Carbone Lorraine | 382 | [illegible] | - 2,30 | [illegible] |
| Carrefour | 3500 | [illegible] | - 1,97 | [illegible] |
| Casino Guichard | 495 | 495,50 | + 0,10 | [illegible] |
| Casino Guich.ADP | 342,50 | 342,50 | — | [illegible] |
| Castorama Dub.(Li) | 1055 | [illegible] | - 2,55 | [illegible] |
| C.C.F. | 485 | [illegible] | - 0,61 | [illegible] |
| Cegid (Ly) | 1125 | [illegible] | - 2,66 | [illegible] |
| Cerus Europ.Reun | 40,75 | [illegible] | — | [illegible] |
| CFF.(Ferrailles) | 620 | [illegible] | - 2,09 | [illegible] |
| CGIP | 3040 | [illegible] | - 1,97 | [illegible] |
| Chargeurs | 395 | [illegible] | - 2,53 | [illegible] |
| Christian Dalloz | 690 | [illegible] | — | [illegible] |
| Christian Dior | 629 | 608 | - 3,33 | [illegible] |
| CIC - ACTIONS "A" | 575 | [illegible] | - 1,39 | [illegible] |
| Ciments Francais | 325 | [illegible] | - 2,46 | [illegible] |
| Clarins | 530 | [illegible] | - 2,45 | [illegible] |
| Club Mediterranee | 490 | [illegible] | — | [illegible] |
| Coflexip | 500 | [illegible] | - 2,48 | [illegible] |
| Colas | 1280 | [illegible] | - 3,75 | [illegible] |
| Comptoir Entrep. | 13,40 | 13,40 | — | [illegible] |
| Comptoirs Mod. | 3310 | 3260 | - 1,51 | [illegible] |
| CPR | 455 | [illegible] | - 1,07 | [illegible] |
| Cred.Fon.France | 91,50 | [illegible] | - 1,31 | [illegible] |
| Credit Lyonnais CI | 570 | 585 | + 2,63 | [illegible] |
| CS Signaux(CSEE) | 542 | 543 | + 0,18 | [illegible] |
| Damart | 4400 | [illegible] | — | [illegible] |
| Danone | 1620 | [illegible] | + 0,37 | [illegible] |
| Dassault-Aviation | 1780 | [illegible] | - 4,66 | [illegible] |
| Dassault Systemes | 319,50 | [illegible] | - 3,41 | [illegible] |
| De Dietrich | 338 | [illegible] | - 3,55 | [illegible] |
| Deveaux(Ly)# | 965 | [illegible] | - 0,72 | [illegible] |
| Dev.R.N-P.Cal Li # | 62,50 | 60 | - 4 | [illegible] |
| Dexia France | 803 | [illegible] | + 0,37 | [illegible] |
| DMC (Dollfus Mi) | 113,20 | 110 | - 2,82 | [illegible] |
| Dynaction | 210,50 | [illegible] | - 1,33 | [illegible] |
| Ecia | 1434 | [illegible] | - 9,69 | [illegible] |
| Eiffage | 443 | [illegible] | + 0,67 | [illegible] |
| Elf Aquitaine | 685 | 685 | — | [illegible] |
| Eramet | 201,90 | [illegible] | - 0,19 | [illegible] |
| Eridania Beghin | 1100 | 1090 | - 0,90 | [illegible] |
| Essilor Intl | 2528 | [illegible] | - 2,27 | [illegible] |
| Essilor Intl.ADP | 2006 | 2005 | - 0,04 | [illegible] |
| Esso | 495 | [illegible] | - 1,01 | [illegible] |
| Eurafrance | 3340 | [illegible] | - 1,64 | [illegible] |
| Euro Disney | 10,20 | 9,90 | - 2,94 | [illegible] |
| Europe 1 | 1412 | [illegible] | - 1,84 | [illegible] |
| Eurotunnel | 6,35 | 6,10 | - 3,93 | [illegible] |
| Fimalac SA | 635 | 620 | - 2,36 | [illegible] |
| Finextel | 116,50 | 116,50 | — | [illegible] |
| Fives-Lille | 470 | 470 | — | [illegible] |
| France Telecom | 443 | 441,50 | - 0,33 | [illegible] |
| Fromageries Bel | 5190 | 5200 | + 0,19 | [illegible] |
| Galeries Lafayette | 5820 | 5750 | - 1,20 | [illegible] |
| Gascogne | 561 | 554 | - 1,24 | [illegible] |
| Gaumont # | 430 | 421,60 | - 1,95 | [illegible] |
| Gaz et Eaux | 334 | [illegible] | - 4,16 | [illegible] |
| Geophysique | 660 | 623 | - 5,60 | [illegible] |
| G.F.C. | 628 | 621 | - 1,11 | [illegible] |
| GrandVision | 176,10 | 171 | - 2,89 | [illegible] |
| Groupe Andre S.A. | 608 | 611 | + 0,49 | [illegible] |
| Groupe GTM | 578 | 570 | - 1,38 | [illegible] |
| Gr.Zannier (Ly) # | 139,90 | 135,10 | - 3,43 | [illegible] |
| Guilbert | 890 | 877 | - 1,46 | [illegible] |
| Guyenne Gascogne | 2365 | 2339 | - 1,09 | [illegible] |
| Hachette Fil.Med. | 1440 | 1426 | - 0,97 | [illegible] |
| Havas Advertising | 1135 | 1130 | - 0,44 | [illegible] |
| Imetal | 704 | 705 | + 0,14 | [illegible] |
| Immeubl.France | 455 | 450 | - 1,09 | [illegible] |
| Infogrames Enter. | 334 | 325 | - 2,69 | [illegible] |
| Ingenico | 171 | 169,50 | - 0,87 | [illegible] |
| Interbail | 155 | 154,90 | - 0,06 | [illegible] |
| Intertechnique | 2000 | 1952 | - 2,40 | [illegible] |
| ISIS | 572 | 563 | - 1,57 | [illegible] |
| Jean Lefebvre | 496 | 472,50 | - 4,73 | [illegible] |
| Klepierre | 1100 | 1041 | - 5,36 | [illegible] |
| Labinal | 1811 | 1847 | + 1,98 | [illegible] |
| Lafarge | 543 | 537 | - 1,10 | [illegible] |
| Lagardere | 244 | 235,20 | - 3,60 | [illegible] |
| Lapeyre | 440 | 430 | - 2,27 | [illegible] |
| Lebon (Cie) | 250 | [illegible] | + 2,04 | [illegible] |
| Legrand | 1485 | [illegible] | - 1,68 | [illegible] |
| Legrand ADP | 930 | [illegible] | + 2,15 | [illegible] |
| Legris indust. | 269,50 | [illegible] | - 1,85 | [illegible] |
| Locindus | 772 | [illegible] | - 0,25 | [illegible] |
| L'Oreal | 3495 | [illegible] | - 1,88 | [illegible] |
| LVMH Moet Hen. | 1014 | [illegible] | + 0,09 | [illegible] |
| Marine Wendel | 1090 | [illegible] | - 3,11 | [illegible] |
| Metaleurop | 38,20 | [illegible] | - 4,97 | [illegible] |
| Metrologie Inter. | 20 | [illegible] | — | [illegible] |
| Michelin | 289 | [illegible] | - 2,73 | [illegible] |
| Montupet SA | 293,10 | [illegible] | - 1,05 | [illegible] |
| Moulinex | 126,80 | [illegible] | - 1,57 | [illegible] |
| Natexis | 362,20 | [illegible] | + 0,80 | [illegible] |
| Norbert Dentres.# | 248,10 | [illegible] | - 1,12 | [illegible] |
| Nord-Est | 119,10 | [illegible] | - 0,67 | [illegible] |
| Nordon (Ny) | 475 | [illegible] | + 0,84 | [illegible] |
| NRJ # | 1158 | [illegible] | - 3,19 | [illegible] |
| Olipar | 60,55 | [illegible] | - 0,08 | [illegible] |
| Paribas | 557 | [illegible] | - 1,25 | [illegible] |
| Pathe | 1150 | [illegible] | - 0,43 | [illegible] |
| Pechiney Act Ord A | 202,50 | [illegible] | - 2,17 | [illegible] |
| Pernod-Ricard | 399 | [illegible] | - 0,75 | [illegible] |
| Peugeot | 1073 | [illegible] | - 0,55 | [illegible] |
| Pinault-Print.Red | 932 | [illegible] | - 0,64 | [illegible] |
| Plastic Omn.(Ly) | 779 | [illegible] | - 2,18 | [illegible] |
| Primagaz | 512 | [illegible] | - 1,56 | [illegible] |
| Promodes | 3660 | [illegible] | - 0,08 | [illegible] |
| Publicis # | 967 | [illegible] | - 3,82 | [illegible] |
| Remy Cointreau | 100,50 | [illegible] | - 0,29 | [illegible] |
| Renault | 319,40 | [illegible] | - 3,25 | [illegible] |
| Rexel | 550 | [illegible] | - 1,81 | [illegible] |
| Rhodia | 135,50 | [illegible] | - 1,84 | [illegible] |
| Rhone Poulenc A | 309 | [illegible] | - 1,55 | [illegible] |
| Rochefortaise Com. | 664 | [illegible] | - 0,60 | [illegible] |
| Rochette (La) | 24,20 | [illegible] | - 0,20 | [illegible] |
| Royal Canin | 317 | [illegible] | - 2,83 | [illegible] |
| Rue Imperiale(Ly) | 8750 | [illegible] | - 0,57 | [illegible] |
| Sade (Ny) | 236 | [illegible] | - 0,42 | [illegible] |
| Sagem SA | ● 4491 | [illegible] | - 1,46 | [illegible] |
| Saint-Gobain | 962 | [illegible] | - 2,28 | [illegible] |
| Salvepar (Ny) | 506 | [illegible] | - 0,98 | [illegible] |
| Sanofi | 699 | [illegible] | - 2,71 | [illegible] |
| Saupiquet (Ns) | 519 | [illegible] | - 0,19 | [illegible] |
| Schneider SA | 370 | [illegible] | - 3,78 | [illegible] |
| SCOR | 382,50 | [illegible] | - 0,88 | [illegible] |
| S.E.B. | 690 | [illegible] | - 1,73 | [illegible] |
| Selimeg CA | 409,90 | [illegible] | - 1,43 | [illegible] |
| SEITA | 255 | [illegible] | - 0,47 | [illegible] |
| Selectibanque | 77 | [illegible] | — | [illegible] |
| SFIM | 695 | [illegible] | - 2,81 | [illegible] |
| SGE | 234 | [illegible] | - 1,28 | [illegible] |
| Sidel | 435 | [illegible] | - 1,72 | [illegible] |
| Silic CA | 1112 | [illegible] | - 1,97 | [illegible] |
| Simco | 452 | [illegible] | - 0,88 | [illegible] |
| S.I.T.A | 1361 | [illegible] | - 0,73 | [illegible] |
| Skis Rossignol | 104,70 | [illegible] | - 3,15 | [illegible] |
| Soc.Fonc.Lyon.# | 870 | [illegible] | — | [illegible] |
| Societe Generale | 1248 | [illegible] | - 1,44 | [illegible] |
| Sodexho Alliance | 973 | [illegible] | + 0,41 | [illegible] |
| Sogeparc (Fin) | 416 | [illegible] | - 0,24 | [illegible] |
| Sommer-Allibert | 277,50 | [illegible] | - 1,80 | [illegible] |
| Sophia | 254 | [illegible] | - 1,29 | [illegible] |
| Spir Communic.# | 420 | [illegible] | + 1,07 | [illegible] |
| Strafor Facom | 495 | [illegible] | - 1,01 | [illegible] |
| Suez Lyon.des Eaux | 992 | [illegible] | - 1,10 | [illegible] |
| Synthelabo | 884 | [illegible] | — | [illegible] |
| Technip | 596 | [illegible] | - 1,67 | [illegible] |
| Thomson-CSF | 210 | [illegible] | - 3,80 | [illegible] |
| Total | 639 | [illegible] | - 0,93 | [illegible] |
| UIF | 442,30 | [illegible] | — | [illegible] |
| Unibail | 723 | [illegible] | + 0,27 | [illegible] |
| Union Assur.Fdal | 815 | [illegible] | - 0,61 | [illegible] |
| Usinor | 70 | [illegible] | - 1,64 | [illegible] |
| Valeo | 505 | [illegible] | - 3,16 | [illegible] |
| Vallourec | 290 | [illegible] | — | [illegible] |
| Via Banque | 166 | [illegible] | - 1,19 | [illegible] |
| Vivendi (ex CGE) | 1260 | [illegible] | - 3,41 | [illegible] |
| Worms (ex.Someal) | 101 | [illegible] | — | [illegible] |
| Zodiac ex.dt divid | 1327 | [illegible] | - 3,16 | [illegible] |
| Elf Gabon | 810 | [illegible] | + 0,12 | [illegible] |

| VALEURS ÉTRANGÈRES | Cours précéd. | Derniers cours | % +- | % variation 31/12 (1) |
|---|---|---|---|---|
| ABN Amro Hol.# | 141 | [illegible] | - 0,56 | [illegible] |
| Adecco S.A. | 2810 | [illegible] | - 0,35 | [illegible] |
| Adidas-Salomon AG# | 739 | [illegible] | + 0,81 | [illegible] |
| ALLIANZ AG | 1920 | [illegible] | + 0,26 | [illegible] |
| American Express | 566 | [illegible] | + 1,23 | [illegible] |
| Anglo American # | 162 | [illegible] | - 1,04 | [illegible] |
| Anglogold Ltd # | 242 | [illegible] | - 0,82 | [illegible] |
| Amgold # | 217,50 | [illegible] | + 1,14 | [illegible] |
| Arjo Wiggins App. | 13,30 | [illegible] | + 0,75 | [illegible] |
| A.T.T. # | 334 | [illegible] | - 0,26 | [illegible] |
| Banco Santander # | 135 | [illegible] | - 2,22 | [illegible] |
| Barrick Gold # | 98,60 | [illegible] | + 1,31 | [illegible] |
| B.A.S.F. # | 245 | [illegible] | — | [illegible] |
| Bayer # | 249,50 | [illegible] | - 5,81 | [illegible] |
| Crown Cork ord.# | 219 | [illegible] | - 2,69 | [illegible] |
| Crown Cork PF CV# | 199 | [illegible] | + 1,50 | [illegible] |
| Daimler Benz # | 590 | [illegible] | - 0,84 | [illegible] |
| De Beers # | 84,90 | [illegible] | - 3,06 | [illegible] |
| Deutsche Bank # | 413 | [illegible] | + 0,48 | [illegible] |
| Diageo PLC reg.# | 63,50 | [illegible] | + 1,02 | [illegible] |
| Dresdner Bank | 274,20 | [illegible] | + 0,69 | [illegible] |
| Driefontein # | 24,90 | [illegible] | - 3,61 | [illegible] |
| Du Pont Nemours # | 346,50 | [illegible] | + 3,03 | [illegible] |
| Eastman Kodak # | 509 | [illegible] | — | [illegible] |
| East Rand # | 1,18 | [illegible] | - 5,93 | [illegible] |
| Echo Bay Mines # | 11,25 | [illegible] | - 0,44 | [illegible] |
| Electrolux # | 106 | [illegible] | - 4,24 | [illegible] |
| Equant N.V. | 317 | [illegible] | - 3,50 | [illegible] |
| Ericsson # | 145 | [illegible] | — | [illegible] |
| Ford Motor # | 291,20 | [illegible] | - 0,92 | [illegible] |
| Gencor act.regr. | 10,25 | 10,80 | + 5,36 | + 13,68 |
| General Elect. # | 530 | [illegible] | + 0,56 | + 18,78 |
| General Motors # | 388,50 | [illegible] | + 0,64 | + 10,98 |
| Cie Belgique # | 662 | [illegible] | + 0,15 | + 17,97 |
| Harmony Gold # | 24,25 | [illegible] | - 2,26 | + 78,50 |
| Hitachi # | 31,60 | [illegible] | - 1,42 | - 28,14 |
| Hoechst # | 252 | [illegible] | - 1,19 | + 17,17 |
| I.B.M # | 756 | [illegible] | + 1,32 | + 22,56 |
| I.C.I # | 70,10 | [illegible] | - 2,28 | - 26,34 |
| Ito Yokado # | 260,10 | [illegible] | + 1,07 | - 12,80 |
| Kingfisher plc # | 46,80 | [illegible] | + 0,42 | + 8,04 |
| Matsushita # | 84,75 | [illegible] | - 2,18 | - 5,47 |
| Mc Donald's # | 395,50 | [illegible] | - 0,75 | + 37,81 |
| Merck and Co # | 765 | [illegible] | + 1,69 | + 21,37 |
| Mitsubishi Corp.# | 33,90 | [illegible] | - 3,09 | - 27 |
| Mobil Corporat.# | 444,50 | [illegible] | — | + 1,02 |
| Morgan J.P. # | 725 | [illegible] | - 0,27 | + 8,88 |
| Nestle SA Nom. # | 11790 | [illegible] | - 2,12 | + 29,08 |
| Nipp. MeatPacker # | 66,50 | [illegible] | — | - 18,90 |
| Nokia A | 462 | [illegible] | - 1,51 | + 111,62 |
| Norsk Hydro # | 217,30 | [illegible] | - 0,13 | - 25,68 |
| Petrofina # | 2320 | [illegible] | - 1,50 | + 4,33 |
| Philip Morris # | 257,30 | [illegible] | + 0,69 | - 3,78 |
| Philips N.V # | 459,60 | [illegible] | - 5,33 | + 17,94 |
| Placer Dome Inc # | 64,20 | [illegible] | - 2,95 | - 15,23 |
| Procter Gamble | 470 | [illegible] | + 0,95 | - 1,35 |
| Quilvest | 333 | [illegible] | — | + 10,59 |
| Randfontein # | 10,10 | [illegible] | - 2,97 | + 13,95 |
| Rio Tinto PLC # | 59,90 | [illegible] | - 0,41 | - 19,95 |
| Royal Dutch # | 271,10 | [illegible] | - 0,22 | - 16,82 |
| Sega Enterprises | 99,95 | [illegible] | - 2,95 | - 11,81 |
| Schlumberger # | 325 | [illegible] | + 0,46 | - 33,21 |
| Shell Transport # | 34,30 | [illegible] | - 0,87 | - 22,28 |
| Siemens # | 407 | [illegible] | - 5,13 | + 7,54 |
| Sony Corp. # | 498,70 | [illegible] | - 2,39 | - 11,33 |
| STmicroelectronics | 373,50 | [illegible] | - 0,16 | + 8,10 |
| Sumitomo Bank # | 50 | [illegible] | - 0,10 | - 35,89 |
| T.D.K # | 412 | [illegible] | - 0,97 | - 7,65 |
| Telefonica # | 263 | [illegible] | - 1,17 | + 48,08 |
| Toshiba # | 23 | [illegible] | - 1,73 | - 2,18 |
| Unilever # | 404 | [illegible] | + 0,99 | + 9,82 |
| United Technol. # | 534 | [illegible] | - 2,05 | + 18,86 |
| Volkswagen A.G # | 470 | [illegible] | + 2,53 | + 49,77 |
| Yamanouchi # | 123,60 | [illegible] | + 2,50 | + 0,55 |
| Zambia Copper | 11 | [illegible] | - 4,54 | - 18,28 |

**ABRÉVIATIONS**
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

**SYMBOLES**
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

**DERNIÈRE COLONNE (1) :**
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

# COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
**LUNDI 24 AOUT**

| OBLIGATIONS | % du nom. | % du coupon |
|---|---|---|
| Nat.Bq. 9% 91-02 | — | [illegible] |
| CEPME 9% 89-99 CA# | 105,01 | [illegible] |
| CEPME 9% 92-06 TSR | — | [illegible] |
| CFD 9,7% 90-03 CB | 122,69 | [illegible] |
| CFD 8,6% 92-05 CB | 123,10 | [illegible] |
| CFF 10% 88-98 CA# | 100,89 | [illegible] |
| CFF 10,25%90-01 CB# | 114,30 | [illegible] |
| CLF 8,9% 88-00 CA# | 108,07 | [illegible] |
| CNA 9% 4/92-07 | — | [illegible] |
| CRH 8,6% 92/94-03 | 118,37 | [illegible] |
| CRH 8,5% 10/87-88# | 102,37 | [illegible] |
| EDF 8,6% 88-89 CA# | — | [illegible] |
| EDF 8,6% 92-04 # | 120,25 | [illegible] |
| Finansder 9%91-06# | 130 | [illegible] |
| Finansd.8,6%92-02# | 113,97 | [illegible] |
| Floral9,75% 90-99# | 104,90 | [illegible] |
| OAT 9/85-98 TRA | — | [illegible] |
| OAT TMB 87/99 CA# | 100,01 | [illegible] |
| OAT 8,125% 89-99 # | 103,13 | 2,092 d |
| OAT 8,50%90/00 CA# | — | 3,540 |
| OAT 85/00 TRA CA# | — | 5,271 |
| OAT 10%5/85-00 CA# | — | 2,521 |
| OAT 89-01 TME CA# | — | 2,477 |
| OAT 10% 90-01 ecu | — | 4,986 |
| OAT 7,5%7/86-01CA# | — | [illegible] |
| OAT 8,5% 91-02 ecu | — | 3,842 d |
| OAT 8,5% 87-02 CA# | 117,56 | [illegible] |
| OAT 8,50% 89-19 # | 146,08 | 7,136 |
| OAT.8,50%92-23 CA# | 148,46 | [illegible] |
| SNCF 8,8% 87-94CA | 104,35 | 4,967 |
| Suez Lyon.Eaux 90 | 1035 | [illegible] |

| ACTIONS FRANÇAISES | Cours précéd. | Derniers cours |
|---|---|---|
| Arbel ◆ | 25 | [illegible] |
| Baccarat (Ny) ◆ | 875 | [illegible] |
| Bains C.Monaco | 808 | [illegible] |
| Bque Transatlantl. | 257,90 | [illegible] |
| Bidermann Intl ◆ | 110 | [illegible] |
| Champex (Ny) ◆ | 19,50 | [illegible] |
| C.I.T.R.A.M. (B) ◆ | 3010 | [illegible] |
| Continental Ass.Ly. | 731 | [illegible] |
| Darblay ◆ | 520 | [illegible] |
| Didot Bottin | 846 | [illegible] |
| Eaux Bassin Vichy | 2552 | [illegible] |
| Electr.Madagascar | 190 | [illegible] |
| Elect.Strasbourg | 750 | [illegible] |
| Ent.Mag. Paris ◆ | 1610 | [illegible] |
| Fichet Bauche | 54 | [illegible] |
| Fidei | 63 | [illegible] |
| Finalens ◆ | 265,60 | [illegible] |
| F.I.P.P. ◆ | 251 | [illegible] |
| Fonciere (Cie) | 889 | [illegible] |
| Foncina # ◆ | 596 | [illegible] |
| Francarep ◆ | 304 | [illegible] |
| From. Paul-Renard ◆ | 1051 | [illegible] |
| Generali Fce Assur | 1900 | [illegible] |
| Gevelot | 1080 | [illegible] |
| Grd Bazar Lyon(Ly) ◆ | 210 | [illegible] |
| G.T.I (Transport) | 411 | [illegible] |
| Immobail | 230 | [illegible] |
| Immobanque | 660 | [illegible] |
| Lucia ◆ | 78 | [illegible] |
| Monoprix | 500 | [illegible] |
| MLPC International | 549 | [illegible] |
| Metal Deploye | 413 | [illegible] |
| Mors | 7 | [illegible] |
| M.R.M. (Ly) | 432 | [illegible] |
| Navigation (Nle) ◆ | 156 | [illegible] |
| ONA 100 DH | 754 | [illegible] |
| Optorg ◆ | 460 | [illegible] |
| Exa.Clairefont(Ny) | 988 | [illegible] |
| Paris Orleans | 340 | [illegible] |
| Promodes (CI) ◆ | 2450 | [illegible] |
| PSB Industries Ly | 690 | [illegible] |
| Raynal Roq.ex.SAP | 420 | [illegible] |
| Rougier # | 349 | [illegible] |
| Saga | 240 | [illegible] |
| S.I.P.H. ◆ | 215 | [illegible] |
| Sofragi ◆ | 5000 | [illegible] |
| Taittinger | 4880 | [illegible] |
| Tour Eiffel ◆ | 545 | [illegible] |
| Vermandoise Sucr. | 6450 | [illegible] |
| Vicat | 592 | [illegible] |
| Caves Roquefort | 2010 | [illegible] |
| Elyo ◆ | 375 | [illegible] |
| Finaxa | 639 | [illegible] |
| Gaillard (M) | 1700 | [illegible] |
| Gd Moul.Strasbourg ◆ | 2076 | [illegible] |
| Hotel Lutetia | 620 | [illegible] |
| Hotels Deauville | 985 | [illegible] |
| L.Boullet (Ly) | 369 | [illegible] |
| Lloyd Continental ◆ | 11500 | [illegible] |
| Matussiere Forest | 67 | [illegible] |
| Moncey Financiere ◆ | 3175 | [illegible] |
| Part-Dieu(Fin)(Ly) | 120 | [illegible] |
| Poliet | 527 | [illegible] |
| Sabeton (Ly) | 690 | [illegible] |
| Samse (Ly) | 1350 | [illegible] |
| Sechilienne (Ly) | 1400 | [illegible] |
| Sucr.Pithiviers | 3301 | [illegible] |
| Tanneries Fce (Ny) ◆ | 236 | [illegible] |
| Teleflex L.Dupont# | 110 | [illegible] |
| Union Gle Nord(Li) ◆ | 279,30 | [illegible] |

| ACTIONS ÉTRANGÈRES | Cours précéd. | Derniers cours |
|---|---|---|
| Bayer.Vereins Bank | 540 | [illegible] |
| Fiat Ord | 22 | [illegible] |
| Gold Fields South | 68 | [illegible] |
| Kubota Corp. | 14 | [illegible] |
| Montedison act.ep. | 9,45 | [illegible] |
| Olympus Optical | 60,15 | [illegible] |
| Robeco | 650 | [illegible] |
| Rodamco N.V. | 146,70 | [illegible] |
| Rolinco | 535 | [illegible] |
| Sema Group Plc # | 70 | [illegible] |
| Solvay SA | 441,50 | [illegible] |

**ABRÉVIATIONS**
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

**SYMBOLES**
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

# SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
**LUNDI 24 AOUT**

| VALEURS | Cours précéd. | Derniers cours |
|---|---|---|
| Acial (Ns) # | 90,65 | [illegible] |
| AFE # | 926 | 925 |
| Aigle # | 556 | 554 |
| Albert S.A (Ns) | 229,90 | 220 |
| Arkopharma # | 456 | 433,20 |
| Assystem # | 241 | 225 |
| Bque Picardie (Li) ◆ | 1000 | 1000 |
| Bque Tarneaud(B)# | 403,50 | 404,10 |
| Bque Vernes ◆ | 151 | 151 |
| Beneteau CB# | 731 | 735 |
| B I M P ◆ | 126 | 126 |
| Boiron (Ly)# | 405 | 402 |
| Boisset (Ly) # | 756 | 756 |
| But S.A. | 321,70 | [illegible] |
| C.E.E # | 176,90 | [illegible] |
| Change Bourse (M) | 199 | [illegible] |
| CNIM CA# | 253 | [illegible] |
| Codetour | 367 | 367 |
| Comp.Euro.Tele-CET ◆ | 441 | [illegible] |
| Confiandey # | 310 | [illegible] |
| C.A. Hte Normandie | 320 | [illegible] |
| C.A. Paris IDF | 920 | [illegible] |
| C.A.Ille & Vilaine | 304,40 | [illegible] |
| C.A.Loire Atl.# Ns | 309 | 309 |
| C.A.Pas de Calais | 573 | [illegible] |
| C.A.du Nord#(Li) | 469 | [illegible] |
| C.A. Oise CCI | 350,40 | [illegible] |
| C.A. Somme CCI | 327 | 327 |
| C.A.Toulouse (B) | 440 | [illegible] |
| Groupe J.C.Darmon | 670 | [illegible] |
| Devernois (Ly) | 490 | [illegible] |
| Ducros Serv.Rapide ◆ | 37 | 37 |
| Emin-Leydier (Ly)# | 349 | 345 |
| Europ.Extinc.(Ly) | 390 | 382 |
| Expand s.a | 280 | [illegible] |
| Factorem | 792 | 792 |
| Faiveley # | 179 | 177,10 |
| Finacor | 28,50 | 27,10 |
| Fininfo | 1050 | [illegible] |
| Assur.Bq.Populaire | 610 | 610 |
| Gautier France | 360 | [illegible] |
| Gel 2000 | 37,10 | [illegible] |
| GEODIS # | 380 | [illegible] |
| GFI Industries # | 300 | [illegible] |
| Girodet (Ly) # ◆ | 22,10 | [illegible] |
| GLM S.A | 210 | [illegible] |
| Gpe Guillin # Ly | 270 | [illegible] |
| Kindy # | 130 | [illegible] |
| Guerbet S.A | 171 | [illegible] |
| Hermes intl | 382 | [illegible] |
| Harel Dubois | 885 | [illegible] |
| ICBT Groupe # | 185 | [illegible] |
| I.C.C.# | 182,20 | [illegible] |
| ICOM Informatique | 598 | [illegible] |
| Idianova ◆ | 95 | [illegible] |
| Int. Computer # | 58 | [illegible] |
| IPBM | 54 | [illegible] |
| M6-Metropole TV | 962 | [illegible] |
| Manitou # | 1011 | [illegible] |
| Manutan | 525 | [illegible] |
| Marie Brizard # | 610 | [illegible] |
| Maxi-Livres/Profr ◆ | 47,10 | [illegible] |
| Mecelec (Ly) | 95,20 | [illegible] |
| MGI Coutier # | 308 | [illegible] |
| Monneret JouetsLy# | 150,90 | [illegible] |
| Naf-Naf # | 82,80 | [illegible] |
| NSC Groupe (Ny) | 864 | [illegible] |
| Onet # | 882 | [illegible] |
| Paul Predault | 152,50 | [illegible] |
| P.C.W. 19 | — | [illegible] |
| Petit Boy # | 109 | [illegible] |
| Phyto-Lierac # | 215 | [illegible] |
| Pochet | 664 | [illegible] |
| Poujoulat Ets (Ns) ◆ | 212 | [illegible] |
| Radiall # | 615 | [illegible] |
| Robertet # | 1114 | [illegible] |
| Rouleau-Guichard | 255,10 | [illegible] |
| Securidev # | 90 | [illegible] |
| Smoby (Ly) # | 556 | [illegible] |
| Sofco (Ly) ◆ | 12 | [illegible] |
| Sollbus ◆ | 355 | [illegible] |
| Sopra # | 2185 | [illegible] |
| Steph.Kelian # | 97,90 | [illegible] |
| Sylea | 453 | [illegible] |
| Teisseire-France | 180 | [illegible] |
| TF1 | 930 | [illegible] |
| Thermador Gpe. # | 335 | [illegible] |
| Transiciel # | 664 | [illegible] |
| Trouvay Cauvin # | 156,20 | [illegible] |
| Unilog | 2290 | [illegible] |
| Union Fin.France | 655 | [illegible] |
| Viel et Cie # | 147,50 | [illegible] |
| Vilmorin et Cie # | 630 | [illegible] |
| Virbac | 406 | [illegible] |

# NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
**LUNDI 24 AOUT**

| VALEURS | Cours précéd. | Derniers cours |
|---|---|---|
| Appligène Oncor | 30,10 | [illegible] |
| Belvédère | 1090 | [illegible] |
| BVRP | 381 | [illegible] |
| Chemunex ◆ | 14 | [illegible] |
| Duran Duboi | 370,50 | [illegible] |
| Eurofins scientific | 580 | [illegible] |
| FDM Pharma n. | 43,50 | [illegible] |
| Genset | 508 | [illegible] |
| Guyanor action B | 6 | [illegible] |
| Infonie | 188 | [illegible] |
| Joliez-Regol ◆ | 96,50 | [illegible] |
| La Cie Group | 156,50 | [illegible] |
| Olitec | 1021 | [illegible] |
| Omnicom | 813 | [illegible] |
| Picogiga | 205 | [illegible] |
| R2I Santé | 430 | [illegible] |
| Serp Recyclage | 753 | [illegible] |

# MARCHÉ LIBRE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
**LUNDI 24 AOUT**

| VALEURS | Cours précéd. | Derniers cours |
|---|---|---|
| Euraltech ◆ | 130 | 130 |
| Europe Finance Ind. ◆ | 788 | 788 |
| Cibox-LCI ◆ | 275 | 275 |
| CTT-SCETA ◆ | 450 | [illegible] |
| Stè lecteurs du Monde ◆ | 144,10 | [illegible] |
| Troc de l'Ile ◆ | 160 | [illegible] |

**ABRÉVIATIONS**
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

**SYMBOLES**
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

# SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 21 août

| VALEURS | Émission Frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|
| **AGIPI** | | |
| Agipi Ambition (Axa) | 167,48 | 159,50 |
| Agipi Actions (Axa) | 155,79 | 148,37 |
| **BNP** — 3615 BNP | | |
| Antigone Trésorie | 915569 | 915569 |
| Natio Court Terme | 14687 | 14687 |
| Natio Court Terme 2 | 398868 | 398868 |
| Natio Epargne | 2241,74 | 2219,54 |
| Natio Ep. Croissance | 3988,43 | 3910,23 |
| Natio Ep. Patrimoine | 169,51 | 165,99 |
| Natio Epargne Retraite | 199,13 | 195,23 |
| Natio Epargne Trésor | 11834,77 | 11811,15 |
| Natio Euro Valeurs | 1391,70 | 1364,41 |
| Natio Euro Oblig. | 1105,31 | 1084,32 |
| Natio Euro Opport. | 1442,67 | 1414,38 |
| Natio Euro Perspect. | 2225,24 | 2181,61 |
| Natio Immobilier | 1741,20 | 1707,06 |
| Natio Inter | 1165,11 | 1142,26 |
| Natio Monétaire C | 5614,29 | 5614,29 |
| Natio Monétaire D | 5274,54 | 5274,54 |
| Natio Oblig. LT | 237,78 | 233,12 |
| Natio Oblig. MT C | 919,95 | 910,84 |
| Natio Oblig. MT D | 889,15 | 880,35 |
| Natio Opportunités | 262,36 | 257,22 |
| Natio Placement C | 81206,44 | 81206,44 |
| Natio Placement D | 76303,04 | 76303,04 |
| Natio Revenus | 1132,76 | 1121,54 |
| Natio Sécurité | 11506,69 | 11506,69 |
| Natio Valeurs | 1799,47 | 1764,19 |
| **BRED BANQUE POPULAIRE** | | |
| Moneden | 95709,63 | 95709,63 |
| Oblig. ttes caté. | 297,47 | [illegible] |
| **CDC Asset Management Europe** | | |
| Livret Bourse Inv. D PEA ◇ | 1121,19 | [illegible] |
| Nord Sud Dévelop. C ◇ | 2663,51 | [illegible] |
| Nord Sud Dévelop. D ◇ | 2385,55 | [illegible] |
| **MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC** | | |
| Patrimoine Retraite C ◇ | 327,64 | [illegible] |
| Patrimoine Retraite D ◇ | 310,19 | 304,11 |
| **CDC TRESOR** — Minitel : 3616 CDC TRESOR (1,29 F/mn) | | |
| Fonsicav C ◇ | 23363,38 | [illegible] |
| Mutual. dépôts Sicav C ◇ | 20105,24 | [illegible] |
| **CAISSE D'EPARGNE** — Sicav en ligne : 08 36 68 09 00 (2,23 F/mn) | | |
| Écur. Act. Futur D PEA | 386,47 | [illegible] |
| Écur. Capitalisation C ◇ | 273,40 | 273,40 |
| Écur. Expansion C ◇ | 86213,46 | 86213,46 |
| Écur. Géovaleurs C ◇ | 4505,74 | [illegible] |
| Écur. Investis. D PEA | 307,58 | [illegible] |
| Écur. Monétaire C ◇ | 13407,44 | [illegible] |
| Écur. Monétaire D ◇ | 12427,27 | [illegible] |
| Écur. Trésorerie C ◇ | 328,91 | [illegible] |
| Écur. Trésorerie D ◇ | 328,40 | [illegible] |
| Écur. Trimestriel D ◇ | 2092,15 | [illegible] |
| Éparcourt-Sicav D ◇ | 195,43 | [illegible] |
| Géoptim C ◇ | 13998,91 | [illegible] |
| Géoptim D ◇ | 12592,51 | 12347,30 |
| Horizon C | 2897,52 | [illegible] |
| Prévoyance Écur. D ◇ | 106,61 | [illegible] |
| **CRÉDIT AGRICOLE — INDOCAM Asset Management** | | |
| Amplia ◇ | 123662,46 | [illegible] |
| Atout Amérique | 215,03 | [illegible] |
| Atout Asie | 73,69 | [illegible] |
| Atout France Europe | 1166,93 | [illegible] |
| Atout France Monde | 281,31 | [illegible] |
| Atout Futur C | 1134,15 | [illegible] |
| Atout Futur D | 1056,49 | [illegible] |
| Coexis | 2087,70 | [illegible] |
| Dièze | 2792,94 | 2746,25 |
| Elicash ◇ | 983618,45 | [illegible] |
| Eurodyn | 3525,07 | [illegible] |
| Indicia ◆ | 2455,97 | [illegible] |
| Indocam Convert. C | 16212,66 | [illegible] |
| Indocam Convert. D | 14841,75 | [illegible] |
| Indocam Europe Nouv. | 12249,64 | [illegible] |
| Indocam Hor. Eur. C | 1269,68 | [illegible] |
| Indocam Hor. Eur. D | 1198,19 | [illegible] |
| Indocam Multi Oblig. | 1013,73 | [illegible] |
| Indocam Orient C ◆ | 150,57 | [illegible] |
| Indocam Orient D ◆ | 135,26 | [illegible] |
| Indocam UniJapon | 822,27 | [illegible] |
| Indocam Str. 5-7 C | 2071,30 | [illegible] |
| Indocam Str. 5-7 D | 1481,79 | [illegible] |
| Moné.J C ◇ | 12297,88 | [illegible] |
| Moné.J D ◇ | 11650,05 | [illegible] |
| Oblifutur C | 602,13 | [illegible] |
| Oblifutur D | 554,96 | [illegible] |
| Oraction | 1231,64 | [illegible] |
| Revenu-Vert | 1204,56 | [illegible] |
| Sévéa ◆ | 125,36 | [illegible] |
| Synthésis | 20638,14 | [illegible] |
| Univers Actions | 298,64 | [illegible] |
| Uni Associations ◇ | 121,34 | 121,34 |
| Uni-Foncier | 1877,49 | [illegible] |
| Uni-Régions | 2229,45 | [illegible] |
| Univar C ◇ | 318,68 | [illegible] |
| Univar D ◇ | 298,78 | [illegible] |
| Univers-Obligations | 267,43 | [illegible] |
| *Fonds communs de placements* | | |
| Indocam Dollar 3 m ◆ | 16514,83 | [illegible] |
| Indocam Val. Restr. ◆ | 18316,63 | [illegible] |
| Optalis Dynamiq. C ◆ | 120,77 | [illegible] |
| Optalis Dynamiq. D ◆ | 119,56 | [illegible] |
| Optalis Équilib. C ◆ | 117,46 | [illegible] |
| Optalis Équilib. D ◆ | 114,47 | [illegible] |
| Optalis Expansion C ◆ | 109,25 | [illegible] |
| Optalis Expansion D ◆ | 109,25 | [illegible] |
| Optalis Sérénité C ◆ | 110,60 | [illegible] |
| Optalis Sérénité D ◆ | 105,65 | [illegible] |
| Pacte Sol. Logem. ◆ | 523,19 | [illegible] |
| Pacte Vert T. Monde ◆ | 552,09 | [illegible] |
| **CIC — CIC BANQUES** | | |
| Francic | 203,98 | [illegible] |
| Francic Pierre | 183,76 | [illegible] |
| Europe Régions | 305,07 | [illegible] |
| **CIC PARIS** | | |
| Associc ◇ | 1125,60 | [illegible] |
| Cicamonde | 1887,95 | [illegible] |
| Converticic | 500,92 | [illegible] |
| Ecocic | 1973,71 | [illegible] |
| Mensuelcic | 10110,65 | [illegible] |
| Oblicic Mondial | 4233,16 | [illegible] |
| Oblicic Régions | 1223,22 | [illegible] |
| Rentacic | 167,67 | [illegible] |
| **CRÉDIT LYONNAIS ASSET MANAGEMENT** | | |
| Eurco Solidarité | 1456,44 | [illegible] |
| Lion 20000 C | 17642,24 | [illegible] |
| Lion 20000 D | 16505,86 | [illegible] |
| Lion-Associations C | 11562,66 | [illegible] |
| Lion-Associations D | 10957,93 | [illegible] |
| Lion Court Terme C | 27320,23 | [illegible] |
| Lion Court Terme D | 24069,41 | [illegible] |
| LionPlus C | 1725,87 | [illegible] |
| LionPlus D | 1580,93 | [illegible] |
| Lion Trésor | 2590,73 | [illegible] |
| Oblilion | 2397,57 | [illegible] |
| Sicav 5000 | 982,32 | [illegible] |
| Slivafrance | 1679,99 | [illegible] |
| Slivam | 671,36 | [illegible] |
| Slivarente | 265,22 | [illegible] |
| Slivinter | 936,78 | [illegible] |
| Trilion | 5224,27 | [illegible] |
| **Crédit Mutuel FINANCE** | | |
| Avenir Alizes | 2841,01 | [illegible] |
| CM Option Dynamique | 180,23 | [illegible] |
| CM Option Equilibre | 318,70 | [illegible] |
| Créd.Mut.Mid.Act.Fr. | 198,16 | [illegible] |
| Créd.Mut.Ep.Cour.T. | 967,46 | [illegible] |
| Créd.Mut.Ep.Ind. C | 205,81 | [illegible] |
| Créd.Mut.Ep.J | 23637,99 | [illegible] |
| Créd.Mut.Ep.Monde | 1990,48 | [illegible] |
| Créd.Mut.Ep.Oblig. | 2018,10 | [illegible] |
| Créd.Mut.Ep.Quatre | 1116,27 | [illegible] |
| *Fonds communs de placements* | | |
| CM Option Modération | 114,96 | [illegible] |
| **LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE** | | |
| Asie 2000 | 330,21 | [illegible] |
| Saint-Honoré Capital | 22050,73 | [illegible] |
| St-Honoré March. Emer. | 464,24 | [illegible] |
| St-Honoré Pacifique | 573,14 | [illegible] |
| St-Honoré Vie Santé | 2174,09 | [illegible] |
| **LEGAL & GENERAL BANK** | | |
| Sécuritaux ◇ | 1882,42 | [illegible] |
| Stratégie Ind.Europe | 1200,37 | [illegible] |
| Stratégie Rendement | 2178,21 | [illegible] |
| **[illegible]** — Sicav Info Poste : 08 36 68 50 10 (2,23 F/mn) | | |
| Amplitude Amérique C ◇ | 132,57 | [illegible] |
| Amplitude Amérique D ◇ | 132,19 | [illegible] |
| Amplitude Europe C ◇ | 218,74 | [illegible] |
| Amplitude Europe D ◇ | 214,49 | [illegible] |
| Amplitude Monde C ◇ | 1209,62 | [illegible] |
| Amplitude Monde D ◇ | 1131,13 | [illegible] |
| Amplitude Pacifique C ◇ | 72,89 | [illegible] |
| Amplitude Pacifique D ◇ | 72,31 | [illegible] |
| Élanciel France D PEA ◇ | 264,23 | [illegible] |
| Élanciel Euro D PEA ◇ | 648,47 | [illegible] |
| Émergence Euro Poste ◇ | 193,65 | [illegible] |
| Géobilys C ◇ | 720,07 | [illegible] |
| Géobilys D ◇ | 673,87 | [illegible] |
| Intensys C ◇ | 129,03 | [illegible] |
| Intensys D ◇ | 113,19 | [illegible] |
| Kaleïs Dynamisme C ◇ | 1333,42 | [illegible] |
| Kaleïs Équilibre C ◇ | 1209,43 | [illegible] |
| Kaleïs Sérénité C ◇ | 1132,96 | [illegible] |
| Latitude C ◇ | 152,98 | [illegible] |
| Latitude D ◇ | 135,84 | [illegible] |
| Oblitys D ◇ | 674,49 | [illegible] |
| Plénitude D PEA ◇ | 270,22 | [illegible] |
| Poste Gestion C ◇ | 15380,55 | [illegible] |
| Poste Gestion D ◇ | 14796 | [illegible] |
| Poste Première ◇ | 41924,23 | [illegible] |
| Poste Première 2-3 ◇ | 53055,30 | [illegible] |
| Revenus Trimestr. D ◇ | 5303,62 | [illegible] |
| Thésora C ◇ | 1080,32 | [illegible] |
| Thésora D ◇ | 945,19 | [illegible] |
| Trésorys ◇ | 276026,06 | [illegible] |
| Solstice D ◇ | 2396,05 | [illegible] |
| **SG — SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT** | | |
| Actimonétaire C | 39178,57 | 39178,57 |
| Actimonétaire D | 31039,65 | 31039,65 |
| Cadence 1 D | 1080,50 | [illegible] |
| Cadence 2 D | 1068,33 | [illegible] |
| Cadence 3 D | 1070,26 | [illegible] |
| Capimonétaire C | 421,94 | [illegible] |
| Capimonétaire D | 371,49 | [illegible] |
| Sogeoblig C/D | 10014,33 | [illegible] |
| Interoblig C | 323,83 | [illegible] |
| Intersélection France D | 471,24 | 462 |
| Sélect Défensif C | 1167,48 | [illegible] |
| Sélect Dynamique C | 1429,77 | [illegible] |
| Sélect Équilibre 2 | 1016,50 | [illegible] |
| Sélect PEA 3 | 1009,84 | [illegible] |
| Sogé PEA Europe | 1463,73 | [illegible] |
| S.G. France opport. C | 2780,08 | [illegible] |
| S.G. France opport. D | 2631,65 | [illegible] |
| Sogenfrance C | 2814,54 | [illegible] |
| Sogenfrance D | 2555,25 | [illegible] |
| Sogépargne D | 314,80 | [illegible] |
| Soginter C | 340,98 | [illegible] |

**SYMBOLES**
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.



هكذا من الاصل



# AUJOURD'HUI

LE MONDE / MARDI 25 AOÛT 1998

**SPORTS** **Grande-Bretagne, Allemagne, Russie : c'est au tableau des médailles d'or le triplé gagnant des championnats d'Europe d'athlétisme, qui se sont achevés, dimanche 23 août, à Budapest. ● LES BRITANNIQUES, (16 médailles : 9 d'or, 4 d'argent et 3 de bronze) doivent notamment leur suprématie à leurs succès en sprint et à Jonathan Edwards, qui a survolé le concours du triple saut, dimanche, avec un bond à 17,99 mètres. Beau résultat pour un athlétisme pourtant ébranlé par des problèmes financiers. ● GRÂCE À SON DOUBLÉ sur le 5 000 m et le 10 000 m, l'Irlandaise Sonia O'Sullivan s'impose comme la vedette du demi-fond européen. ● DÉCEPTION, pour l'équipe de France, qui repart avec quatre médailles seulement. Samedi, dans les relais 4 × 100 m, les dames avaient obtenu l'or et les messieurs l'argent quand Jean Galfione, champion olympique, gagnait le bronze à la perche.**

## En faillite financière, l'athlétisme britannique vaut de l'or

### La recomposition géopolitique de l'Europe et le renforcement de la lutte antidopage n'ont donné qu'une éphémère embellie aux nations qui, telle la France, n'ont pas une puissante tradition en matière de courses, sauts et lancers

**BUDAPEST**
*de notre envoyée spéciale*

Au début de la décennie, les bouleversements géopolitiques et l'illusion d'une lutte antidopage de pointe, dans la foulée de la disqualification du Canadien Ben Johnson, avaient donné le sentiment que les podiums athlétiques étaient devenus accessibles à tous. Les championnats d'Europe de Budapest ont réfuté cette idée. La Grande-Bretagne, l'Allemagne et la Russie occupent dans cet ordre les trois premières places du classement en termes de médailles d'or. Comme avant.

La puissance de l'ex-Union soviétique s'est peu diluée dans les nouvelles Républiques, pour rester concentrée en Russie (6 médailles d'or, 9 d'argent, 7 de bronze) : les structures d'entraînement y demeurent. L'Allemagne conserve son aspect de rouleau compresseur grâce à une équipe très complète et présente dans toutes les disciplines. Malgré sa deuxième place, elle totalise le plus grand nombre de médailles pour cette édition : 23 (8 d'or, 7 d'argent et 8 de bronze). L'athlétisme britannique, lui, semble renaître de ses cendres : malgré le dépôt de bilan de sa fédération, il s'est offert 16 médailles (9 d'or, 4 d'argent et 3 de bronze).

Bien qu'épargnée par les soucis financiers, l'équipe de France ne peut en dire autant. Ses quatre médailles – Christine Arron, 100 mètres (or) ; 4 x 100 mètres féminin (or) ; Jean Galfione, perche (bronze) et le 4 x 100 mètres masculin (argent) – la repoussent à la dixième place. Les motivations des quatre-vingt-dix-huit sélectionnés tricolores sont apparues inégales, et certains comportements intriguent.

**SERVICE MINIMUM**

Que dire du lanceur de disque Jean-Claude Retel qui gâche, en ignorant le chronomètre, un essai sur trois en qualification ? Ou d'un Stéphane Cali (100 mètres et 4 x 100 mètres) qui cache une blessure sérieuse à son entraîneur les semaines précédant le championnat, pour ne pas être privé de lucratifs meetings ? Ou encore de la championne d'Europe de cross-country Josyane Llado (5000 mètres) qui abandonne, comme elle l'a déjà fait au mondial de cross en mars, sans la moindre raison, alors qu'elle jurait la veille, un peu naïvement, qu'elle allait se battre pour accrocher le podium ?

Pour une Christine Arron qui progresse de façon fulgurante, combien de Jean Galfione (perche), de Blandine Bitzner-Ducret (5000 mètres), de Nicole Ramalalanirina (100 mètres haies) ont assuré un service minimum ! Comment se contenter des accessits de Mustapha Essaïd, d'Abdellah Behar et de Driss El-Himer (5000 mètres) ? Inexpérimentés pour jouer les rôles principaux, les deux premiers ont hésité au moment où se jouait la course. Pour échouer d'un rien (4e et 5e place). Le troisième a tenté un forcing que son état physique l'a empêché de mener à son terme (7e).
Enfin, par excès de confiance ou manque de préparation adéquate, les déceptions se sont multipliées : Patricia Girard (100 mètres haies), Patricia Djaté (800 mètres) et Stéphane Diagana (chute sur 400 mètres haies), etc. Comme lors de la dernière édition à Helsinki en 1994, la France compte vingt et un finalistes : un chiffre qui la place en septième position du classement par points, et une régression, puisqu'à l'époque la perche et le marteau féminins ne figuraient pas au programme.

L'analyse des résultats par sexe est d'ailleurs révélatrice. Ceux des femmes, plus prévisibles, illustrent assez fidèlement l'actuelle réalité du terrain. Les « anciennes » ont fait leur travail de championnes expérimentées en s'adjugeant souvent l'or. Comme les Allemandes Heike Drechler (longueur) ou Grit Breuer (400 mètres), les Russes Irina Privalova (200 mètres), Elena Afanassieva (800 mètres) et Svetlana Masterkova (1 500 mètres), ou la Bulgare Svetla Dimitrova (100 mètres haies). Celles qui « promettaient » ont concrétisé, comme Arron, ou la Roumaine Ionela Tirlea (400 mètres haies).

**« AUTORITÉS » ET JEUNES ESPOIRS**

La surprise est venue du classement masculin. Si les concours ont consacré les « autorités » – le Britannique Jonathan Edwards au triple saut, les Russes Maxim Tarassov à la perche et Kiril Sosunov à la longueur, le Polonais Artur Partyka à la hauteur, l'Ukrainien Alexander Bagach au poids, etc. –, la Grande-Bretagne s'est livrée, grâce à sa bande de jeunes espoirs, à un pillage méthodique des médailles du sprint : un doublé sur 100 mètres, un triplé sur 200 mètres, l'or et le bronze au 400 mètres, le titre sur 110 mètres haies, le relais 4 x 100 mètres, et l'argent sur 4 x 400 mètres. Elle cherche en revanche un second souffle dans le demi-fond, où elle excellait. Cette discipline a donc amené aussi son lot de nouveautés. Plus étonnante que la huitième place sur 800 mètres du Danois Wilson Kipketer, mal remis d'une malaria, a été par exemple la victoire d'un complet inconnu allemand, Nils Schumann.

Au reste, que vaut cette Europe de l'athétisme à l'échelle mondiale ? Ni meilleure ni pire qu'avant, elle s'est cependant montrée dangereusement nonchalante à Budapest. Les succès, assortis de performances modestes, n'ont pas réaffirmé la volonté du « berceau de l'athlétisme » d'ébranler la confiance et la hiérarchie établies par les autres continents. Reste à suivre l'évolution des nouvelles personnalités révélées en Hongrie du 11 au 13 septembre, lors de la Coupe du monde organisée à Johannesburg. La jeune garde du sprint britannique – Darren Campbell et Dwain Chambers (100 mètres), Doug Walker, Doug Turner et Julian Golding (200 mètres), Iwan Thomas et Mark Richardson (400 mètres) – sera-t-elle assez mûre pour mettre à mal la suprématie américaine ?

**P. Jo.**

### TROIS QUESTIONS A...
### RICHARD DESCOUX

**1** **Quels enseignements tire le directeur technique national français de ces championnats d'Europe ?**

Ça a été une semaine dure. Nous n'avons que quatre médailles. Il y a un déficit par rapport aux sept ou huit que j'avais escomptées. Nous avions beaucoup d'athlètes sélectionnés [98]. Nous les avons peut-être laissés trop seuls, au lieu de les aider à maintenir l'équilibre entre leur préparation, les sollicitations des organisateurs de meetings et les propositions de leurs agents. En revanche, là où nous avons eu une stratégie collective, où un travail commun a été effectué, comme pour le relais, nous avons réussi.

**2** **Vous restez l'entraîneur de Patricia Djaté [800 m] et votre adjoint, Jean-Claude Vollmer, coache d'autres demi-fondeurs. Ces tâches sont-elles compatibles ?**

C'est à double tranchant. D'un côté, ce rôle d'entraîneur est indispensable pour nous rapprocher de la réalité du terrain. Il nous permet de prendre de meilleures décisions que si nous restions à Paris, derrière un bureau. Mais cette proximité nous empêche aussi parfois d'être suffisamment sévères et exigeants envers les athlètes. Il faudra voir...

**3** **Comment voyez-vous l'avenir de l'équipe de France d'ici aux J O de Sydney ?**

Nous devons apprendre à gérer les grands événements qui arrivent tard dans la saison, comme les championnats du monde de Séville en août 1999 ou les Jeux en 2000. Nous imposerons également des filtres, des échéances à nos athlètes par lesquels ils devront passer régulièrement afin que nous vérifiions leur niveau et leur motivation. Ils ne pourront plus se contenter d'un statut de haut niveau et d'une performance dans l'année qui leur assurent une sélection internationale. Dès l'an prochain, le collectif sera réduit à environ 35 individuels et à une quinzaine de relayeurs.

*Propos recueillis par*
**Patricia Jolly**

## Christine Arron comble les lacunes techniques du relais 4 × 100 m féminin

**BUDAPEST**
*de notre envoyé spécial*

Sur une piste d'athlétisme, les relayeuses semblent obéir à leurs propres règles. Elles s'échauffent ensemble, s'expriment au pluriel et, l'arrivée franchie, s'accrochent par la main pour ne plus se quitter. Championnes ou défaites, elles font corps. Samedi 22 août 1998, les quatre jeunes femmes du 4x100 m français ont oublié un moment cet usage pourtant aussi vieux que l'épreuve. A la fin de leur tour d'honneur, elles ont laissé l'une d'elles s'avancer de quelques pas et recevoir, seule, les bravos du public. Katia Benth, Frédérique Bangué et Sylviane Félix ont accepté, sans même un mot ou un regard de connivence, que Christine Arron se dégage de leur groupe comme l'aurait fait un premier rôle sur une scène de théâtre. Elle a levé les bras, esquissé un sourire. Le public l'a longuement félicitée. Un bon mètre derrière, les trois autres n'ont pas bougé, attendant sagement la fin de l'ovation. Plus tard, leur entraîneur a cédé à la même impulsion et, surprise, lâché lui aussi un commentaire contraire à la coutume. *« Elles se sont toutes bien battues pour remporter ce titre,* a avoué Jacques Piasenta. *Mais Christine Arron mériterait bien, elle, une double médaille. »*

L'affirmation n'est pas excessive. Jamais, en effet, la victoire d'un relais n'a autant été due à une seule de ses athlètes. Et jamais, peut-être, cette course collective, où la vitesse du bâton importe plus que celle des coureurs, n'a été réduite à ce point au talent d'un seul individu.

**RETARD DE SIX MÈTRES**

Après les trois premiers relais, la France semblait condamnée à recevoir au mieux une médaille d'argent. Katia Benth au départ, Frédérique Bangué dans la ligne droite opposée et Sylviane Félix, dans le second virage, n'avaient pas démérité. Mais un ou deux passages de témoin hésitants avaient repoussé la France à la troisième place. La Russie menait l'allure, l'Allemagne s'accrochait dans son ombre. La France traînait six mètres plus loin. Un retard que l'entraîneur lui-même voulait bien jurer irrémédiable. *« Jacques Piasenta m'avait toujours assuré que nous avions encore une chance si je prenais le bâton avec trois mètres de retard sur la Russe Irina Privalova,* confiera Christine Arron après l'arrivée. *Mais six mètres, cela paraissait trop. Moi-même, je ne me voyais pas revenir aussi aisément. Mais je n'ai pas paniqué. Et j'ai mis le turbo. »*

Une seule poignée de foulées lui ont suffi pour trouver le bon rythme. Une autre lui a été nécessaire pour remettre la France en course. Puis Christine Arron a tiré sur ses bras, monté haut les genoux et laissé son corps réciter toutes les leçons de sprint apprises à l'entraînement depuis près de quinze ans. *« J'ai accéléré,* raconte-t-elle. *Et je me suis laissé gagner par la vitesse. C'est ce que j'aime le plus, dans le sprint, pouvoir accélérer au moment où je le décide. »* Le stade, alors, n'a plus vu de la course que son éblouissante démonstration. Et le relais français féminin l'a emporté, simplement, sans un doute. Et tellement aisément qu'on en oublierait presque les heures de préparation, les longues journées de stage et la somme de travail amassée depuis deux ans par ce groupe de jeunes femmes qui, malgré tout, ne savent toujours pas correctement se transmettre le témoin.

Un prodige ? Un modèle du genre ? On est sûrement loin du compte. Faute de solution technique, Jacques Piasenta préfère parler de simple bon sens. *« Irina Privalova était épuisée par ses courses successives sur 100 m et 200 m,* dit-il. *Normalement, Christine Arron n'aurait jamais pu combler son retard. Les Russes ont pris un gros risque en alignant une fille qui avait doublé les deux épreuves. Nous, les Français, avions décidé depuis longtemps de jouer la prudence. Katia Benth voulait courir le 100 puis le 200 m, je l'en ai dissuadée. Sylviane Félix, légèrement blessée, avait renoncé au 200 m pour être en forme dans le relais. »* Une heure avant la finale, l'entraîneur s'interrogeait encore sur la composition de ce 4 × 100 m. Il hésitait. Il doutait. Avec Christine Arron pour achever l'oeuvre collective, il avait sûrement tort.

**Alain Mercier**

### *Le relais 4 × 400 m masculin français en appel*

**D'ici quelques jours, la France pourrait obtenir une médaille de bronze : la cinquième du modeste total gagné à Budapest. Le relais 4 × 400 m masculin, composé de Pierre-Marie Hilaire, Marc Foucan, Fred Mango et Stéphane Diagana, qui a franchi la ligne d'arrivée en troisième position derrière la Grande-Bretagne et la Pologne, semble avoir été disqualifié sans fondement. Les visionnages de la vidéo de l'épreuve prouveraient que l'on reproche à tort à Diagana d'avoir posé un pied hors de la zone réglementaire de transmission du témoin. Le directeur technique national, Richard Descoux, n'a semble-t-il pu réunir la totalité des juges de piste concernés pour qu'une décision soit prise, dimanche 23 août dans la soirée, à la fin des championnats. Il a saisi la commission d'appel de l'Association européenne d'athlétisme (AEA). *« Pour nous, la fête est gâchée »*, affirme M. Descoux, qui pense néanmoins avoir gain de cause. En attendant, la médaille de bronze est revenue à l'Espagne.**

## Sonia O'Sullivan impose sa cadence au demi-fond

**BUDAPEST**
*de notre envoyée spéciale*

Au pied de la deuxième marche du podium, Gabriela Szabo se mord les lèvres pour ne pas pleurer de rage. A sa gauche, Sonia O'Sullivan pavoise. La minuscule Roumaine, championne du monde en titre du 5 000 m, vient de lui concéder le titre européen (15 min 6 s 50) après avoir fait presque toute la course en tête. *« A 2 000 m de l'arrivée, je me suis écartée pour qu'elle passe,* explique Szabo, *mais elle a ralenti et m'a poussée pour que je continue. Je suis extrêmement déçue par son manque de sportivité. »*

L'Irlandaise n'a jamais été partageuse. Comptable de formation, sa force est sa patience, sa capacité à user l'adversaire en la collant comme une ombre. Elle est réputée pour refuser d'assurer les relais et démarrer seule en trombe à 150 m de l'arrivée. D'ordinaire, la Roumaine miniature (1,58 m pour 42 kg) ne s'en formalise pas. Une fois lancée, sa foulée sautillante la tranfigure en un inépuisable jouet mécanique et elle sait pouvoir compter sur ses qualités de formidable « finisseuse ». Dimanche 23 août, elle a placé une attaque à l'entrée du dernier tour et résisté jusqu'à l'ultime virage. *« Je n'osais croire à la victoire jusqu'à ce que je franchisse la ligne d'arrivée,* a dit O'Sullivan, *car, l'année dernière, Gabriela était revenue pour me battre après que j'eus attaqué pour gagner les championnats du monde en salle sur 3 000 m. »*

**UNE RENAISSANCE**

Mais cette saison est une renaissance pour O'Sullivan. Plus rien ni personne ne semble pouvoir l'arrêter. Elle avait déjà emporté, mercredi 19 août, le titre européen sur 10.000 m, après s'être adjugé cet hiver, en deux jours et à la surprise générale, les titres mondiaux de cross country long et court (*Le Monde* du 24 mars) avec une aisance confondante. *« Après ces deux années d'enfer, c'est un incroyable renversement de situation que d'avoir maintenant obtenu quatre titres en cinq mois,* a-t-elle constaté, *l'athlétisme est vraiment un sport d'extrêmes. »* Un euphémisme lorsqu'on passe en revue ses performances de 1996 et 1997 après son titre mondial sur 5 000 m en 1995 à Göteborg. Incapable de terminer sa série du 5 000 m et classée éliminée dans celle du 1 500 m aux Jeux olympiques d'Atlanta, elle avait invoqué un virus. En 1997, elle avait échoué en séries du 5 000 m et ne s'était classée que 8e du 1 500 m aux championnats du monde d'Athènes.

Une *« bonne discussion »* avec son manager et ancien compagnon, Kim McDonald, et un séjour de plusieurs semaines en Australie en altitude l'auraient remise sur les rails. Au point qu'elle a accompli jusqu'ici la saison parfaite et n'est pas près de se reposer sur ses lauriers. La dernière course de sa « cliente » bouclée, McDonald n'a pas pris la peine de manifester son enthousiasme à Budapest. Les succès de Sonia ne l'étonnent pas. Comme s'il les programmait bien qu'il ne soit pas son entraîneur. *« Elle n'a pas disputé de compétition en avril et mai,* argue-t-il. *Elle disposait donc de la fraîcheur mentale nécessaire. De plus, vu l'excellente séance sur piste qu'elle a effectuée entre les deux courses vendredi, elle avait 90 % de chances de s'imposer aujourd'hui dans cette course lente. »*

**P. Jo.**

### PODIUMS

**MESSIEURS**

● **800 m** : l'Allemand Niels Schumann s'est imposé dans le 800 m, dimanche 23 août (1 min 44 s 89). Il devance le Suisse André Bucher (1 min 45 s 04) et le Tchèque Lukas Vydra (1 min 45 s 23). Le Danois Wilson Kipketer, champion du monde et recordman de la distance, a fini huitième.

● **5 000 m** : l'Espagnol Isaac Viciosa est devenu champion d'Europe du 5 000 m, samedi 22 août (13 min 37 s 46), en devançant son compatriote Manuel Pancorbo (13 min 38 s 03) et l'Irlandais Mark Carroll (13 min 38 s 15). Les français Mustapha Essaïd (13 min 39 s 85), Abdellah Behar (13 min 40 s 26) et Driss El Himer (13 min 41 s 36) sont quatrième, cinquième et septième.

● **MARATHON** : les coureurs italiens ont réalisé le triplé sur le marathon, samedi 22 août. L'épreuve a été gagnée par Stefano Baldini (2 h 12 min 01 s) devant ses compatriotes Danilo Goffi (2 h 12 min 11 s) et Vincenzo Modica (2 h 12 min 53 s). Le premier Français, Hakim Bagy (2 h 14 min 48 s), est onzième.

● **110 MÈTRES HAIES** : en signant un temps de 13 s 02, le Britannique Colin Jackson a conservé son titre européen du 110 m haies, samedi 22 août à Budapest. Il termine devant l'Allemand Falk Balzer (13 s 12) et le Néerlandais Robin Korving (13 s 20).

● **3 000 M STEEPLE** : l'Allemand Damian Kallabis a remporté le titre européen du 3 000 m steeple, dimanche 23 août (8 min 13 s 10). Il devance l'Italien Alessandro Lambruschini (8 min 16 s 70) et le Norvégien Jim Svenoy (8 min 18 s 97). Le Français Bouabdallah Tahri (8 min 41 s 45) termine dixième.

● **PERCHE** : en franchissant une barre à 5,76 m, le Français Jean Galfione, champion olympique d'Atlanta en 1996, a obtenu la médaille de bronze du concours de saut à la perche, samedi 22 août. Le titre est revenu au Russe Maxime Tarasov (5,81 m), devant l'Allemand Tim Lobbinger (5,81 m). Khalid Lachheb, deuxième français à participer à cette finale, a pris la cinquième place (5,60 m).

● **TRIPLE SAUT** : avec un bond à 17,99 m, le Britannique Jonathan Edwards a survolé la finale du triple saut, dimanche 23 août. Il a devancé le Russe Denis Kapustin (17,45 m) et le Bulgare Rostislav Dimitrov (17,26 m).

● **DISQUE** : l'Allemand Lars Riedel a été sacré champion d'Europe du lancer du disque, dimanche 23 août. Avec un jet à 67,07 m, il a devancé son compatriote Jurgen Schult (66,69 m) et le Lituanien Virgilijus Alekna (66,46 m).

● **JAVELOT** : le Britannique Steve Backley a conservé son titre de champion d'Europe en s'imposant en finale du concours du lancer du javelot, dimanche 23 août. Avec un jet à 89,72 m, il termine devant son compatriote Mick Hill (86,92 m) et l'Allemand Raymond Hecht (86,63 m).

● **4 × 100 m** : le relais 4 × 100 m français a pris, en 38 s 90, la médaille d'argent des championnats d'Europe d'athlétisme, samedi 22 août à Budapest. Le quatuor Lubin-Krantz-Cheval-Gums termine deuxième, derrière la Grande-Bretagne (38 s 47) et devant la Pologne (38 s 98).

● **4 × 400 m** : le relais britannique, composé de Mark Hylton, Jamie Baulch, Iwan Thomas et Mark Richardson, a gagné la finale du 4 × 400 mètres en 2 min 58 s 68, dimanche 23 août. Ils ont devancé les Polonais (2 min 58 s 88) et les Espagnols (3 min 2 s 47). Le relais français, troisième à l'arrivée (3 min 2 s 38), a été disqualifié, Stéphane Diagana, le dernier relayeur, ayant mis un pied hors de la zone de passage du témoin.

**DAMES**

● **1 500 m** : en signant un temps de 4 min 11 s 91, la Russe Svetlana Masterkova est devenue championne d'Europe du 1 500 m dimanche 23 août. Elle a devancé la Portugaise Carla Sacramento (4 min 12 s 62) et la Suissesse Anita Weyermann (4 min 13 s 06).

● **5 000 m** : l'Irlandaise Sonia O'Sullivan a gagné le titre européen du 5 000 m, dimanche 23 août. Avec un temps de 15 min 6 s 50, elle a devancé la Roumaine Gabriela Szabo (15 min 8 s 31) et l'Espagnole Marta Dominguez (15 min 10 s 54). La Française Blandine Bitzner-Ducret (15 min 38 s 61) termine en sixième position.

● **MARATHON** : la Portugaise Manuela Machado a gagné le marathon en couvrant la distance en 2 h 27 min 10 s. Elle devance la Russe Madina Biktagirova (2 h 28 min 01 s) et l'Italienne Maura Viceconte (2 h 28 min 31 s). La première Française, Christine Mallo (2 h 34 min 19 s), est seizième.

● **100 m HAIES** : la Bulgare Svetlana Dimitrova (12 s 56) a conservé son titre européen du 100 m haies, dimanche 23 août. Elle a devancé la Slovène Brigita Bukovec (12 s 65) et la Russe Irina Korotya (12 s 65). Les trois Françaises engagées dans la finale, Nicole Ramalalanirina (12 s 87), Patricia Girard (12 s 89) et Linda Ferga (13 s 22), sont quatrième, cinquième et huitième.

● **HAUTEUR** : avec une barre franchie à 1,97 m, la Roumaine Monica Dinescu a été sacrée championne d'Europe de saut en hauteur, dimanche 23 août. Elle a devancé la Polonaise Donata Jancewicz (1,95 m) et l'Allemande Alina Astafei (1,95 m).

● **LONGUEUR** : avec un bond à 7,16 m, l'Allemande Heike Drechsler a conservé son titre de championne d'Europe de saut en longueur, samedi 22 août, portant ainsi à quatre ses titres européens. Elle a devancé l'Italienne Fiona May (7,11 m) et la Russe Lyudmila Galkina (7,06 m). La première Française, Linda Ferga (6,64 m), est septième.

● **MARTEAU** : grâce à un jet à 71,17 m, la Roumaine Mihaela Melinte est devenue championne d'Europe en s'imposant en finale du concours du marteau, samedi 22 août. Elle a devancé la Russe Olga Kuzenkova (69,28 m) et l'Allemande Kirsten Munchow (65,61 m).

● **HEPTATHLON** : la Britannique Denise Lewis a gagné le titre à l'heptathlon des championnats d'Europe d'athlétisme, samedi 22 août. Avec un total de 6 559 points, elle a devancé la Polonaise Urszula Wlodarczyk (6 460 pts) et la Bélarusse Natalya Sazanovich (6 410 pts). La Française Marie Collonvillé est huitième (6 216).

● **4 × 100 m** : l'équipe de France, composée de Katia Benth, Frédérique Bangué, Sylviane Félix et Christine Arron, est devenue championne d'Europe 4 × 100 mètres, samedi 22 août. Avec un temps de 42 s 53, les Françaises ont devancé les Allemandes (42 s 68) et les Russes (42 s 73).

● **4 × 400 m** : le relais allemand, composé de Anke Feller, Uta Rohlander, Nicole Rieger et Grit Breuer, s'est imposé sur 4 × 400 mètres, dimanche 23 août. Avec un temps de 3 min 23 s 03, les Allemandes terminent devant les Russes (3 min 23 s 56) et les Britanniques (3 min 25 s 66). L'équipe de France, composée de Landre, Mormand, Ophelias et Dorsile, prend la sixième place (3 min 27 s 51).

# Jonathan Edwards, triple sauteur exemplaire devant Dieu et les hommes

## Le Britannique a réalisé en toute quiétude la meilleure performance mondiale de l'année

**L'athlète de trente-deux ans a survolé l'épreuve du triple saut, se permettant même de se prêter seulement à trois essais sur les six autorisés. Avec 17,99 m, il inscrit la meilleure performance de l'année et revient au premier rang de sa discipline après ses échecs passés à Atlanta et à Athènes. Ce fervent chrétien, qui a longtemps refusé de concourir le dimanche, saute avec souplesse et une rare économie de gestes.**

BUDAPEST
*de notre envoyé spécial*

Au début de sa carrière, en bon chrétien, il consacrait ses dimanches à honorer Dieu. Il refusa ainsi de participer aux championnats du monde de 1991 à Tokyo pour ne pas déroger à cette règle. Aujourd'hui, Jonathan Edwards, qui a trente-deux ans, a sans doute compris qu'il lui restait plus de temps pour la prière que pour le triple saut. Il saute donc tout en s'attachant à en faire le moins possible lorsque le programme le contraint à concourir le jour du Seigneur. Il saute, certes, mais avec une économie de gestes, une parcimonie de l'effort qui laisserait presque croire qu'il est là par distraction et non par devoir. En qui ou en quoi ce saint homme a-t-il le plus foi ?

Son concours des championnats d'Europe, dimanche 23 août 1998, qui le replace au premier rang de sa discipline après les échecs enregistrés aux Jeux d'Atlanta en 1996 et aux championnats du monde d'Athènes en 1997, restera exemplaire. Au premier essai, l'Anglais, dont les bonds évoquent un galet ricochant sur l'eau, a étouffé sans peine les illusions de ses onze adversaires. Une course d'élan portée par un vent supérieur d'un souffle à la limite (+2,1 m/sec). Une prise d'appel au millimètre. Et trois sauts étirés en souplesse. 17,84 m. Assez pour prendre la tête et signifier aux autres finalistes que la messe était dite, la victoire sienne. Au deuxième essai, il souligne le trait de sa démonstration. 17,53 m. Avec, cette fois, l'aide d'un vent régulier. Le public a apprécié. Ses suivants ont soupiré. Et l'Anglais a tranquillement enfilé son survêtement, avant de s'allonger en bout de piste à la recherche d'une improbable quiétude.

**SATISFAIRE LE PUBLIC**

La suite ? Fugitive. En tête du concours, Jonathan Edwards a répondu, par trois fois, d'un non de la tête à l'appel de son nom. Il a refusé le troisième essai, puis le quatrième et encore le cinquième. Au sixième essai, l'envie de satisfaire le public a été plus forte que sa paresse et ses croyances religieuses. Il a sauté, enfin. Un geste de respect dont ses rivaux se seraient bien passé. 17,99 m pour l'Anglais, meilleure performance mondiale de l'année.

Etrange athlète, ce Jonathan Edwards. A la ville, on le prendrait facilement pour le petit comptable inquiet d'un puit de mine ambiance *Germinal*. Maigrichon, les cheveux grisonnants et le regard noyé derrière de fines lunettes, il avance dans l'existence à enjambées presque courtes. Regretterait-il de ne pas avoir suivi les traces de son compatriote, le mystique Liddell, médaille d'or aux Jeux de Paris en 1924 sur 400 m, qui finit sa vie missionnaire en Chine ? Sans doute pas. Champion et recordman du monde du triple saut, Edwards semble ne s'intéresser que de loin à son image. Pour ces championnats d'Europe, par exemple, il a retardé jusqu'au dernier moment son arrivée à Budapest. Une fois sur place, il a daigné se rendre à une rencontre avec la presse, à la demande de l'un de ses partenaires. Mais il a plus parlé de ses enfants, deux garçons, que de sa forme du moment. *« L'aîné de mes fils ne reste jamais longtemps devant la télévision pour me regarder sauter*, a-t-il expliqué. *Au bout de cinq minutes, il fonce dans le jardin pour s'exercer au triple saut. Quand au second, il me reproche toujours de ne pas lui parler lorsque je suis face à la caméra.* » Une anecdote dont le récit a semblé le remplir de joie.

Son titre européen en poche, Jonathan Edwards a rapidement évacué son cas personnel, face à la presse, pour se donner l'allure d'un simple équipier britannique. *« Nous avons remporté neuf médailles d'or en quelques jours*, a-t-il glissé. *C'est vraiment formidable.* » Puis il a surpris son monde en étalant devant lui ses projets d'avenir. *« Je vais peut-être partir me préparer quelque temps sous la direction de l'entraîneur de Jan Zelezny, le champion olympique du javelot.* » Un séjour en Europe de l'Est, chez un spécialiste des lancers, le choix peut surprendre. Mais Jonathan Edwards se moque bien des convenances. *« Cela fait cinq ou six ans que je travaille de la même façon*, explique-t-il. *J'ai simplement besoin de bouleverser mes habitudes.* »

*A. M.*

# Marseille signe un succès historique en remontant 4 buts face à Montpellier

## Le Bordelais Sylvain Wiltord meilleur marqueur

**SOIXANTE MILLE** spectateurs au bord de la crise de nerfs. Soixante mille spectateurs en liesse, subjugués par une soirée d'anthologie. C'est ça Marseille, sa folie, sa légende toujours renouvelée, et tant pis pour les joueurs de Montpellier qui ont quitté, samedi 22 août, le Stade-Vélodrome tétanisés par la remontée infernale de l'OM, qui a effacé en vingt-neuf minutes quatre buts de retard pour l'emporter dans un final cyclonique (5-4) grâce à Florian Maurice (61e), Christophe Dugarry (64e, 71e), Eric Roy (84e) et Laurent Blanc sur penalty pendant les arrêts de jeu. Cet exploit retentissant et inédit dans le championnat de France de première division permet aux Marseillais de prendre la tête du classement *après trois journées* avec neuf points. Joli bilan pour une équipe encore en rodage.

Seul Bordeaux, vainqueur d'Auxerre (1-0) grâce à un but de Sylvain Wiltord (son quatrième de la saison), parvient pour l'instant à suivre le rythme de l'OM. Monaco a dilapidé ses deux premières unités à Toulouse (0-0) au terme *d'une rencontre sans relief*. L'Olympique lyonnais a confirmé ses ambitions en s'imposant sur le terrain du promu Lorient (1-0, but de Marco Grassi) et pointe désormais *à la troisième place avec sept* points. Le Paris-Saint-Germain a épinglé à Strasbourg sa première victime sur terrain adverse (1-0, but de Marco Simone), ce qui lui permet d'émarger à la cinquième place à trois longueurs de l'OM. A noter la résurrection du champion de France, Lens, en balade rédemptrice à Sochaux (4-0) avec *notamment* un doublé de son nouvel avant-centre, Pascal Nouma. En revanche, Metz s'enfonce dans la médiocrité avec un revers désolant (0-3) à Bastia.

Les résultats : Marseille-Montpellier 5-4, Bordeaux-Auxerre 1-0, Lorient-Lyon 0-1, Toulouse-Monaco 0-0, Strasbourg-Paris-SG 0-1, Rennes-Le Havre 2-1, Sochaux-Lens 0-4, Bastia-Metz 3-0, Nancy-Nantes 1-0. Le classement : 1. Marseille, 9 points, 2. Bordeaux, 9 pts, 3. Lyon 7 pts, 4. Monaco, 7 pts, 5. Paris-SG, 6 pts, 6. Rennes, 6 pts, 7. Lens, 4 pts, 8. Montpellier, 4 pts, 9. Bastia, 4 pts, 10. Nancy, 4 pts, 11. Toulouse, 4 pts, 12. Auxerre, 3 pts, 13. Nantes, 3 pts, 14. Le Havre, 1 pt, 15. Lorient, 1 pt, 16. Strasbourg, 1 pt, 17. Metz, 1 pt, 18. Sochaux, 1 pt.

## DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL : Troyes a gardé la tête du championnat de France de deuxième division**, samedi 22 août, à l'issue de la 3e journée en battant Le Mans (2-1). Parmi les poursuivants, seul Wasquehal a réussi à s'imposer (2-0), contre toute attente, à Nice et se maintient à deux points des premiers. Les résultats : Troyes-Le Mans 2-1 ; Nîmes-Beauvais 4-0 ; Red Star-Niort 2-0 ; Gueugnon-Cannes 1-0 ; Lille-Caen 0-0 ; Saint-Etienne - Guingamp 0-0 ; Nice-Wasquehal 0-2 ; Valence-Sedan 1-0 ; Laval-Amiens 1-0 ; Ajaccio-Châteauroux 1-0 ; Classement : 1. Troyes, 9 pts ; 2. Laval, 9 ; 3. Wasquehal, 7 ; 4. Ajaccio, 6 ; 5. Gueugnon, 6 ; 6. Red Star, 5 ; 7. Châteauroux, 4 ; 8. Le Mans, 4 ; 9. Sedan, 4 ; 10. Nîmes, 4 ; 11. Guingamp, 4 ; 12. Valence, 4 ; 13. Saint-Etienne, 3 ; 14. Caen, 2 ; 15. Lille, 2 ; 16. Niort, 2 ; 17. Cannes, 1 ; 18. Amiens, 1 ; 19. Nice, 1 ; 20. Beauvais, 1.

■ **Après la deuxième journée du championnat d'Allemagne**, qui s'est disputée, samedi 22 août, Kaiserslautern et le Bayern Munich, le champion et son dauphin, ont pris le commandement de la Bundesliga, avec 6 points. Les deux équipes se sont imposées, sur leur pelouse, contre Mönchengladbach (2-1) et Duisbourg (3-1).

■ **Liverpool et Arsenal, tenant du titre, ont fait match nul (0-0)**, dans le match au sommet de la 2e journée du championnat d'Angleterre, samedi 22 août à Anfield, qui a également opposé les deux entraîneurs français, Gérard Houllier (Liverpool) et Arsène Wenger (Arsenal). Charlton, club promu, qui a balayé Southampton (5-0), a pris la tête du classement grâce à sa meilleure différence de buts. Le club de la banlieue londonienne est à égalité de points avec Wimbledon (0-0 à Derby), Leicester (vainqueur 2 à 0 contre Everton), Arsenal, Liverpool et West Ham (0-0 contre Manchester United).

■ **Ronaldo a été entendu**, samedi 22 août, par le procureur de la République de Turin dans le cadre de l'enquête menée par le juge Guariniello, après les accusations de dopage contre la Juve lancées par Zdenek Zeman, entraîneur tchèque de l'AS Rome. *« A l'Inter, nous sommes tranquilles. Sur la Juventus, je ne peux pas répondre »*, a affirmé l'attaquant brésilien de l'Inter Milan après l'audition.

■ **CYCLISME : la Lituanienne Edita Pucinskaite** s'est adjugé la Grande Boucle féminine, samedi 22 août, à l'issue de l'ultime étape, un contre-la montre de 7 km à Strasbourg. A Zurich, Michele Bartoli (Aasics) a gagné au sprint le Grand Prix de Suisse, huitième des dix épreuves de la Coupe du monde. L'Italien a devancé de deux millimètres le Belge Franck Vandenbroucke (Mapei) et son compatriote Salvatore Commesso (Saeco). Au classement de la Coupe du monde, Michele Bartoli conforte sa place de leader.

■ **MOTOCYCLISME : Max Biaggi (Honda) s'est imposé en 500 cm³** lors du Grand Prix de la République tchèque, dimanche 23 août, à Brno, reprenant ainsi la tête du classement général.

■ **TENNIS : Monica Seles a conservé son titre** à l'Open du Canada, dimanche 23 août. L'Américaine a battu en finale l'Espagnole Arantxa Sanchez 6-3, 6-2, signant ainsi sa première victoire de la saison. Monica Seles est invaincue dans cette épreuve depuis sa première victoire en 1993.

■ **RUGBY : Auch a créé la surprise** lors de la première journée du championnat de France en dominant Bègles-Bordeaux (22-13), samedi 22 août. A l'exception de Castres qui, avec un effectif décimé, s'est incliné à Narbonne (30-9), les « grosses cylindrées » ont bien commencé leur saison, à l'image du Stade Français, de Brive et de Toulouse, qui ont respectivement battu Biarritz (15-20), Grenoble (41-13) et La Rochelle (6-18).

■ **L'Afrique du Sud a gagné le tournoi des Tri Nations** en s'imposant, samedi 22 août à l'Ellis Park de Johannesburg par 29-15 (deux essais à zéro) face à l'Australie. Les Springboks gagnent pour la première fois cette compétition et succèdent au palmarès à la Nouvelle-Zélande.

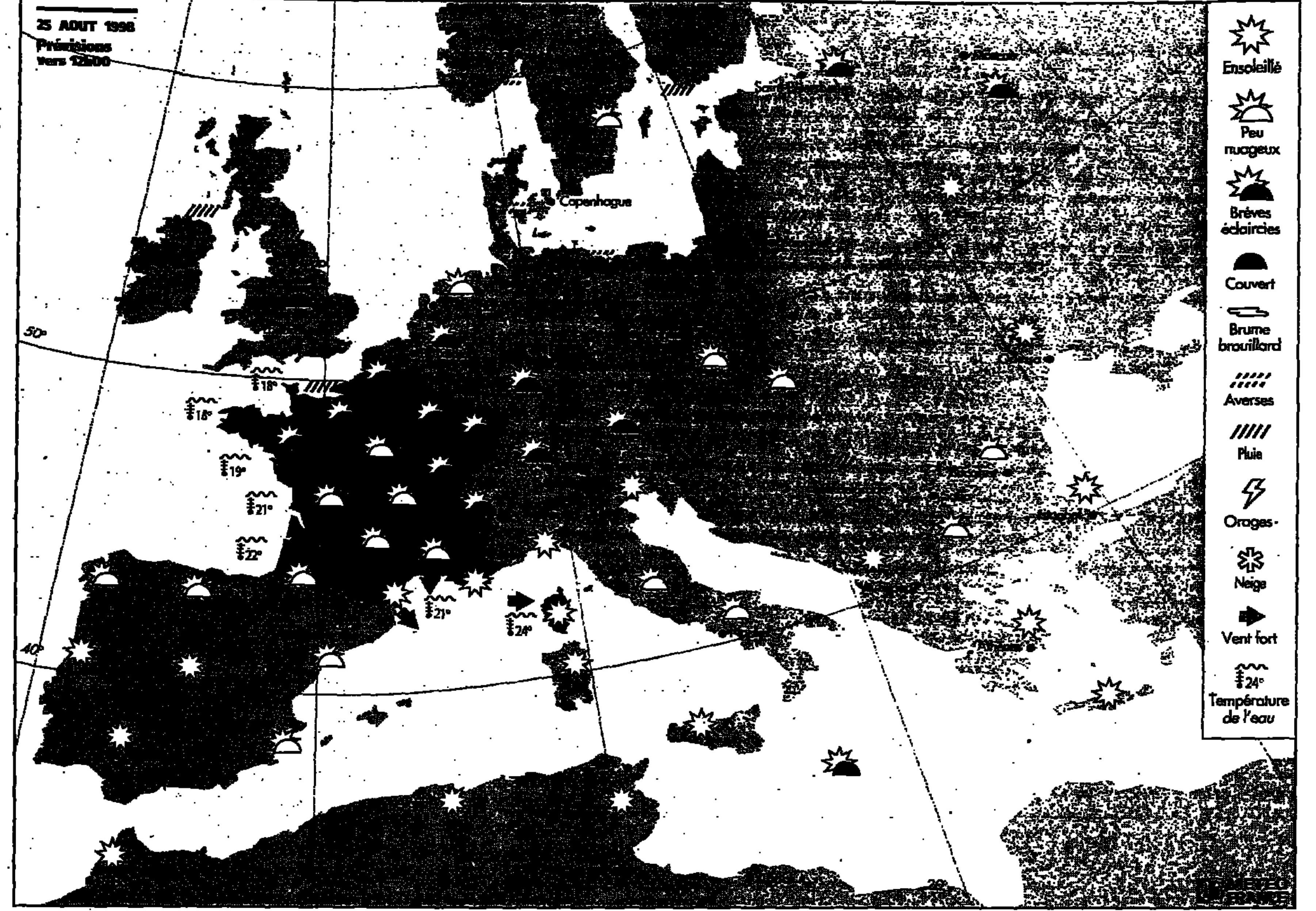
■ **LOTO : les tirages numéro 67 du loto** effectués samedi 22 août ont donné les résultats suivants :

● **premier tirage** : 12, 22, 25, 26, 35, 43, numéro complémentaire 16. Les rapports sont pour cinq bons numéros et le complémentaire de 1 197 600 F ; pour cinq bons numéros de 8 475 F ; pour quatre bons numéros et le complémentaire de 326 F ; pour quatre bons numéros de 163 F ; pour trois bons numéros et le complémentaire de 30 F ; pour trois bons numéros de 15 F.

● **second tirage** : 4, 30, 36, 37, 40, 49, numéro complémentaire 43. Les rapports sont pour cinq bons numéros et le complémentaire de 174 670 F ; pour cinq bons numéros de 11 630 F ; pour quatre bons numéros et le complémentaire de 400 F ; pour quatre bons numéros de 200 F ; pour trois bons numéros et le complémentaire de 36 F ; pour trois bons numéros de 18 F.








## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ANGLETERRE.** Les abords de Trafalgar Square, la plus célèbre des places de Londres, seront convertis en zone piétonne à l'horizon 2000. Selon le plan établi par l'architecte Norman Foster, les piétons pourront ainsi déambuler librement devant la National Gallery. Le projet prévoit également de réduire la circulation et d'élargir les avenues autour de Parliament Square et de Whitehall, deux proches quartiers qui abritent les principaux ministères, le 10 Downing Street, la Chambre des communes et l'abbaye de Westminster.

■ **AUTRICHE.** Sur les 3 000 km de chemins boisés accessibles aux cyclistes tout terrain du Tyrol, quelque 500 km ont été balisés « pistes VTT ». Les pancartes indiquent, couleur à l'appui, le degré de difficulté, la longueur de la piste et la différence de niveau du parcours. Une marque jaune précise la présence de passages étroits où l'on doit porter, ou pousser, son vélo. Un guide cycliste est disponible gratuitement à l'Office autrichien du tourisme, ainsi qu'un « Bike hotels », guide des hébergements appropriés. Les établissements disposent de parkings fermés, d'un espace pour le séchage de l'équipement, d'un atelier de réparation et offrent des repas. Tél. : 00-43-512-72-72 à Innsbruck ou 01-53-83-95-20 à Paris.

■ **ÉTATS-UNIS.** Nouvelles Frontières annonce des vols Paris-San Francisco pour des départs les 28 août, 1er et 4 septembre, retour les 12, 19 *et 26 septembre*. Tarifs A/R, hors taxes 2 790 F. Renseignements *au 0800-33-33-33 et sur* Minitel 3615 NF.

# Retour du soleil

***MARDI***, l'anticyclone des Açores se renforce temporairement sur la France, apportant du beau temps sur le pays. Une perturbation peu active abordera les côtes de la Manche l'après-midi, avec quelques gouttes.

**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.** – Le ciel se voilera par l'ouest le matin, puis l'après-midi les nuages deviendront nombreux, avec quelques gouttes près des côtes de la Manche. Les températures maximales avoisineront 18 à 22 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** – Sur Nord-Picardie et Haute-Normandie, le ciel deviendra très nuageux l'après-midi. Ailleurs, après dissipation de quelques brumes, il fera beau. L'après-midi, le ciel se voilera progressivement par l'ouest. Il fera 19 à 23 degrés du nord au sud l'après-midi.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** – Le ciel sera peu nuageux le matin, puis l'après-midi *les nuages et les éclaircies alter*neront, avec une impression agréable. Il fera 20 à 22 degrés au meilleur moment de la journée.

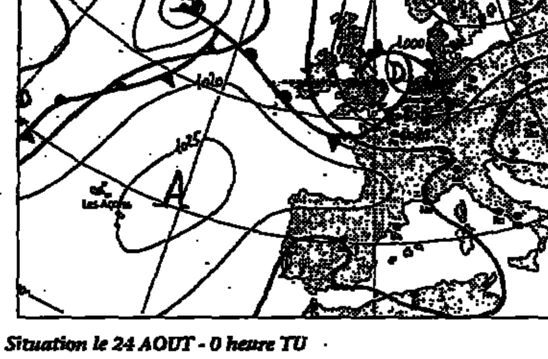
**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** – Le temps sera bien ensoleillé toute la journée sur l'ensemble des régions. Les températures maximales avoisineront 22 à 25 degrés.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** – Malgré quelques passages nuageux, la journée sera placée sous le signe du soleil. Il fera 23 à 26 degrés l'après-midi.

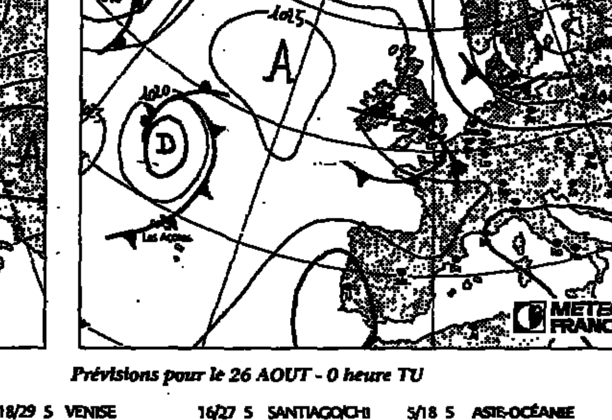
**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** – Le soleil sera au rendez-vous sur l'ensemble des régions. Le vent de nord-ouest sera sensible près du golfe du Lion. La température maximale avoisinera 27 à 32 degrés.

**PRÉVISIONS POUR LE 25 AOUT 1998**
Ville par ville, *les minima/maxima* de température et l'état du ciel.
S : ensoleillé ;
N : nuageux ;
*C : couvert ;*
P : pluie ;
* : neige.

| FRANCE métropole | | |
|---|---|---|
| AJACCIO | 17/29 | S |
| BIARRITZ | 16/23 | S |
| BORDEAUX | 13/25 | S |
| BOURGES | 10/24 | N |
| BREST | 12/19 | P |
| CAEN | 13/19 | P |
| CHERBOURG | 13/19 | P |
| CLERMONT-F. | 9/23 | S |
| DIJON | 9/23 | N |
| GRENOBLE | 12/27 | N |
| LILLE | 10/19 | C |
| LIMOGES | 11/23 | S |
| LYON | 13/25 | N |
| MARSEILLE | 19/31 | S |
| NANCY | 8/21 | N |
| NANTES | 11/23 | N |
| NICE | 21/27 | S |
| PARIS | 10/23 | N |
| PAU | 15/23 | S |
| PERPIGNAN | 20/29 | S |
| RENNES | 10/23 | N |
| ST-ETIENNE | 10/24 | S |
| STRASBOURG | 9/21 | N |
| TOULOUSE | 15/26 | N |
| TOURS | 9/24 | S |
| FRANCE outre-mer | | |
| CAYENNE | 23/32 | N |
| FORT-DE-FR. | 26/31 | P |


*Situation le 24 AOUT - 0 heure TU*



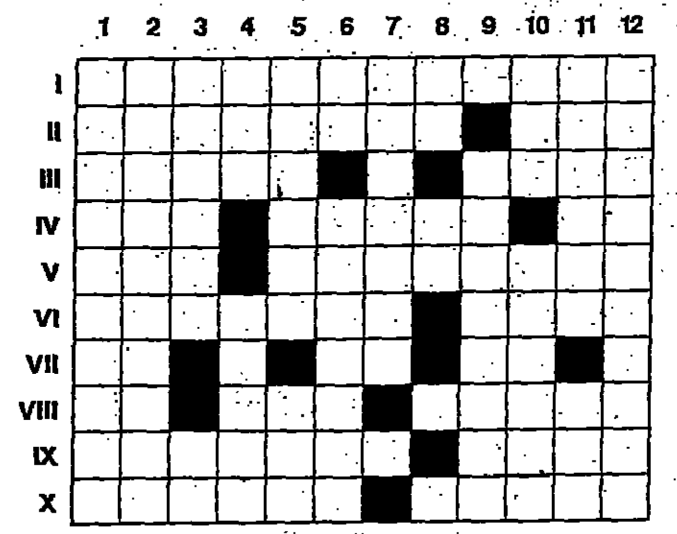

*Prévisions pour le 26 AOUT - 0 heure TU*

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| NOUMÉA | 21/26 | P | BUCAREST | 14/31 | S | MILAN | 18/29 | S | VENISE | 16/27 | S | SANTIAGO/CHI | 5/18 | S | ASIE-OCÉANIE | | |
| PAPEETE | 23/29 | N | BUDAPEST | 14/22 | N | MOSCOU | 10/18 | N | VIENNE | 14/20 | N | TORONTO | 19/27 | N | BANGKOK | 25/30 | P |
| POINTE-A-PIT. | 26/31 | P | COPENHAGUE | 11/15 | P | MUNICH | 9/17 | N | | | | WASHINGTON | 23/37 | S | BOMBAY | 27/31 | P |
| ST-DENIS-RÉ. | 19/24 | N | DUBLIN | 11/17 | P | NAPLES | 24/31 | N | AMÉRIQUES | | | | | | DJAKARTA | 26/32 | C |
| | | | FRANCFORT | 9/20 | S | OSLO | 5/13 | P | BRASILIA | 15/30 | S | AFRIQUE | | | DUBAI | 31/38 | S |
| EUROPE | | | GENEVE | 14/24 | S | PALMA DE M. | 21/31 | N | BUENOS AIR. | 6/16 | S | ALGER | 16/32 | S | HANOI | 26/34 | S |
| AMSTERDAM | 12/18 | S | HELSINKI | 11/16 | P | PRAGUE | 7/16 | P | CARACAS | 26/32 | P | DAKAR | 26/29 | N | HONGKONG | 27/29 | P |
| ATHENES | 25/34 | S | ISTANBUL | 22/31 | S | ROME | 21/30 | S | CHICAGO | 20/26 | S | KINSHASA | 20/30 | N | JERUSALEM | 25/33 | S |
| BARCELONE | 22/28 | N | KIEV | 12/18 | S | SEVILLE | 22/40 | S | LIMA | 15/19 | C | LE CAIRE | 24/34 | S | NEW DEHLI | 26/32 | P |
| BELFAST | 10/15 | P | LISBONNE | 25/37 | S | SOFIA | 14/24 | N | LOS ANGELES | 18/24 | S | MARRAKECH | 24/38 | S | PEKIN | 20/29 | S |
| BELGRADE | 15/23 | P | LIVERPOOL | 13/20 | P | ST-PETERSB. | 11/17 | N | MEXICO | 15/23 | N | NAIROBI | 16/22 | C | SEOUL | 22/27 | C |
| BERLIN | 11/16 | P | LONDRES | 11/22 | S | STOCKHOLM | 9/16 | S | MONTREAL | 19/25 | C | PRETORIA | 4/21 | S | SINGAPOUR | 26/28 | P |
| BERNE | 10/21 | N | LUXEMBOURG | 8/19 | S | TENERIFE | 17/24 | S | NEW YORK | 24/30 | P | RABAT | 24/29 | S | SYDNEY | 10/16 | C |
| BRUXELLES | 10/20 | S | MADRID | 19/37 | S | VARSOVIE | 10/16 | P | SAN FRANCIS. | 13/19 | S | TUNIS | 23/32 | S | TOKYO | 25/30 | N |

## MOTS CROISÉS

**PROBLÈME N° 98202**

◆ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*




**HORIZONTALEMENT**

I. Pour faire mieux. – II. L'approche de la maturité. Sert de repère pour aller au trou. – III. Un petit plus. Polytechnicien. – IV. A la suite le précédent. Travaille à la pièce. Forme de pouvoir. – V. Amoindrit. Sont en toutes libertés. – VI. Reste en place, mais n'a guère le choix. Surfaces agricoles. – VII. Possessif. Le nielsbohrium. Article. – VIII. Romains. Zone de libre-échange. Porta à la maison. – *IX. Les salauds et les restes de notre* vie quotidienne. Fait masse chez le carrier. – X. Bien propres sur elles. A l'aise et sans souci.

**VERTICALEMENT**

1. Donne l'importance des choses. – 2. Indispensable pour vivre. – 3. Usés comme de vieux pulls. Mises en doute. – 4. A du mal à les lâcher. Belle blonde déchirée entre son mari et son amant. – 5. Grand-mère. Grand chapitre d'histoire. 6. En Bourgogne et en Suisse. Attestées. – 7. Manquent d'expérience pour affronter les problèmes. – 8. Préposition. Le même dans l'autre sens. – 9. Le prix de l'erreur chez le percepteur et sur le terrain. – 10. Part à contresens. Surréaliste, il mit fin à ses jours après des *Détours*. – 11. Recouverte de sauce. En retard. – 12. Dans les armoires des promises.

*Philippe Dupuis*

**SOLUTION DU N° 98201**

**HORIZONTALEMENT**

I. Reconversion. – II. Acarien. Noua. – III. Thibaude. Cru. – IV. Sade. Lent. Ls. – V. Du. Stem. Agée. – VI. Edo. Aristote. – VII. Céramique. Su. – VIII. Trieuses. – IX. Voies. Eh. OPE. – X. Emèse. Sirius.

**VERTICALEMENT**

1. Rats-de-cave. – 2. Echaudé. OM. – 3. Caïd. Ortie. – 4. Orbes. Arès. – 5. Nia. Tamise. – 6. Veulerie. – 7. Endémiques. – 8. En. Sushi. – 9. Sn. Tâtée. – 10. Ioc (col). Go. Soi. – 11. Ourlets. Pu. – 12. Nauséeuses.

## AFFAIRE DE LOGIQUE

**PROBLÈME N° 84**

# Les douze points

**CONSTRUISEZ**, sans lever le *crayon de la feuille de papier*, une ligne continue formée de cinq segments de droite passant par les douze points de la figure, et *fermée*, c'est-à-dire qui se termine par le point de départ.

*Elisabeth Busser et Gilles Cohen*

*© POLE 1998*

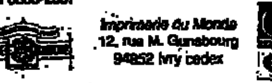
**Solution du problème n° 83 paru dans *Le Monde* du 18 août.**

Le moniteur avait accroché une pancarte à trois portes. *Leurs* occupants ont effectué une permutation circulaire *qui* leur permet, le troisième jour, de retrouver leur chambre initiale. *Les* occupants des deux autres chambres n'ont pas bougé.




*Le Monde* est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

ISSN 0385-2037



Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
*21bis, rue Claude-Bernard - BP 218*
*75226 PARIS CEDEX 05*
*Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26*

هكذا من الاهل



DISPARITIONS

# Gisela Pankow

## Une clinicienne de la psychose

**AUTEUR** de six livres et de plus de cent articles traduits en plusieurs langues, Gisela Pankow, décédée le 14 août, a occupé pendant un demi-siècle une place originale sur la scène psychanalytique française. Fabuleuse clinicienne de la psychose, elle a formé au moins trois générations de thérapeutes de toutes nationalités, qui furent fascinés par son séminaire autant que par celui de Jacques Lacan.

Gisela Pankow avait une manière à elle, lumineuse, de comprendre la folie et d'en deviner la quintessence, tout en développant une méthode fondée sur la phénoménologie, où se retrouvaient les influences contradictoires de Sigmund Freud, d'Ernst Kretschmer et des héritiers de Ludwig Binswanger. Elle inventa une technique de reconstruction du corps vécu par le maniement de la « pâte à modeler », laquelle permettait au patient d'accéder à des fonctions symbolisantes. Son livre le plus célèbre, *L'Homme et sa psychose* (Aubier, 1969), est devenu un classique de la littérature psychiatrique et psychanalytique.

Elevée à Berlin après la première guerre mondiale, dans un esprit européen et par des parents démocrates, Gisela Pankow passe son doctorat de médecine à la faculté de Tübingen en 1939. Après la deuxième guerre mondiale, elle se rend à Paris pour le premier congrès de l'Association mondiale de psychiatrie, organisé par Henri Ey en 1950. Elle s'y installe et travaille alors dans le service d'endocrinologie de l'hôpital de la Pitié. Trois ans plus tard, elle soutient une thèse de doctorat en sciences sur la structuration dynamique de la schizophrénie.

C'est à cette époque qu'elle croise l'histoire française de la psychanalyse en devenant membre, pour quelque temps seulement, de la Société française de psychanalyse (SFP), fondée par Daniel Lagache. Elle effectue alors ses analyses de contrôle avec Lacan, Lagache et Françoise Dolto, puis s'écarte des institutions freudiennes qui ne conviennent guère à la singularité de sa démarche.

Formée à la tradition psychiatrique de langue allemande, puis à l'école française, Gisela Pankow décide alors de mieux connaître le monde anglophone. Après une expérience en Australie, elle se rend aux Etats-Unis en 1957 pour travailler comme assistante de recherche à l'Institut de psychiatrie de l'université de Baltimore, où elle a la chance de rencontrer, à la veille de sa mort, la grande Frieda Fromm-Reichmann, d'origine allemande comme elle, qui dirige à l'époque la prestigieuse Chestnut Lodge Clinic, lieu d'avant-garde pour l'introduction des thèses freudiennes dans le traitement de la schizophrénie.

De retour en France, Gisela Pankow s'installe définitivement à Paris où, pendant plus de trente ans, elle se consacrera à son enseignement, à ses publications et à l'écoute de ses patients psychotiques.

*Elisabeth Roudinesco*

---

■ *ILVA PALMINA LIGABUE*, soprano italienne, est morte mercredi 19 août à Palerme, après quatre mois de coma. Née le 23 mai 1932 à Reggio Emilia, Ilva Ligabue fait ses études musicales à Milan, d'abord au conservatoire Giuseppe-Verdi puis à l'école de la Scala, avant de se produire dans son pays, ainsi qu'en Allemagne de l'Ouest et en Grande-Bretagne. De 1957 à 1960, elle est la *prima donna* du Festival de Glyndebourne, et en 1961, elle interprète à la Scala le rôle-titre de *Béatrice de Tende* de Bellini, puis Marguerite dans *Mefistofele* de Boïto. Ilva Ligabue chante ensuite, surtout les grands rôles de Verdi, de Vienne à Buenos Aires, en passant par Aix-en-Provence, Wiesbaden, Chicago, Paris et New York.

■ **ELENA GARRO**, écrivain et journaliste mexicaine, est morte à Cuernavaca, samedi 22 août, à l'âge de soixante-dix-sept ans. Née le 12 décembre 1920 à Puebla, elle était l'auteur de romans ayant obtenu un grand succès, en particulier *Recuerdos del porvenir* (Mémoires du futur), de pièces de théâtre, de scénarios de films, de nouvelles et contes dont *L'Arbre* (édité en France chez Alfil). Inlassable militante pour la justice sociale, Elena Garro avait dénoncé en 1968 le massacre par l'armée de quelque trois cents étudiants qui manifestaient à Mexico. Accusée d'avoir participé à un complot contre le régime, elle avait disparu cette année-là, craignant pour sa vie. Elle passa plus de vingt ans en exil, surtout en Espagne. Elena Garro a été pendant trente ans l'épouse du poète Octavio Paz. Elle habitait Cuernavaca, avec sa fille Helena Paz et leurs dix chats, depuis trois ans, lorsque survint le décès d'Octavio Paz, en avril, lui fournissant l'occasion de réclamer, à la télévision, l'héritage du grand écrivain qui les avait, assurait-elle, « *abandonnées dans la misère* ». Il semble au contraire qu'Octavio Paz lui aurait versé une pension et veillé à faciliter sa carrière d'écrivain.

■ *MAX HOLSTE*, fondateur de la Société nouvelle des avions Max Holste, est mort mercredi 19 août à l'âge de quatre-vingt-quatre ans à Toulon. Né le 12 septembre 1913 à Nice, Max Holste a été notamment l'inventeur, dans les années 50, des avions Broussard destinés aux liaisons moyennes et utilisés par une trentaine de pays. Dérivé du Broussard et fabriqué par Nord-Aviation, une entreprise ensuite intégrée au groupe Aerospatiale, le Super Broussard, devenu le bimoteur Nord-262, équipe encore l'armée de l'air française.

---

**JOURNAL OFFICIEL**

Au *Journal officiel* du vendredi 21 août sont publiés :

● **Nationalité** : un décret relatif à l'information du public en matière de droit de la nationalité ; un décret portant application de la loi du 16 mars 1988 relative à la nationalité et relatif aux déclarations, demandes, décisions et mentions en matière de nationalité française ; un décret instituant un titre d'identité républicain.

● **Architecture** : un décret relatif à la création de l'Ecole d'architecture de Marne-la-Vallée.

Au *Journal officiel* du samedi 22 août sont publiés :

● **Nouvelle-Calédonie** : un décret portant organisation du référendum du 8 novembre sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie (*Le Monde* du 20 août).

● **Temps d'antenne** : une décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel qui, à la demande d'Alain Madelin, modifie la programmation du temps d'émission accordé aux formations représentées par un groupe au Parlement, pour l'année 1998. L'UDF, qui, précédemment, devait disposer de 100 minutes, n'en a plus que 86, et Démocratie libérale en obtient 23.

● **Outre-mer** : une ordonnance actualisant et adaptant certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale dans les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon ;

– une ordonnance relative à l'organisation juridictionnelle dans les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon ;

– une ordonnance actualisant et adaptant le droit électoral applicable dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte ;

– une ordonnance adaptant aux départements d'outre-mer, à la Nouvelle-Calédonie et à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon diverses dispositions relatives aux affaires sanitaires et sociales.

● **Hôpitaux** : un décret relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels des établissements hospitaliers, pour ce qui concerne leur licenciement et leurs congés.

● **Catastrophe naturelle** : un arrêté portant constatation de l'état de catastrophe naturelle dans plusieurs départements.

● **Trésor** : la situation résumée des opérations du Trésor au 30 juin 1998.

● **ENA** : un arrêté nommant les correcteurs et les examinateurs spéciaux des concours externe, interne, et du troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration de 1998.

---

**AU CARNET DU « MONDE »**

### Naissances

Jean-Jacques BECKER,
son grand-père,
laisse à ses petites-filles,
Celia, Sarah-Laure et Mahauld,
*la joie d'annoncer la naissance de*

**Nathan,**

*chez*

**Laurence BECKER,**

le 18 août 1998.

### Anniversaires de naissance

– Aujourd'hui,

**Mlle Marjojo**

a un an.

Bon anniversaire.

Mille bisous.

Nous t'aimons très fort.

Mémé, Caro, Bibiche.

### Décès

– Mme Jean Lebœuf,
Sa famille et ses amis,
*ont la tristesse de faire part du décès du*

**capitaine**
**Jean-Claude LEBŒUF,**
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national
du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,
croix du combattant volontaire
de la Résistance.

La levée du corps aura lieu le mercredi 26 août 1998, à 13 h 45, à l'hôpital du Val-de-Grâce, Paris-5e.

L'inhumation aura lieu le même jour à 16 h 30, au cimetière de Moliens (Oise).

9, parc des Courtillières, bât. A,
93500 Pantin.



– La maladie a eu raison du combat de Michel Liber dans sa soixante-neuvième année, le 19 août 1998.

Mme Janine Liber,
son épouse,
Mme Jeanne Royon,
Dominique Liber-Rousseau, Julien et Camille,
Catherine et Denis Rousseau, Eléonore et Pauline,
Isabelle et Robin Marchal, Romain et Adrien,
Anne et Eric Dumoulin, Edouard et Louis,
Et ses amis,
accompagneront

**Michel LIBER,**
chevalier de l'ordre national
du Mérite,
chevalier de la Légion d'honneur,

en l'église Saint-Martin de Bourdonné, le *mardi 25 août, à 15 heures, où la* cérémonie religieuse sera célébrée.



– Mme Claude Polonovski,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

*M. le professeur*
**Claude POLONOVSKI,**
ancien chef de service
de l'hôpital Trousseau,

survenu le 9 août 1998.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Une messe de requiem sera célébrée le vendredi 11 septembre, à 18 h 30 précises, en l'église de Mareil-Marly.

*La Châtaigneraie,*
78750 Mareil-Marly.

– Ginette Raimbault,
Sa famille,
Ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

**Emile RAIMBAULT,**
médecin psychanalyste,
directeur honoraire
du service médico-psychologique
de l'Institut Gustave-Roussy,
Villejuif,

survenu le 21 août 1998, à Saumur.

Ses obsèques se sont déroulées dans l'intimité familiale.

Selon sa volonté, ses cendres ont été dispersées dans la Loire à Candes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

*32, rue de Varenne,*
75007 Paris.

– M. et Mme Jean-Claude Vergnes,
ses enfants,
M. et Mme Olivier Quehen,
ses petits-enfants,
*Mathieu et Camille,*
ses arrière-petits-enfants,
M. et Mme Jacques Laplume,
M. et Mme Ernest Moser,
Mme André Tissidre
et leurs enfants,
Ses neveux et nièces,
La famille Sibrac,
ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Pierre VERGNES,**
caissier général honoraire
de la Banque de France,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Paris, le 14 août 1998.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans la stricte intimité familiale, le mardi 18 août, en l'église de Saint-Germain-le-Gaillard (Eure-et-Loir).

Une messe à son intention sera dite ultérieurement à Paris.

18, rue Pierre-et-Marie-Curie,
75005 Paris.

### Anniversaires de décès

– Il y a vingt ans,

**Henri MICMACHER,**
**Marc et Chloé MICMACHER,**

disparaissaient brutalement.

Leur famille et leurs amis pensent à eux chaque jour.

La société Pronuptia, créée par Henri Micmacher en 1958, rend hommage à sa mémoire et poursuit son développement dans le respect des valeurs de son fondateur.

### Remerciements

– Marie-Antoinette Viars-Peretti,
son épouse,
Françoise et Laurent Chabot,
Dominique Viars,
ses enfants,
Les familles parentes et alliées,
Ses amis,
très touchés par les nombreuses marques de sympathie reçues lors du décès du

**docteur Pierre VIARS,**
chevalier de la Légion d'honneur,
professeur à l'université Paris-VI,
ancien chef de service
du département d'anesthésie-réanimation
du groupe hospitalier
Pitié-Salpêtrière,

dans l'impossibilité de répondre personnellement à toutes les personnes qui se sont associées à leur chagrin, les prient d'accepter leurs sincères remerciements.

### Communications diverses

**ÉCOLE SPÉCIALE D'ARCHITECTURE**
**Etablissement privé d'enseignement supérieur reconnu d'utilité publique et par l'Etat.**
**Président : Christian de Portzamparc.**
**Rentrée automne 1998**

*Lycéens* préparant le baccalauréat, bacheliers, diplômés de l'enseignement supérieur, vous désirez intégrer l'Ecole spéciale d'architecture à l'automne 1998,

– Un examen d'admission se déroulera le 1er septembre 1998.

Renseignements : ESA, 254, boulevard Raspail,
75014 Paris.
Tél. : 01-40-47-40-00.
Fax : 01-43-22-81-16.









**CINÉMA** Les XIe Etats généraux du film documentaire se sont tenus à Lussas (Ardèche) du 16 au 22 août. Ce rendez-vous annuel des documentaristes est l'occasion d'une réflexion sur la manière de filmer le monde et son évolution sous toutes ses facettes. ● DEPUIS dix ans, le nombre de documentaires produits en France a été multiplié par cinq. Outre la télévision, principal bailleur de fonds, des lieux alternatifs de diffusion et de production sont apparus ces dernières années. ● PARMI les nombreux débats, ateliers et projections qui se sont succédé, ceux sur le Front national ont été les plus riches et les plus passionnés. ● COMMENT filmer le parti d'extrême droite et ses militants ? Faut-il répondre à un discours d'exclusion par un autre discours d'exclusion ? Ces questions et de nombreuses autres d'ordre technique, moral ou politique n'ont pas été tranchées.

# Quand les documentaristes vont au Front

## Comment le cinéma documentaire peut-il représenter le parti de Jean-Marie Le Pen ? Comment « filmer l'ennemi » ? Les XIe Etats généraux du film documentaire de Lussas ont placé ces questions au centre de leurs débats

**Etats généraux du film documentaire de Lussas, Ardèche, du 16 au 22 août.**

**LUSSAS (Ardèche)**
*de notre envoyé spécial*

Tout commence, samedi 16 août au soir, sous le violent orage qui s'abat sur la soirée d'inauguration des XIe Etats généraux du film documentaire. Un signe du ciel apparemment, qui préfigure l'atmosphère qui va régner sur Lussas, petit village des montagnes ardéchoises. Depuis toujours, la vocation de ce festival pas comme les autres est de maintenir en alerte permanente – contre le chloroforme télévisuel, l'anesthésie sociale, l'engourdissement politique... – le cinéma documentaire.

Cette année, après le basculement de la région Rhône-Alpes dans la politique d'alliance avec le Front national menée par Charles Millon, le comité d'organisation du festival avait choisi de donner, d'entrée, le ton des débats. Quoique la subvention attribuée par la région ait été renouvelée cette année (100 000 francs sur un budget global de 1,8 million de francs), le comité n'en avait pas moins décidé, son délégué général Jean-Marie Barbe en tête, de remplacer le texte d'introduction du catalogue, traditionnellement accordé au président de région, par un texte de la Coordination régionale des acteurs culturels (Vigilance art culture contre idées noires : Vaccin), qui appelle à un vaste mouvement de protestation et d'action artistique pour la journée du 25 septembre.

Le festival n'a pas attendu cette date pour inscrire la question à l'ordre du jour. Une « étude de cas » a ainsi été consacrée à la soirée – « Les Villes du Front national » – diffusée sur ARTE l'hiver dernier, et un atelier à huis clos a réuni durant deux jours la plupart des cinéastes qui ont réalisé, ou sont en passe de le faire, un film sur le sujet. Nul hasard si cet atelier a été organisé à l'initiative de Jean-Louis Comolli, qui peut être considéré, sinon comme le pionnier d'un « genre » qui resterait à déterminer, du moins comme un cinéaste qui se tient, pour ainsi dire, en première ligne du front, au fil d'une œuvre consacrée depuis dix ans à l'évolution du paysage politique dans la région PACA. Son dernier volet en date est opportunément intitulé *La Question des alliances* (1997). Ayant pu constater à travers cet atelier qu'il n'était désormais plus tout à fait seul – *« quand il y a urgence et menace, l'isolement devient dangereux »* –, il s'agissait pour Comolli de le faire savoir et de confronter ses propres questionnements à ceux de ses confrères.

**SINGULIER DÉFI**

D'où la double signification de cet atelier : d'abord un geste politique qui s'inscrit dans la ligne de celui des pétitionnaires contre la loi Debré (des cinéastes se préoccupent à titre collectif de la montée de l'extrême droite et de ses idées en France) ; ensuite, une mise à l'épreuve de leur propre pratique (ils entendent réfléchir à la façon dont le cinéma peut, spécifiquement, relever au mieux le défi). A la difficulté générale d'endiguer, à titre individuel ou collectif, social ou politique, la montée de l'extrême droite, s'ajoute en effet pour le cinéaste un os supplémentaire, qui tient à la nature même du cinéma, et tout particulièrement au genre documentaire.

Cet os, avec pas mal de chair autour, consiste à savoir *« comment filmer l'ennemi »*, alors que la relation du cinéaste à ses personnages implique nécessairement le respect de la personne humaine, et que, par ailleurs, il est dans la nature de la représentation cinématographique de sauver ceux – bons ou mauvais – qu'elle incarne. Face à ce singulier défi, tout l'intérêt de cet atelier, qui s'est déroulé sur les hauteurs retranchées du hameau de Saint-Laurent-sous-Coiron, s'est situé dans ce pragmatisme qui consiste à confronter les pratiques pour mieux les penser.

Chaque réalisateur était ainsi invité à présenter un extrait de son film (terminé, mais dans la plupart des cas en cours de tournage ou de montage) révélateur du point de vue et du dispositif adoptés, à partir de quoi un débat s'engageait entre les cinéastes, auquel un modérateur (le producteur Denis Freyd), une productrice (Agnès Guérin, d'ARTE), une ethnologue (Véronique Le Goaziou) et une philosophe (Marie-José Mondzain) apportaient leur pierre.

**LIGNE DE FRACTURE**

Ces présentations ont d'abord témoigné qu'une communauté de principe – combattre le Front national – ne produisait pas nécessairement une communauté de pratique. Chaque film représente en un sens un point de vue différent, non sans qu'une ligne de fracture stratégique n'apparaisse, entre ceux qui vont au contact et ceux qui préfèrent contourner l'adversaire. Daniel Merlet par la démonstration didactique (*Nouvelles du Front*), Guy Konopniki par la technique d'immersion (*Bienvenue à Vitrolles*) ou Christian Poveda par la recherche du face-à-face (*Voyage au bout de la droite*) sont de la première école. Gery Meaudre, qui travaille sur la genèse et la contamination des idées du FN au niveau du corps social tout entier (*Toulon, une histoire de famille*), Isabelle Sens, qui recueille la parole d'un responsable du Front national en lui déniant délibérément le droit à l'image (*Ibrahim Ali*), ou Alain Dufau, qui résout le problème en les absentant physiquement pour ne s'attacher qu'à la réaction antifasciste (*Autour du procès d'Ibrahim Ali*), sont du second.

Jean-Louis Comolli et Michel Samson, forts de leur antériorité dans le domaine, ont montré, quant à eux, l'évolution de leur travail (et du FN lui-même), qui les aurait plutôt fait passer du second groupe (évitement du pacte relationnel, déformation du sujet par le cadrage, le montage, la musique) au premier (retour aux longs entretiens, montrer l'ennemi dans toute la puissance de sa parole et de son décorum pour mieux dévoiler sa mise en scène).

Nombreuses ont été les questions qui ont émaillé ce débat sans nécessairement trouver de réponse. D'ordre technique : faut-il adopter un contrepoint au discours du Front national et lequel (place de la caméra, commentaire, montage) ? D'ordre moral : la vocation du cinéma consistant moins à dénaturer qu'à comprendre le monde, suffit-il de donner à comprendre l'adversaire pour inciter à le combattre ? D'ordre politique enfin : faut-il continuer de filmer le Front national comme si l'on ignorait encore ce qu'il est, ou plutôt montrer comment ses idées s'insinuent dans le corps social et politique ? Il fallait en tout cas s'être gravement fourvoyé sur la nature et le but de cet atelier pour se déclarer déçu, à l'instar de quelques observateurs au terme de l'expérience, par l'irrésolution de ces questionnements.

*Jacques Mandelbaum*

# « A trop montrer, on ne donne rien à voir »

**LUSSAS**
*de notre envoyée spéciale*

Après deux journées de séminaire à huis clos, deux cents personnes, salle comble, s'étaient rassemblées, samedi 22 août, pour poursuivre en public le débat sur la question : comment filmer le Front national (FN) ?

On avait projeté le matin les deux documentaires diffusés par Arte au cours de sa soirée thématique sur les « Villes du Front ». *Orange amer*, de Daniel Merlet, décortique la gestion municipale de Jacques Bompard à Orange en opposant le discours optimiste des élus et le témoignage des opposants et des victimes de leur politique. Le film dévoile le climat de peur qui s'installe chez ceux qui ne pensent pas comme le FN. *Bienvenue à Vitrolles*, de Guy Konopnicki, qui s'intéresse aux militants frontistes de Vitrolles, met l'accent sur le racisme des militants de base à l'heure où les dirigeants le nient à haut niveau.

Deux documents aux approches très différentes et diversement appréciés. Faire un film sur le Front national, c'est affronter tout un tas de difficultés. D'abord avec la télévision. *« Depuis quinze ans, il y a une peur de montrer la réalité frontiste,* explique Daniel Merlet. *Or il y a une question de fond : y a-t-il ou non possibilité pour le Front national d'arriver au pouvoir ? »* Pour Merlet, le rôle du cinéaste n'est pas de répondre aux questions politiques (c'est aux politiques de le faire) mais de filmer le réel, à chacun ensuite de se déterminer. Pour lutter contre le FN, pense-t-il, il faut le connaître. *« A nous de dire voilà ce qu'ils disent, voilà ce qu'ils veulent faire... et voilà ce qu'ils font. Le Front a pris la mairie d'Orange en 1995. Deux ans et demi après, quel bilan ? Orange, petite ville, permet de montrer ce qui pourrait arriver si le Front national parvenait à prendre les commandes de ce pays. »*

Quand Daniel Merlet a commencé *Orange amer*, personne à la télévision n'en voulait. Parmi les autres obstacles rencontrés : obtenir l'accord du Front national (*« Ils veulent contrôler leur image »*), subir pressions et intimidations, et convaincre les opposants de parler. Restent ensuite les difficultés fondamentales : comment ne pas se faire le relais du Front national ? Comment contrer les effets de sa mise en scène ou la dévoiler ?

Si la méthode employée par Daniel Merlet semble avoir convaincu le public présent, la démarche (radicale) adoptée par Guy Konopnicki a soulevé beaucoup de critiques et de réserves. Face à la haine, faut-il opposer un autre discours de haine ?, lui a-t-il été demandé. Autrement dit, comment ne pas se perdre dans la logique d'exclusion que l'on veut dénoncer. Ou comment filmer « l'autre ». *« L'ennemi n'est pas le militant, l'ennemi c'est l'idéologie »*, a noté un participant, tandis qu'un autre, évoquant le *« plaisir délicieux de haïr son ennemi en le reconnaissant dans son pire état »*, craignait tout de même que ce sentiment ne crée pour finir *« que de l'exclusion »*. *« A trop montrer, on ne donne rien à voir. Vous bloquez l'analyse, vous n'expliquez rien. »*

Le débat s'est parfois perdu dans la confusion et la tension. N'y a-t-il pas un risque, en *« filmant l'ennemi »* de lui offrir une tribune supplémentaire, quelles que que soient les précautions ? Faut-il dans ces conditions continuer à filmer le FN ou adopter une autre démarche ? Quelle est la meilleure réponse cinématographique ? Celle de Bertrand et Nils Tavernier avec *De l'autre côté du périph'*, qui donne vie et chaleur à la banlieue, n'est-elle pas un exemple d'une meilleure riposte ?

Il aurait été intéressant de connaître l'impact des deux documentaires d'Arte. La chaîne culturelle, si soucieuse des effets de ses émissions sur le Front national, n'a pas cherché à en mesurer l'impact sur son public. Elle n'y a même pas songé.

*Catherine Humblot*

## LA PHOTOGRAPHIE DE HARRIET LOGAN

**VISA POUR L'IMAGE, PERPIGNAN**

**HARRIET LOGAN**
*Née en 1967 en Angleterre, cette photojournaliste travaille pour des journaux nationaux et des magazines en Somalie, au Soudan, dans l'ex-Yougoslavie, en Tchétchénie, au Bangladesh. En 1992, elle reçoit le prix Ian Parry pour un reportage sur une ligne de chemin de fer entre l'Angola et le Mozambique* (Blood on the Tracks, *éditions Picador) et, en 1996, le prix Observer Newspaper Hodge pour son travail sur la prostitution. Elle est membre de l'agence Network depuis 1993. Son reportage sur la condition des femmes dans l'Afghanistan des talibans, réalisé dans la clandestinité, a été commandé par le* Sunday Times Magazine. « J'ai fait connaissance avec des femmes qui, conscientes de l'importance de cette histoire, m'aidèrent en prenant des risques énormes », *témoigne-t-elle.*



*« Femmes et enfant, Kaboul », janvier 1998.*
*Exposition : « Les Femmes en Afghanistan » Couvent des Minimes, rue Rabelais. Du 29 août au 13 septembre 1998. Ouvert de 10 h à 20 h. Entrée gratuite*



# Christian Ivaldi et Pascal Devoyon font sonner les pianos à La Roque-d'Anthéron

## Le duo a donné une ampleur impressionnante à l'« Après-midi d'un faune »

**A La Roque-d'Anthéron, une règle veut que chaque concert soit un événement unique. Ce fut encore le cas les 19, 20 et 21 août avec la réhabilitation par Marc André Hamelin de la *Sonate* de Paul Dukas et l'extraordinaire *Après-Midi d'un faune* du duo Christian Ivaldi-Pascal Devoyon. L'enfant chéri du festival, Christian Zacharias, qui dirigeait pour la première fois, a conduit en beauté ces trois journées dans un programme Mozart et Haydn.**

***Sonate D. 960*, de Franz Schubert – *Sonate*, de Paul Dukas, par Marc André Hamlin (piano), le 19. Nuit du piano à quatre mains et du deux-pianos, avec Abdel Rahman El Bacha et Anne Queffélec, Christian Ivaldi et Pascal Devoyon, Huseyin Sermet et Jean-Claude Pennetier, le 20. *Fantaisie KV 397* et *Rondo KV 485*, *Concerto pour piano n° 25*, *Symphonie « Prague »*, *Ch'io mi scordi di te* et *Bella fiamma*, de Wolfgang Amadeus Mozart et *Symphonie n° 86*, de Joseph Haydn par Fionnuala Mac Carthy (soprano), Northern Sinfonia, Christian Zacharias (piano et direction), le 21.**

LA ROQUE-D'ANTHÉRON
*de notre envoyé spécial*

Canadien francophone, Marc André Hamelin n'est connu en France que par les disques qu'il enregistre pour Hyperion, une marque britannique qui *« ne supprime pas les compacts trois mois après leur mise sur le marché »*, comme le dit le pianiste. Il va bientôt publier l'intégrale des sonates de Nikolaï Medtner et s'apprête à enregistrer les études que Leopold Godowski a écrites d'après celles de Chopin. Hamelin a aussi publié des disques consacrés à Charles Valentin Alkan, un contemporain de Liszt et de Chopin dont la musique n'a pas la grâce de celles de ces deux amis, mais dont certaines œuvres ne manquent ni de charme ni d'étrangeté.

Le Canadien aime donc les défis. A La Roque, où il a déjà été invité, il est venu cette année avec la *Si bémol* de Schubert, jouée partout et tout le temps, et la *Sonate* de Dukas, jouée nulle part et jamais. Sauf à dialoguer avec l'infini, on se dit que Schubert ne pose guère de défi au pianiste. En réalité si, et de taille : respecter à la lettre les indications de dynamique du premier mouvement. Elles vont du PPPP au FFF, soit du quasi inaudible à la presque saturation des cordes. Hamelin joue ce mouvement comme il est écrit, et c'est la première fois qu'on l'entend ainsi. Son contrôle du son est fabuleux, la clarté de son jeu d'une honnêteté admirable.

La *Sonate* de Dukas, c'est une autre paire de manches ! Ces quarante minutes de musique exigent une concentration intellectuelle sans relâche et des doigts d'enfer. Rares sont ceux qui s'y sont risqués, bien qu'elle provoque toujours les plus vifs applaudissements du public. Le langage harmonique très tournant de siècle, les thèmes chaleureux, celui du finale, si exaltant, sont irrésistibles, et Marc André Hamelin, s'il pourrait parfois se laisser un peu plus aller, ne manque d'aucune des qualités pour réhabiliter ce chef-d'œuvre délaissé.

Les pianistes réunis par La Roque-d'Anthéron pour la nuit du piano à quatre mains et du deux-pianos sont très connus et pour de bonnes raisons, mais nous ignorions que nous tenions en Christian Ivaldi et Pascal Devoyon un des meilleurs duos de pianistes de notre époque. Quelle précision, quelle allure et quel impact ont-ils su donner à l'*Après-midi d'un faune* ! D'habitude, l'œuvre de Debussy sonne plat au piano. Ivaldi et Peyron faisaient aussi oublier l'orchestre originel dans *Fêtes*, transcrit pour deux pianos par Maurice Ravel. On pensait plutôt à Joseph et Rhosina Lhevine. De ces deux gloires du piano du début du siècle, les deux Français ont la précision sans faille, la virtuosité transcendante, la souplesse et l'imagination sonore. Rarement pianos auront sonné avec une telle ampleur dans le parc de Florans.

**ZACHARIAS CONVAINC EN CHEF**

A l'entracte du dernier concert de l'édition 98, Paul Onoratini, président du festival, a annoncé quelques chiffres à la presse: 37 096 billets vendus, contre 33 029 en 1997, le festival s'autofinance à 50 % par la seule recette de la billetterie, un pourcentage qui monte à 63 % si l'on y ajoute les recettes indirectes, la buvette, la vente des programmes, etc. Cinquante-deux concerts ont été donnés dans sept lieux différents mais jamais en même temps, c'est une règle à laquelle La Roque d'Anthéron ne veut pas déroger... Car chaque concert ici est un événement unique.

Pour le dernier soir au parc de Florans, cent chaises avaient été ajoutées. Christian Zacharias est un peu l'enfant chéri du public de La Roque, qui ne s'en laisse pas compter facilement. Son Mozart ? Articulé vivement, chantant, crépitant parfois, irrésistible d'intelligence et de détermination, il a provoqué des tonnerres d'applaudissements. Car en plus d'être l'un des grands pianistes d'aujourd'hui, Zacharias s'est montré un chef totalement convaincant. Sa *Symphonie « Prague »* de Mozart, son accompagnement de deux airs de concert du compositeur autrichien et sa *86ᵉ* de Haydn, jouée par un orchestre écossais splendide (et osant jouer avec cinq premiers violons!) donnent envie de réentendre cette équipe au plus vite. Radio-France qui a enregistré treize concerts à La Roque ne tardera pas à le diffuser sur France-Musique.

***Alain Lompech***

# La musique des sphères de George Benjamin plane sur les « Proms »

**BBC PROMS DE LONDRES 98. *L'Ascension*, d'Olivier Messiaen – *Sometimes Voices*, de George Benjamin – *Hymn To the Senses*, de Robin Holloway – *Poème de l'Extase*, d'Alexandre Scriabine. David Wilson-Johnson (baryton), BBC Singers, BBC Symphony Orchestra, Oliver Knussen et Stephen Cleobury (direction). Royal Albert Hall, le 18 août. Ouverture de *Fidelio* op. 72, de Ludwig van Beethoven – *Troisième Symphonie op.20*, de Dimitri Chostakovitch – *Rejoicing of the Deep Waters*, fantaisie pour orchestre de Kalevi Aho – *Concerto pour piano et orchestre n° 1 en ré mineur op. 15*, de Johannes Brahms. Stephen Kovacevitch, London Symphony Chorus, BBC Scottish Symphony Orchestra, Osmo Vanska (direction). ROYAL ALBERT HALL DE LONDRES. BBC Promenade Concerts, jusqu'au 12 septembre. Tél. : 00-4171-589-8212. De £5 à £32 (environ de 50 F à 320 F).**

LONDRES
*de notre envoyé spécial*

Brahms, *Premier concerto pour piano*. Stephen Kovacevitch. Le Finlandais Osmo Vanska l'accompagne avec soin et détail. Ils font de ce concerto, souvent proféré du haut de sa « grande arche », un inattendu dialogue chambriste. La formation orchestrale réduite répond au discours ultra-contrôlé du pianiste : celui-ci serre les valeurs pointées, comme s'il s'agissait d'une ouverture à la française baroque, allège les traits (et ne les réussit pas tous), bannit l'emphase. Un Brahms clair et cependant tendrement douloureux. Le mouvement lent est d'anthologie, au bord du silence. Les artistes captivent les 6 500 spectateurs (le Royal Albert Hall est quasi comble) en sollicitant une attention extrême. L'émotion est grande. Nervosité bouleversée des grands moments. Quelques problèmes de mise en place entre le piano et l'orchestre dans le troisième mouvement ne gâcheront pas le souvenir d'un *Premier concerto* comme on l'a rarement entendu au concert. On a moyennement aimé les autres œuvres programmées : la *Troisième symphonie*, bavarde et clinquante, de Chostakovitch, ainsi que la création britannique d'une *Fantaisie pour orchestre*, du Finlandais Kalevi Aho (né en 1949), musique bien ficelée mais semblant sans propos.

C'est tout l'inverse, chez le Britannique George Benjamin (né en 1960), et même mieux : sa musique est savante, et son propos toujours sensible, articulé, éloquent. *Sometimes Voices*, pour baryton, chœur et orchestre (1996), avait été créé à Manchester, pour l'ouverture de la nouvelle salle, le Bridgewater Hall, mais dans des conditions musicales très insuffisantes, dues surtout à des parties de chœur, incarnées alors par un ensemble amateur. Les forces réunies à Londres sont autrement efficaces : les BBC Singers, un chœur de chambre exceptionnel (capable de chanter sans faiblir une pièce *a cappella* de vingt minutes, l'*Hymn to the Senses*, de Robin Holloway, exigeante sur le plan de l'intonation), l'Orchestre symphonique de la BBC et Oliver Knussen, excellent compositeur mais aussi fantastique chef d'orchestre, aux allures de grand grizzly mais à la direction légère et sensible.

**SONS « ZINGUANTS »**

*Sometimes Voices* semble en fait une scène d'opéra. Benjamin, qui reçoit de partout des propositions de commande d'un ouvrage lyrique, ne se sent pas encore prêt pour le saut dans le monde trop balisé de l'opéra. Mais cette pièce fait entendre qu'il a tout en main pour ce faire, d'autant que *Sometimes Voices* semble bénéficier du redoutable savoir technique des récentes pièces (*Sudden Time, Three Inventions*) et retrouver la poésie merveilleuse de ses premières œuvres (*At First Light, A Mind of Winter*). Le texte est un monologue sublime de Caliban, scène 2 de l'acte III de *La Tempête*, de Shakespeare, où il est question d'une musique imaginaire, entre songe et éveil, une musique baignant de sa splendeur étrange et mélancolique le rêve du personnage. L'orchestre illustre les sons « zinguants » évoqués par des cordes pincées (harpes, banjo, mandolines, pizzicati), le chœur incarne, comme un ensemble de violes en sourdine une musique des sphères étrange, comme une polyphonie de la Renaissance décadrée, mouvante. La baryton soliste (excellent David Wilson Johnson) dit en longues vocalises chantées *forte* son impatience à revenir dans son rêve magique. Sa fureur se mue, dans les toutes dernières mesures, en une plainte déchirante sur une note tenue de cor, issue abrupte et dévastatrice comme celle d'un rêve interrompu.

***Renaud Machart***

# A Cajarc, le dessin dans l'espace de Pierrette Bloch

**PIERRETTE BLOCH. Maison des arts Georges-Pompidou, 46160 Cajarc. Tél. : 05-65-40-78-19. Tous les jours de 10 à 12 heures et de 14 à 19 heures. Jusqu'au 6 septembre.**

Dans l'histoire de la réduction de l'art à ses formes premières, il faut faire place à Pierrette Bloch. Née en 1928, l'artiste n'a bénéficié que de fort peu d'expositions personnelles. On peut imaginer la raison de cette réticence : son œuvre ne relève d'aucune catégorie stylistique ni d'aucune technique connue. Elle tient tout à la fois du dessin, de la sculpture, de l'écriture, et n'est rien de tout cela.

Un fil invisible est tendu contre un mur blanc. Sur ce fil, Pierrette Bloch tresse, noue, dénoue, entortille, laisse pendre et emmêle des crins de cheval, noirs le plus souvent. Sur plusieurs mètres, le long de l'horizontale, les entrelacs développent leurs boucles. On dirait une calligraphie sans mots, suite de pleins et de déliés qui invente un signe démesuré et incompréhensible. Picasso et Twombly ont poussé quelques recherches de ce côté, celui d'une écriture qui n'écrit que le rythme de sa croissance et le dynamisme de son mouvement. Il y a des vides et des nœuds. De temps en temps, une ficelle commune est suspendue entre deux boucles noires. Une pulsation se donne à voir, tantôt régulière, tantôt irrégulière. Ces alternances, ces brisures, sont ce qui déconcerte le plus. Dans l'espace, Pierrette Bloch trace avec le crin des lignes de vie.

Une comparaison vient à l'esprit : cette manière de suivre le fil, de le tordre sans le casser ni le perdre, a quelque rapport avec le jeu du pianiste ou du bassiste qui, sur un accord, enchaîne les variations, multiplie les métamorphoses, détruit le motif, l'efface, le fait réapparaître au dernier instant, équilibre à tout instant rompu, à tout instant retrouvé. Ils semblent ne pas savoir où leur art doit les entraîner. *« La peinture a à voir avec le secret, avec ce qui est secret à soi-même »*, dit Pierrette Bloch qui se refuse à entrer dans le jeu de l'interprétation.

Quand elle ne tresse pas ces chevelures étranges, elle fabrique des collages. Fabriquer peut paraître désinvolte. On le maintient, parce que chaque collage donne à comprendre de quel processus il est issu. Des taches d'encre ont été déposées sur des feuilles, lesquelles ont été déchirées. D'autres papiers, bruns ou noirs, ont été découpés. Du temps, sans doute, a passé. Ces fragments ont attendu dans l'atelier jusqu'à l'heure de leur mise en forme, jusqu'à l'heure où une nécessité qui ne s'explique pas a voulu que ce débris aille là, sur ce bleu ; que d'autres s'agrègent en une figure de plus en plus dense. En dépit du mot collage, pas de cubisme. Mais de la musicalité encore : les gouttes de noir tombent comme des notes détachées et se disposent comme sur des portées légèrement disloquées. Décidément, on ne saurait se défaire du parallèle musical.

***Philippe Dagen***



# SORTIR

## PARIS

**Avant la retraite**
Thomas Bernhard déteste l'humanité en général, ses compatriotes autrichiens en particulier, et c'est bien d'eux qu'il parle, même si les « héros » d'*Avant la retraite* sont allemands. En compagnie de ses deux sœurs Vera et Clara, chaque 7 octobre, Rudolf Höller, président de tribunal au bord de la retraite, fête l'anniversaire de Himmler. Rudolf Höller a été officier SS. Ce 7 octobre-là, dans la salle à manger, Vera prépare la fête. Clara est clouée dans son fauteuil d'infirme. Elles se haïssent, et les raisons de cette haine ne sont pas sans équivoque. Au centre, il y a l'homme, le frère incestueux. Par dégoût, Clara affiche ses divergences d'opinion. *Avant la retraite* est la dixième pièce de Thomas Bernhard (1931-1989). Elle a été créée à Stuggart en 1979 peu de temps après la démission du ministre-président Filbinger, attaqué pour son activité judiciaire sous le IIIᵉ Reich. Il n'était pas parvenu à la faire interdire.
Mise en scène d'Armand Delcampe, avec Michel Bouquet, Juliette Carré, Fanny Delbrice.
*Théâtre de l'Atelier, 1, place Charles-Dullin, Paris 18ᵉ. Mº Abbesses. A partir du 24 août. Du mardi au samedi, à 21 heures ; dimanche à 15 h 30. Tél. : 01-46-06-49-24. De 50 F à 250 F (– 50 % jusqu'au 3 septembre).*

**Isaac Delgado**
Depuis qu'il a monté sa propre formation, l'ancien chanteur du groupe NG La Banda est devenu l'un des chouchous de La Havane, l'un de ceux également qui vendent le plus de disques à l'étranger.
Elégant dandy, il est doté d'un timbre de voix chaud et sensuel, qui l'a fait comparer par certains – un peu rapidement tout de même – à Marvin Gaye.
*New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10ᵉ. Mº Château-d'Eau. Les 24 et 25, à 21 h 30. Tél. : 01-45-23-51-41. 120 F.*

# GUIDE

## FILMS NOUVEAUX

**Chapeau melon et bottes de cuir**
de Jeremiah Chechik (Etats-Unis, 1 h 29).
**L'Inconnu de Strasbourg**
de Valeria Sarmiento (France, 1 h 40).
**Insomnia**
d'Erik Skjoldbjaerg (Norvège, 1 h 37).
**Mots d'amour**
de Mimmo Calopresti (France-Italie, 1 h 25).
**No Skin Off my Ass (**)**
de Bruce LaBruce (Canada, 1 h 13).
**Péril en mer**
de David Drury (Etats-Unis-Allemagne, 1 h 36).
**Las Vegas Parano (*)**
de Terry Gilliam (Etats-Unis, 1 h 58).
(*) Film interdit aux moins de 12 ans.
(**) Film interdit aux moins de 16 ans.

## TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

## REPRISES

***Les Anges du boulevard***
de Yuan Muzhi. Chinois, 1937, noir et blanc (1 h 40).
Epée de Bois, 5ᵉ.
**Les Contes de la lune vague après la pluie**
de Kenji Mizoguchi. Japonais, 1953, noir et blanc (1 h 37).
Studio des Ursulines, 5ᵉ (01-43-26-19-09).
**Le Départ**
de Jerzy Skolimowski. Belge, 1967, noir et blanc (1 h 30).
Le Quartier Latin, 5ᵉ (01-43-26-84-65).
**La Fille de Ryan**
de David Lean. Britannique, 1970 (3 h 15).
L'Arlequin, 6ᵉ (01-45-44-28-80).
**Honkytonk Man**
de Clint Eastwood. Américain, 1982 (2 h 02).
MK2 Hautefeuille, 6ᵉ.
**Madame Bovary**
de Jean Renoir. Français, 1933, noir et blanc (2 h).
Le Quartier Latin, 5ᵉ (01-43-26-84-65).
**Manhattan**
de Woody Allen. Américain, 1978 (1 h 35).
Action Ecoles, 5ᵉ (01-43-29-79-89).
**Mon homme Godfrey**
de Gregory La Cava. Américain, 1936 (1 h 35).
Reflet Médicis III, 5ᵉ (01-43-54-42-34).

## FESTIVALS

**Cinéma d'Egypte d'hier et d'aujourd'hui**
*Le Monstre* de Salah Abou Seif : le 24, à 22 h 20 ; *La Sangsue* de Salah Abou Seif : le 24, à 19 h 55, le 25 à 13 h 30 ; *Lutte sur le Nil* de Atef Salem : le 25, à 15 h 55, 20 h 15 ; *Le Péché* de Henry Barakat : le 25, à 22 h 30 ; *La Momie* : le 25, à 18 h 10.
Espace Saint-Michel, 5ᵉ (01-44-07-20-49).
**Marguerite Duras**
*Son nom de Venise dans Calcutta désert* : le 24, à 19 h 45. *Jaune, le Soleil* : le 24, à 22 h.
Le République, 11ᵉ (01-48-05-51-33).
**Clint Eastwood**
*Pale Rider* : le 24, à 21 h 30.
Le Quartier Latin, 5ᵉ (01-43-26-84-65).
**Jean-Luc Godard**
*Bande à part* : le 25, à 12 h 05.
Reflet Médicis III, 5ᵉ (01-43-54-42-34).
**Cary Grant**
*Arsenic et Vieilles Dentelles* de Frank Capra : le 24, à 19 h, 21 h 30 ; *Cette sacrée vérité* de Leo McCarey : le 25, à 18 h, 20 h, 22 h.
Grand Action, 5ᵉ (01-43-29-44-40).
**Alfred Hitchcock**
*La Corde* : le 24, à 18 h, 20 h ; *Sueurs froides* : le 25, à 13 h 40, 15 h 55, 18 h 10, 20 h 20.
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5ᵉ (01-43-54-51-60).
**Inédits d'Amérique**
*The Second Civil War* de Joe Dante : les 24 et 25, à 22 h ; *Sick, The Life and Death of Bob Flanagan* : le 25, à 18 h.
Action Christine, 6ᵉ (01-43-29-11-30).
**Les Marx Brothers**
*Les Marx au grand magasin* : le 24, à 19 h, 20 h 40, 22 h 20.
Action Ecoles, 5ᵉ (01-43-29-79-89).
**Kenzi Mizoguchi**
*Le Héros sacrilège* : le 25, à 11 h 45.
Studio des Ursulines, 5ᵉ (01-43-26-19-09).
**Jeanne Moreau**
*Les Amants* : le 24, à 20 h, 22 h.
Le Quartier Latin, 5ᵉ (01-43-26-84-65).
**Max Ophuls**
*Le Plaisir* : le 24, à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *La Ronde* : le 25, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
L'Arlequin, 6ᵉ (01-45-44-28-80).
**Pier Paolo Pasolini**
*Les Mille et Une Nuits* : le 24, à 21 h 30 ; *Œdipe roi* : le 24, à 19 h 40.
Accatone, 5ᵉ (01-46-33-86-86).
**Satyajit Ray**
*Le Royaume des diamants* : le 24, à 16 h 15, 18 h 45, 21 h 15 ; *Le Héros* : le 25, à 13 h 45, 16 h 15, 18 h 45, 21 h 15.
Les Trois Luxembourg, 6ᵉ (01-46-33-97-77).
**Orson Welles**
*Le Procès* : le 24, à 19 h 30 ; *Vérités et Mensonges* : le 25, à 14 h, 15 h 40, 19 h 50.
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5ᵉ (01-43-54-51-60).
**Billy Wilder**
*Irma la Douce* : le 24, à 18 h 40, 21 h 25 ; *Assurance sur la mort* : le 25, à 18 h, 20 h, 22 h.
Grand Action, 5ᵉ (01-43-29-44-40).

## DERNIERS JOURS

**28 août :**
**Alvar Aalto**
*Institut finlandais, 60, rue des Ecoles, Paris 5ᵉ. Tél. : 01-40-51-89-09. De 10 heures à 17 heures. Fermé samedi et dimanche. Entrée libre.*
**29 août :**
**Le Mal de mère**
de Pierre-Olivier Scotto, mise en scène de Françoise Seigner.
*Théâtre du Palais-Royal, 38, rue Montpensier, Paris 1ᵉʳ. Du mardi au samedi, à 20 h 30. Tél. : 01-42-97-59-81. De 40 F à 220 F.*
**31 août :**
**Sculptures de Jacques Lipchitz**
*Jardins du Palais-Royal, rue de Valois, Paris 1ᵉʳ. De 7 heures à 23 heures. Kiosque d'information sur place. Entrée libre.*





LUNDI 24 AOÛT

## FILMS DE LA SOIRÉE

**19.00 King Kong ■■■** E. B. Schoedsack et M. Cooper (EU, 1933, N., 90 min). Ciné Cinéfil
**20.30 La Lumière des étoiles mortes ■■** Charles Matton (France, 1993, 110 min). Ciné Cinémas
**20.45 Soleil trompeur ■■** Nikita Mikhalkov (France - Russie, 1993, v.o., 130 min). Arte
**20.50 Paris brûle-t-il ? ■■** René Clément (France, 1966, N., 170 min). France 3
**22.10 Un monde fou, fou, fou ■■** Stanley Kramer (États-Unis, 1962, 150 min). Canal Jimmy
**23.45 Friedrich Schiller, Triumph eines Genies ■■** Herbert Maisch (Allemagne, 1940, N., v.o., 105 min). Ciné Cinéfil
**0.05 Utopia ■■** Iradj Azimi (France, 1978, 90 min). Ciné Cinémas
**0.50 Le Premier Maître ■■** Andrei Mikhalkov-Konchalovski (Urss, 1965, v.o., 100 min). Arte
**1.30 Mata-Hari ■■** George Fitzmaurice (Etats-Unis, 1931, N., v.o., 90 min). Ciné Cinéfil

## GUIDE TÉLÉVISION

### MAGAZINES

18.00 La France et ses religions. Les Juifs de France. Invités : Josette Alia, Philippe Haddad, Pierre Birnbaum, Shmuel Trigano. Histoire
18.00 Stars en stock. Peter Sellers. Debbie Reynolds. Paris Première
19.00 Envoyé spécial, les années 90. *Triste tropique. Bangkok le piège.* Goulag pour enfants. Histoire
19.00 Rive droite, rive gauche. La libération de la langue française. La techno a-t-elle tué le rock ? Paris Première
20.00 La Vie à l'endroit. Des moines au cœur des villes. TV 5
20.00 20h Paris Première. Sacha Distel. Paris Première
21.50 Dunia. Rwanda. RTBF 1
22.40 Le Droit de savoir. Sectes : la prison invisible. TF 1
22.20 Vietnam : revivre. [4/5]. L'espérance verte. Odyssée
22.25 Paul McCartney. Liverpool oratorio. Planète
22.30 Domenico Scarlatti. Mezzo
22.55 Portrait de groupe en l'absence du ministre. Arte
23.10 Anastasia Romanov ou Anna Anderson. Odyssée
23.30 L'amour n'a pas d'âge. TV 5
23.40 Les Enfants de la danse. [3/4]. Téva
0.00 Media magica. [3/4]. Mille et une images. Arte
0.10 Yeshayahou Leibovitz. [2/2]. Nul n'est prophète en son pays. Planète

### DOCUMENTAIRES

17.00 Roberto Rossellini, Un Prométhée franciscain. Histoire
18.35 ▶ A l'auto-école. [1/5]. Maureen et Joan, des débuts difficiles. Canal +
19.30 Le Village de l'ennui. Arte
19.45 Lonely Planet. Argentine. Planète
19.55 Partir sur la route des îles. [3/3]. Puerto Rico et les îles Vierges. Odyssée
20.00 La Vallée du futur. *La Silicon Valley et l'université Stanford.* Arte
20.35 Picasso en son temps. Planète
20.45 Samuel Fuller, un Américain en Normandie. Odyssée
20.55 Paroles d'hommes. Téva
21.00 Leclerc le libérateur. Histoire
21.30 Kaboul, au bout du monde. Planète
21.40 *Trois peintres suédois.* [2/3]. Carl Larsson. Odyssée

### DANSE

0.40 Soir de fête. Chorégraphie. Léo Staats. Musique. Delibes. Interprété par le Corps de ballet et l'Orchestre de l'Opéra de Paris, dir. Emmanuel Villaume. Avec Karin Averty, José Martinez. France 2

### MUSIQUE

21.00 et 0.35 Le Château de Barbe-Bleue. Opéra de Bartok. Mise en scène. Leslie Megabey. Par l'Orchestre philharmonique de Londres, dir. Adam Fischer. Muzzik
22.00 Ceci n'est pas Mozart. Vienne 90. *Interprété par l'Orchestre* Gustav Mahler, dir. James Judd. Avec Elena Bashirova, piano. Mezzo
22.10 Solti's Bartok in Budapest. Par l'Orchestre symphonique de Chicago, dir. Georg Solti. *Avec Andras Schiff, piano.* Muzzik
22.50 Eddy Mitchell. Au Casino de Paris 90. Paris Première
23.45 Lawrence Renes joue Bartók. *Concerto pour orchestre.* Muzzik
0.40 The Doors. Au Roundhouse, à Londres 68. Canal Jimmy

### THÉÂTRE

21.00 Les Quatre Vérités. Marcel Aymé. Mise en scène. René Clermont. Paris Première

### TÉLÉFILMS

20.30 Le Dernier Eté. Claude Goretta. Festival
20.50 Un père inattendu. Alain Bonnot. TF 1
23.00 La Frontière. Misha Williams. Histoire
23.25 La Madone noire. Rogiero Celtil. Festival
0.10 Ombre sur Elveron. O James Goldstone. France 3

### SÉRIES

19.00 Sliders, les mondes parallèles. Un monde sans ressources. M 6
19.00 Highlander. Opération Walkyrie. Série Club
19.20 Deux flics à Miami. La loi du ring. 13ème Rue
20.15 Happy Days. Rendez-vous surprise. Série Club
21.25 Profit. Sykes. Canal Jimmy
21.35 Timide et sans complexe. Untitled. Série Club
22.15 Aux frontières du réel. L'œil de l'esprit. TSR
22.30 Serpico. Dawn of the Furies. Série Club
22.30 La Loi de Los Angeles. Le maître absolu. Téva
23.05 New York Police Blues. Cas de conscience. TSR
0.20 New York Undercover. L'ange exterminateur. 13ème Rue
0.50 L'Ile. [2/7]. Série Club
2.30 Absolutely Fabulous. Fin (v.o.). Arte

## NOTRE CHOIX

● **20.30 Ciné Cinéma I**
**La Lumière des étoiles mortes**
Sous l'Occupation, une famille vit à l'écart du monde dans une grande maison entourée d'un parc, partiellement réquisitionnée par les Allemands. Le peintre Charles Matton raconte son enfance dans les années noires et la cohabitation forcée avec les occupants. Ce film – incompris à sa sortie – n'est pas une page d'histoire, mais un très bel *exercice de mémoire sélective* et de réflexion esthétique. – *J. S.*

● **22.20 Ciné Cinéma II**
***La Bande des quatre***
Quatre jeunes filles, élèves d'un cours d'art dramatique, habitent un pavillon à Montfermeil. Une amie qui a quitté le pavillon semble être en danger. Un homme mystérieux rôde. Un grand film ludique où, comme chez Jean Renoir, le théâtre et la vie se renvoient leurs reflets. Illusions et chausse-trapes. L'univers de Rivette et des interprètes remarquables (Bulle Ogier, Benoît Régent, Laurence Cote, Fejria Deliba, Nathalie Richard...). – *J. S.*

● **1.40 Canal +**
**Monsieur Coccinelle**
Un fonctionnaire vit en banlieue avec sa femme, une mégère, et sa tante, une vieille demoiselle qui attend son amour de jeunesse, un illusionniste. Il va revenir, elle tombe en léthargie. On la croit morte, et on pense à l'héritage. Ce curieux film de Bernard-Deschamps s'apparente au réalisme poétique avec, en plus, un sens très aigu de la caricature sociale et de la féérie. Excellente interprétation d'acteurs qu'on n'employait à l'époque (1938) que dans les seconds rôles. Ce sont autant de types humains. – *J. S.*

## PROGRAMMES

### TÉLÉVISION

#### TF 1

18.05 Contre vents et marées.
19.05 Melrose Place.
19.50 Le Journal de l'air.
20.00 Journal, Météo.
*20.50 Un père inattendu.* Téléfilm. Alain Bonnot.
22.40 Le Droit de savoir. Sectes : la prison invisible.
23.55 L'Entrepôt du diable.
0.45 TF1 nuit, Météo.

#### FRANCE 2

18.30 Kung Fu.
19.15 1000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
19.50 Au nom du sport.
19.55 et 20.40 Météo.
20.00 Journal.
21.00 Jeux sans frontières.
22.50 Monte le son.
0.20 Journal, Météo.
0.35 Musiques au cœur de l'été. *Soir de fête.* Ballet.
1.10 Afrique, paradis des insectes.
1.55 Des jumeaux en noir et blanc.

#### FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Le Kadox.
20.35 Tout le sport.
20.50 Paris brûle-t-il ? ■■ Film. René Clément.
23.40 Météo, Soir 3.
0.10 Ombre sur Elveron. Téléfilm. O James Goldstone.

#### CANAL +

▶ En clair jusqu'à 20.30
18.35 ▶ A l'auto-école. [1/5].
19.00 Best of Nulle Part Ailleurs.
19.50 et 22.25 Flash infos.
20.00 Zapping.
20.05 Les Simpson.
20.30 Marquise. *Film. Véra Belmont.*
22.30 Corridas. Corridas à San Sebastian.
23.50 La vie comme elle est...
0.05 Une femme très très très amoureuse. *Film. Ariel Zeitoun.*

#### ARTE

19.00 Beany & Cecil.
19.30 Le Village de l'ennui.
20.00 Reportage. La Vallée du futur.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 Soleil trompeur ■■ Film. Nikita Mikhalkov (v.o.).
22.55 Portrait de groupe en l'absence du ministre.
0.00 Media magica. [3/4].
0.50 Le Premier Maître ■■ Film. A. Mikhalkov-Konchalowski (v.o.).

#### M 6

18.00 Highlander.
19.00 Sliders, les mondes parallèles.
19.54 Le Six minutes, Météo.
20.10 Une nounou d'enfer.
20.35 La Météo des plages.
20.40 Les Produits star.
20.50 Maintenant on l'appelle Plata. Film. Giuseppe Colizzi.
22.40 Pensées mortelles ■ Film. O Alan Rudolph.
0.30 Sonny Spoon.
1.20 Boulevard des clips.

### RADIO

#### FRANCE-CULTURE

20.00 Le Corps en éclats. La main.
21.00 La Radio à l'œuvre. Rencontre. Arles : le taureau, le lion et le wally.
22.40 Nocturnes. Kenneth White. Balade au cœur des îles.
0.05 Du jour au lendemain (rediff.). Une saison, de Schefer à Schefer. Claude Louis-Combet (*Le Petit Œuvre poétique*).

#### FRANCE-MUSIQUE

20.00 Festival de Gstaad Saanenland. Concert donné le 16 août, en l'église de Saanen, par l'Ensemble Heinz Holliger : *Divertissement pour instruments à vent,* de Schulhoff ; Œuvres de Beethoven.
23.00 Soleil de nuit.

#### RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées. Concert enregistré le 15 janvier, à la salle Pleyel, par l'Orchestre de Paris, dir. Pierre Boulez. Bavouzet, piano. Œuvres de Bartok, Mahler.
22.25 Les Soirées... (suite). *Œuvres de Schubert, Mozart.*

MARDI 25 AOÛT

## FILMS DU JOUR

**15.05 Des feux mal éteints ■■** Serge Moati (France, 1993, 95 min). Cinéstar 1
**15.55 Friedrich Schiller, Triumph eines Genies ■■** Herbert Maisch (Allemagne, 1940, N., v.o., 105 min). Ciné Cinéfil
**17.15 Un thé au Sahara ■■■** Bernardo Bertolucci (GB, 1989, 135 min). Cinéstar 2
**18.15 Maine-Océan ■■** Jacques Rozier (France, 1986, 135 min). Ciné Cinémas
**20.30 La Bande des quatre ■■■** Jacques Rivette (France - Suisse, 1989, 160 min). Ciné Cinémas
**21.20 Les Barbouzes ■■** Georges Lautner (France, 1964, N., 165 min). Cinétoile
**23.05 Parade ■■** Jacques Tati (France - Suède, 1974, 85 min). Cinétoile
**0.25 King Kong ■■■** E. B. Schoedsack et M. Cooper (EU, 1933, N., v.o., 95 min). Ciné Cinéfil
**0.30 Soleil trompeur ■■** Nikita Mikhalkov (France - Russie, 1993, v.o., 130 min). Arte

## GUIDE TÉLÉVISION

### MAGAZINES

13.00 et 23.00 De l'actualité à l'Histoire. L'empire américain. Invités : Alain Gresh, *Alfredo G.A. Valladao,* Jean-Marie Guehenno. Histoire
14.00 Le Canal du savoir. Environnement et écologie. Paris Première
16.00 La France et ses religions. *Les Juifs de France.* Invités : Josette Alia, Philippe Haddad, Pierre Birnbaum, Shmuel Trigano. Histoire
17.00 Envoyé spécial, les années 90. Triste tropique. Bangkok le piège. Goulag pour enfants. Histoire
18.00 Stars en stock. James Stewart. Audrey Hepburn. Paris Première
19.00 Rive droite, rive gauche. Les grands chefs sont-ils toqués ? *Pourquoi l'Egypte nous attire-t-elle autant ?* Les comédies musicales made in France peuvent-elles marcher ? Paris Première
20.00 Temps présent. La course aux étoiles. TV 5
20.00 20h Paris Première. Virginie Ledoyen. Paris Première
20.50 Zone interdite. Gendarmes de choc. M 6
21.00 Le Gai Savoir. Faut-il vraiment cesser de penser unique ? Invités : Philippe Manière, Philippe Labarde, Pierre Lellouche, Pierre Rosanvallon, Laurent Joffrin, Daniel Cohn-Bendit. Paris Première
*22.00 La France et ses religions.* L'islam en France. Invités : Jean Daniel, Maxime Rodinson, Soheib Bencheikh, Farhar Khosrokhavar. Histoire
22.30 Un siècle d'écrivains. Alejo Carpentier. TV 5
0.05 Cours particuliers. Benoît Poelvoorde. Paris Première
*19.30 Céline et les dauphins* de l'île de Sein. Arte
19.45 La Grande Saga des animaux. Les animaux de la savane. Odyssée
20.10 Les Jardins du paroxysme. [2/7]. Les Jardins classiques français. Planète
20.15 Une maison romaine à Narbonne. Odyssée
20.30 Un autre regard sur Schumann. Schumann, romance perdue. Mezzo
20.35 Nicaragua. Loin des projecteurs. Planète
20.40 Sans oublier les enfants. Odyssée
20.45 La Vie en face. Le Combat de la petite Malin. Arte
21.00 Hannah Arendt. La jeune fille étrangère. Histoire
21.35 Chemins de fer. [12/19]. De Karadi à la passe de Khaïbar. Planète
21.35 Sur la piste de l'aigle. Odyssée
21.40 Histoire de la marine. [7/7]. Les hommes de la mer. RTBF 1
21.55 ▶ Aux grands hommes, la peinture reconnaissante. Paris Première
22.30 Partir sur la route des îles. [3/3]. Puerto Rico et les îles Vierges. Odyssée
22.40 Lonely Planet. Argentine. Planète
23.20 Samuel Fuller, un Américain en Normandie. Odyssée
23.30 Monsieur Gainsbourg. France 3
23.30 Picasso en son temps. Planète

### DOCUMENTAIRES

18.05 Que la reine sauve la BBC. Odyssée
18.10 Les Nouveaux Explorateurs. Plantes amazoniennes au secours du cancer. Planète
18.30 Le hérisson qui voulait aller loin. La Cinquième
18.35 ▶ A l'auto-école. [2/5]. *Le pari des jumeaux.* Canal +
18.40 La Longue Ballade des sans-papiers. Planète
18.50 Le parc affiche complet. TMC
19.00 Amérique latine, un continent déraciné. [2/6]. Mythes, rites et conflits. Odyssée

### SPORTS EN DIRECT

18.00 Football. Coupe de l'UEFA. Rotor Volgograd - *Etoile Rouge Belgrade.* Eurosport
19.55 Athlétisme. Grand Prix IAAF. Meeting de Lausanne. TSR - Eurosport

### DANSE

17.20 Ultima Vez. *Roseland.* Chorégraphie. Wim Vandekeybus. Musique. Thierry de Mey et Peter Vermeesch. Mezzo
18.55 Mezzo junior. *La Belle au bois dormant.* Chorégraphie. Roland Petit. Musique. Tchaïkovski. Par le Ballet national de Marseille. Avec Dominique Khalfouni (La Belle), Cyril Pierre (Le prince), Zizi Jeanmaire (La fée Carabosse). Mezzo

### MUSIQUE

17.45 et 19.15, 21.00 Tchaïkovski Festival Concert. *Symphonies n° 2, 4 et 3,* par l'Orchestre symphonique de la Radio de Moscou, dir. Vladimir Fedosseiev. Muzzik
21.20 Un autre regard sur Schumann. *Concerto pour violoncelle en la mineur opus 129,* par l'Orchestre philharmonique de Brême, dir. Christoph Eschenbach. Avec Steven Isserlis, violoncelle ; Christoph Eschenbach, piano. Mezzo
21.45 Un autre regard sur Schumann. *Symphonie n° 4 en ré mineur opus 120, par l'Orchestre symphonique* du SWF de Baden-Baden, dir. Erich Leinsdorf. Mezzo
22.30 Keith Jarrett. Au Orchard Hall, Tokyo 96. Mezzo
22.55 Festival Tchaïkovski. *Concerto pour piano et orchestre n° 2 en sol majeur, opus 44 ; Symphonie n° 5 en mi mineur», opus 64,* interprétés par l'Orchestre symphonique de la Radio de Moscou, dir. Vladimir Fedosseiev. Avec Mikhaïl Pletnev, piano. Muzzik

### TÉLÉFILMS

17.10 Injustes noces. Waris Hussein. Festival
18.35 L'Amoureux, la femme, l'ordinateur et le chien. Colin Luke. Festival
19.00 La Frontière. Misha Williams. Histoire
20.10 Des gens si bien élevés. Alain Nahum. RTBF 1
22.00 Un homme. Robert Mazoyer [1 et 2/2]. Festival
22.25 Sous le signe du tigre. Norberto Barba. RTL 9
22.45 Recours en grâce. O Neema Barnette. M 6

### SÉRIES

19.00 Sliders, les mondes parallèles. Un monde de tornades. M 6
19.00 Highlander. *Les cavaliers de la mort.* Série Club
19.20 Deux flics à Miami. L'avion. 13ème Rue
19.25 Fais-moi peur. L'histoire du dernier vœu. Canal J
20.13 New York Undercover. Les fils à papa. Nina. 13ème Rue
20.40 Chicago Hope, la vie à tout prix. La jument et le tueur obèse. Une mort digne. RTL 9
22.25 Seinfeld. La centième. Canal Jimmy
22.30 La Loi de Los Angeles. De pétillants yeux d'Irlandais. Téva
23.20 Total Security. Produit miracle. TSR
23.45 Clair de lune. Tournez à gauche avant l'hôtel. Téva
23.50 Galactica. Le canon de la montagne glacée [1/2]. 13ème Rue
0.00 Star Trek, la nouvelle génération. Parla (v.o.). Canal Jimmy
0.00 La Fin du marquisat d'Aurel. [3/4]. Histoire
0.45 Buck Rogers. Croisière sidérale. 13ème Rue

**SIGNIFICATION DES SYMBOLES :**
▶ *Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».*
■ On peut voir.
■■ Ne pas manquer.
■■■ Chef-d'œuvre ou classiques

**LES CODES DU CSA :**
O Accord parental souhaitable.
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

*Le Monde publie* chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

## NOTRE CHOIX

● **23.20 Odyssée**
***Samuel Fuller,* un Américain en Normandie**

# Retour sur les plages du débarquement

C'ÉTAIT bien avant *Il faut sauver le soldat Ryan* de Steven Spielberg, qui se veut la première description réaliste du débarquement allié en Normandie (sortie en France le 30 septembre). En 1981, s'appuyant sur son passé de soldat américain engagé dans la seconde guerre mondiale (il faisait partie de la division Big Red One), Samuel Fuller avait montré sa version de juin 1944 dans *Au-delà de la gloire (The Big Red One).*

A l'exception d'un Lee Marvin vieillissant et d'un Mark Hamill encore auréolé par son rôle de *Luke Skywalker dans La Guerre des étoiles,* il n'y avait aucune star dans ce film. Fuller avait tenu à assembler une armée de symboles – les survivants *qui se fondent en* un, sans que l'on puisse véritablement faire de différenciation entre les personnages. *Au-delà de la gloire* était un film sobre, à la violence assez peu graphique, comme si la réalité même du débarquement, la véritable nature des combats, n'étaient pas transposables à l'écran.

Dans leur remarquable documentaire, *Samuel Fuller, un Américain en Normandie,* tourné en 1994, Jean-Pierre Catherine et Jean-Louis Comolli accompagnent le cinéaste américain sur les lieux du débarquement. Il n'y a rien à voir, si ce n'est des plages désertes, des villages désormais traversés par des autoroutes, et des cimetières où reposent des soldats morts le fameux jour J. Avec son débit de mitraillette, la voix de Fuller hante des endroits déserts et tente de ressusciter des fantômes. On ne l'avait jamais vu participer à un film aussi sobre, et rarement son talent pour le récit n'avait trouvé un cadre aussi favorable. Ce qu'il raconte est terrible, énoncé avec passion, mais sans aucune mélancolie, avec une rigueur exemplaire. Fuller parle calmement d'une mer qui devient rouge de sang, de milliers de corps qui s'amoncellent sur la plage. Et à côté de ces cadavres, des yeux, des têtes, des intestins, des bras, des doigts appartenant à des centaines de soldats détruits par le pilonnage adverse.

*Samuel Blumenfeld*

## PROGRAMMES

### TÉLÉVISION

#### TF 1

13.50 Les Feux de l'amour.
14.40 Arabesque.
15.35 La loi est la loi.
16.25 Sunset Beach.
17.15 Beverly Hills.
18.05 Contre vents et marées.
*19.05 Melrose Place.*
20.00 Journal, Météo.
20.50 Riens du tout ■ Film. Cédric Klapisch.
22.35 Escort Girl ■ Film. O Bob Swaim.
0.15 *Histoires naturelles.* Amazonie, les hommes de l'arbre.
1.10 TF1 nuit, Météo.
1.25 Reportages. Vies de chiens.
1.50 Le Jeune Ballet de France.

#### FRANCE 2

13.50 Rex.
14.40 Dans la chaleur de la nuit. [1/2].
15.30 Tiercé.
15.45 Chicago Hope, la vie à tout prix.
16.35 Le Prince de Bel-Air.
17.05 et 22.50 Un livre, des livres.
17.10 Au cœur de l'enquête.
18.00 La Fête à la maison.
18.30 Kung Fu.
19.15 1000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
19.50 Au nom du sport.
19.55 et 20.45 Météo.
20.00 Journal.
21.00 Pour la peau d'un flic ■ Film. Alain Delon.
22.55 *Le Choc* ■ *Film. Robin Davis.*
0.35 Journal, Météo.
0.50 Tatort.

#### FRANCE 3

13.35 Aventures des mers du Sud.
14.25 Echec aux hors-la-loi. Téléfilm. Jerry Jameson.
15.55 Les Enquêtes de Remington Steele.
16.45 C'est l'été.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Le Kadox.
20.35 Tout le sport.
20.50 La Carte aux trésors. La vallée de l'Yonne.
23.00 Météo, Soir 3.
*23.30 Monsieur Gainsbourg.*

#### CANAL +

13.30 Los Angeles 2013 ■■ Film. John Carpenter.
15.05 L'Œil du cyclone.
15.35 Rions un peu...
16.25 Surprises.
16.35 L'Aventure, c'est l'aventure ■ Film. Claude Lelouch.
18.32 Les Baisers.
▶ En clair jusqu'à 20.30
18.35 ▶ A l'auto-école. [2/5].
19.00 Best of Nulle Part Ailleurs.
*19.50 et 21.55 Flash infos.*
20.00 Zapping.
20.05 Les Simpson.
20.30 Prince Valiant. Film. Anthony Hickox.
22.05 Manga Manga. Iria. Téléfilm d'animation.
0.20 Les Nouveaux Mecs ■ Film. Sönke Wortmann.
1.50 La vie comme elle est...
2.00 Tombés du ciel ■ Film. Philippe Lioret.
4.00 Le Polygraphe ■ Film. Robert Lepage.

#### LA CINQUIÈME/ARTE

13.55 Les Lumières du music-hall. Georges Moustaki.
14.25 La Cinquième rencontre... L'Océanie. 14.30 Un mariage chez les rajahs. 15.25 Entretien avec Henri Stern, ethnologue.
15.55 Album de famille.
16.25 Modes de vie, modes d'emploi.
16.55 Jeunes marins reporters. [11/20].
17.10 Alf. Vive le muet !
17.35 100 % question.
18.00 Va savoir.
18.30 Le Monde des animaux.
19.00 Beany & Cecil.
*19.30 Céline et les dauphins* de l'île de Sein.
20.00 Archimède.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 La Vie en face. Le Combat de la petite Malin.
21.35 Soirée Thématique. Le samedi soir. 21.40 Huit courts métrages pour aller jusqu'à l'aube. D'une boîte à l'autre. Chic, c'est samedi. Samedi soir à Paris. Un week-end entre filles. Lève-toi et joue. Plus blanc que blanc. E-male. Mon samedi soir.
0.30 Soleil trompeur ■■ *Film. Nikita Mikhalkov (v.o.).*

#### M 6

13.35 La Fêlure. Téléfilm. Tom McLoughlin.
15.15 Les Routes du paradis.
16.10 et 1.10 Boulevard des clips.
17.30 L'Etalon noir.
18.00 Highlander.
*19.00 Sliders, les mondes parallèles.*
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Une nounou d'enfer.
20.35 La Météo des plages.
20.40 E=M6 junior.
20.50 Zone interdite. Gendarmes de choc.
22.45 Recours en grâce. Téléfilm. O Neema Barnette.
0.20 Sonny Spoon.

### RADIO

#### FRANCE-CULTURE

19.30 La Rage du jazz. Ornette Coleman.
19.50 Chroniques du voyageur immobile.
20.00 Le Corps en éclats. Le sein.
21.00 La Radio à l'œuvre. Un invité rare. L'amour de la musique et de la langue française.
22.40 Nocturnes. Serguei Larin. Portrait d'un ténor d'aujourd'hui.
0.05 Du jour au lendemain (rediff.). Une saison, de Schefer à Schefer. Manz'ie (*Eloge posthume de ma femme encore vivante*).

#### FRANCE-MUSIQUE

19.00 Jazz été. Kip Hanrahan, la luxuriance de l'ombre.
19.37 Siegfried. Opéra de Wagner. Enregistré le 30 juillet, par le Chœur et l'Orchestre du Festival de Bayreuth, dir. James Levine, *Wolfgang Schmidt* (Siegfried), Manfred Jung (Mime), John Tomlinson (Le Voyageur Errant).
0.00 Soleil de nuit.

#### RADIO-CLASSIQUE

18.30 Majuscules. Le violoncelliste Anner Bylsma.
19.30 Classique affaires-soir.
20.40 Les Soirées. Fritz Kreisler. Œuvres de Kreisler, Beethoven, Bruckner, Bach.
22.30 Les Soirées... (suite). Œuvres de Grieg, Elgar, Ysaÿe.

# Les Caraïbes tentent de bâtir une union économique avec la participation de Cuba

## Invité au sommet des seize pays de la région, Fidel Castro renforce son influence

**SAINT-DOMINGUE**
*de notre envoyé spécial*

Réunis durant deux jours à Saint-Domingue, les chefs d'Etat et de gouvernement de la Caraïbe se sont engagés à accélérer le processus d'intégration régionale avec la participation de Cuba. Invité comme observateur au sommet du Forum des Caraïbes (Cariforum) qui regroupe seize pays, le président cubain Fidel Castro en a été la principale vedette. « *Cuba doit être membre de plein droit de notre communauté* », a souligné à l'ouverture de la conférence le président du Surinam, Jules Wijdenbosch.

Après avoir longtemps servi d'épouvantail, Fidel Castro apparaît aujourd'hui comme le patriarche de l'unité caraïbe. Durant les deux jours du sommet, le vieux leader cubain resté fidèle au credo marxiste n'a pas semblé gêné par le fait que l'union régionale soit placée sous le signe du libre-échange et de l'économie de marché. Il a néanmoins appelé les pays de la région à s'unir face aux Etats-Unis : « *Pourvu qu'après les pays d'Amérique centrale ceux d'Amérique du sud s'unissent pour créer une force capable de discuter (...) avec le puissant voisin du nord.* »

**60 MILLIONS DE CONSOMMATEURS**

Le sommet a pris fin avec la signature d'un accord de libre-échange entre la République dominicaine et les pays membres de la Communauté des Caraïbes (Caricom), qui regroupe les anciennes colonies britanniques de la région. Le jeune président dominicain Leonel Fernandez a proposé aux îles caraïbes de former une « *alliance stratégique* » avec les pays d'Amérique centrale pour « *affronter les défis de la globalisation* ». La constitution d'un bloc régional Caraïbes-Amérique centrale représenterait « *un marché de plus de 60 millions de consommateurs et une vingtaine de votes dans les enceintes internationales* », a-t-il souligné. Le premier ministre de Sainte-Lucie, Kenny Anthony, qui préside le Caricom, a salué l'accord de libre-échange comme « *un pas de géant pour réduire la balkanisation économique de la région* ».

L'avenir de la convention de Lomé et les relations avec l'Union européenne ont été au centre des discussions. La convention de Lomé, qui régit la coopération entre l'Europe et 71 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) a servi d'accélérateur au processus d'intégration dans la région. C'est largement grâce à cet accord que la République dominicaine hispanophone a commencé à surmonter ses vieilles querelles avec la République voisine d'Haïti, francophone et créolophone, ou à nouer des liens avec la Jamaïque et la Barbade, anglophones. Alors que la IVe convention de Lomé expire à la fin de 1999, l'Union européenne, de plus en plus sollicitée par ses voisins orientaux et méditerranéens, veut réexaminer ses relations avec le groupe ACP.

Dans un document intitulé « Déclaration de Saint-Domingue », les gouvernants de la région demandent à l'Europe de poursuivre sa coopération au-delà de l'an 2000 « *selon les mêmes principes fondamentaux qui ont servi de base aux précédentes conventions* [de Lomé]. » « *Dans le contexte de la rapide libéralisation du commerce international, il sera nécessaire d'accorder aux pays ACP une période de transition raisonnable pour leur permettre d'améliorer leur compétitivité* », ajoute le document.

**REPROCHES AUX ÉTATS-UNIS**

Sous l'oeil satisfait de Fidel Castro, les nations caraïbes ont exprimé leur « *profonde déception* » à l'égard de la politique des Etats-Unis. En dépit des promesses du président Clinton, les îles n'ont toujours pas obtenu pour leurs exportations un traitement préférentiel comparable à celui dont jouit le Mexique, signataire de l'accord de libre-échange nord-américain (Alena). La « Déclaration de Saint-Domingue » reproche aussi aux Etats-Unis de n'avoir pas « *traduit en actes les engagements en faveur de la commercialisation des bananes caribéennes sur leurs marchés traditionnels* ».

Ces griefs à l'égard de Washington ont renforcé la chaleur de l'accueil réservé à Fidel Castro.

*Jean-Michel Caroit*

# Le cardinal Giordano, archevêque de Naples, accusé de trafic d'usure

**ROME**
*correspondance*

Délit d'usure, extorsion et association de malfaiteurs : ce sont les trois chefs d'accusation qui pèsent sur le cardinal Michele Giordano, archevêque de Naples. Le procureur de la République de Lagonegro, flanqué d'une trentaine d'agents de la police financière, s'est présenté, samedi 22 août, à la porte de l'archevêché pour remettre à l'homme d'Eglise *l'avviso di garanzia*, l'annonce formelle de l'ouverture de la procédure judiciaire. La perquisition prévue, un fait sans précédent, a été annulée après de longues tractations et la remise à la justice de la documentation réclamée.

La semaine dernière, le frère du cardinal avait été arrêté dans le cadre de l'enquête menée par le parquet de la petite ville de Lucanie, compétente sur Sant'Angelo di Potenza, dont sont originaires les Giordano et où aurait eu lieu le délit d'usure.

En février de cette année, des indiscrétions au sujet de l'implication de l'archevêque de Naples avaient été démenties. Samedi 22 août, de bonne heure, en lisant *La Repubblica* qui annonçait la décision du parquet, Son Eminence a compris que cette fois-ci, les policiers allaient venir pour de bon. Après avoir menacé une crise diplomatique, en faisant appel à son statut de « prince de l'Eglise », le cardinal a accepté de livrer les documents bancaires que cherchait les enquêteurs. Les preuves, selon la magistrature, de sa participation aux affaires de son frère, un entrepreneur soupçonné d'avoir mis sur pied un trafic d'usure de 25 milliards de lires (environ 85 millions de francs) avec la complicité de l'ancien directeur d'une banque de Sant'Angelo.

**POUR AIDER SON FRÈRE**

C'est là que les agents de la police financière ont trouvé les traces du passage d'une importante somme d'argent du cardinal à son frère, Mario Lucio Giordano. Ce dernier étant en difficulté, le prélat aurait mis à sa disposition un compte courant, alimenté par des chèques en blanc, émis sur ses propres fonds privés. Quant à d'autres sommes d'argent, venant, elles, des caisses de l'archevêché et retrouvées toujours sur le compte de Mario Lucio, l'explication avancée par le cardinal a été un peu plus compliquée : deux fils de son frère, un architecte et un entrepreneur, avaient travaillé pour l'Eglise de Naples et avaient été régulièrement payés. Ce sont eux qui, pour aider leur père, ont versé cet argent sur le compte en question.

Il faut remonter à Mgr Marcinkus, compromis dans la faillite du Banco Ambrosiano en 1982, pour trouver un homme d'Eglise de ce niveau impliqué dans une affaire. Le Vatican a immédiatement fait savoir qu'il est « *toujours proche de ses évêques, dans la joie comme dans l'épreuve* » et de suivre « *le cas avec attention* ». Le président de la conférence épiscopale italienne, le cardinal Camillo Ruini, quant à lui, est allé plus loin en se proclamant « *convaincu de l'innocence* » de l'archevêque de Naples. Le cardinal Giordano est un homme connu pour son engagement justement contre l'usure, qui est un fléau particulièrement répandu en Campanie. Alors que les fidèles et l'Eglise napolitaine se serrent autour de lui, le prélat se défend en attaquant la magistrature : « *Je ne suis pas Berlusconi, mais je dis qu'il y a désormais un problème de justice en Italie.* » Et de rappeler que le président de la République lui-même a crié gare contre une magistrature qui trop souvent « *agite les menottes* ». Cette fois-ci, elle aurait « *violé* » le concordat et « *la souveraineté d'un Etat* » en mettant en cause un homme d'Eglise coupable uniquement de solidarité envers son frère.

*Salvatore Aloise*



# Logement : l'amortissement Périssol sera assorti de contraintes sociales

**LE NOUVEAU** « *STATUT du bailleur social* », promis il y a un an par le secrétaire d'Etat au logement, Louis Besson, et dont les grandes lignes ont été connues mi-août (*Le Monde* du 15 août), a été précisé, lundi 24 août. Le principe de l'« amortissement Périssol » est maintenu, mais il est revu à la baisse : l'acheteur d'un logement neuf bénéficiera d'une déduction fiscale de 8 % du montant de l'acquisition les cinq premières années et 2,5 % les quatre années suivantes, dans la limite d'un plafond de 70 000 francs par an. L'ancien système d'amortissement, qui permettait une déduction plus importante, est prolongé jusqu'à août 1999. En contrepartie de ces avantages, le gouvernement introduit une contrainte sociale : l'investisseur s'engage à louer son logement pendant un minimum de neuf ans à un prix modéré à un locataire disposant d'un niveau de ressources inférieur au plafond appliqué dans les HLM majoré de 40 %. Le principe de l'amendement Périssol sera en outre étendu aux logements anciens : le propriétaire bénéficiera d'une déduction forfaitaire sur ses revenus fonciers de 25 %, soit nettement plus que les 14 % du droit commun, mais il lui faudra en revanche louer son bien pendant six ans minimum en respectant un niveau de loyer préétabli. Afin de garantir la sécurité du bailleur, le versement de l'allocation-logement en tiers payant lui sera adressé directement et non plus au locataire.

## DÉPÊCHES

■ **CAMBODGE : plusieurs milliers de Cambodgiens ont participé,** dimanche 23 août, malgré les menaces officielles, à une manifestation organisée à Phnom Penh par l'opposition pour dénoncer des fraudes électorales présumées lors du scrutin du 26 juillet et demander le départ du co-premier ministre Hun Sen.

■ **RELIGION : l'abbé Pierre a célébré ses soixante ans de sacerdoce,** dimanche 23 août à Assise (Italie), la ville de Saint-François, en présence du cardinal Roger Etchegaray, ancien président du Conseil pontifical Justice et Paix, et de Mgr Isidore De Souza, archevêque de Cotonou (Bénin). La cérémonie a eu lieu au monastère de Carceri à Assise, là où Henri Grouès, né le 5 août 1912, avant de devenir l'« abbé Pierre », décida de devenir capucin, l'une des trois branches de l'ordre franciscain. C'est en 1949 à Paris qu'il fonda la première communauté Emmaüs.

Tirage du *Monde* daté dimanche 23-lundi 24 août 1998 : 571 483 exemplaires -3

